LE ROI DES ARCHERS

I

L'ESTAMINET DE LA BELLE AVENTURE

Après toi, mon Empereur !

— Mais non, Sire, mais non ! tu es le plus âgé : passe devant !

Et ils entrèrent, le roi le premier en effet, l'empereur le second, c'est-à-dire Alfred Demeester, tisserand, et Arthur Vincke, trieur de laines. Quiconque a manié l'arc, connaît cette rue montante, à Roubaix, et la maison blanche, peu élevée, qui n'est, en façade, que l'estaminet de la Belle Aventure, mais où s'allongent, en arrière, l'une au-dessus de l'autre, deux salles pour les jeux : la salle des « bouleurs » au rez-de-chaussée ; au premier étage, celle des archers.

Les deux hommes se ressemblaient assez peu et, n'eût été leur commune passion pour le noble jeu, les raisons qu'ils avaient d'être amis n'apparaissaient guère. A les voir, par exemple, assis l'un en face de l'autre, devant une table du café, les deux bols de jus noir fumant entre les deux poitrines et les deux visages, — ils aimaient cet encens, — le contraste était même éclatant.

L'empereur avait encore quelque jeunesse. Très grand, mince au bas des côtes, les hanches droites, cavalier qui n'était jamais monté à cheval, fait pour les belles armures et qui, guerrier, n'avait jamais porté que le sac et le fusil, au temps

Copyright by René Bazin, 1928.

des tranchées de l'Artois, Arthur Vincke, avec sa figure en lame, ses yeux noirs, ses moustaches relevées, sa barbiche allongeant le visage, ressemblait à certains personnages des tableaux où Franz Hals groupait les dignitaires de quelque guilde flamande, à ceux auxquels vont bien le feutre et le justaucorps, aux puissants ouvriers-maîtres des villes artisanes, si fiers de leur métier.

Plus âgé, Alfred Demeester n'avait pas cette allure. De belle taille, lui aussi, solide, musclé, la poitrine large, il voûtait un peu, en marchant, ses épaules, courbées au long des jours sur la machine. Il avait des cheveux plats et tout blancs, qu'il s'efforçait encore de séparer par une raie, bien qu'ils fussent peu nombreux au sommet du crâne; il avait de longues moustaches tombantes et le menton rasé. En étudiant son visage, on eût découvert que les traits étaient réguliers, et que les yeux, d'un vert léger, prenaient vite un singulier éclat, une expression de colère, de défi, en tout cas de volonté. Mais cette régularité des traits n'était point ce qu'on observait d'abord, parce qu'ils étaient épais. La première impression que donnait le visage du vieil ouvrier roubaisien était celle de la force patiente, qui peut s'émouvoir et devenir brutale, de la droiture de cœur et de la simplicité. On citait Demeester comme un des doyens des tisserands de Roubaix. Ceux qui le rencontraient, marchant à fortes enjambées sans lunettes et sans canne, n'auraient pu croire, cependant, qu'il avait passé la soixantaine. On le disait fidèle à la maison Lepers-Hooghe : il n'était qu'habitué, depuis une quarantaine d'années, chez ses patrons. Hiver comme été, il s'habillait de vêtements gris; par temps de brume ou de glace, il tournait deux fois, autour de son cou, une écharpe de laine que l'usage, le brouillard, la pluie, la fumée, avaient réduite à l'état de cordage amolli et rendu semblable, pour la couleur, aux mousses, mouillées et mortes, qu'on rencontre aux pieds des arbres, vers la fin de l'automne.

— Il fait bon ici! dit-il en pliant ce long cache-nez, qu'il posa sur une chaise voisine.

Comme Arthur Vincke ne répondait pas, Demeester versa, dans le café, le contenu d'un petit verre d'eau-de-vie et, levant sa tasse, répéta :

— A la tienne, mon Empereur!

— A la tienne! répondit Vincke, en commençant de boire, lui aussi.

Il se passa une ou deux minutes, pendant lesquelles le trieur de laines et le tisserand accueillirent en silence et méditèrent cette chaleur, que le café de la Belle Aventure versait dans leurs estomacs, leurs poitrines, et jusqu'au bout de leurs doigts. Et comme le grand trieur de laines, en buvant, regardait obstinément la fenêtre, par-dessus la tête de Demeester, celui-ci se détourna à moitié, et considéra de même les vitres qui séparaient de la rue la salle de l'estaminet. Elles barraient le chemin au brouillard, qui coulait le long du verre avec lenteur, et il n'eût pas fallu beaucoup d'imagination pour se figurer que c'étaient là les hublots d'un navire en marche, et que l'on voyait passer, léchant les vitres, de véritables crêtes de lames, vivantes, guetteuses, cherchant à entrer. Il y avait longtemps que le jour était mort. A la fin de l'automne, comme on était alors, les harenguiers, les cargos, les longs courriers, bien peu après quatre heures du soir, allument leurs feux de position et, à la même heure, ils s'illuminent aussi, les magasins de Roubaix, de Tourcoing, de Lille, et de toutes les provinces riveraines de la mer brumeuse. On ne pouvait même deviner les maisons d'en face, dans la rue. Mais les lampes électriques de la Belle Aventure éclairaient vaguement le nuage en mouvement : quelque chose y luisait par moments, gouttes d'eau, parcelles de charbon touchées par la lumière. La nuit, devinée ainsi à travers les vitres, donnait l'impression de l'espace, du froid, d'une ombre mouillée, dont on était sauvé. Vincke et Demeester étaient comme des marins qui se retrouvent, après le quart, dans le magasin aux filets, dans la cambuse, n'importe où, au chaud. L'idée des jours d'été vint, par contraste, à Arthur Vincke.

— Le temps reviendra, cependant, Demeester, pour le tir à l'oiseau.

— Oui, après les durs mois, ça revient.

— On voit clair entre midi et trois heures.

— Quelquefois plus longtemps.

— Alors un verre de bière fait plus de bien qu'une jatte de café.

— Les archers relèvent la perche, ceux qui ont une perche et un pré.

— Il y a des concours de pinsons, reprit l'empereur.

— Les pigeons volent, répliqua l'autre, qui était amateur de lancers de pigeons.

Pour eux, l'été tenait dans ces jeux-là et dans la ville. Leurs propos étaient de citadins. Mais le tisserand, en parlant des archers qui relèvent la perche, avait son idée. Il y revint, après avoir observé deux groupes de clients, qui se tenaient à l'autre bout de la salle, et n'appartenaient assurément à aucune compagnie d'archers des environs : ni à celle des *Amis réunis*, ni à celles des *Francs-Tireurs*, de *l'Union du Bas chemin*, des *Archers du Moulin*, ou du *Pinson d'Or*, qui sont de Roubaix, ni à cette compagnie dont Arthur Vincke était la gloire, la *Société du Beau Bouquet*, de Mouvaux. Celle-ci était célèbre; elle avait un empereur parmi ses tireurs; elle affichait avec orgueil, sur les murs de l'estaminet tenu par M. Ghesquière, un règlement daté de 1827, et où se pouvait lire cette invitation : « Le jour de l'Oiseau, chaque sociétaire devra faire honneur au Roi, avec demi-bouteille de vin. » On savait vivre, au Beau Bouquet; on avait la tradition. Arthur Vincke, qui n'avait point quitté son ample pardessus à pèlerine, écarta les deux bords de l'étoffe tombante, comme s'il avait eu à montrer quelque collier de vermeil ou d'argent, gagné au concours. Mais on ne vit qu'un veston bleu, de bonne coupe, orné, à la boutonnière, du ruban de la croix de guerre, et une cravate bien nouée sur un faux-col glacé à l'américaine.

— Je suis venu ce soir, dit-il, pour voir si tu n'as rien perdu de ton coup d'œil.

— Je ne le crois pas, riposta l'ancien. Je n'ai pas ta vitesse : mais je ne tremble pas. Nous allons tirer au berceau. Tu jugeras.

— Ce n'est pas aussi difficile que l'oiseau!

— Sans doute, mais qui met dans le blanc a des chances d'abattre l'oiseau-maître.

— Je pense au grand concours d'été.

— Moi aussi.

— Être roi, deux années de suite, c'est bien, Demeester, mais, la troisième fois, c'est la grande, celle qui donne le titre que je porte. Je te veux empereur, toi aussi!

— Tu es un ami!

— Nous serons deux empereurs, dans Roubaix...

Il baissa la voix, qu'il avait sonore.

— Alors, nous nous ferons inviter aux fêtes de Gand, aux fêtes de Bruges: nous serons les tenants de la Flandre française contre la Flandre belge, et ce sera bien de la malchance si, l'un ou l'autre, nous ne décrochons pas un beau prix. Pense à ce voyage-là, vieil ami!

Ils y pensèrent. Ils eurent le même sourire. Ils imaginèrent les rues pavoisées, les bannières des corporations, les fanfares, les guildes en costumes, les harangues, les bouquets jetés des balcons, au passage d'Arthur Vincke et d'Alfred Demeester.

Le timbre de la porte de l'estaminet sonna. Trois hommes entrèrent. Le rêve cessa tout à coup. L'empereur et le roi s'étaient levés, pour faire honneur aux arrivants, membres de la compagnie des archers de la Belle Aventure. Des mots furent dits, rapides: une invitation, un refus.

— Non, merci. Nous venons de dîner. Montons! Jacquart nous suit, et d'autres vont venir. C'est l'heure!

Ils ouvrirent la seconde porte, au fond de la salle, suivirent le couloir qui longe la cloison du jeu de boules couvert, et, tout à l'extrémité, trouvèrent le raide escalier par où l'on pénètre, au premier étage, dans la galerie aménagée pour le tir à l'arc. C'était une longue salle, à l'extrémité de laquelle était dressée une épaisse paillasse, — le berceau, — dont l'étoffe claire ne faisait point de plis. Au centre de la paillasse, une cible était accrochée, peinte, selon la coutume, d'anneaux concentriques et multicolores. Et le « but » était blanc. Le chemin des flèches, comme, dans les tirs au fusil, le champ des balles, se trouvait dessiné et limité par des panneaux de bois, les « gardes », disposés à droite et à gauche de la ligne de tir, et qui recevraient, au besoin, les flèches égarées. Les archers pouvaient donc, à l'abri, suivre un couloir étroit, ménagé entre les panneaux de bois et le mur de la salle ; ils pouvaient même s'avancer jusqu'auprès du berceau. Quelques-uns étaient déjà groupés près de la porte d'entrée, l'arc en main ; d'autres montaient l'escalier ; les premières pipes soufflaient de la fumée bleue dans l'air qui était froid, et mêlé d'un peu de brume, car elle est habile à pénétrer dans les appartements, cette rôdeuse, et on ne peut affirmer que ce fût par les minces fentes des fenêtres, ou entre les tuiles du toit, ou par le trou de la serrure, ou collée aux vêtements des hommes qui sortaient de la

rue et se groupaient pour le jeu : mais elle avait trouvé son chemin, la brume des nuits de Flandre, sœur du coton qui est de Lille, sœur de la laine qui est de Roubaix, sœur du lin qui est d'Armentières. Comme elle tenait sous son filet le pays plat, comme elle tenait aussi la mer ! A cette heure-ci, les lourds navires chargés des laines d'Australie et des cotons d'Amérique, le cap vers Calais ou Dunkerque, avançaient avec lenteur entre les rivages de la Manche, beuglant pour avertir les camarades nombreux et invisibles, exposés comme eux au péril des rencontres ; tout autour, sur le sol des pays du Nord, les chemins de fer et les automobiles allaient aussi prudemment, et creusaient dans le brouillard leur tunnel éclatant, mais tout de suite comblé en arrière. La brume n'avait donc pas voulu quitter entièrement ces hommes de son royaume : elle était venue avec eux, avant eux, chez eux.

— On ne voit pas assez clair ! dit Alfred Demeester.

En même temps, il allumait, connaissant la maison, ce qu'ils nommaient « le supplément », une demi-douzaine de lampes électriques, qui doublèrent la lumière et donnèrent un air de fête à la salle de la Belle Aventure. La cible devint un bouquet cueilli du matin.

— A toi, l'Empereur !

Les habitués considéraient avec plaisir et déférence ce dignitaire du noble jeu, qui honorait de sa présence la réunion de ce soir. Lui, ayant accroché son manteau et son chapeau à un clou du mur, il était debout, son arc dans la main gauche, le poignet protégé par un brassart de cuir lacé, une flèche dans sa main droite. Ses armes, il les avait fait apporter, l'après-midi, par son fils aîné, un grandet déjà, et fier d'être fils d'empereur. En face de lui, tout près, un homme solide, plus âgé, dont la figure claire était allongée par une barbiche d'argent, tenait une flèche par le milieu.

— Faites voir, demanda Arthur Vincke.

L'homme tendit à l'empereur la flèche de bois blanc. Celui-ci la prit et l'examina. Elle était armée d'un bout de corne appointi, et toute la partie qui avoisinait cette pointe était ornée de marqueterie, filets, losanges, carrés, de couleurs harmonisées.

— Joli, cela, dit l'empereur. C'est vous, monsieur Jacquart, qui fabriquez cela ?

— Moi-même, à temps perdu.

— Et avec quoi empennez-vous ?

— Regardez, dit l'artiste, en reprenant la flèche : il y a trois plumes, n'est-ce pas ? La brune-jaune est de paon ; les deux autres, les noires, sont de dinde.

— Je fais mettre à mes flèches, dit Vincke, des pennes de cygne. Elles sont moins belles que vos flèches, monsieur Jacquart. Mais ça file droit.

— Les miennes aussi, dit l'artiste modestement.

— Allons ! A l'empereur de tirer ! reprit Demeester

Le groupe s'ouvrit. Le grand archer de la société du Beau Bouquet de Mouvaux se plaça à l'entrée du chemin de tir, assujettit la corde de son arc dans l'encoche du bas de la flèche, que décoraient en effet trois arêtes de plumes blanches ébarbées, considéra un instant la cible, là-bas, toute lumineuse, mesura de l'œil la distance, puis, d'un mouvement rapide et sans secousse, relevant l'arc, tirant à lui la flèche, l'amenant à toucher de la pointe de corne le milieu de l'arc ployé comme un cerceau, il releva aussitôt ses deux doigts agrippés à la corde, et le trait, qu'on vit voler, décrivit une courbe légère, et se planta dans la cible.

— Joli coup ! crièrent trois voix ensemble.

Trois compagnons de l'arc coururent, par le couloir, jusqu'au berceau. L'un d'eux annonça, de l'extrémité de la salle :

— Sur la ligne de partage entre le rouge et le blanc, le blanc est touché !

— A toi, Alfred Demeester ! dit l'empereur.

Le tisseur, qui avait été chercher son arc dans l'armoire fermée à clef, où l'arme était serrée, vint se placer à l'entrée du chemin de tir. Une demi-douzaine d'archers se tenaient en arrière, conseillant le champion de leur société : « Fais attention que ton arc est le plus fort de tous ; tes flèches ne faiblissent pas en l'air ; elles vont droit : ne vise pas trop haut ! — Alfred, prends ton temps ! Si tu trembles, arrête-toi ! Bonne chance, vieux Roi ! » Les dominant d'une demi-tête, les deux mains tenant l'arc comme un grand bâton de montagne, l'empereur observait. Ce n'était point un concours, mais la rivalité, la fierté jalouse animaient les sociétaires. Demeester avait un arc en bois d'if, — l'if au tronc bien droit, l'if qui défend son cœur

avec toutes ses branches, — un arc qui aurait pu servir dans les guerres d'autrefois, très rouge, membré, luisant, et qu'il était seul à pouvoir bien manœuvrer. Pour tirer, il ne se redressa point ; au contraire, il écarta ses jambes, les plia un peu, « s'assit bien à son aise en l'air », comme il disait, et cela le fit paraître petit, large et puissant. Quand il eut placé la flèche sur la corde de boyau, trois fois il essaya de tendre l'arc, puis le laissa reprendre la ligne droite. La quatrième fois, ayant tiré la corde autant qu'il le pouvait faire, il eut l'air de chercher le but, de la pointe de sa flèche qui se déplaçait à droite, à gauche, en haut, en bas, puis tout fut immobile un moment, l'homme et l'arc, et personne ne respira plus, puis la flèche partit, et s'enfonça dans la cible, droit au centre.

— Bravo ! Vive Demeester ! Ah ! mon vieux, c'est la plus belle flèche de l'année !

Les hommes de la Belle Aventure, une quinzaine à présent, l'entouraient, le complimentaient, lui serraient la main. Arthur Vincke, toujours de belle humeur, fit le salut militaire.

— Eh bien ! dit-il, t'es un maître. Au concours d'été, il n'y a pas de doute, tu seras roi encore, et donc empereur, puisque ce sera la troisième année. Mes compliments !

Il se détourna, le bras passant au-dessus des têtes.

— Et je fais compliment à toute la Belle Aventure !

Le dernier qui vint féliciter Demeester était un homme d'une quarantaine d'années, mince, vêtu d'un complet marron, coiffé d'une cape de feutre, et dont le col blanc lustré, la cravate de soie, l'épingle d'or, disaient l'aisance relative, ou peut-être la nécessité professionnelle d'être habillé avec quelque recherche. Il faisait partie de ces employés qui, tous les jours, entre neuf heures et midi, entre deux et quatre heures, courent la ville, offrant aux filateurs et aux fabricants, des échantillons de laine enveloppés dans du papier bleu. C'était un « paquet-bleu ».

— Je ne regrette pas d'être venu ce soir, monsieur Demeester, dit-il. C'est un plaisir de voir des archers comme vous et comme M. Vincke. Quand sera le tir à la perche ?

Demeester, épanoui par le succès, serra vigoureusement la main que lui tendait l'archer.

— Apollinaire Hutsebaut, vous êtes un nouveau, et un amateur, mais non un compagnon régulier. Un tir à l'oiseau,

mon ami, cela se fait en mai, en juin, dans le soleil. Nous n'avons ni terrain, ni perche à demeure, comme d'autres compagnies. C'est trop coûteux pour la Belle Aventure. Mais une réunion à la campagne, autour d'une perche de fortune, j'ai toujours souhaité d'en organiser une.

— Eh bien !... j'irai. Peut-on savoir où ça sera ?

— Ma foi non ! Dans un pré, pas loin d'un estaminet. Mais il y en a des prés, et des estaminets, tout autour de Roubaix !

— Dites donc, repartit Apollinaire Hutsebaut, j'aurais un mot à vous dire, à part...

Et comme le vieux tisserand changeait de physionomie, et perdait sa joie de victorieux :

— Oui, reprit Hutsebaut, une nouvelle qui vous regarde...

— N'y a plus de bonnes nouvelles à mon âge, dit Demeester. La moins dure, c'est d'apprendre qu'on va mourir...

— Vous avez bonne santé, à ce qu'il semble...

— Alors, c'est de ma fille Adéline, que vous avez à me parler ? Toujours elle ! De mon autre fille, Mélanie, peu de nouvelles, mais rien que de bonnes nouvelles : d'Adéline, rien que des chagrins...

— Venez par ici.

Les hommes du jeu, excités par les beaux coups d'adresse de Vincke et d'Alfred Demeester, prenaient de l'intérêt à la partie de ce soir. Un troisième archer avait piqué sa flèche à peu de distance de celle de l'empereur, dans la cible qui ressemblait, à présent, au cou d'un taureau banderillé. Un quatrième bandait son arc. Dix camarades, penchés, le regardaient viser le but. Plusieurs autres s'avançaient, par le couloir, pour juger mieux les coups, tout près du berceau et à l'abri. Le départ de Demeester et d'Apollinaire Hutsebaut ne fut pas remarqué. Ils sortirent de la salle, et, sur le petit palier de l'escalier, les pieds posés sur la seconde marche, ils s'assirent, l'un près de l'autre. Le tisserand avait encore son arc à la main, et dont la pointe, en bas, touchait aussi l'échelle descendante. Il faisait sombre, on entendait le heurt des boules au rez-de-chaussée, et, dans la salle la plus voisine, les éclats de voix des archers ; mais on était chez soi.

— Sire, je veux vous dire une chose.

— Si c'est bon, allez-y.

— C'est mauvais.

— Allez tout de même.

— Le mari de votre fille, Leleu...

— Eh bien ?

— Il est condamné.

— Ça ne m'étonne pas : buveur, paresseux, cogneur à l'occasion...

— Non, très malade : on appelle cela condamné.

— Nous le sommes tous.

La lourde indifférence du tisserand ne fit pas sourire Hutsebaut, ne détendit pas sa physionomie, toute de pitié.

— Vous n'avez pas tout dit, repartit Demeester ; vous ne seriez pas venu ce soir à la Belle Aventure, pour me dire que mon gendre est malade. Qu'est-ce que ça me fait ? On ne se connaît plus, et vous le savez.

— Votre fille...

— Ah ! celle-là, je ne la vois point, mais le cœur est plus près d'elle : est-ce qu'elle est malade aussi ?

— Pire. Elle l'a quitté.

— Où est-elle ?

— Dans la même rue de la Basse-Masure, un peu plus loin.

— Elle travaille toujours rue de Tourcoing ?

— Oui.

— Alors, j'irai la voir.

— Ne vous dépêchez pas, Sire, croyez-moi.

Demeester empauma l'épaule de l'homme, et, rudement, le repoussa vers la rampe de l'escalier. La colère enfla sa voix.

— Ah çà ! quelles nouvelles m'apprenez-vous encore d'Adéline ?

— Celles que vous connaîtriez, si vous habitiez comme moi le quartier, répondit fermement Hutsebaut.

— Elle est seule avec Claire ?

— Oui.

— Que fait-elle donc de mal ?

Le « paquet-bleu » hésita un instant.

— Ne parlons plus d'elle ; je ne suis sûr que de ce que je vous ai dit. Elle l'a quitté et il est très malade : il a eu des crachements de sang ; il fait encore des demi-journées, par-ci, par-là, mais il est perdu ; je l'ai vu, moi ; j'ai été lui rendre visite ; c'était triste, chez lui ; et personne pour le soigner, si

ce n'est deux voisines, qui venaient quand il appelait et qu'elles avaient le temps!

— Qu'il aille à l'hôpital!

— Il ne veut pas y aller! C'est qu'il n'est pas commode, Leleu! Quand je suis entré, il a mis la main sous l'oreiller, de l'air de chercher quelque chose, et il m'a regardé un moment, avant de me reconnaître, et puis il a dit : « Hutsebaut, les amis comme toi, je les reçois; ma femme, ou mon beau-père, entends bien cela : s'ils dépassent la porte de chez moi, je les tue! »

— Qu'il crève donc! cria Demeester.

Mais il se rencogna aussitôt, et baissa le ton, car la porte de la salle des archers, en arrière, avait été entr'ouverte, et un homme avait regardé, pour savoir qui parlait haut dans l'escalier.

— Sire, reprit le paquet-bleu, sans crainte aucune, il se peut que vous n'aimiez pas Leleu, mais il est du métier : je me suis occupé, et je m'occuperai encore de lui. Pensez ce que vous voudrez : je ne pense pas comme vous!

Le quart de bourgeois qu'était Apollinaire Hutsebaut avait disparu : ils étaient deux ouvriers, l'un serré contre le mur, l'autre contre la rampe de l'escalier, séparés par autant de centimètres qu'ils pouvaient l'être, leurs deux bustes se faisant vis-à-vis, leurs deux visages exprimant la colère.

— Hutsebaut, dit le tisserand, quand on a commencé à raconter une histoire, on la finit! Qu'est-ce qu'on raconte de ma fille Adéline? Vrai ou faux, je veux le savoir!

— Elle a lâché son homme, pour en suivre un autre!

— Et qui donc?

— Un qui n'est pas d'ici. On dit qu'elle est allée avec lui, à Menin, et que, deux fois déjà, elle n'a pas couché dans le garni... Mais je ne suis pas sûr... Que faites-vous, Sire?

Le vieux s'était levé, d'un coup de reins. Il avait tendu son arc, et il lançait sa flèche contre le mur, au bas de l'escalier. La flèche entra dans la chaux, et, en même temps qu'un morceau d'enduit, tomba, brisée en deux, sur la dernière marche. Demeester se détourna, sans plus s'occuper de son voisin, supposant que la réponse suffisait. Puis il ouvrit la porte de la salle. Des acclamations l'accueillirent.

— Le voilà! Voilà le roi! Ton tour est passé, mon vieux! Allons, viens tout de même. Tous les tireurs sont en forme, ce

soir. Tâche de recommencer le coup de tout à l'heure, dans le blanc! Tu as l'air d'avoir chaud, dis donc ?... Ah! je comprends, tu viens de boire un petit verre avec Hutsebaut!

— Précisément, dit Demeester.

Il alla chercher une flèche nouvelle, dans le placard où il serrait l'arme, et se mit, pour la seconde fois, à l'entrée du chemin de tir. Avec application, lentement, il visa la cible. Mais ses yeux étaient troubles ; la corde tremblait dans ses doigts. La flèche alla se ficher dans la paille du berceau. Des murmures d'étonnement s'élevèrent, dans le couloir, entre les panneaux, et tout près parmi les compagnons qui ne reconnaissaient plus leur maître.

— Qu'est-ce que c'est que ça, Demeester ? Ce n'est pas un verre que tu as bu, c'est plusieurs !... L'empereur était là-bas, pour mieux voir arriver ta flèche, et il a dit : « Ce n'est pas un coup de roi. »

Demeester n'eut pas le temps d'en entendre plus long, ni de s'expliquer. Un tout jeune homme, apprenti dans quelque industrie de Roubaix, venait d'entrer et s'approchait de lui, la casquette à la main. Le tisserand le reconnut pour le fils d'un voisin, habitant la rue des Longues-Haies, dans sa propre « courée » à lui, Alfred Demeester.

— Dites, monsieur Demeester, je vous suis envoyé par mon père... Va vite, Sébastien, qu'il m'a commandé, va à la Belle Aventure, et dis à notre voisin...

Il tournait sa casquette dans ses mains, et regardait par terre.

— Dis-lui qu'il est arrivé, ce soir, dans sa maison, une demoiselle, sa petite-fille à ce qu'on croit, et que les demoiselles Fleurquin l'ont gardée chez elles, en attendant.

— Une demoiselle ? demanda le tisserand, qui faisait mine de rire à cause des compagnons. Quel âge a-t-elle ?

— Papa m'a seulement dit, monsieur Demeester, que c'était une petite qui pleurait tant et tant qu'on ne lui voyait pas la figure.

— Alors, c'est ma petite-fille, c'est Claire Leleu. Je retourne à la maison! Cours le dire à ton père, et qu'il ferme sa porte : je n'ai plus besoin de lui! Adieu la compagnie!

L'ENFANT RÉFUGIÉE

Il descendit la rue, le pauvre roi. Ayant relevé le col de son pardessus, les deux mains dans les poches et la tête en avant, il allait contre les vagues de brume que la mer, inépuisablement, versait sur le rivage, depuis les terres bretonnes jusqu'aux forêts poméraniennes. Il prenait une rue, puis une autre, sans regarder. Tout son regard était en lui-même. Adéline ! Voilà l'un des noms qu'il disait par moments, dans la buée jaune et froide ; et l'autre nom était celui de Claire. Ce mariage d'Adéline, ça n'avait jamais été un bon mariage. Elle était belle fille, son aînée, plantureuse, blonde, et contente de vivre, mais cela s'entend : de bien vivre. Et toujours, il lui fallait du plaisir. La mère était morte trop jeune. Qu'est-ce que c'est qu'un homme pour élever deux filles comme Adéline et Mélanie, un homme surtout qui travaille dans les usines ? Il se doutait bien qu'il ne réussirait guère, et que gagner la vie des enfants, ce n'était pas les élever. Pouvait-il courir la ville, pour accompagner Adéline à la fabrique ou Mélanie à l'école, l'une déjà grande, rattacheuse, puis tisserande, l'autre qui voulait être institutrice ?

Dès ce temps-là, — et il se le reprochait à présent, — il ne revenait pas déjeuner à la maison, les jeunes filles non plus. Il mangeait rue de l'Épeule, où était la fabrique Lepers-Hooghe. Le soir, des trois personnes qui composaient toute la famille, c'est Adéline qui rentrait la première. Comme elle avait de beaux cheveux, et que la poussière les ternit, elle commençait par les brosser, par les souffler, par se mirer, jacassait avec les voisines, si l'occasion s'en offrait, puis mettait un peu d'ordre dans les chambres, qu'elle n'avait pas même balayées le matin, tirait sur les draps, tirait sur les couvertures, tapotait les édredons, pour faire croire qu'elle avait fait le ménage. Lui, Demeester, il arrivait le second, au logis. Quelquefois, il s'était promis de raconter des histoires, au souper, et de causer avec les enfants. Presque toujours, il se taisait : il se trouvait trop las. Le souper, c'était peu de chose. La plus petite le préparait, Mélanie l'écolière, qui avait souvent un livre à la main, où elle lisait ses leçons. Et comme c'était une bien jeune cuisinière, il y avait des jours où la plus proche voisine, Marthe

Fleurquin, la repasseuse, venait l'aider, et soupait avec eux.

Le tisserand n'avait pas un très long chemin à faire, pour se rendre de l'estaminet de la Belle Aventure à la maison qu'il habitait, au fond d'une cour de la rue des Longues-Haies. Mais l'émotion fouette les pensées, et les fait galoper. Elles accouraient, elles revenaient des profondeurs du passé. Les mots de tout à l'heure se mêlaient à la troupe des anciens souvenirs, les mots qu'avait dits le jeune commissionnaire : « une petite qui pleurait tant et tant qu'on ne lui voyait point la figure ». Demeester suivait la rue du Moulin-de-Roubaix, où il y a bien des boutiques, et des voitures. Mais les piétons étaient peu nombreux. Comme elle était froide, la brume, et comme elle épaississait ! Il releva le col de son manteau. « Chez moi, qui vais-je trouver ? La demoiselle, est-ce ma petite-fille Claire ? Presque sûrement. Pourquoi est-elle venue ? Dans la nuit, toute seule ? J'ai eu beau m'emporter contre Apollinaire Hutsebaut, ce qu'il a laissé à entendre pourrait bien être la vérité ! » Il changea de trottoir, un passant ayant dit : « Prenez donc votre droite, mon bonhomme, et ne butez pas contre les gens ! »

Il regardait les pavés, il ne regardait ni les lumières, ni les ombres en marche. « Non, un pareil mariage, je n'aurais jamais dû y consentir ! La mère ne l'aurait pas permis Mais moi, j'étais veuf, dans mon chagrin qui dure encore. C'était en 1911, en février, je me rappelle bien : juste un an après la mort de ma défunte, Adéline est venue me dire : « Je me marie avec Leleu, on est d'accord. » Comment m'y opposer ? Elle et lui, ils se seraient mis en ménage sans le maire et sans le curé. J'ai pourtant eu tort. »

Ce Lucien Leleu, un paresseux, un joueur, un buveur : il n'avait pour lui que ses petites moustaches brunes, un air impertinent, une facilité à parler de tout, comme s'il avait tout su. Elle, la Flamande épanouie, épouser cet ouvrier médiocre et faraud ! Mais elle avait de la volonté pour tout ce qui lui plaisait, cette fille indolente et rieuse. Un jour, dans une dispute, justement à propos du projet qui contrariait le père, n'avait-elle pas dit à Marthe Fleurquin, la repasseuse :

— Si je veux, moi, ce Français, je suis libre, n'est-ce pas ? Il me fera toujours moins d'enfants qu'un Flamand !

Moins d'enfants ! Le ménage n'en avait eu qu'un seul, cette

petite Claire justement. Triste ménage! Un an ne s'était pas écoulé que les époux ne venaient déjà plus, le dimanche, dans la rue des Longues-Haies. Le père ne les voyait que s'il les invitait à dîner, deux ou trois fois dans l'été, et puis au 1er janvier, à cause des étrennes. Quand Claire eut trois ou quatre ans, les parents l'emmenaient avec eux, mieux enrubannée qu'une fille de rubanier, ornée de plus de dentelles, entredeux et broderies, que la mère Demeester n'en avait porté dans ses trente-sept ans de vie, la pauvre femme! On s'asseyait autour de la table. Mais il n'y avait plus de famille : après les premiers mots, nouvelles de la santé, nouvelles du travail et du salaire, les conversations ressemblaient à celles qu'on entend au café. Ce n'était plus que des faits divers, des bouts de journal récités par des voix de timbres différents. Puis la maladie avait saisi Lucien Leleu, bénigne d'abord; Adéline avait vieilli, — pas assez; — Claire était devenue une petite jeune fille, dont le grand père ne connaissait point le cœur. La dernière fois qu'on s'était réuni, chez le grand père Demeester, ç'avait été au premier jour de l'année qui allait s'achever. Ce jour-là, comme le tisserand demandait à sa fille :

— Et toi, mon enfant, ça va? Tu n'es pas trop lasse?

Elle avait répondu :

— Oh! si, je suis lasse le soir, et lasse le matin, à cause de Lucien, qui a toujours sa bronchite. Le médecin a dit que c'était chronique, et qu'il faudrait le repos, l'air de la montagne.

Elle se mettait à rire en disant cela, la Flamande rose, et elle regardait son mari avec une pitié hostile.

— Si tu as de quoi nous envoyer à la montagne, papa, il n'est que temps!

Elle n'avait pas continué, parce que Lucien écoutait. Mais en quittant la maison, vers quatre heures, et comme son mari avait pris les devants, et l'attendait dans la courée, elle s'était détournée vers le père, et, baissant la voix :

— On m'a prévenue qu'il est contagieux; ce n'est pas drôle pour moi.

Depuis lors, on ne l'avait plus revue dans la maison de la rue des Longues-Haies. Le père, plus d'une fois, au sortir de la fabrique, avait fait un tour dans le quartier de la Basse Masure, qu'habitaient les Leleu, demandant aux voisins, aux voisines,

comment se portait le gendre, jusqu'au jour où, en avril, il s'était rencontré, tout à coup, avec Adéline, vêtue de clair sous le mantelet de drap châtain, Adéline gantée, chaussée de bas roses, coiffée d'un chapeau lisse et rond comme une noisette.

— Ah! te voilà, le père? Je ne suis pas fâchée de te surprendre!

— Moi non plus!

— Pour te dire que nous en avons assez, d'être espionnés par toi.

— Je venais aux nouvelles, puisque je n'en reçois pas.

— On irait te remercier, si tu envoyais de l'argent. Mais non, jamais rien! Tout pour toi! Tu désires des nouvelles? Je vais t'en donner. Chez nous, ça va plutôt mal; il a toujours de la bronchite, il fait des demi-journées : mais on est bien décidés, Lucien et moi, même s'il allait mieux, à ne plus remettre les pieds dans la courée Vehrée. Tu préfères ma sœur, parce qu'elle est institutrice; elle te fait plus d'honneur que nous, elle est plus de la haute!

— Ma foi, avait répondu Demeester, en écartant les bords du manteau de sa fille, je n'ai jamais vu, à Mélanie, une robe comme la tienne! Tu sors du cinéma de l'Épeule, pas vrai?

— Et quand cela serait?

Alors, riant de colère, elle avait crié :

— Ma robe ne te regarde pas : tu ne l'as pas payée! Reste donc chez toi! C'est décidé, à présent : on vivra, on mourra chacun de son côté!

— Et Claire?

Il avait dû toucher le point sensible : Adéline n'avait rien répondu; elle s'était éloignée, rapide, bientôt cachée par les passants et par la brume qui tombait dru, mêlée de fumée. Il avait cru remarquer que ses yeux insolents s'étaient à demi fermés, quand il avait dit : « Et Claire? »

Huit mois bientôt que le tisserand vivait séparé de ses enfants. L'absence de Mélanie, comment ne l'aurait-il pas excusée? L'institutrice demeurait loin de Roubaix, loin d'une gare, dans un village. Il disait d'elle : « De mes deux, c'est celle qui m'a le moins fait pleurer. » Il n'avait qu'à l'appeler; avec une permission de ses chefs, elle accourrait, il en était sûr.

Tous ces souvenirs du passé le plus proche, et bien d'autres, Alfred Demeester les revivait, plus nets et plus pressés que s'il

les avait lus sur le trottoir où il marchait tête basse. La consigne lui avait été donnée de retourner chez lui en toute hâte : il obéissait. Il se disait seulement, par intervalles : « Peut-être que je vais à mon malheur. »

Malheur ou non, il approche de ce qui va lui être révélé. Il tourne à angle droit, il entre dans la rue des Longues-Haies, la sienne, où logent, en bordure de la rue et dans les « courées », plus de dix mille habitants. A présent, il lève les yeux, il nomme au passage les porches béants, ouverts sur la brume et qui sont des entrées de cités ouvrières : « Cour Legros, n° 1 ; cour Legros, n° 2; cour Morelle-Scarceriau ; cour Declerck-Bauters... » Il y en a bien d'autres. Il traverse la rue, il passe sous une voûte, il se retrouve à l'air libre, entre deux rangées de maisons basses, sept d'un côté, sept de l'autre, et la ruelle bute, au fond, contre le haut mur d'une usine. C'est la courée Vehrée; la dernière maison à droite est celle des demoiselles Fleurquin ; la sixième, c'est la sienne. Presque partout, dans la courée, les volets sont clos, les lampes éteintes. Chez les voisines, on veille encore : une lame de lumière, au rez-de-chaussée, coule entre les volets et les montants de brique, une pauvre lueur, de quoi faire à peine chanter un grillon, s'il y en avait eu en cette saison-là. Demeester frappe doucement à la porte.

— C'est vous, monsieur Demeester?

— Oui donc, mademoiselle Marthe.

Elle ouvrit aussitôt, et il y eut, dans la « pièce de devant », sous la lampe du plafond, un vieil homme enveloppé dans son pardessus, et une femme d'une quarantaine d'années, rondelette, vêtue d'une robe montante, coiffée en bandeaux, et dont le visage, plein et tranquille, n'avait de beauté que de grands yeux sages.

— Eh bien ! demanda Demeester, c'est elle qui est là?

— Parlez tout bas ! Oui, c'est Claire : elle est arrivée il y a plus d'une heure.

— Chassée par sa mère?

La vieille fille hésita un moment.

— Non, pas précisément...

Elle mit un doigt sur ses lèvres, qu'elle avait fortes et ridées, puis, de ce même doigt, faisant signe à Alfred Demeester : « Venez ! » elle s'avança jusqu'au pied de l'escalier de bois, tout étroit, qui s'élevait du coin de la salle, vers l'étage supé-

rieur. C'était l'endroit le plus éloigné de cette cloison tapissée d'un papier imitant un treillage vert, et derrière laquelle, à quelques pas dans la cuisine, se trouvaient, attentives sans doute, Marie Fleurquin et la petite Claire. Et il eût été fâcheux qu'elles entendissent même un mot de ce que Marthe allait dire au grand père! Lui, dodelinant sa tête déplumée et mouillée, il avait suivi Marthe et il se tenait là, le dos au mur, grand auprès d'elle, apeuré déjà de ce qu'il allait apprendre. La pluie tombait, à présent. Il écoutait ce seul bruit de la nuit. Devant lui, une grande table blanche portait une pile de linge fin, un plat rempli d'amidon, des fers à repasser. Il y avait, sur des ficelles tendues haut dans la salle, des faux-cols qui achevaient de sécher.

— Écoutez-moi bien, monsieur Demeester, dit la repasseuse... L'enfant est déjà bien avisée; voilà les quinze ans qui lui viennent.

— Pas avant le mois de juin tout de même! Je ne me rappelle plus le jour, mais j'ai été le parrain : c'était un jour d'été.

— On a des yeux, à l'âge de Claire; on a un cœur; dans les ateliers, on a entendu raconter bien des choses. Tout à l'heure, elle est arrivée. Elle pleurait si fort que je crois bien que nous pleurions avec elle, ma sœur et moi. Pauvre petite! Elle a remarqué d'abord les absences de votre Adéline, sa mère, qui ne rentrait de l'usine qu'après une demi-heure, une heure, une heure et demie de retard. Elle, la petite, qui revenait bien régulièrement de chez la couturière, sa patronne, la voyez-vous, dans la chambre meublée, attendant toute seule, et puis se faisant de sa mère une idée, vous devinez bien, pas très belle; le soir, il y avait des scènes ou des silences, ce qui est la même chose entre une mère et sa fille. Elles habitaient dans le garni depuis une quinzaine. Et voilà que samedi, l'homme est venu... Oh! pas dans la chambre, monsieur Demeester, ne vous faites pas de mauvais sang comme ça! Vous êtes rouge à croire que vous allez avoir une attaque! Non, je vous dis seulement dans la maison, au bas de l'escalier : Adéline s'est habillée et elle est sortie... Que voulez-vous, monsieur Demeester? une femme qui n'a pas été bien heureuse, qui est jeune encore, il est rare qu'elle ne trouve pas quelque amateur... La mère avait dit, en partant : « Claire, je vais acheter des provisions. » Vous devinez si la petite l'a crue. Le soir, Adéline est remontée,

à plus de neuf heures, sans même rapporter une livre de café, pour se donner l'air de ne pas avoir menti... Claire faisait semblant de dormir. Alors, ce matin, comme sa mère l'avait prévenue : « J'ai une visite à faire du côté de Mouvaux, dans l'après-midi : tu pourras te promener, si cela te plaît », jusqu'à sept heures du soir elle a guetté, monsieur Demeester, elle a espéré que sa mère rentrerait de Mouvaux, ou d'ailleurs; mais, quand les sept coups ont été sonnés à l'horloge, elle a descendu, l'enfant, elle a couru, elle est arrivée ici. Vous allez la voir. Ne lui demandez rien, puisque vous savez tout. Elle n'a rien apporté, pas une provision de linge, pas une seconde robe, pas même son parapluie. C'est une fugitive. Elle veut loger à tout jamais rue des Longues-Haies.

— A tout jamais? dit le tisserand. Mademoiselle Marthe, j'ai eu deux filles, elles sont parties : la fille d'Adéline en fera autant.

— Venez maintenant dans la cuisine, répondit Marthe Fleurquin. Laissez-moi parler la première à la petite Claire; elle vous reconnaîtra : elle aura moins peur que si, avec votre grosse voix, vous l'appeliez d'abord.

— C'est vrai que j'ai une grosse voix; je n'ai pourtant personne à gronder : je suis tout seul. Passez devant, mademoiselle Marthe.

Avec précaution, la vieille fille, ayant traversé la salle, tourna le bouton de la serrure. La porte, garnie en bas d'un bourrelet et qui dessinait donc, cent fois le jour, un éventail sur le carreau, ne laissa point entrer de lumière en s'ouvrant. Marthe avait éteint l'électricité de la salle. La cuisine était peu éclairée, comme une chambre de malade, par une lampe à pétrole posée sur l'évier, au fond, et coiffée d'un abat-jour épais. Les deux femmes qui se trouvaient là, au milieu, formant un groupe qu'on eût pu prendre pour un tableau vivant de la douleur et de la charité, n'eurent point l'air de s'apercevoir que Marthe et Demeester s'avançaient jusqu'auprès d'elles, et se tenaient immobiles à leurs pieds. Marie, la mince et la toujours malade, la sœur cadette de Marthe, son tourment, sa seconde âme, était assise dans une chaise à dossier haut, que rembourrait une garniture de cotonnade rouge. Elle avait les jambes allongées, les bras aussi portés en avant, et là, sur ce berceau montant. dans les plis de la robe, Claire, à demi

étendue à terre, cachait sa tête et sa poitrine. On ne voyait, de son visage, que la ligne droite du front et la courbe d'une joue pleine. Ses cheveux courts, abondants, de la couleur de ces bois d'un brun rouge qui ont des veines dorées, étaient rejetés en arrière par deux barrettes, qui luisaient dans la masse. Épuisée de chagrin, de honte, de fièvre, elle respirait par saccades; un sanglot la secouait tout entière; elle gémissait, elle disait des mots qu'on n'entendait pas, et sa tête un instant relevée, ses yeux qu'elle n'avait point ouverts, ses lèvres gonflées et mouillées, retombaient sur les genoux de Marie Fleurquin.

L'instinct de maternité, d'habitude refoulé, commandait à Marie ce qu'il fallait faire pour l'enfant malheureuse. Le secret divin de la pitié maternelle, cette vierge le connaissait. Elle ne parlait pas, mais, courbée au-dessus de la petite, ne pensait qu'à la peine de Claire Leleu. Mère improvisée, elle sentait que les âmes si voisines se comprenaient entièrement et que les doux noms qu'elle ne disait pas, l'autre les entendait : « Chérie, chère créature, mon amour, tu es à la sauve, je t'aime, je te plains, je souffre avec toi; pleure encore si tu as besoin de pleurer; je ne bougerai pas, bien que je sois lasse; je ne te demanderai rien, et si tu veux dormir, protégée par mes bras, toute la nuit me paraîtra douce, pourvu que j'aie consolé l'enfant qui a eu confiance et s'apaise déjà. »

Comment cette femme toujours malade, presque sans force, pouvait-elle, depuis si longtemps, demeurer immobile, penchée, et porter le poids de ce corps abandonné? Sa sœur et Alfred Demeester, debout près du mur, admiraient qu'elle fût si différente de ce qu'elle était d'habitude, et ils pensaient : « Elle suffit; peut-être avons-nous eu tort de venir? » Mais non. A un frémissement qu'elle seule avait perçu, Marie, au moment où la porte s'ouvrait, avait compris que Claire Leleu voyait tout. C'était à elle de commander, à elle de traduire le désir de l'enfant qu'elle abritait. Sans un geste et très sûre de n'être point démentie, elle dit à demi-voix : « Claire veut rester ici cette nuit. Rien ne sera plus simple. Mon lit est un grand lit. Marthe y viendra coucher avec moi, et nous mettrons la petite dans le lit de ma sœur... Vous, monsieur Alfred, vous verrez votre petite-fille demain matin. Elle ne regrette pas d'être venue. Toi, Marthe, va préparer là-haut une chemise de nuit pour notre enfant; prends une des miennes : Claire est de ma taille. »

Ils firent tous deux ce qu'elle ordonnait. Cependant, lorsqu'il fut sur le seuil de la maison, déjà hors de la salle qui servait à Marthe la repasseuse, Demeester se détourna :

— Si elle était malade, faudrait m'avertir, mademoiselle Marthe !

— Sans doute, je taperais les trois coups...

Il eut un vague sourire, puis la physionomie devint rude.

— Je ne pense pas pourtant qu'Adéline fasse courir après sa fille, cette nuit ?

— C'est pour cela encore que Marie a gardé l'enfant. J'en suis sûre. Elle pense à tout, cette fille malade. Dormez tranquille. On ne viendra pas la chercher chez nous, la petite.

— Dormir, un vieux comme moi, après ce qui est arrivé ce soir ! Il va m'en venir des idées et des imaginations !... D'ailleurs, je ne veux pas qu'on la livre, ma petite Claire : elle a couru à moi ; je ne la lâcherai pas ! J'irai plutôt devant le juge ! Si les sergots m'interrogent...

— Mais non ! mais non !

— Je leur dirai : « Je ne l'ai pas vue. Cherchez ! C'est votre métier. »

— Rentrez vite, monsieur Demeester ; que les voisins ne vous voient pas sortir !

— Tout dort dans la courée Vehrée, il n'y a que notre peine qui veille.

Il fit ce que Marie et Marthe commandaient. Les deux maisons étaient contiguës. La porte du tisserand fut ouverte et fermée sans bruit. Il monta dans sa chambre, petite pièce à peine meublée, — un lit de fer, une chaise, une table, — et décorée d'une mauvaise glace et d'un portrait de saint Sébastien, patron des archers. Sur la chaise, il jeta son pardessus, son cache-nez, sa casquette, et s'approcha de la fenêtre qui donnait sur une bande de terrain étroite, longeant toutes les façades arrière des maisons de la courée, et où les locataires avaient bâti, avec des planches, avec des briques et de la tôle, un appentis, un hangar à charbon, un poulailler, une buanderie ; d'autres fois, une remise pour les bicyclettes, un débarras pour les barriques et les caisses d'emballage ; ou encore, comme avaient fait Mlles Fleurquin, un rocher artificiel, — pas bien haut, — une grotte abritant une petite statue, avec des cuvettes emplies de terre, où poussaient des iris, trempés tout

l'hiver, salis toute l'année par la fumée de l'air, mais qui cependant donnaient leur fleur, lumineuse, ardente, et dont tout le voisinage, quinze jours de temps, était embaumé et ravi.

Comme il écartait le rideau fripé de la fenêtre, ce fut justement la première chose que regarda Alfred Demeester, ces touffes d'épées vertes, ces feuilles d'iris s'échappant du rocher des voisines. On les distinguait à peu près, car la pluie avait abattu les poussières de charbon que le brouillard, au contraire, maintient et fait voler. Le tisserand se rappela l'heure de floraison de ces victimes de la ville. Il pensa aussitôt : « Claire fleurira bien comme elles. » Puis il se dit : « Je voudrais être sûr qu'elle va rester rue des Longues-Haies. » Il se dit ensuite : « Si elle reste, comment vivrons-nous? Moi, tout le jour absent; elle, à son travail de couturière?... Ça ne sera pas gai pour la petite, au retour, de ne rencontrer qu'un vieux comme moi... De quoi causerons-nous, puisque nous ne sommes pas du même métier, et que je pense tant à des personnes qu'elle n'a pas connues? » C'était vrai, le pauvre homme vivait beaucoup dans le passé. Jamais il n'avait été un tendre, mais il était sensible, en secret. La mère Demeester, sa femme, l'avait souvent trouvé lâche devant les enfants, brusque avec elle, long à pardonner la plus petite erreur, et, comme elle disait, « égoïsse ». Cependant, depuis qu'elle était morte, il la jugeait mieux; il rendait justice à cette ménagère exacte, soigneuse, conseillère admirable et qui savait faire la cuisine.

Il se coucha. Pelotonné sous ses couvertures, ramenant jusque sur son visage la vieille couverture verte, devenue jaune à force d'avoir pris l'air sur l'appui de la fenêtre, les yeux grands ouverts, fixant la muraille en face, derrière laquelle était la maison des demoiselles Fleurquin, il invoqua le secours de sa femme défunte. Était-ce l'âme sauvée d'Anna Vermeulen qu'il invoquait ainsi? Il n'en savait rien. Son souvenir et sa peine prenaient cette forme là, parce que ses pères avaient prié. De la vie et de la mort de sa femme il conservait toute l'imagerie présente dans son cœur, et, aux heures difficiles, il appelait Anna, comme une personne vivante : « Viens m'aider, ma pauvre! Je ne sais comment faire! » Dix-sept ans déjà qu'elle l'avait quitté, en 1910, blessée à la jambe par un camion, dans la rue, un jour qu'elle était venue chercher son mari à l'usine.

La blessure s'était envenimée, et si vite, si vite, il avait été dans le chagrin, pour jamais. C'était une femme réfléchie, d'une douceur invincible; il se reprochait de n'avoir pas toujours suivi les avis qu'elle lui donnait, d'un petit air de n'y pas toucher, de ne pas commander, parce que les hommes de Flandre n'aiment point avouer qu'ils ont besoin d'un guide, et que les yeux clairs d'une jeune femme voient souvent plus loin que les leurs, sur la route, en avant. Cette belle blonde, Anna Vermeulen, dix-huit ans quand il l'avait épousée, et sage aussi bien qu'à trente! Elle ne travaillait point dans les fabriques; elle était venue de Tournai à Roubaix, avec les vieux parents, parce que la laine attire de partout les Flamands qui sont des tisseurs nés. Eux, les anciens, ils s'étaient mis à l'œuvre « chez Frasez », un grand tisseur de ce temps-là, mais la fille travaillait chez elle, ménagère et « épinceteuse », c'est-à-dire habile à enlever, avec une pince d'acier, les épines et les verrues des étoffes qu'on apportait chez elle. Et, quelle chose curieuse! les grands-parents Vermeulen étaient tous de Tournai, les aïeux de Demeester étaient tous de Bruges : la première fois que leurs descendants se sont rencontrés, Alfred Demeester, ouvrier chez Joseph Lepers, à Roubaix, Anna Vermeulen, épinceteuse, demoiselle aux bandeaux blonds frisotés, ils se plurent tellement qu'ils eurent le sentiment, tout de suite, que cela durerait. Une seconde fois, ils se virent à la reprise d'une fête locale, à ce qu'on nomme, en souvenir du pain de ménage, « la rassise », et c'était donc à la rassise de la ducasse de Menin, autrement dit le second dimanche après la Saint-Jean d'été. Ils ne se parlèrent pas beaucoup, si ce n'est du regard. La troisième fois, ils se parlèrent avec des mots, et, selon l'expression commune et belle, et vieille de tant de siècles, ils s'accordèrent.

Alfred Demeester, dans toutes les peines qu'il avait eues depuis, s'était souvenu de ce jour-là. Il s'en souvenait, dans cette nuit d'inquiétude, guettant le bruit qui annoncerait l'arrivée d'Adéline venant réclamer Claire, ou l'arrivée de la police, heurtant à la porte « au nom de la loi ». L'image de sa femme jeune passait devant ses yeux, et, comme pour se faire bien voir de celle qu'il avait aimée, il disait, avant de l'appeler au secours, des paroles qui le montraient fidèle. « Mon Anna Vermeulen et moi, disait-t-il, c'est la troisième fois qu'on

s'est accordés tout de bon. Je me rappellerai toujours la date, 24 septembre 1890, fête des Allumoirs. En ce temps-là, pour le travail, nous autres ouvriers, nous étions plus qu'à présent dépendants du jour. Par économie, les patrons retardaient, autant qu'ils le pouvaient, l'allumage des papillons de gaz. On finissait le travail un peu plus tôt. On obéissait au soleil. Mais, quand arrive la fin de septembre, la nuit mange le jour : il fallait bien se résoudre à la dépense. Un changement d'éclairage, peu de chose en vérité. Nos pères, bien avant nous, avaient décidé d'en faire une fête. Ils nous ont passé leur humeur : ils ne laissaient point perdre une occasion de *cortéger*, de sortir les bannières et les fusées, et de danser aux carrefours. Dans mon premier temps de France, les enfants se promenaient par les rues, ce soir-là, avec des pots de terre où il y avait de la braise, et qu'ils balançaient comme des encensoirs, et je suivais, et je chantais avec eux : « Des allumoirs, — pour ouvrer du soir, — des cafotins, — pour ouvrer du matin. »

« Mais je ne venais pas pour eux, je ne venais pas seulement pour chanter : je venais pour Anna Vermeulen, que j'avais rencontrée à la ducasse de Menin. Elle était du cortège, à la fête de mon quartier, chantant comme moi, contente comme j'étais content. J'entendais sa voix, ou je croyais l'entendre. Toutes les fenêtres nous regardaient défiler. Elle se trouvait un peu en avant. Et moi, quand le cortège ralentissait le pas, je tâchais de gagner un rang, pour arriver près d'elle. Quand je fus reconnu, elle ne s'écarta point. Que la promenade me parut courte! Vers la fin, je pris mon courage et je dis, assez bas pour qu'elle fût seule à m'entendre : « Je ne suis pas venu pour les Allumoirs, mademoiselle Anna, mais pour une personne qui me plaît bien. » Elle se mit à rire, sans me répondre. Mais, c'était déjà une réponse, de n'en pas faire! Je lui dis d'autres petites choses. Et, sur le tard, je me plaçai dans l'ombre à côté d'elle, et je dis : « Vous êtes de Tournai; nous autres, on est de Bruges : ça pourrait peut-être faire un ménage, si vous vouliez. » Pauvre chère femme! Elle a dû regretter, des fois, d'être ma femme! Moi, jamais je ne me suis repenti d'avoir dit ces mots-là, le soir de la fête des Allumoirs, au quartier des Longues-Haies!

Le vieil homme, encore un peu, a continué de penser

à elle. Tous deux, ils avaient cru s'engager pour bien longtemps : ils n'ont pas même vécu vingt ans ensemble : 1891-1910 ! Il regarde la petite chambre où il s'est retiré. Jamais plus, depuis dix-sept ans, il n'a couché dans la grande chambre en face, où est encore le lit d'Anna, où est la couronne de noces d'Anna. Il se sent tout près de pleurer. Il songe à ces malheurs nouveaux : Leleu malade, Adéline abandonnant le mari, Claire orpheline, en vérité, et se réfugiant là, tout à côté, dans la courée, chez Mlles Fleurquin ; quelle aventure ! Quelle certitude qu'une vie nouvelle va commencer ! Tout seul, comment fera-t-il ? Solitude des vieux jours ! La conseillère n'est plus de ce monde. De nouveau, il l'appelle, comme il l'a appelée tant de fois : « Anna, viens m'aider, je ne sais comment faire ! »

Il se tait. Il écoute. Il a encore l'oreille jeune, et il entend le chant d'un coq hurluberlu, qui saluait peut-être la fuite des nuages de pluie. Trois fois, l'homme s'est redressé, les poings tendus. « Est-ce qu'on ne frappe pas à la porte de la courée ? Est-ce la police ? Ou Adéline avec son amant ? Je vas les recevoir ! » Mais le bruit ne se renouvelle pas. Et puis, si on était venu chercher le vieux Demeester, quelqu'un aurait crié sûrement : « Y a-t-il du monde ? Ouvrez ! » Non, personne n'a frappé Non, ce bruit-là n'était pas vivant. La mère Demeester réapparaissait en image, comme au cinéma, dans l'esprit du tisserand ; elle était vague, immobile et ressemblante ; elle était jeune encore ; elle avait l'air de faire un petit signe de croix, comme si elle bénissait Alfred Demeester. Mais il n'en était pas très sûr. Elle ne parlait pas. Elle était là. Et puis, tout disparaissait, et il ne se sentait aucunement las, et c'est tout au plus s'il aurait eu plaisir à boire un verre de bière.

Vers deux heures du matin, par exemple, il repoussa du pied la couverture verte, et sauta du lit. « On a parlé chez les Fleurquin : ma petite-fille est malade ! Elle ne veut pas suivre sa mère qui veut l'emmener ! Elle m'appelle au secours ! » Il tourna le bouton de la lampe électrique, placée au-dessus du lit, et entourée d'une cuvette de porcelaine qui rabattait sur lui toute la douche de lumière. Deux pas, et il s'appuyait contre le mur de séparation. Il n'était séparé que par vingt centimètres de briques de la chambre où couchait Claire, dans le lit d'une des Fleurquin. Non, pas de bruit de voix. Pas même ce petit tremblement des solives qui plient au passage d'un corps

en marche. Demeester traversa, laissant la porte ouverte, le petit palier qui servait de port d'embarquement pour descendre l'escalier, et entra dans la meilleure chambre de chez lui, la chambre sacrée, celle de la mère, où ses filles avaient dormi autrefois. La fenêtre dessinait à droite, dans les ténèbres, un rectangle de lueur pauvre. Il connaissait la route, et la place des meubles qu'il fallait éviter. Ayant donc écarté le rideau, il observa, d'un regard attentif, la courée Vehrée. Personne sur la chaussée. Les maisons, en face, dormaient toutes; pas une lampe allumée. Auprès de la cabane, bâtie au fond de la ruelle, qui abritait les cabinets d'aisance des habitants de la courée, deux chats, aplatis sur le sol, guettaient un rat. Les toits, le ciel même au-dessus, luisaient encore de la pluie qui les avait lavés. Il devait y avoir quelque part, et rôdant sur la ville, un quartier de lune, trop mince pour tirer de l'ombre l'arête des cheminées et le sommet des pignons, mais qui rendait moins vague, dans la nuit, ce paysage de pierres levées, briques et tuiles, qu'on apercevait de la fenêtre.

Alfred Demeester se détourna, prit, sur une commode, un bol de faïence dont il savait la place accoutumée, revint vers le mur mitoyen, qui séparait la chambre de celle où devaient coucher les sœurs Fleurquin, et du doigt replié, frappa trois coups. C'était le signal en usage, parmi tous les habitants des courées de la région, l'appel au voisin. Presque aussitôt, trois petits coups répondirent, de l'autre côté. Le tisserand appliqua le bol sur la pierre lisse du mur, et dit, approchant sa bouche de la coupe de faïence qui recueillait les mots :

— J'ai entendu du bruit. Personne n'est venu chez vous ?

Puis il tendit l'oreille vers l'ouverture du bol.

— Personne, monsieur Demeester. C'est moi, Marthe, qui me suis levée, pour faire du tilleul.

Et la conversation continua, de cette manière, à travers la muraille :

— A-t-elle dormi ?

— Mieux que moi. Jusqu'à onze heures, elle a soupiré, si tellement que cela me fendait le cœur. Depuis onze heures jusqu'à présent, et il est deux heures un quart, elle n'a plus remué, plus rêvé. J'allais m'endormir aussi, quand elle a demandé, de sa voix qui ne voulait pas m'éveiller trop vivement :

— Tante Marthe?

— Oh! la mignonne!

— Que demandes-tu? je lui ai dit.

— Tante Marthe, j'ai soif.

Bien vite, j'ai fait de la tisane, comme de juste. La petite a bu toute la tasse. Si vous l'aviez vue, après, retomber sur son oreiller, déjà repartie dans le sommeil!... Vous êtes encore là, monsieur Demeester?... Oui... Eh bien! avant de se coucher, elle a encore dit : « Quand je pense que je n'ai pas embrassé grand père! Ce que c'est que d'être trop malheureuse! » Allons, bonne nuit, monsieur Demeester!

— Bonne nuit, mademoiselle Marthe! Et réveillez-moi, si quelqu'un essayait de venir, vous comprenez...

— C'est convenu.

Ils durent en même temps s'écarter du mur, et poser, chacun sur un meuble, le bol qui leur avait servi d'écouteur. Et la courée Vehrée ne reçut aucune visite inquiétante cette nuit-là.

Au jour, le tisserand fit sa barbe, ce qu'il ne faisait pas tous les matins. Il allait descendre, pour aller prendre son café, dans un estaminet de la rue des Longues-Haies, lorsqu'on frappa plusieurs coups rapides à la porte de la maison. Il eut peur. Il prit son air terrible, et, avant d'ouvrir, demanda :

— Qui est là?

Personne ne répondit. A peine avait-il ouvert, que Claire Leleu entra, passa devant lui, puis, revenant et lui mettant ses jeunes bras autour du cou :

— Bonjour grand père! dit-elle.

Pour lui, c'était bien loin, le temps des bras autour du cou! Depuis le départ de Mélanie l'institutrice et d'Adéline la mal mariée, personne ne l'aimait de près, le pauvre Demeester. De surprise, il enleva sa casquette, pendant que l'enfant l'embrassait à gauche, à droite, puis encore à gauche, selon la mode populaire, et il demanda :

— Si tu pouvais rester un peu! On ne se connaît plus, toi et moi.

Elle tira sa montre :

— Pas grand temps... Le travail!

Mais elle s'asseyait, en disant cela. Et lui, il prenait la chaise basse, pour n'être pas trop haut, et il appuyait ses deux mains sur ses genoux, pour soutenir mieux son buste tout

penché en avant. Il regardait sa petite-fille avec l'attention que d'autres donnent à un tableau de maître. Le travail, dont elle avait prononcé le nom, fut tout de suite entre eux, et servit de premier thème à la première conversation.

— Comme ça, tu n'es plus apprentie?

— Non : petite main, depuis trois mois, dans le flou.

Comme une hésitation à comprendre faisait ciller les yeux émerveillés, elle reprit :

— Mais oui, dans le flou, parce que dans le tailleur je suis moins adroite. Tu y es, grand père?

— Qu'est-ce que ça fait de comprendre ou de ne pas comprendre? Tu travailles, moi aussi : voilà qui est bien.

Il reprit :

— Quand auras-tu quinze ans? Est-ce au printemps qui vient, ou bien?...

Elle se mit à rire.

— Tu veux donc me vieillir? 24 juin, grand père, à deux heures du matin : c'est maman qui me l'a dit!

Et aussitôt qu'elle eut dit « maman », elle perdit son rire; ses yeux, qu'elle avait grands ouverts, elle les ferma à moitié; Alfred Demeester n'eut plus devant lui qu'une petite fille pauvre, qui avait appris de vilaines choses et qui y pensait. Lui-même, il redevint celui d'hier : le souvenir d'Adéline était tombé entre eux. Ils se turent. Le grand père, ignorant la pensée profonde de cette petite, et peu habile à questionner, demanda :

— Elle était rude avec toi?

— Pas tant que lui ; seulement quand elle voulait sortir et que je ne voulais pas : alors elle se fâchait. D'habitude, pour moi, elle était chérissante.

L'ancien voulut avoir l'air de ne pas comprendre tout ce qu'elle disait ainsi. Devant l'enfant, il fallait excuser du moins le caractère de la mère, et ce fut le souvenir du métier qui servit Demeester. La mécanique bruyante et sourde, qui n'a ni âme, ni instinct, ni changement, il en avait souffert, lui aussi, le tisserand. Il regarda Claire, et exprima la pensée de bien des milliers d'heures qu'il avait vécues dans la salle aux deux cents métiers.

— Je vas te dire, ma petite : de faire toujours le même mouvement, ça aigrit le caractère.

Elle ne voulut pas répondre. Est-ce qu'on obtient tout de suite les secrets d'une enfant? Elle se leva.

— Faut pas que je m'amuse! A ce soir!

— Ne sois pas en retard!

Un demi-sourire lui répondit : « Pensez-vous? »

— Ne fais pas de rencontres!

— Ça ne dépend pas de moi!

Déjà elle ouvrait la porte; elle se détourna; le grand père vit qu'elle souriait tout à fait, et que celle qu'il appelait « ma petite » était déjà une grande.

Il écouta les pas qui s'éloignaient sur la terre de la courée, puis sur les pavés du porche. Alors, il se dit, comme il arrive souvent à un homme qui vient de causer avec une femme. « J'ai été bête... J'aurais dû... » Il fit deux enjambées, pour courir après elle. Bah! au train dont elle allait, cette Claire, elle avait déjà passé sous la voûte, tourné à droite dans la rue des Longues-Haies, jeté un coup d'œil sur les premiers étalages, inspecté, en arrière, en avant, pour savoir de quelles gens elle était entourée, les piétons allant au travail, tous dans le même sens, sur le même trottoir, et, ombre jeune parmi d'autres, elle s'était perdue dans la foule. « Partie! songeait le roi, partie! Reviendra-t-elle? On change d'idée à cet âge-là! Sa mère peut la rencontrer, sa mère « chérissante » comme elle dit. Ou bien un agent de police, car Adéline a bien pu la quitter, sa fille, puis vouloir la reprendre; elle aussi, elle change vite! » Le vieil homme songeait encore que ce n'était pas là le plus grand danger. Claire, avec son petit sourire, qui avait l'air d'une pensée au coin de ses lèvres, et qui n'était que sa jeunesse, pouvait être remarquée par quelque mauvais sujet, ouvrier, employé, qui la trouverait jolie, et saurait le lui dire Que répondrait-elle? Une enfant qui n'a plus de chez soi, séparée de sa mère, ayant tout juste couché une nuit chez de vieilles filles apitoyées, sans autre famille qu'un grand père de soixante ans : qui la protégera? « J'aurais dû lui dire de venir déjeuner avec moi. »

Demeester était toujours debout, presque au seuil de sa maison, derrière la porte entr'ouverte. Il regardait vaguement les enfants qui commençaient de sortir des logements d'en face, et de jouer sur la terre battue de la courée : les cinq de la matelassière Gaerminck, dont l'aîné n'avait pas huit ans; les

deux jumeaux de la petite Malvina Lambaert, chacun dans sa cage de bois à roulettes; trois garnements, fils de la femme de journée, Marie Nisse, et derniers d'une famille de neuf enfants, inventeurs de jeux bruyants, maîtres de toute la marmaille de la courée. Tous ceux-là, même le grand de dix ans, qui venait de s'élancer dehors, boutonnant sa culotte et son veston, un fouet en bandoulière autour de la poitrine, ils avaient des surveillants, des répondants, des garde-fous! A preuve, cette Mme Gaerminck, toujours en laveries et sécheries, une femme qui avait le visage d'une chatte et le cœur d'un ange, et qui apparaissait, à cette minute même, à l'entrée de son corridor, les bras chargés d'un meulon de linge et de lainages, chemises, draps, serviettes, brassières, pantalons qu'elle allait pendre, comme tous les jours sans pluie, aux fils de fer tendus près des cabinets de la courée et qui criait : « Rangez-vous, l'z'enfants, ou je vous claque! » Elle eût été bien embarrassée de les « claquer », et elle avait l'air d'une bien bonne mère; mais ils se rangeaient sur son passage.

Alfred Demeester devait partir à son tour pour le travail. L'heure pressait. Il prit son manteau, déposé sur une chaise de la cuisine. Et voici qu'au moment même, il se trouva stupide, quand il eut regardé, aux murs de la petite pièce, les casseroles, les pots, la passoire alignés sur une planche : « Mais non! Elle ne peut déjeuner ni dîner avec moi. Comment n'ai-je pas vu cela tout de suite? Il y a dix-sept ans que je ne mange plus chez moi. Tes casseroles sont percées par la rouille, mon pauvre vieux! Et puis, qui est-ce qui ferait le fricot? Ce n'est pas elle, bien sûr, une demoiselle dans le flou! Je ne peux pas non plus l'emmener à l'estaminet. J'ai des amis, quelques-uns, qui ne sont pas une compagnie pour une jeune fille... J'espère bien, au contraire, qu'elle n'aura pas l'idée de rentrer pour midi... Tant pis si elle rentre! Les demoiselles Fleurquin lui diront que je mange avec les camarades, que je suis une espèce de sauvage... Elles s'arrangeront. Il faudra qu'elle ne compte pas trop sur moi, Claire Leleu. Je ne peux pas, pour lui faire plaisir, à mon âge, changer toutes mes habitudes! »

Le temps de l'attendrissement était passé. Les difficultés apparaissaient; l'égoïsme troublé réclamait contre l'intruse. Le tisserand, tout le long des rues qui menaient à l'usine, ne pensa plus à autre chose qu'aux sacrifices que cette vie nouvelle pou-

vait lui demander. Quelques-uns, oui, ceux qui ne lui déplaisaient pas trop, il les accepterait : pas les autres. Devenu solitaire, déshabitué du devoir proche, il entendait défendre sa tranquillité. Les images se succédaient dans son esprit. Il gesticulait, s'arrêtait, reprenait sa marche. « Je ne me vois pas, à soixante ans, obligé de faire vivre cette mouvette! Gentille, oui, je veux bien. Je lui donnerai un lit, parce que je le dois, celui de sa tante l'institutrice; le dimanche, je lui ferai faire un tour de Roubaix, même de Lille, à l'occasion; je lui paierai son cinéma, un gâteau, ou un verre de bière, ou de café, ce qu'elle préférera. Mais, la prendre en pension, non, cela ne se peut! Je ne l'ai pas dit, et je ne le dirai pas! Le père Demeester ne se laissera tournevirer ni par Leleu, ni par Adéline, ni par leur fille! »

Devant la grande arche de brique, entrée principale de l'usine, devant la plaque de marbre noir : *tissage mécanique, robes et draperies, J. Lepers-Hooghe*, les ouvriers, les ouvrières formant la grappe, attendaient, et continuaient de causer et de respirer l'air de la rue, parce qu'il y avait encore une minute de répit. Plusieurs observaient ce vieux camarade si animé, et le plaisantaient à demi-voix : « N'est-ce pas trop naturel, disaient-ils, qu'on boive un coup de temps à autre? Le père Meester a dû avoir un chagrin : le voilà en consolation. »

LE CHEMIN DU BRUN-PAIN

Dix minutes plus tard, le plus ancien ouvrier de la fabrique Lepers-Hooghe travaillait à sa place habituelle, dans l'angle à droite de la salle des deux cents métiers. C'était la plus grande salle de l'usine; elle avait eu du renom, naguère, vers 1892, et passé pour une œuvre de progrès. L'architecte avait été décoré par le préfet lui-même, pour avoir fait tenir tant de bruit, et de poussière et d'odeurs, dans un même local. Les deux cents métiers, bien alignés, bien fixés par leurs pieds sur le ciment du sol, formaient de petites rues; une avenue était ménagée au milieu; les murs sans fenêtres étaient blanchis à la chaux, et tout le jour venait d'en haut. On ne voyait pas le soleil, les vitres étant orientées de façon qu'il n'entrât point; mais on le devinait; dans les périodes de brume, les lampes

électriques faisaient la suppléance. Là, vivaient tous les jours, sauf le samedi, de sept heures et demie à midi, puis de une heure et demie à six heures, plus de cent créatures humaines disséminées, chacune veillant sur deux métiers, chacune avec ses souvenirs, ses rêves, son ambition, sa joie, sa peine, et n'ayant pour « l'outil » qu'une attention seconde et comme lui mécanique. C'était le travail. Il varie peu.

Alfred Demeester est là, debout, à son poste de guetteur, entre deux de ces longs bâtis d'acier, compliqués et souples, qui obéissent encore à l'intelligence des inventeurs. Toute la chaîne d'une future pièce de lainage est sous ses yeux, divisée en deux plans superposés, qui s'abaissent et qui montent, en croisant les deux nappes. Chaque fois que s'ouvre cette gueule de fils tendus, la navette avec la broche, la broche avec son peloton de laine, la traverse en glissant, puis la gueule se referme, et retient son brin de laine à jamais serré. Qu'un brin se rompe, Alfred Demeester, d'un mouvement de sa main gauche, ramène au point mort la poignée d'une commande. Le métier s'arrête L'homme cherche les fragments du fil brisé, il les rassemble, et les tord l'un avec l'autre; puis, d'une poussée, il écarte la poignée de la commande, il « clinche »; la machine se remet en marche, et top! du coup sec d'un marteau, la navette est lancée entre les nappes tendues et ouvertes; top! elle repart, et elle passe encore, dès que la petite gueule de la chaîne, ayant avalé son brin de trame, s'est de nouveau ouverte au vol glissant de la navette. Mais les machines de Demeester sont bien réglées, bien graissées, l'arrêt ne se produit guère, et le songe est possible au tisserand.

Ainsi, dans le bruit des courroies qui tournent et des masses d'acier qui frappent, dans le frémissement du sol, des murs, des toits, que font vibrer deux cents métiers en action, il continue de voir sa petite Claire, inopinément arrivée chez les demoiselles Fleurquin, de la courée Vehrée. Les yeux de Claire, couleur d'aigue-marine, les joues fraîches de Claire, et ce cou de blonde, délicat et parlant, qu'elle avait, il les apercevait vraiment de l'autre côté de « l'outil », si bien qu'il surveillait moins constamment que d'ordinaire le jeu de sa navette, et le mouvement de bascule des deux nappes de la chaîne. Il tissait une étoffe noire semée de hachures violettes. Sa voisine de gauche, — il n'en avait point à droite, travaillant dans l'angle

de la salle, — une grande et forte Flamande, portée à se moquer plus qu'à penser, se mit à rire, et dit, pour elle seule, entre ses dents réjouies : « Drôle, le père Meester, ce matin! Il ne plaisante guère! Il a dû avoir une dispute?... Avec Adéline, parbleu! Regardez-le qui lève la tête, et reste tout béat! On jurerait qu'il n'a pas de voisins! Il ne m'a pas même fait signe, comme d'habitude, avec sa tête blanche : « bonjour la jeunesse! » Pauvre vieux! Je ne resterai pas aussi longtemps que lui à la fabrique! Quand Jean-Baptiste sera revenu du service, on se mariera, et je tiendrai un petit estaminet dans la rue de la Planche-Trouée! » Sur sa tête, elle avait mis un mouchoir, bien noué sous le menton, pour protéger ses cheveux, qu'elle avait courts, mais encore admirables. En disant ces trois mots, « on se mariera », elle fit un geste si vif d'affirmation, que le mouchoir se dénoua. Elle mit plus de cinq minutes à resserrer son casque blanc, les bras levés et arrondis. Toute la lumière du châssis, là-haut, était pour son visage, et la femme riait de se savoir jolie. Demeester ne la vit même pas. Il luttait contre une idée tenace et ridicule. « Rentre chez toi pour déjeuner, père Demeester : si la petite allait frapper, et puis attendre, et puis refrapper, et puis filer on ne sait où ? » Il se répondait à lui-même : « Eh bien! qu'elle file! Je ne suis pas à sa volonté, je suis à la mienne. Moi, je déjeune avec mes amis, depuis des temps et des temps : je ne l'ai pas invitée; elle ne viendra pas. »

A midi, les tisserands quittèrent la fabrique Lepers-Hooghe, pour s'attabler dans les estaminets voisins, où ils trouveraient, pour quatre francs, le déjeuner préparé : potage, un plat de viande, un légume, un verre de bière, et pommes de terre à discrétion.

Demeester hésita encore. Les suivrait-il ? Tout à coup, il se décida, et vraiment il n'aurait pas pu dire pour quelle raison : il pressa le pas, salua deux ou trois amis de son groupe habituel, et se dirigea vers la rue des Longues-Haies. En route, maugréant contre ce qu'il appelait sa faiblesse, il acheta une demi-livre de charcuterie, du pain, une bouteille de bière, « ce qu'il fallait, pour Claire et pour lui ». Il entra dans la courée Vehrée, ne répondit pas aux enfants de Mme Nisse, qui le saluaient, et « buqua » à la porte de Mlles Fleurquin.

— Eh bien ! demanda-t-il à la malade, qui venait ouvrir, vous avez Claire chez vous ?

— Non.

— Moi qui galopais, de peur d'être le second !

— Avait-elle promis de rentrer ?

— C'est justement cela qui me tourmentait : je n'avais rien demandé. Elle me fait « endéver » cette petite-là !

— Les filles, répliqua Marie, sont-elles faites pour autre chose ?

Voyant qu'elle se moquait de lui, le tisserand leva les épaules.

— Je ne me mettrai pas tous les jours en nage comme j'ai fait ce matin, mademoiselle Marie. Vous pourrez le dire à Claire, si vous la revoyez... Ça sera la mère qui l'aura reprise.

Demeester tira de sa poche la clé, et entra dans sa maison.

L'après-midi, il travailla à sa pièce de « lainage fantaisie » ; il était moins sombre que le matin ; il dit même quelques mots de voisinage à la Flamande au mouchoir blanc. Mais il s'en repentit vite.

Vers cinq heures et demie, il y eut une panne d'électricité. Les machines furent arrêtées, et, pour deux ou trois minutes, les tisserands de la salle des deux cents métiers vécurent dans l'ombre, et connurent le silence des choses. La grande Flamande en profita. Tâtant le mur avec sa paume droite, elle vint jusqu'au coin où devait être son vieux voisin.

— Père Meester ? dit-elle.

Elle entrevit une forme noire, à l'angle des murailles. Il s'était assis par terre, il avait le dos appuyé, les genoux relevés, et il soufflait de bien-être.

— Qu'y a-t-il pour votre service, la Flandre ? demanda-t-il.

— J'ai compris, ce matin, que vous vous faisiez du mauvais sang à cause de votre fille...

— Quand ça serait : ça ne regarde que moi !

— Vous voulez la voir, Adéline ?

— Si je voulais la voir, je n'aurais qu'à aller chez elle !

— Pas la peine, père Meester ! Vous n'avez qu'à vous porter sur les chemins que suivent les Belges, par exemple dans la rue du Brun-Pain ; vous la verrez passer : elle passe tous les soirs !

Le tisserand se leva, plus lestement que la fille ne l'eût pensé. Elle eut peur, et se sauva, les talons claquant sur le ciment du sol. Au même instant, les lampes électriques se rallumèrent.

— Pas de bêtises, hein, père Meester ? dit la fille, tournée vers l'angle de la salle, les coudes rapprochés du corps, et les doigts écartés, comme pour se défendre et griffer.

Elle voyait s'avancer le tisserand, qui avait la casquette sur la tête et le pardessus plié sur le bras gauche. Il longea le mur, passa devant sa voisine sans avoir l'air de se douter de la peur qu'il lui faisait, et disparut dans une des allées latérales du vaste atelier.

— Tu es pâle comme tes cheveux, Demeester ! dit le contremaître.

— Ma dernière demi-heure, en vérité, je ne peux pas la faire, répondit le tisserand.

— Va, mon vieux, et repose-toi !

Demeester riposta :

— Je ne vas pas me reposer : je vas au combat

Mais les mots se perdirent dans le tapage.

Il sortit de l'usine, et, devant la porte monumentale, rue de l'Épeule, monta dans le tramway qui va de Roubaix à Tourcoing. En fait, les deux villes ne sont qu'une seule agglomération de chantiers industriels, et Demeester avait réfléchi que le plus sûr moyen d'apercevoir Adéline, c'était d'aller s'embusquer, comme l'avait dit la tisserande, au nord de Tourcoing, dans un de ces chemins où toute une tribu d'émigrants, plus de vingt mille par jour, passent le matin, venant de Belgique ou de la proche frontière, et repassent le soir, pour retrouver la maison.

A six heures, il avait choisi son poste d'observation, du côté droit de la rue du Brun-Pain, et se tenait appuyé contre un mur de clôture, au pied d'un poteau qui portait, à quatre mètres en l'air, une lampe électrique. Six heures, en hiver, c'est la nuit depuis longtemps commencée. Pourtant, sous la poussée d'un vent d'est régulier, une partie du ciel s'était dégagée, et si l'ombre pesait sur les villes, en arrière, l'extrémité de leurs faubourgs et les hameaux, et les restes de champs prisonniers des bâtisses urbaines, formaient un pauvre paysage presque sans couleur, mais dont on pouvait recon-

naître les lignes principales. Au-dessus d'Alfred Demeester, le ciel était vert, pur, glacé. Quelques étoiles y clignotaient. Le guetteur n'y faisait guère attention ; il regardait vers Tourcoing, et devinait la forme onduleuse du chemin désert, qui avait traversé le village des Orions et s'en allait vers celui des Chats-Huants. Cinq ou six lampes électriques, espacées sur une longueur de plus d'un kilomètre, traçaient, en effet, au-dessous d'elles, de petits cercles de clarté. Il voyait aussi, devant lui, au delà du trottoir, la chaussée pavée, coupée d'ornières qu'avaient faites les camions des usines, et où l'eau des dernières pluies luisait. Au delà, il n'y avait point de haie, point d'arbre ou de muraille, mais un petit fossé, puis un champ qui montait, rayé par le labour, et enfin, bien vite, l'ombre et les vapeurs tenaces où se perdaient les mottes. La nuit serait dure, le vent montait, et commençait de siffler aux angles des cheminées. Il devenait si vif que le tisserand reboutonna son manteau.

Haut sur sa bicyclette, un jeune homme, un sportif bien sûr, arriva par le sud ; forçant de vitesse, à cause des voix qu'il entendait derrière lui, faisant jaillir l'eau des ornières et plus secoué qu'un cavalier au trot, il passa dans le cône de lumière qui descendait du poteau sur la route, juste devant Demeester, et disparut. Bientôt d'autres bicyclistes, une douzaine de jeunes, un vieux tout sec et ardent, deux jeunes filles préoccupées de soutenir le train et de ne pas lâcher l'avant-garde, passèrent à leur tour. La plupart d'entre eux avaient une lampe à acétylène au guidon de leur machine, quelques autres une lanterne vénitienne ; puis le flot humain déferla et roula, presque sans intervalles, couvrant le chemin jusqu'au trottoir d'un côté, jusqu'au fossé de l'autre : ambulants de tout âge, hommes et femmes, groupés au hasard, quelquefois le mari près de la femme, la fille près du père, marchant vite, poussés par le piétinement qui s'élevait derrière eux, s'écartant à peine pour laisser passer les bicyclistes qui faisaient sonner le timbre sans interruption, ou bien se jetant brusquement à droite ou à gauche, quand beuglait la trompe d'un autocar.

La première voiture qui entra dans le cercle lumineux, où guettait Demeester, était couverte de bâches vertes ; elle emportait son comble chargement d'ouvriers, d'ouvrières, pêle-mêle,

serrés les uns contre les autres ; quelques-uns étaient assis sur les marchepieds, d'autres, qui n'avaient pu trouver place ni là, ni sur les banquettes, ni sur les genoux des premiers arrivés, se tenaient debout au milieu des autres voyageurs, et l'on devinait des têtes, des épaules, et des bras en mouvement, à travers le mica des fenêtres ménagées dans les bâches tendues. Les roues entraient dans les ornières et faisaient gicler la boue sur les piétons voisins ; pas un cri ne s'élevait ; on avait l'habitude : il fallait arriver. La foule émigrante, quand l'automobile passa, déborda sur le trottoir, puis reprit la marche sur la chaussée. Une seconde voiture coupa le flot, une troisième et d'autres allaient venir que les trompes annonçaient. Rien n'arrêtait, même un instant, tous ceux-là que la maison, lointaine ou proche, attendait. Les heures de travail, les neuf heures de présence étaient finies. Ils venaient de Roubaix, ils venaient de Tourcoing, ils s'en allaient vers la Belgique ; piétons, cyclistes, voyageurs en camion automobile, quand ils cessaient de plaisanter avec un voisin ou une voisine, ils voyaient tous, en esprit, l'abri, le petit toit de tuiles entre des toits semblables, la porte peinte en vert, derrière laquelle il y avait la pièce encore froide, la soupe qu'il fallait apprêter, enfin le lit, le repos, le refuge. Et le vent soufflait contre eux, et rejetait en arrière les cheveux des garçons jeunes qui marchaient nu-tête.

Demeester les considérait, appuyé au poteau, les paupières un peu fermées pour mieux voir, se baissant quelquefois, quand il croyait la reconnaître, celle qu'il était venu chercher. D'autres fois, dépité, il jetait un coup d'œil à sa droite, sur cette troupe immense qui déjà l'avait dépassé et qui se perdait dans la nuit, mais signalée encore par un cordon de lampes qui s'éloignaient, vacillantes, dans le chemin tournant.

Il serrait les poings. « Je la reconnaîtrai bien, et je l'appellerai d'un grand cri. Elle filera, je la connais, mais je lui ferai honte au moins. Et si elle vient à moi, je lui dirai : « Marche arrière, Adéline ! Retourne chez toi : ce n'est pas par ici qu'on y va ! » Il pensait aussi à l'autre, à l'inconnu, ravisseur de la femme mariée. Son vieux sang de communier flamand, d'homme tranquille au travail, mais terrible au combat, s'emplissait de colère en traversant son cœur.

La colonne continuait d'avancer. Ils défilaient, tisserands,

apprêteurs, chargeurs, chauffeurs, et elles aussi, tisserandes, retordeuses, étireuses, rattacheuses, pelotonneuses, fuseautières, piqûreuses qui sont de la bonneterie, épinceteuses et autres servantes de la laine, presque toutes jeunes, ou à peu près. Procession rapide et triste, qui n'avait point de chant. Le regard se voilait, d'avoir reflété tant d'images et tant fouillé la demi-lumière et l'ombre même. Demeester passa la paume de sa main droite sur ses paupières.

A ce moment, et sans qu'il y prît garde, une femme venait vers lui, suivant à bicyclette l'extrême bordure du trottoir Ayant ralenti sa course, elle descendit, tout près du tisserand, fit encore un pas, lui toucha l'épaule.

— Oh ! dit-elle, c'est papa !

Il tourna la tête, il pâlit. L'indigne, la pécheresse, la « gueuse », son enfant, avait levé le bras jusqu'à toucher l'épaule de son père ; elle se serrait contre lui ; de l'autre main elle tenait sa machine ; elle le regardait, la tête rejetée en arrière, les yeux éclairés jusqu'au fond par la lumière qui tombait de la lampe, et, dans ces yeux-là, il lisait, plus clairement que dans un livre : « Je suis malheureuse, papa, ayez pitié de moi ! » Elle était comme une femme qui attend son jugement. Les ouvriers de la laine continuaient de passer. Un autocar frôla la jupe d'Adéline, puis un second. Des voix sortirent de l'intérieur : « Eh ! le vieux, embrasse-la donc ! » Ils se moquaient. Mais il n'entendit pas les rires. Toute sa colère, et les mots, et le geste de renvoyer « la gueuse », tout cela était tombé. Aucune formule préparée ne lui revenait, pour commencer une conversation avec cette Adéline qu'il retrouvait « chérissante », et alors, il lui parla comme s'il l'eût rencontrée dans la ville, autrefois, quand il n'y avait point de séparation entre eux.

— Comment que tu vas, Adéline ?

— Pas bien.

— Tu travailles toujours dans la rue de Tourcoing ?

Elle répondit en baissant les yeux :

— Oui.

— Et que te fais-tu, par semaine ?

— Peut-être 150, quand je ne manque point de journées : c'est moins qu'il ne faudrait...

L'air gêné qu'elle avait maintenant, et les yeux baissés de sa

fille rendirent à Demeester le courage et presque toute la colère qui l'avaient amené là, au nord de Tourcoing, près de la route de Lille à Ostende. D'un geste brusque, qui fit retomber la main qu'Adéline avait posée sur l'épaule de son père, il se baissa, lui plus grand qu'elle, et, de tout près, il cria, comme il s'était dit qu'il crierait :

— Où que tu vas, Adéline ?

Vingt visages de passants se tournèrent vers eux, et s'effacèrent dans l'ombre.

Elle le regarda de nouveau, face à face et d'un air à présent hostile, en défense, sans plus aucune lueur, dans les yeux, de tendresse ou seulement de raison :

— Je vas où je veux.

— Pourquoi as-tu quitté ton mari ?

— Il voulait me tuer !

— Tu t'es mise avec un autre homme ?

— Le mien ne gagnait plus rien ; ma paye à moi ne suffit pas : fallait bien !

— Et tu le laisses malade ?

— Il y a les voisines, il y a l'hôpital, il y a toi aussi, qui peux payer pour lui : moi je ne peux pas, et je m'en vas. Tu vois bien !

Le père hochait la tête, comptant les mots, peut-être en approuvant quelques-uns. Un autre aurait pu répondre : « Tu es mariée, tu n'as pas le droit, tu fais le mal... » Mais l'âme de l'ancien était diminuée. Il répondit seulement :

— Et Claire ? Tu l'abandonnes aussi ?

Les yeux si durs se détournèrent, à cause des larmes qui montaient.

— Non, je te la donne !

— Comment dis-tu ? Elle ne l'a point raconté. Tu me la donnes, Adéline ?

Elle regardait maintenant les ouvriers en marche, et une voiture qui cornait pour obtenir le chemin libre ; elle avait les deux mains sur le guidon de sa bicyclette ; elle allait partir. Des groupes refluaient jusqu'à elle, et la repoussaient vers Demeester. Elle avait l'air de ne plus s'occuper que de la foule, ou d'y chercher quelqu'un. Elle dit, se hâtant, et dans le bruit :

— Ça se comprend de soi, ces choses-là : elle ne peut pas

rester à soigner un phtisique, moi je ne peux pas l'emmener : elle n'a plus que toi!

Un coup de sifflet retentit, il devait venir d'un des voyageurs cachés sous la bâche verte de la voiture. Adéline fit un signe de la tête, comme si l'appel eût été certainement pour elle. Presque aussitôt, elle mit une main dans son corsage, sous les châles de laine enroulés, elle en retira un objet que Demeester n'eut pas le temps de voir. D'un geste rapide, elle glissa trois doigts dans la poche de cœur, toujours un peu godante, du pardessus de son père.

— C'est ma part! cria-t-elle.

Puis, faisant rouler sa machine, avec une sûreté extrême, entre les groupes qui suivaient le camion, elle monta sur sa bicyclette, et, quinze mètres plus loin, fut reçue, comme tous les autres, piétons, cyclistes ou clients de la voiture publique, dans l'ombre qui effaçait les couleurs, et mêlait les rangs du cortège indéfini.

Le tisserand, tourné du côté de la Belgique, essaya de découvrir, parmi ces petites lumières en fuite, qui étaient maintenant à trente pas, puis à cinquante, puis à cent, une seule lampe qui brillât d'un plein éclat, et qui remontât le courant, et qui revînt vers le vieux roi, abandonné, lui aussi. Une espérance, — à cause des yeux d'Adéline qui avaient pleuré, — une espérance le retint immobile, pendant plusieurs minutes, au bord du trottoir, écoutant si la voix de sa fille n'allait pas, de nouveau, lui parler dans le bruit, et lui dire : « Je rentre à Roubaix, où je retrouverai ma fille » ; ou bien : « Père, je rentre avec toi. » Mais personne ne rebroussa chemin. Son cœur battait dans sa poitrine, et pourquoi ? et pourquoi ? parce qu'une fille, qu'il croyait ne plus aimer, avait pleuré en le quittant, et n'était pas revenue! La nuit était partout, même dans les étendues balayées du grand ciel; le vert du crépuscule, devenu le bleu profond des nuits, groupait maintenant ses étoiles, les petites avec les grandes. Un dernier autocar passa, à vive allure. Quelques traînards suivaient : des vieux à bicyclette; des jeunes, dont l'un portait, sous le bras, un pain gros comme lui; une femme qui tenait un enfant boiteux par la main. Demeester était seul. Le champ labouré, devant lui, sans couleur et sans forme, ouvrait toute sa terre à la rosée nocturne, car une vapeur molle, au ras du sol, s'approchait de

la ville, et épaississait l'ombre. Vers les sillons les plus éloignés, une faible lueur, très basse, reflet d'une fenêtre éclairée, indiquait la présence de quelque ferme ancienne, désignée déjà pour être mangée par les fabriques de demain.

— Allons! dit le tisserand.

Et il fit trois pas vers Roubaix. Mais, au troisième, il s'arrêta. Il se souvenait. Il mit la main dans la poche de cœur de son paletot, et retira un billet de cinquante francs, plié.

— Ah non ! reprit-il... pas ça! pas ça!

Il eut envie de jeter le papier dans la boue. Son honnêteté de vieil homme se révoltait. Son menton remuait des mots qu'il grommelait ; il pensait que c'était là peut-être l'argent de l'inconnu. Mais une autre idée vint. Il renfonça le billet dans sa poche, cracha par terre, en manière de protestation, et, appuyant la main sur sa casquette, comme il faisait toujours au moment du départ :

— Et Claire qui va m'attendre! Tu n'es plus maître d'aller et de venir, mon pauvre Demeester! Hue, le bonhomme! A la courée! La petite, on te l'a donnée!

René Bazin.

(La deuxième partie au prochain numéro.)

LA FRANCE SUR LE RHIN

I

LA LEÇON DU PASSÉ

Dix ans se sont écoulés depuis le jour où les armées alliées ont franchi la frontière allemande pour occuper les provinces du Rhin.

Au cours de cette décade, l'occupation rhénane, qui constitue à l'heure actuelle l'un des facteurs de la politique européenne et même mondiale, est passée par des phases fort diverses : conséquences à la fois des variations survenues dans la politique des gouvernements alliés et de l'Allemagne, par suite des difficultés rencontrées dans l'exécution du Traité de paix, et aussi des divergences de point de vue, qui ont risqué parfois de créer des heurts redoutables entre les puissances occupantes.

L'histoire de l'occupation se trouve ainsi liée à l'histoire politique de ces dernières années, comme elle est liée naturellement à celle des occupations antérieures et, d'ailleurs, à l'examen du statut politique et juridique de ce régime particulier que constitue l'occupation militaire en temps de paix.

D'autre part, l'étude des modalités de l'occupation pacifique, instituée par les articles 428 à 432 du traité de Versailles et par l'Arrangement rhénan du 28 juin 1919, qui en est la charte, ne peut être séparée de celle de l'occupation initiale, édictée par les articles 5 à 9 de la Convention d'armistice signée le 11 novembre 1918.

IL Y A DIX ANS

La cinquième « condition d'armistice » comportait « l'évacuation des pays de la rive gauche du Rhin par les armées allemandes ».

« Les pays de la rive gauche du Rhin, précisait le texte, seront administrés par les autorités locales, sous le contrôle des Alliés et des États-Unis. Les troupes des Alliés et des États-Unis assureront l'occupation par des garnisons tenant les principaux points de passage (Mayence, Coblence, Cologne), avec, en ces points, des têtes de pont de 30 kilomètres de rayon sur la rive droite, et des garnisons tenant également les points stratégiques de la région.

« L'évacuation, par l'ennemi, des pays du Rhin (rive gauche et rive droite) sera réglée de façon à être réalisée dans un délai de 16 nouveaux jours, après l'évacuation de la France et de la Belgique, soit 31 jours après la signature de l'armistice. »

Une note annexe fixait les lignes successives d'évacuation par les troupes allemandes, et donnait l'indication précise du passage de ces lignes par les troupes alliées d'occupation.

Le front allemand devait être franchi le sixième jour suivant la signature de l'Armistice. Les troupes d'occupation suivaient, à vingt-quatre heures d'intervalle, les troupes allemandes en retraite. La frontière allemande devait être atteinte par elles le vingt-huitième jour, la ligne du Rhin le trente-deuxième.

Lors du premier renouvellement de l'Armistice, le 13 décembre 1918, le commandement allié se réserva, en outre, d'occuper, à titre de nouvelle garantie, la zone neutre de la rive droite du Rhin, au nord de la tête de pont de Cologne, jusqu'à la frontière hollandaise.

Le second renouvellement, du 16 janvier 1919, ordonna la constitution de la tête de pont de Kehl et l'occupation des forts de la rive droite du Rhin destinés à couvrir la place de Strasbourg.

Par ailleurs, aux termes de l'article 26 de la Convention, le blocus des Puissances alliées et associées était maintenu dans les conditions de guerre. Toutefois, « les Alliés et les États-

Unis envisageaient le ravitaillement de l'Allemagne pendant l'armistice dans la mesure reconnue nécessaire ».

En fait, l'horaire fixé par le commandement militaire dut être modifié, en raison des difficultés matérielles rencontrées pour l'évacuation de l'aile droite allemande, qui fut autorisée à utiliser le couloir hollandais du Limbourg. En revanche, sur la sollicitation de certaines autorités locales de Rhénanie, émues des excès révolutionnaires d'éléments extrémistes, qui tentaient de constituer des soviets locaux, diverses formations alliées durent hâter leur progression, pour maintenir l'ordre.

L'occupation posait, devant les gouvernements alliés, et spécialement pour le gouvernement français, un problème difficile et complexe. Simultanément, en effet, ils avaient à faire face à la réorganisation et au ravitaillement de nos départements envahis, de la Belgique, du Luxembourg, dont le statut politique était alors mal défini, de l'Alsace et de la Lorraine, subitement recouvrées. Or, il convenait de fixer, en quelques jours, et avant le franchissement des frontières, l'organisation administrative d'un immense territoire ennemi, comportant 6 ou 7 millions d'habitants, les régions industrielles les plus denses et les plus puissantes de l'Allemagne, en présence du désarroi profond de tous les services locaux, de la famine menaçante et de l'agitation révolutionnaire qui sévissait déjà dans la plupart des grands centres rhénans.

Engagés dans les combats ultimes de la guerre mondiale, les Alliés n'avaient guère pu se préparer à une tâche si nouvelle et d'une telle envergure, et leurs états-majors n'avaient pas eu à envisager (sauf pour les territoires alsaciens tenus par nous) de telles questions administratives.

On pouvait aussi se demander ce qu'allait être, après tant de combats furieux et de haines exaspérées, le contact, sur le sol ennemi, avec les populations allemandes, de ces hommes qui, depuis quatre ans, supportaient les pires souffrances et qui, la rage au cœur, venaient de traverser leurs pays systématiquement dévastés, d'y apprendre les odieux traitements subis, pendant l'occupation, par leurs femmes, leurs mères et leurs filles.

C'est dans ces circonstances que, le 12 novembre 1918, le maréchal Foch, sur la suggestion du général Weygand et du général Payot, — qui avait la haute main sur toutes les ques-

tions intéressant le ravitaillement et l'administration des armées, — constitua, sous le titre de *Contrôle général des territoires occupés*, un organisme composé d'administrateurs et de techniciens spécialisés dans les questions d'administration militaire, et placé sous la direction de M. Tirard, maître des requêtes au Conseil d'État, qui, secrétaire général du Maroc, avait été, avant la guerre, l'élève et le collaborateur du maréchal Lyautey.

Au cours de plusieurs conférences, tenues en novembre et décembre 1918 à Senlis et à Lamorlaye, près de Chantilly, à l'état-major du maréchal Foch et du général Payot, puis au poste de commandement du maréchal, porté à Luxembourg, les principes de l'organisation administrative des territoires rhénans furent posés, en même temps qu'étaient fixées les directions générales qui devaient régler, par la suite, les relations des autorités alliées entre elles, — car il convenait, là comme ailleurs, de maintenir l'accord, — et celles de ces autorités avec la population allemande.

L'organisation des territoires rencontrait immédiatement une particularité qui n'était pas de nature à faciliter la tâche.

Les limites de l'occupation et des têtes de pont coupaient en effet, dans le sens nord-sud, les limites d' « États », Prusse, Hesse, Palatinat bavarois dont, par ailleurs, nous ne tenions pas les capitales politiques ou administratives. La principauté de Birkenfeld, enclavée dans la Prusse rhénane, aux confins du Palatinat, relevait du Grand-Duché d'Oldenburg, entièrement situé dans l'Allemagne non occupée.

Dans le sens est-ouest, les armées alliées, qui marchaient coude à coude, face au Rhin, — les forces belges en direction d'Aix-la-Chapelle et Crefeld, l'armée britannique sur Coblence, les armées françaises des généraux Mangin et Gérard (groupe d'armées Fayolle) en direction de Mayence et de Spire, — voyaient les limites de leurs zones chevaucher les frontières des « États » allemands ou les limites administratives des provinces. Cette situation ne sera pas sans présenter de très sérieuses difficultés, encore accrues par la diversité des langues, des habitudes administratives, des concepts juridiques, tant entre les forces belges, britanniques, américaines et françaises, qu'au regard de l'administration et des populations allemandes, et, parfois aussi, par de secrètes tendances à susciter entre

elles, pour les exploiter, d'éventuelles divergences de vues...

Établie, dès l'abord, à Luxembourg, auprès de l'état-major du Maréchal commandant en chef des armées alliées, la direction générale de l'administration de l'occupation des territoires, constituée par des fonctionnaires français encore mobilisés, maîtres des requêtes au Conseil d'État, inspecteurs des Finances, diplomates et ingénieurs, s'était rapidement organisée et mise à l'œuvre, en liaison étroite avec les états-majors alliés.

Le régime de l'occupation a été défini dans l'Arrangement rhénan, du 28 juin 1919, annexé au traité de Versailles.

« Représentant suprême des Puissances alliées et associées dans les territoires occupés », la Haute-Commission interalliée était investie d'un pouvoir législatif et réglementaire à l'effet « d'assurer l'entretien et la sécurité des forces militaires d'occupation ». Elle devait exercer ce pouvoir par voie d'Ordonnances « ayant force de loi », et s'imposant comme telles aux autorités civiles et judiciaires allemandes.

Par ailleurs, sur la demande de l'Allemagne, les gouvernements alliés avaient admis le principe de l'institution d'un commissaire d'Empire, chargé de représenter les gouvernements du Reich et des États auprès de la Haute-Commission.

Le traité de paix et l'Arrangement rhénan ayant été ratifiés, le 10 janvier 1920, la Haute-Commission entrait en fonctions, à Coblence, ce jour même, sur l'invitation de M. Clemenceau, président du Conseil suprême.

VESTIGES DU PASSÉ

Quelles directives allions-nous observer à l'égard des populations occupées? Quelles règles devaient commander notre attitude? Et, tout d'abord, quels enseignements nous dictait un long passé de gloire?

En franchissant les frontières des provinces rhénanes, nos soldats rencontraient de poignants souvenirs. Renouvelant magnifiquement notre histoire, chasseurs et fantassins de la Grande Guerre marchaient dans les pas des voltigeurs et grenadiers des armées de Sambre-et-Meuse et de Rhin-et-Moselle, et les dragons de Mangin, trempant dans les flots du Rhin, terme de leur chevauchée, la soie des étendards, savaient que

les hussards de la première République les y avaient précédés. Ils retrouvaient sur le sol rhénan « la trace altière » du fer de leurs chevaux. Appels émouvants du passé ! Les nôtres n'avaient-ils pas laissé sur ces rives le souvenir, la dépouille même des héros de la Révolution, de ses jeunes généraux, des grands préfets de l'Empire ? La longue ligne du Rhin, de Landau à Mayence, de Coblence à Cologne et à Dusseldorf, est jalonnée de monuments français, de tombes illustres.

La belle pyramide, de style égyptien, élevée par Kléber à la mémoire de Marceau, au flanc de la forteresse de Coblence, rappelle, dans les inscriptions gravées sur ses quatre faces, l'hommage de ses adversaires mêmes, inclinés sur cette pure et jeune gloire. Elles retracent le salut suprême du général baron de Bray, commandant les forces autrichiennes, qui rappela, en l'honneur du héros, l'éloge funèbre de Bayard : « Je voudrais qu'il m'en eût coûté quart de mon sang et vous tinsse en santé, mon prisonnier, quoique je sache que l'Empereur, mon maître, n'eut, en ses guerres, plus rude ni fâcheux ennemi. »

Ici repose Marceau, né à Chartres, département d'Eure-et-Loir, soldat à seize ans, général à vingt-deux. Il mourut en combattant pour sa patrie, le dernier jour de l'an IV de la République française. Qui que tu sois, ami ou ennemi, de ce jeune héros respecte les cendres.

Il vainquit dans les champs de Fleurus, sur les bords de l'Ourte, de la Roehr, de la Moselle et du Rhin.

A Weissenthurm, sur la haute terrasse qui domine la plaine du Rhin et le fleuve, un obélisque, aux lignes simples et nobles, avait été érigé « par l'armée de Sambre-et-Meuse à son général en chef Hoche ».

Le brusque effondrement de l'Empire napoléonien n'avait pas permis d'y transporter la dépouille mortelle de Hoche, demeurée à Coblence. Un siècle plus tard, un maréchal de France, le maréchal Foch, et le général Mangin achevaient le geste des soldats de Championnet et d'Augereau et rendaient les suprêmes honneurs au héros, qui recevait l'abri voulu par ses soldats (1).

(1) Des bas-reliefs évoquant la gloire militaire et les vertus civiques du Général, et destinés à compl ter le monument, avaient été, à l'époque, commandés par l'armee de Sambre-et-Meuse au sculpteur Boizot. Exposés au Salon de 1800, ils étaient demeurés au château de Versailles. Le 14 juillet 1928, sur l'initiative du Haut-Commissaire de France, en sa présence et celle du général Guil-

A Mayence, le vieux conventionnel Jean Bon Saint-André, membre du Comité de salut public, commissaire de la République, puis préfet du Mont-Tonnerre et baron de l'Empire, repose au milieu de ses administrés, mort victime de son dévouement en combattant l'épidémie de typhus qui ravageait les rangs de nos soldats, épaves de la retraite de Russie, et décimait la population de Mayence. Au cimetière de la ville, la tombe du grand conventionnel, ornée, selon le style de l'époque, d'une nymphe éplorée penchée sur l'urne du souvenir, nous livre l'enseignement suprême de son inscription centenaire à demi effacée :

Sous ce monument, simple comme lui, au milieu de ceux qu'il chérissait, dans l'asile consacré par ses soins et sous son administration, repose J.-B. baron de Saint-André, préfet du département du Mont-Tonnerre, officier de la Légion d'Honneur, mort le 10 décembre 1813.

Les admirables châteaux de Coblence, de Bonn, de Bruhl, près de Cologne, celui de Benrath, — presque englobé maintenant dans l'immense agglomération industrielle de Dusseldorf, — dont les lignes pures, dues à des artistes français, évoquent Versailles et les Trianons, rappellent un passé plus lointain encore, la longue et persistante influence de la France royale sur les Princes-Électeurs et le prestige incontesté de l'art français du XVIIIe siècle en Rhénanie.

Les Électeurs rhénans voulaient leurs demeures à l'image du Roi Soleil. L'Archevêque-Électeur de Cologne, Joseph-Clément de Bavière, nous a, dans des lettres charmantes conservées dans les Archives rhénanes, donné la mesure de l'estime où il tenait Robert de Cotte, architecte du Roi, chargé de dresser les plans de son palais d'été, à Bonn, — qu'occupe aujourd'hui l'Université, — et du souci où il était d'approcher la gloire rayonnante du château de Versailles, sans excéder les ressources plus modestes de son budget.

« Vous avez si bien donné dans ma pensée, lui mande-t-il, le 11 juillet 1714, qu'il n'y a rien à dire, et j'en suis content au delà de tout ce qu'on saurait s'imaginer... Je vous prie très

laumat, et devant un détachement des forces de l'Armée du Rhin, des répliques de ces bas-reliefs ont été apposées sur la pyramide de Weissenthurm. Une plaque indique que ce monument, commencé en l'an VI de la République par l'Armée de Sambre-et-Meuse, a été achevé en 1928 par l'Armée du Rhin.

instamment de continuer à m'assister jusqu'à la fin de vos bons conseils et, avec un tel secours, j'espère de faire, sans contredit, un des plus beaux palais qui soient en Allemagne (1)... » Malheureusement, les ressources de l'Électeur n'étaient pas à la hauteur de ses ambitions. « Je vous prie, monsieur, écrit-il dans une autre lettre, d'avoir en tout ceci plus d'égards au bon goût et à la commodité qu'à la magnificence qui accompagne tout ce que vous ordonnez pour S. M. T. C., laquelle doit avoir, avec justice, des palais qui correspondent à sa grandeur et à sa puissance; mais il faut que mes bâtiments cadrent avec mes moyens qui ne sont rien en comparaison des siens. » Ainsi limité dans ses crédits, R. de Cotte s'appliqua surtout à la décoration intérieure des chambres de parade et des appartements intimes, qui fut malheureusement anéantie dans un incendie, dès la fin du XVIIIe siècle. « Si l'on excepte quelques plafonds miraculeusement préservés, écrit M. Louis Réau, il ne reste plus rien aujourd'hui du charmant décor si amoureusement concerté par Joseph-Clément et R. de Cotte. »

C'est également pour l'Archevêque-Électeur de Cologne que Nicolas de Pigage dessina, aux confins des faubourgs de Dusseldorf, ce pur joyau de l'architecture française du XVIIIe qu'est le pavillon de Benrath, plus tard résidence de Murat, nommé titulaire du Grand-Duché de Berg. Celui-ci ne l'habita guère et vit peu ses administrés, jugés bien insuffisants par la grande-duchesse Caroline, sa femme, qui ne voulait être que reine. Les bourgeois de la ville conservaient cependant le souvenir ébloui de l'entrée de leur grand-duc à Düsseldorf, de ses aigrettes de diamants, du faste inouï de son escorte...

A Dusseldorf même, devenue l'immense métropole industrielle de la Ruhr, de magnifiques jardins aux allées ombreuses rappellent l'œuvre du comte Beugnot, conseiller d'État, chargé par Napoléon d'administrer le Grand-Duché, d'abord pour le compte de Murat, jusqu'à son accession au trône de Naples, puis, comme régent et avec les pouvoirs d'un vice-roi, au nom du jeune prince Jérôme Bonaparte, fils du roi Louis de Hollande et de la reine Hortense, neveu préféré de l'Empereur, qui, un temps, avait pensé trouver en lui l'héritier du trône.

Près de Cologne, le château électoral de Bruhl, à l'admirable

(1) Lettres citées par Louis Réau : *l'Art français sur le Rhin au* XVIIIe *siècle* (Champion, 1922).

escalier Louis XV, rococo, est dû à la collaboration de R. de Cotte, auteur du plan initial, de Michel Leveilly et d'Étienne Dupuis qui dirigèrent les travaux de construction, de Cuvillies, de Radoux, de Rousseaux qui dessinèrent la décoration intérieure, et de Girard enfin, élève de Lenôtre, qui fit du jardin de Bruhl, au dire de l'Allemand Renard, « une œuvre remarquable de l'architecture française de jardin ». Davout, en récompense de ses magnifiques services, reçut de l'Empereur ce somptueux apanage, érigé en Principauté pour le nouveau prince d'Eckmühl. Le vainqueur d'Auerstaedt, seul parmi les maréchaux demeuré soucieux d'un foyer modeste et d'un train raisonnable, dut mesurer avec effroi, à en juger par ses lettres à sa femme, les charges d'entretien d'un si dispendieux cadeau.

Enfin, partout, et dominant de si puissants souvenirs, l'ombre immense de l'Empereur, ses voyages fulgurants, ses réceptions dans chaque ville par les bourgmestres, les corps de la bourgeoisie, les autorités et les troupes. En 1804, il est avec Joséphine à Aix-la-Chapelle, à Cologne, à Bruhl, au milieu de fêtes splendides. En 1811, il est à Bonn. Puis, au faîte de sa gloire, il est avec Marie-Louise à Mayence en 1812, à Coblence en 1813. Les archives des villes, les Mémoires locaux relatent ses fastes, le montrent édictant les Codes, nommant, révoquant les préfets, les bourgmestres, prescrivant des routes, des forteresses, dotant Coblence du pont de bateaux qui relie, aujourd'hui encore, la ville à la forteresse d'Ehrenbreitstein, le musée de Mayence de tableaux envoyés en hâte du garde-meuble impérial et qui en constituent encore le fonds, dirigeant la concentration de la Grande-Armée de son quartier général, de ce château grand-ducal de Mayence où réside aujourd'hui le Général en chef de l'Armée du Rhin et où, le 5 mai 1921, anniversaire de la mort de l'Empereur, 10000 Mayençais sont venus défiler pieusement dans la chambre impériale, tandis que la vallée du Rhin retentissait des salves de notre artillerie.

... Lors de l'entrée de nos troupes en Rhénanie, nos officiers trouvèrent, dans bien des demeures bourgeoises, un salon consacré aux souvenirs et au culte de Napoléon, et les Rhénans, conscients de la légitime fierté d'avoir servi sous le chef prodigieux, tenaient à honneur de tirer de leurs archives familiales le brevet militaire ou le titre de Légion d'honneur de l'ancêtre, officier ou soldat de l'épopée impériale.

LA POLITIQUE RHÉNANE DE L'ANCIENNE FRANCE

Que recouvraient, dans la réalité, ces monuments tangibles des occupations passées? Que subsistait-il effectivement des souvenirs que reflétaient les inscriptions monumentales à demi effacées, et l'étude des pièces d'archives?

Pour le mesurer, il faut remonter aux sources de l'histoire et au lointain passé de nos interventions sur le Rhin (1).

Il convient de relever que la politique française sur le Rhin fut, au cours des siècles, essentiellement une politique de protection de nos frontières, à l'instar de celle de l'ancienne Rome, dont les monuments et les ouvrages militaires jalonnent encore les rives du fleuve, de Cologne à Mayence et à Francfort. « César, lit-on dans les *Commentaires*, vit le péril qu'il y avait pour la République à laisser les Germains s'habituer à passer le Rhin et à venir en grand nombre dans la Gaule. Ces peuples grossiers et barbares, une fois en possession de la Gaule entière, ne manqueraient pas, sans doute, à l'exemple des Cimbres et des Teutons, de se jeter sur la Province romaine, et, de là, sur l'Italie. »

Dans ses interventions diplomatiques ou militaires sur le Rhin, la France s'est de même constamment attachée à protéger ses frontières contre les invasions orientales répétées, à l'exclusion des ambitions impérialistes qui lui ont été trop souvent injustement imputées.

La politique continue et constante de la royauté française, celle de Richelieu comme celle de Vergennes, avait consisté, en effet, dans le soutien, sans contrainte ni intention d'annexion, des princes et évêques électeurs du Rhin. Ceux-ci trouvaient auprès du Roi de France un appui efficace contre les entreprises de l'Empire germanique et ses tendances inquiétantes pour leur indépendance.

Dans un dessein purement pacifique, la diplomatie royale s'efforçait ainsi de couvrir ses frontières d'une sorte de marche

(1) Le Haut-Commissariat de France en Rhénanie s'est efforcé, entre autres tâches, de développer l'étude des sources de l'histoire politique et administrative des précédentes occupations françaises sur le Rhin, et de leurs répercussions sur la politique générale de l'Europe. Ces travaux ont permis d'éclairer, de préciser ou de confirmer l'histoire connue de la Rhénanie, particulièrement celle des questions qui concernent l'administration des Territoires.

neutralisée où elle s'assurait des sympathies; mais elle se gardait de toute pensée d'annexion, se bornant scrupuleusement à observer elle-même les droits qu'elle prétendait faire respecter. De fait, tant par des subventions financières régulièrement consenties aux princes évêques, dont le train était important et les goûts fastueux lourds à satisfaire, que par des alliances politiques ou des liens familiaux habilement ménagés, la Royauté s'était assuré, à la veille de la Révolution, une situation prééminente sur le Rhin.

Par traité du 8 avril 1632, l'électeur de Trèves s'était placé sous la protection du Roi. Largement pensionné, il demande des garnisons françaises pour ses forteresses, notamment pour celle d'Ehrenbreitstein qui domine, à Coblence, le confluent de la Moselle et du Rhin. Vergennes, le 15 février 1768, grâce aux discrètes mais efficaces interventions du chancelier d'Aigremont, notre représentant à la Cour de Trèves-Coblence, réussit à faire élire, au siège épiscopal, le prince Clément Wenzel de Saxe, frère de la Dauphine. De même, en 1784, le siège de l'archevêché de Cologne, dont l'influence s'étend bien au delà du Rhin, jusque sur la Westphalie, échoit à l'archiduc Max Franz, frère de Marie-Antoinette.

Déjà, le représentant du Roi à Trèves écrivait, en 1765, au duc de Choiseul : « A mesure que les occasions se présenteront, vous apercevrez, Monseigneur, que l'électorat de Trèves diffère peu de sentiments d'une province de France, la plus affectionnée au Roi, que sa Majesté est adorée et respectée, et que son Ministère est révéré et estimé au delà de toute expression ; les gens les plus éclairés et qui ont le maniement des affaires sont disposés à concourir à toutes les vues que vous pourrez avoir (1). »

Par la suite, Vergennes, dans un mémoire au Conseil du Roi, déclarait, le 20 novembre 1774 : « L'Électeur, uni au Roi par les liens du sang..., se jette dans les bras de Sa Majesté, et les complaisances qu'il témoigne être prêt à lui marquer n'auront d'autres bornes que celles que l'amitié et le propre jugement de Sa Majesté voudront y mettre... L'intérêt de Sa Majesté pour l'électeur de Trèves augmentera de jour en jour (2)... » Vergennes, d'ailleurs, ne manque pas de signaler

(1) Affaires étrangères, 20 juillet 1765.
(2) Mémoire lu au Conseil du Roi, le 20 novembre 1774.

au Roi, « dans son mémoire du 8 décembre 1774, les dangers d'une politique de conquêtes. L'essentiel à ses yeux est de donner à la France assez de « considération » pour grouper autour d'elle les puissances les plus faibles et les soumettre à son influence. Tel est le sens des instructions qu'il rédige, le 18 avril 1775, pour le comte de Montmorin, le nouveau ministre plénipotentiaire du Roi à Trèves (1). »

A Mayence enfin, le prince archevêque, primat de Germanie, président du Collège électoral de l'Empire, nanti du privilège de couronner le Roi des Romains, nourrissait également des sentiments d'amitié à l'égard de la France.

On s'explique, dans ces conditions, qu'au moment de l'émigration, lorsque le comte de Provence et le comte d'Artois, suivis de leur cour, parvinrent à Coblence, ils aient trouvé auprès du prince évêque Clément Wenzel, leur oncle, un accueil aussi pompeux que magnifique. Toute une suite de gentilhommes français accompagnaient ou rejoignaient bientôt les Princes, jetant sur les comptoirs des boutiquiers l'or apporté pour « une saison » qui dans leur esprit devait être brève, comme celles qu'ils avaient coutume de faire aux eaux de Spa ou de Bade...

LES ARMÉES DE LA LIBERTÉ

Quand les soldats de la Révolution entrèrent en Rhénanie, la population donna libre cours à sa joie d'être libérée des contraintes vétustes de la féodalité allemande. Gœthe, qui fut le témoin de cet événement, a traduit, dans une page célèbre, ces sentiments populaires : « Les Français arrivaient, mais ils ne semblaient apporter que l'amitié et, réellement, ils l'apportaient; ils avaient tous l'âme exaltée; ils plantaient allègrement les gais arbres de la Liberté. Ils promettaient à chacun son droit et son gouvernement propre. Ils gagnèrent bientôt, ces Français prépondérants, d'abord l'esprit des hommes par leur ardente et vaillante entreprise, puis le cœur des femmes par leur irrésistible aménité. Le poids même de la guerre et de toutes ses exigences nous paraissait léger. L'espérance flottait devant nos yeux autour de l'avenir et attirait nos regards vers les voies nouvellement ouvertes. »

(1) De Pange, *Les Libertés rhénanes* (Perrin, 1922), p. 42.

Peu après la prise de Spire, l'armée de Custine se présenta devant Mayence. La place fut mise en état de siège, mais la garnison était hésitante et l'archevêque-électeur en fuite. Il semble, d'ailleurs, que Custine eût des intelligences dans la place. D'après un mémoire du major Eickemeyer, qui assistait aux délibérations du Conseil de défense, cette assemblée militaire opina pour la capitulation, au reçu de la sommation de Custine.

Le 21 octobre 1792, l'armée française entrait dans Mayence. Dès ce moment, le statut politique des pays rhénans allait évoluer brusquement.

A l'instigation de Custine, se fonde, à Mayence, la *Société des amis allemands de la liberté et de l'égalité* (1), club jacobin constitué par un certain nombre d'intellectuels libéraux attirés par les doctrines républicaines. A leur tête, des professeurs d'Université, Wedekind, Metternich, Hoffmann et surtout Hubert et Forster, l'ancien compagnon du capitaine Cook dans son voyage aux mers australes. Sous l'influence de sa femme, Thérèse Heyne, et de la célèbre Caroline Böhmer, qui épousa par la suite Guillaume Schlegel, puis Schelling, et qui remplit l'Allemagne de son existence littéraire et tumultueuse, Forster, après quelques hésitations, se lance éperdument dans la lutte révolutionnaire et s'efforce de galvaniser les Rhénans. L'enthousiaste Caroline dépeint... avec joie, le nouveau tableau de la vie mayençaise : « Nous sommes tombés facilement dans la main de l'ennemi, si l'on peut nommer ennemis nos hôtes polis et braves. Quel changement ! Custine habite le château de l'Électeur, et, dans la salle de gala, siège le Club des Jacobins allemands. Les cocardes nationales fourmillent dans les rues (2). »

Le 19 novembre 1792, le pouvoir est enlevé à l'administration de l'Électeur : un gouvernement provisoire de dix membres est constitué. Forster en fait partie comme vice-président de l'Administration générale. A la vérité, la population regarde assez passivement se dérouler les événements. Elle n'envisage guère le nouveau gouvernement que sous la forme d'une

(1) Cette Société fut dissoute, le 16 mars 1793, par Merlin de Thionville et Simon. Ils la remplacèrent par une *Société des Allemands libres*, dont Forster fut le président et l'animateur.

(2) A. Chuquet, *Études d'histoire*, 1re série. *Le révolutionnaire Forster*, p. 183.

République autonome qui assurerait le maintien de ses traditions et de ses habitudes, et, en outre, le bénéfice de la liberté annoncée. Forster s'indigne de cette passivité.

Pour hâter l'évolution de ses compatriotes et l'éveil de leurs sentiments politiques, il ne cessait de stimuler le zèle des administrateurs français. Sur ses instances, un département des Bouches-du-Mein fut créé. Des commissaires furent désignés pour parcourir le pays et solliciter l'adhésion des habitants à une déclaration par laquelle ceux-ci affirmaient leur volonté de se soumettre aux lois françaises et d'envoyer une députation à la Convention nationale, pour lui présenter leurs vœux et obtenir d'elle des commissaires qui viendraient donner au peuple rhénan un statut inspiré de la Constitution française.

De fait, les habitants ne montrèrent guère d'empressement à désigner leurs députés. Les corporations de Mayence, en particulier, firent preuve d'une tiédeur qui révolta Forster.

Le décret du 15 décembre 1792 interrompit cette consultation. La Convention réclamait ce jour-là, sur le rapport de Cambon, l'annexion des territoires occupés. Il s'agissait surtout, grâce à des extensions territoriales, de faire face au déficit, en gageant de nouvelles émissions d'assignats sur les biens publics et privilégiés qui tombaient ainsi sous le coup des lois de confiscation. Répercussion imprévue de l'inflation et des difficultés monétaires sur le régime de l'occupation, dont nous devions, un siècle plus tard, connaître à notre tour les conséquences singulières. Il est vrai qu'une partie de la population rhénane allait trouver des avantages particuliers au système des biens nationaux et à la suppression des privilèges ecclésiastiques qui subvenaient au train coûteux des princes-électeurs.

Les commissaires nationaux Simon et Grégoire (de Thionville) organisent promptement les élections de la « Convention rhéno-germanique ». Les Allemands, âgés de vingt et un ans, et domiciliés depuis douze mois dans le pays s'étendant entre Landau et Bingen, sont convoqués, à cet effet, le dimanche 24 février, après la messe. Chaque commune élira un député et, en outre, une municipalité. Spire et Landau auront deux députés, Mayence en aura six.

Forster va se multiplier au cours de cette campagne électorale. Déjà, le Club mayençais avait retenti de ses exhortations. « Les Français, disait-il, sont les vainqueurs de leurs tyrans;

ils se jettent dans nos bras comme des frères ; ils nous protègent; ils veulent partager avec nous la liberté qu'ils ont si chèrement achetée ; grâce aux Français, les Mayençais ne sont plus les serviteurs maltraités, opprimés, silencieux d'un prêtre, ce sont des citoyens libres, de hardis amis de l'égalité... » Éloquence bien nécessaire pour secouer la nonchalance naturelle de ses compatriotes... Grégoire étant tombé malade, le ministre des Affaires étrangères, Le Brun, désigna Forster pour lui succéder. Celui-ci se récusa, car il comptait bien siéger dans la future Convention rhénane. Il n'en fut pas moins pour Simon un collaborateur de tous les instants, et il n'est pas exagéré de dire que les élections furent vraiment son œuvre.

Malgré ses efforts, ses harangues et une pression énergique, 300 électeurs seulement, sur douze mille, se rendirent aux urnes dans Mayence; soixante voix à peine désignèrent Forster pour représenter la ville à la Convention rhéno-germanique.

On conçoit aisément que la population rhénane ait été, alors, peu préparée à prendre conscience de ses destinées politiques. Une carte historique de la répartition de la souveraineté politique sur la rive gauche du Rhin, à la veille de l'entrée des armées révolutionnaires, offre l'aspect d'un plan parcellaire dans un pays de petite propriété. La religion même était distribuée et changeait selon que telle province, ville ou village venait à échoir à une maison princière de confession catholique ou protestante. Aujourd'hui encore, on est surpris de rencontrer, dans les provinces en majorité catholiques de la Prusse rhénane, des enclaves entièrement protestantes, — ou, dans certaines régions en majorité protestantes du Palatinat, des agglomérations exclusivement catholiques.

Quelles qu'aient été les limites de son succès, l'activité de Forster n'en fut pas refroidie, et il poursuivit sa propagande avec une égale ferveur. Dès le 21 mars 1793, il adjurait la Convention rhénane d'offrir à la France le nouvel État : « Conservez dans le pays vos champions, vos libérateurs... Prononcez cette grande et décisive parole : Les Allemands libres et les Français libres sont désormais un peuple inséparable (1). » Cet appel emporte le vote, et la Convention décrète aussitôt, par acclamation, la réunion à la République française.

(1) Arthur Chuquet, *op. cit.*, p. 223.

Elle envoie à Paris une députation présidée par Forster, à l'effet de présenter leur demande, signée de 90 députés, à la Convention nationale. La députation rhénane est reçue le 30 mars, à la Convention, qui décrète d'enthousiasme la réunion de Mayence à la France.

Mais, le 23 juillet 1793, nos troupes devaient abandonner Mayence, où elles ne reviendront qu'après plus de quatre ans.

Dès 1794, cependant, nos armées reprenaient l'offensive. Jourdan, après avoir battu Clerfayt, le 2 octobre 1794, à Aldenhoven, et s'être emparé de Juliers, se portait en trois colonnes sur Cologne, sur Bonn et sur Coblence. Marceau occupait Coblence. A la fin de l'année, nos troupes bordaient le Rhin sur la plus grande partie de son cours, Mayence exceptée. Le 5 avril 1795, par le traité de Bâle, la France était autorisée à demeurer dans les territoires occupés de la rive gauche du Rhin.

Pendant toute cette période troublée, nos troupes sont bien accueillies par la population rhénane. Elles récoltent ainsi le fruit d'une longue politique de protection. Par ailleurs, les généreux principes de la Révolution soulèvent l'enthousiasme. Dans les cantonnements, dans les villes, les femmes, les filles s'empressent à raccommoder les haillons des sans-culottes. Au hasard des flux et reflux de nos troupes, des intrigues se nouent, des mariages se célèbrent. D'après un mémorialiste coblençais, « tous ces farouches républicains étaient assoiffés de mariage ». Il ajoute que « dans la seule année 1796, cent trente-huit officiers ou fonctionnaires militaires français convolèrent en justes noces avec des jeunes filles de Coblence ou des environs immédiats de la ville (1) ». Deux d'entre elles devinrent maréchales de France : Maison épousa l'une des filles du conseiller de finances Weygolds, de Simmern; Mortier, commandant alors le 23e régiment de cavalerie, la fille du maître de poste Himmes. Il s'en fallut de peu qu'une troisième, la jolie mademoiselle Pottgeisser, ne devînt reine. Bernadotte, en effet, fréquentait assidûment chez M. Pottgeisser, banquier, qui se disait trop bon Allemand pour consentir à une alliance française, sans cependant négliger les profits que lui assurait la trésorerie de l'occupation.

(1) Cf. De Pardiellan, *Nos Ancêtres sur le Rhin* (Flammarion).

Bernadotte n'était, paraît-il, ni élégant, ni de caractère joyeux. C'était, dit un contemporain, M. le juge Tippel, « un voisin de table fort ennuyeux. Pendant toute la durée des repas, sa conversation roulait uniquement sur l'avancement. » De fait, Mlle Pottgeisser paraît avoir éconduit Bernadotte. « Vous me mandez, écrit-il à un ami, que je vais épouser Mlle Pottgeisser. Il n'en est rien, malheureusement; je suis vieux, je suis laid, et Mlle Pottgeisser est jeune et de toute beauté dame et reine. » Elle ne devait connaître que cette fragile et charmante majesté. Elle en fit don, nonobstant l'opposition paternelle, au commissaire des guerres Bougleux, qui l'enleva galamment au sortir du bal, et fit bénir leur union, sur l'heure, en l'église des Capucins de Coblence.

HOCHE, PACIFICATEUR DU RHIN

Les idylles et les fêtes n'étaient pas toute la vie des pays nouvellement conquis. La paix apportait d'autres soucis. Il fallait organiser, administrer, gouverner.

En Rhénanie, Eickemeyer et Gœrres avaient pris la place de Forster, mort en 1794 à Paris, après la prise de Mayence par les Prussiens. Gœrres, profondément dévoué à l'idée de l'autonomie rhénane et à la France, s'élève courageusement, comme avait fait Forster, contre les excès des réquisitions militaires et la situation parfois pénible des populations qui, depuis la fuite des Princes-Électeurs, ne trouvent pas toujours auprès des commissaires, — envoyés au hasard des événements, — une administration ordonnée et juste. Il en résulte une inquiétante fermentation des esprits.

Le Directoire fait alors appel au pacificateur de la Vendée. Le 24 février 1797, le général Hoche est nommé commandant en chef de l'armée de Sambre-et-Meuse, et reçoit mandat d'administrer les « pays d'entre Meuse et Rhin et d'entre Rhin et Moselle ». Le jeune héros, qui, dans sa passion sublime pour la patrie et pour la République, avait su encourir la disgrâce, la prison et risqué l'échafaud, ne va pas hésiter à signaler les erreurs commises. Dans les heures d'angoisse, au seuil de la mort, n'avait-il pas écrit à sa délicieuse jeune femme : « J'ai toujours pensé que le plus terrible, c'est d'avoir à rendre compte à l'Être suprême du sang humain qu'on aurait répandu

sans nécessité. Et, je dois le dire, cela, mais cela seul m'a toujours fait trembler (1). » Et les mêmes principes qui avaient inspiré son action en Vendée vont commander son attitude dans les territoires conquis. Même tolérance vis-à-vis des populations : « Il est de la morale et de la politique d'accorder la liberté de conscience à tout être pensant. »

Sa politique dans les pays rhénans, il l'a résumée dans une page fameuse : « N'est-il pas à craindre, écrit-il au Directoire, le 14 pluviôse, an V, que les Commissaires, dont les mœurs, les goûts et les usages ne peuvent être les mêmes que ceux des habitants des bords du Rhin, ne dégoûtent ces derniers de la Révolution française et du Gouvernement républicain? Ne serait-il pas plus convenable et utile de rendre aux habitants des pays occupés par l'armée de Sambre-et-Meuse leurs administrateurs naturels, les baillis, et aux biens ecclésiastiques leurs chapitres. L'économie semble réclamer cette mesure, que la politique ne désavoue pas. Qui assurera qu'elle n'attirera pas à la République les cœurs aliénés par les brusqueries et les fautes des administrateurs français?... L'expérience doit nous avoir corrigés de notre manie de municipaliser l'Europe, et, en supposant que la paix nous laisse strictement la rive gauche du Rhin pour limite, je doute qu'on doive établir dans le Palatinat, le Hunsruck, l'Archevêché de Trèves, le Duché de Berg, etc., le régime constitutionnel. On ne devient pas républicain en un jour; et ceux qui achètent la liberté aussi cher l'aiment rarement (2)... »

En conséquence, Hoche supprime les administrations françaises, rétablit les administrateurs du pays, mais les fait contrôler par une Commission intermédiaire, composée de cinq membres français, qu'il institue à Bonn. Les magistrats municipaux reprennent leurs fonctions. L'Université de Bonn est rouverte. Hoche a le courage, lui qui fut arrêté comme suspect, de faire appel au clergé, dont il sait l'influence dans ce pays. Il a compris que, sous des formes nouvelles, adaptées aux temps nouveaux, c'est la politique de la France qui doit continuer.

Ses explications ont convaincu le Directoire, tout au moins Barthélemy et Carnot. L'idée d'une République cis-rhénane, avec laquelle le Gouvernement français, excluant toute idée

(1) Lettre publiée par A. Aulard, dans la *Revue de Paris* du 1er juillet 1919.
(2) Mathilde Alanic, *le Mariage de Hoche* (Perrin, 1928), p. 66.

d'annexion, entretiendrait des rapports d'amitié, prend corps. Le 13 avril 1797, le Directoire écrit à Hoche : « Les Rhénans ne paraissent pas susceptibles de devenir, en ce moment, citoyens français par la réunion de leur territoire à celui de la République. Ils seraient plutôt propres à former une République séparée, et c'est sous ce point de vue qu'il est utile de les faire aspirer à un nouvel ordre de choses. » L'idée fait rapidement son chemin. Gœrres, au club de Coblence, et dans son journal, *la Feuille rouge*, mène une campagne ardente en faveur d'une république cis-rhénane.

Brusquement, tout s'effondre...

Le coup d'État du 18 fructidor chasse du Directoire Barthélemy et Carnot, dont l'intelligent concours était acquis à la politique de Hoche. Merlin de Douai, un des nouveaux directeurs, préconise, au contraire, l'annexion sans réserve et sans consultation préalable des territoires conquis. Hoche a mesuré les conséquences de cette attitude nouvelle ; mais l'obstacle imprévu ne le fait pas reculer, et il insiste : « Bientôt, si vous voulez, écrit-il au Directoire, le 27 fructidor, de Landau à Dusseldorf, paraîtra, entre nos frontières constitutionnelles et le Rhin, une République amie des Français. » Il était trop tard. Six jours après, la mort atteignait du même coup le général Hoche, et l'œuvre qu'il avait entreprise.

La fin du jeune héros, soudain terrassé à Wetzlar, le 19 septembre 1797, par une maladie mystérieuse, eut, sur toute la rive gauche du Rhin, un retentissement profond. Ses obsèques devaient donner lieu à une imposante manifestation de respect chevaleresque. De Wetzlar à Coblence, un long cortège funèbre se déroule. L'armée républicaine tout entière a voulu rendre au jeune chef enlevé à son amour les suprêmes honneurs. Hussards de la République, guides, grenadiers et voltigeurs sont sous les armes. Les roulements sourds des tambours accompagnent les salves de l'artillerie française en batterie sur les rives du Rhin. Lefebvre, Championnet, Grenier suivent la dépouille mortelle du héros. Auprès d'eux, le bourgmestre de Coblence et le corps municipal ; enfin, Gœrres, le patriote rhénan (auquel Coblence, récemment, élevait une statue), entouré des cis-rhénans en uniforme vert, pleure celui dont il fut l'ami fidèle.

Bientôt le cortège parvient au pied de la haute forteresse

d'Ehrenbreitstein tenue par l'ennemi. Alors, les troupes impériales prennent les armes et couvrent les glacis. Les batteries autrichiennes tonnent à leur tour, répondant aux nôtres. Le général gouverneur, entouré de son état-major, se porte aux avant-postes, et le corps du héros de la République défile devant la haie des grenadiers autrichiens à la haute mitre impériale, déployée face aux troupes républicaines.

A peine franchi le funèbre seuil, Hoche entre dans l'immortalité. Ses vertus civiques et sa gloire militaire, la générosité de son cœur, sa magnanimité, non moins que sa noble stature, la beauté de ses traits et son enthousiaste jeunesse ont forcé la sympathie des hommes qu'il a commandés comme de ceux qu'il a combattus, attiré l'admiration attendrie des femmes qui l'ont approché, alors même que, comme au temps cruel de la Vendée, elles avaient à surmonter les aristocratiques préjugés de la faction adverse.

La mort de Hoche est une date décisive dans l'histoire des pays rhénans. Elle a frappé irrémédiablement l'œuvre qu'il avait commencée et que menaçait déjà le vent nouveau qui soufflait de Paris. Dès lors, en effet, va se poursuivre l'annexion pure et simple des territoires de la rive gauche du Rhin. Augereau va recevoir du Directoire « des instructions sur la direction qu'il doit donner au genre de républicanisme qui se développe dans cette région, qui, trop faible pour constituer une République, ne peut jouir paisiblement de l'indépendance qu'en se réunissant à la France ».

DIFFICULTÉS ADMINISTRATIVES

Il convient d'examiner sommairement ce que fut, au cours de cette période de dix années, qui va de 1792 à 1802, date de l'assimilation complète au régime administratif français, l'Administration des territoires occupés. Celle-ci n'alla pas sans heurts, incertitudes ni hésitations, dus à des causes multiples. L'étude des archives rhénanes éclaire l'histoire de cette période complexe.

Nos ancêtres n'ont pas échappé à cette difficulté, bien connue de ceux qui sont spécialisés dans l'Administration des territoires conquis ou occupés militairement en Europe ou aux Colonies, et qui consiste, d'une part, à ajuster, dans la zone

de l'avant des armées, en période d'opérations, les organes d'administration civile aux diverses zones assignées aux armées (le commandement ne pouvant se séparer du pouvoir administratif), et, d'autre part, dans la zone des arrières, en période de stabilisation, à faire coïncider, autant que possible, l'administration militaire avec les circonscriptions administratives locales préexistantes, sans nuire aux exigences militaires, ni à la sécurité des troupes. De fait, l'examen des archives de l'époque révèle d'extraordinaires et regrettables variations dans les systèmes adoptés pour l'organisation administrative des régions occupées par les armées révolutionnaires.

Trop souvent, l'administration civile se réduit à une pure administration fiscale, ce qui s'explique par le double souci d'assurer le ravitaillement des armées sur le pays, et de régler le statut des biens nationalisés, gage des successives et difficiles réformes monétaires de l'époque... Par ailleurs, les conflits d'autorité, les rivalités d'influence, de factions et de personnes sont fréquents entre l'élément civil et l'élément militaire. Les uns et les autres, surtout les premiers, en appellent aux comités de Paris, où la suspicion est facilement acceptée et prompte à agir. Les villes rhénanes, Cologne, Coblence, Mayence, qui ont d'ailleurs rapidement compris l'usage qu'on en peut faire, entretiennent des députations à Paris. Aussi, les administrateurs et les commissaires se succèdent-ils en Rhénanie plus fréquemment encore que les systèmes et les plans d'occupation...

A mesure que les exigences de la guerre se font moins immédiates dans les pays occupés, le gouvernement central institue, de façon assez empirique, semble-t-il, différents organismes civils qui se juxtaposent, se superposent parfois, et, souvent aussi, se heurtent aux administrations militaires. Dans l'espace de trois mois (14 novembre 1794 — 27 janvier 1795), le régime des territoires d'entre Meuse-et-Rhin n'a pas été modifié ou bouleversé moins de trois fois.

Cette instabilité révèle, en même temps qu'un laborieux effort d'adaptation, l'absence fâcheuse d'un plan d'ensemble. Roberjot écrira plus tard à Carnot : « L'organisation de ce pays, quant à la partie administrative, n'a jamais été achevée ; les succès progressifs de nos armées, les réclamations des quelques communes ou magistrats de quelques villes, portées dans le

temps au Comité de gouvernement, ont retardé l'exécution d'un plan général uniforme qui devait, par son ensemble et sa simplicité, faciliter les opérations des administrateurs et le service de nos armées (1). »

Les conséquences de cet état de choses sont signalées au Directoire dès le début de son existence, en particulier par Joubert, commissaire à l'armée de Sambre-et-Meuse. Il se plaint du personnel français « souvent pris au hasard et qui ne connaît pas le pays », et aussi du personnel allemand, composé trop souvent de gens sans autorité et sans crédit.

Le Directoire, par arrêté du 3 février 1796, a créé une commission administrative de trois membres français, sous la présidence de Joubert. Mais, dès le 17 mai 1796, les députés rhénans, appuyés par Roberjot, obtiennent que cette organisation, qui commençait à peine à fonctionner, soit déjà jetée à bas. La rive gauche du Rhin est alors divisée en deux circonscriptions, — les pays d'entre Meuse-et-Rhin et les pays d'entre Moselle-et-Rhin, — chacune ayant à sa tête un directeur général, avec résidence à Aix pour la première, et à Coblence pour la seconde.

Les difficultés ne se trouvèrent pas aplanies, au contraire. Bella, qui était directeur général à Aix, dut se rendre lui-même à Paris pour faire trancher en sa faveur un différend qui l'opposait au général commandant l'armée de Rhin-et-Moselle. Mais le régime des directions générales ne connut, lui aussi, qu'une vie éphémère. Il fut supprimé, le 24 février 1797, moins d'un an après son institution. Tous les arrêtés antérieurs furent rapportés, et le général en chef de l'armée de Sambre-et-Meuse fut chargé « d'établir les fonctionnaires publics nécessaires pour maintenir la sûreté des personnes et des propriétés, et former le régime administratif de la contrée ».

Hoche commandait depuis un mois l'armée de Sambre-et-Meuse. Il commença, on l'a vu, par suspendre, puis supprima définitivement l'administration française antérieure, et créa une *Commission intermédiaire* ou mixte, composée de cinq membres, en résidence à Bonn, et dont le président fut l'ancien colonel Shée, qui devait être plus tard préfet du Bas-Rhin. Il divisa l'ensemble des pays conquis en six districts ; à la tête, il plaça une administration spécialement chargée des contribu-

(1) Archives nationales, A. F. III, pl. 1534.

tions. Il rétablit, en outre, les anciennes « régences », telles qu'elles existaient lors de l'entrée des Français.

On a vu également quelles furent les directions générales de sa politique. Le gouvernement de Paris n'était pas favorable à cette orientation libérale. Par une lettre, du 16 septembre 1797, — Hoche mourut trop tôt pour la recevoir, — le Directoire manifesta au jeune chef « que l'idée d'une république cis-rhénane n'avait pu être suggérée que par les amis de l'Autriche et des anciens souverains du pays pour priver la France des ressources qu'elle pouvait tirer de ce pays », puis, par arrêté du 5 octobre 1797, supprima la Commission intermédiaire. Celle-ci, transformée par Augereau en régie nationale de la République française, continua cependant d'administrer le pays jusqu'à l'arrivée de Rudler, nommé par le Directoire commissaire général, avec mission d'introduire purement et simplement l'administration française et la division en départements dans les pays conquis.

De Mayence, où il s'établit dès que cette ville eut été reprise, Rudler, le 23 janvier 1797, divisa le pays en quatre départements : Roer, Rhin-et-Moselle, Mont-Tonnerre et Sarre.

En l'espace d'une année, cinq hommes se succédèrent au poste de commissaire général : Marquis après le départ de Rudler, puis Lakanal, Dubois, Dubais, qui n'eut même pas le temps de prendre ses fonctions, et, enfin, Shée, l'ancien président de la Commission intermédiaire, qui cumula ces nouvelles fonctions avec celles de préfet du Mont-Tonnerre à Mayence. Shée fut bientôt remplacé par Jollivet, auquel Jean Bon Saint-André succéda, le 29 frimaire, an X.

Le premier soin de Rudler, dès qu'il eut pris en mains l'administration des territoires conquis, fut d'organiser une vaste consultation populaire qui devait permettre au gouvernement républicain, lors de la paix définitive, de fixer le sort des populations rhénanes dans le sens voulu par elles. Le vote se fit, tantôt par têtes, le plus souvent par feux, c'est-à-dire par chefs de famille. « Presque tous signèrent et optèrent pour la nationalité française (1). » Rudler put ainsi transmettre au Directoire (an VI et an VII), plus de 700 demandes de réunions de cantons ou de communes. Le détail de ces opérations

(1) Ernest Babelon, *le Rhin dans l'histoire*, page 364.

forme aux Archives nationales des dossiers considérables.

La majorité fut particulièrement imposante dans la plaine du Palatinat et dans les environs de Mayence, surtout dans le voisinage de la frontière française d'Alsace et dans les cantons de la vallée du Rhin, entre Landau et Bingen, — réunis à la France en 1793. Pour la seule ville de Mayence, dont la population ne dépassait pas 22000 habitants en 1797, la pétition reçut 4000 signatures, soit la presque unanimité, si l'on compte cinq ou six personnes par feu.

L'empressement fut légèrement moins grand au delà des montagnes du Hardt, surtout dans la plaine (région de Pirmasens et de Deux-Ponts). Les opinions furent partagées dans les régions de la Sarre et de la Moselle. En revanche, la vallée supérieure du Rhin, avec Cologne et Crefeld, demanda, elle aussi, d'être incorporée à la France.

Malgré le vœu des populations, aussi clairement exprimé, le statut provisoire devait se prolonger plusieurs années encore, et ce n'est qu'au traité de Lunéville (9 février 1801) que la rive gauche du Rhin sera définitivement réunie à la France. La loi du 19 ventôse, an IX, ratifiant le traité de Lunéville, déclara que les quatre départements faisaient partie intégrante du territoire français. L'assimilation complète ne fut, toutefois, réalisée que par l'arrêté consulaire du 11 messidor an X, — 30 juin 1802, — qui décida qu'à compter du 11 vendémiaire, an XI, toutes les lois françaises devaient être appliquées dans les quatre départements. Le commissaire général cessa ses fonctions, et ne fut plus, dès lors, que préfet du Mont-Tonnerre.

Ce n'est donc que dix ans seulement après le commencement de la conquête que les populations rhénanes se virent donner un statut définitif, uniforme et stable. Pendant cette longue période, elles avaient suivi les fortunes diverses des systèmes et des hommes. Ces variations mêmes permettent de mesurer les difficultés devant lesquelles, après l'effondrement du régime féodal et ecclésiastique, se sont trouvées les administrations républicaines. Sans doute, les archives révèlent des abus déplorables, des hésitations trop nombreuses, des choix malencontreux; mais l'histoire impartiale qui en dégage les causes fait ressortir, en même temps, un immense et généreux effort pour la libération et le bien-être des populations rhénanes, traitées, non en adversaires de nos armes, mais avec le constant souci

de ménager leurs légitimes intérêts, d'alléger les charges de la guerre et de l'occupation et, conformément aux longues traditions du passé et des politiques antérieures, de constituer une couverture pacifique sur les frontières de la France, dans l'intérêt de la paix européenne.

Incorporés dans la France, une et indivisible, les patriotes rhénans virent s'évanouir tous leurs espoirs et projets d'autonomie. Jean Bon Saint-André, à Mayence, se montra très peu favorable à l'activité des anciens membres du club des « Amis du peuple » : « Il existe dans ces contrées, écrit-il de Mayence au citoyen Devilliers, chef de la police administrative, le 6 prairial an X, une classe d'hommes qui, dès la première invasion de l'armée française, a conçu l'idée d'une République séparée, indépendante, sous la dénomination de République cis-rhénane. Ce parti, qui existera longtemps, malgré l'absurdité de ses vues et l'impuissance de ses moyens, a pour maxime principale de dénigrer tous les fonctionnaires envoyés de l'intérieur, de les accabler de dégoûts, de les abreuver de calomnies. »

Déjà, à Coblence, nos généraux, prévenus par les honnêtes bourgeois de la ville, devenus leurs beaux-pères, contre les agissements peu scrupuleux de certains éléments turbulents se disant jacobins, n'avaient pas mieux accueilli les précédentes tentatives de ceux qui, au nom de la liberté, avaient prétendu s'emparer des charges municipales.

Dès l'avènement du régime dictatorial en France, Gœrres avait perdu tout espoir et toute illusion. Le promoteur de la république cis-rhénane s'était rendu à Paris en 1800, pour saisir le gouvernement de ses projets et lui exposer la situation de la population rhénane. Il y arriva peu après le 18 brumaire, vit le Premier Consul : il rentra à Coblence, convaincu que le grand principe de liberté qui inspirait son ardent patriotisme était désormais abandonné. Alors, et non sans courage, il va se retourner contre la domination napoléonienne. Son *Mercure Rhénan* soulèvera contre nous, en 1813, l'opinion allemande. Il est vrai qu'après la défaite de nos armes et l'établissement de la Prusse sur le Rhin, Gœrres, fidèle à ses convictions rhénanes, connaîtra la persécution et la tyrannie de l'administration prussienne. Il s'exilera à Strasbourg, où, du moins, il aura trouvé le suprême asile de la France.

LES PRÉFETS DE L'EMPIRE

Cependant les territoires rhénans vont, pour une large part, bénéficier de l'administration impériale.

Divisés en départements, ils reçoivent, tant dans l'ordre législatif et administratif que dans l'ordre politique, la forte impulsion des préfets de l'Empire, dont certains, — tels Jean Bon Saint-André, Beugnot, Chaban, Lameth, Lezay-Marnesia, — laisseront, dans le pays, un souvenir qui n'est pas encore perdu. « Travailleur infatigable, dit Beugnot, Jean Bon Saint-André, administrateur toujours prêt, sévèrement juste, sans acception de parti, comblait les vœux du département que, d'abord, il avait effrayé. »

Mouchard de Chaban, un ancien officier de l'armée royale, préfet de Rhin-et-Moselle, avant d'être préfet de la Dyle, puis administrateur de la Toscane et, enfin, intendant des villes hanséatiques, mourut en 1814 du typhus qu'il avait contracté en visitant les hôpitaux de Hambourg. Frappé du même mal que Jean Bon Saint-André, il périt comme lui victime de son devoir. Pendant son court passage à la tête du département rhénan, il s'attacha les sympathies de la population, ainsi qu'en témoignent plusieurs mémoralistes coblençais et sa propre correspondance « ...Bons habitants de Rhin-et-Moselle, écrit-il, auxquels je dois attachement et reconnaissance... J'ai vu que mon successeur a toutes les qualités pour rendre les habitants de ce département heureux, et tu sais si je leur suis extrêmement attaché... »

Son successeur fut Alexandre de Lameth, l'ancien président de la Constituante, qui ne quittera la Préfecture de Coblence que pour celle d'Aix-la-Chapelle. « C'était, écrit un chroniqueur, un homme actif et énergique, beau parleur, avec de grands airs...; il déployait le luxe, les belles manières, l'amabilité, la générosité d'un grand seigneur... des talents administratifs de tout premier ordre. Il savait diriger de haut les affaires de son département, par conséquent, sans tomber dans les défauts du gratte-papier. Comme il faisait toujours grandement les choses, on raconte que, pendant son séjour dans nos deux départements du Rhin, il dut appeler plusieurs fois à son aide la cassette impériale. »

Le baron Adrien de Lezay-Marnesia, qui finira sa carrière comme préfet du Bas-Rhin, à Strasbourg, où il a sa statue, demeura quatre ans à la tête du département de Rhin-et-Moselle; son activité féconde y a laissé des traces durables. « A peine installé dans ses fonctions, écrit un Coblençais anonyme, M. de Lezay-Marnesia s'efforça de connaître, le plus vite possible, les hommes et les choses dont il assumait la charge... Parmi les institutions dont il fut le créateur, il faut noter l'école normale destinée à former les jeunes maîtres d'école... l'école des sages-femmes et un système de police médicale... Ce fut lui qui introduisit les différentes espèces de moutons à laine fine. Il avait la passion des routes bien entretenues, et nous en avons bénéficié, car, dans aucune autre région, l'on ne voit de réseau de communications aussi bon et aussi dense qu'ici... Le 1er mars 1810, où il partit pour recevoir sa nouvelle désignation, fut pour le département du Rhin-et-Moselle un jour de deuil et de pénitence. »

La valeur de tels témoignages est d'autant plus grande que la tâche pacificatrice des administrateurs n'était pas facilitée par les exigences croissantes du gouvernement central. Les populations devaient, en effet, alimenter le budget impérial et supporter les charges de la conscription qui allaient s'aggraver avec le développement des campagnes napoléoniennes. Beugnot raconte, que, chargé par des instructions pressantes de l'Empereur, de former sans délai, dans le Grand-Duché de Berg, deux nouveaux régiments de chasseurs pour la guerre d'Espagne, il rencontra de sérieuses difficultés à les recruter et à les équiper. Il avait cru devoir, pour cet objet, effectuer d'office quelques prélèvements sur les fonds du Trésor. Napoléon, arrivant inopinément à Dusseldorf, lui infligea, au cours d'une scène terrible, les blâmes les plus violents pour avoir disposé, sans son ordre, des deniers publics, exigeant à la fois de ses préfets, sans trop se soucier de logique, l'initiative, les résultats et l'observation des règlements.

Mais, en contre-partie des lourdes charges qui pesaient sur elle, la Rhénanie bénéficia largement de l'administration et de la législation impériales. Le Code civil continuera de régir, pendant plus d'un siècle, ces populations qui naissaient à la vie publique, dont elles n'avaient guère pu prendre conscience sous le régime de la féodalité électorale.

Est-ce-à dire que les populations des départements de la rive gauche du Rhin pouvaient dès lors être considérées comme complètement assimilées? Certains passages des rapports des préfets impériaux permettent d'en douter : « on aimerait mieux, surtout dans les villes, redevenir ce qu'on était autrefois », écrit, dès 1809, Ladoucette, préfet de la Roer, au ministère de la Marine. Et Doazan, préfet de Moselle, signale en 1811 au ministre de l'Intérieur que « Bonn renferme peu de partisans du système français, et surtout peu d'amis de Sa Majesté ». Beugnot lui-même raconte que, lors de l'entrée des Alliés en France, les troupes rhénanes se sont jointes rapidement à l'armée d'invasion.

Peut-être, d'ailleurs, ces faits peuvent-ils être interprétés, et s'expliquent-ils naturellement par la désaffection générale que les charges de la guerre, puis les désastres de Russie suscitèrent dans l'Empire à l'encontre du régime.

Alors qu'il traversait l'Allemagne dans le traîneau de l'Empereur qui, au retour de Russie, brûlait les étapes de la route de Paris, Caulaincourt se fit l'interprète des craintes que faisait naître la politique de perpétuelle extension de la puissance impériale. Ce que désirait la France, c'était la paix et la consolidation de ses frontières. Or la sécurité de la France était-elle vraiment assurée par la constitution de ces nouveaux royaumes distribués à la famille de l'Empereur. « Ces nations diverses, ajouta Caulaincourt, ne pourraient faire des Français, et les habitants du Rhin avaient déjà assez de peine à se convaincre qu'ils l'étaient... L'Empereur convint avec une entière franchise de la justesse de mes observations (1). »

Instruite par cette expérience, la France ne pouvait évidemment songer, — un siècle plus tard et dans des conditions encore moins favorables, — à pratiquer sur le Rhin la politique d'annexion qu'on lui a indûment imputée.

LES TRAITÉS DE 1815. — LA PRUSSE SUR LE RHIN

L'effondrement du régime impérial laissa découvertes les frontières françaises. La retraite de 1813 emporta à la fois nos administrateurs et nos armées.

Le 4 mai 1814, le général Morand, bloqué dans Mayence,

(1) Voir la *Revue* du 1er juillet 1928.

éprouvée par une épidémie de typhus qui épouvanta l'Europe, fauchant 2 400 civils et 21 000 soldats, évacua, devant les troupes du duc de Cobourg, la place que nous occupions depuis seize ans. Il en sortit à dix heures du matin, suivi des 12 000 soldats qui lui restaient.

Les longs marchandages qui aboutirent au traité de Vienne, les efforts de Talleyrand pour le soutien de la maison de Saxe, la volonté des alliés de nous écarter du Rhin, installaient finalement la Prusse, son administration, ses méthodes et ses garnisons dans les provinces rhénanes. Dans le souci d'écarter le souvenir même du passé, l'administration fut désormais confiée aux seuls fonctionnaires d'origine prussienne. La Prusse avait, au reste, mesuré les difficultés de la tâche d'assimilation brutale qui lui était ainsi dévolue : ses diplomates, ses généraux, réunis à Paris le 29 mai 1814, avaient nettement affirmé leur désir d'éviter à leur pays un contact direct avec la France, et, désireux de l'agrandir au détriment de la Saxe, ils proposaient l'installation en Rhénanie de la maison régnante de Saxe, solution dynastique du problème rhénan qui réapparaîtra dans le cours du siècle. Mais les alliés, par crainte de la France, écartèrent la solution d'un « État-tampon », dont Humboldt préconisait cependant les avantages pacifiques. Tandis que la province rhénane était attribuée à la Prusse, le Palatinat était restitué à la Bavière, et Mayence réunie nominalement à la Hesse. Mais elle allait demeurer, pendant de longues années, sous le régime de l'occupation militaire. Jusqu'en 1866, en effet, Mayence conservera une double garnison prussienne et autrichienne. Des incidents nombreux, parfois des conflits sanglants, mettront aux prises, pendant un demi-siècle, les habitants de Mayence et les troupes d'occupation, celles de la Prusse en particulier (1).

L'assimilation fut lente et malaisée. Le roi Guillaume en a laissé échapper l'aveu beaucoup plus tard, lorsqu'après la victoire de 1871 et l'annexion de l'Alsace-Lorraine au nouvel Empire allemand, la Prusse rencontra, avec les habitants du Rhin méridional, des difficultés analogues à celles qu'elle avait éprouvées avec ceux du Nord : « Il est bien difficile, confessait Guillaume Ier, en 1885, d'en faire des Allemands. Mais ç'a été

(1) Cf. *Revue rhénane*, mars 1924.

la même chose avec les habitants du Rhin que j'ai connus en 1839. On viendra à bout de ceux-ci comme de ceux-là (1). »

Lentement, continûment, les provinces rhénanes vont s'éloigner désormais d'un passé que les frontières diminuées de la France rendent plus lointain encore.

LA RESTAURATION ET LA POLITIQUE RHÉNANE

Est-ce à dire qu'au cours du XIXe siècle, la politique et la diplomatie françaises se désintéresseront de la question rhénane? Non, certes. Le gouvernement de Louis XVIII et celui de Charles X ne cesseront, au contraire, d'affirmer la revendication territoriale de la France, qui apparaît à l'opinion française de la Restauration comme le symbole des gloires passées et comme la protestation de la Nation contre les frontières mutilées, imposées par la défaite (2).

« Sans le Rhin, écrit alors Chateaubriand, notre indépendance nationale est livrée à la merci d'une seule bataille et d'une guerre de huit jours. » Aussi, la diplomatie de Charles X, et particulièrement celle du ministère Polignac, cherche-t-elle, à la faveur de la crise causée par les affaires d'Orient et la guerre russo-turque, la circonstance opportune qui lui permettra de reprendre la négociation de la question rhénane. La solution envisagée a d'ailleurs évolué. Entre l'annexion et l'autonomie, le ministère Polignac marque ses préférences, sous la réserve du rétablissement des frontières de 1814, pour l'instauration d'une souveraineté pacifique, au profit du roi de Saxe, entre les frontières de la France et de l'Allemagne. Polignac estimait sans doute que la Prusse ne s'opposerait pas, en 1829, à une combinaison qu'elle avait elle-même suggérée en 1819. Au reste, il voyait grand et ne craignait pas, ayant l'imagination vive, d'échafauder, pour la revision de la carte de l'Europe, un plan audacieux de remaniement politique, conçu à la manière d'un mouvement préfectoral, mais avec plus de fantaisie.

Pour satisfaire la Prusse, on lui donnerait la Saxe et même la Hollande, tandis que la Bavière, dont il fallait aussi se concilier l'appui, recevrait quelques parcelles des provinces

(1) Cf Émile Bourgeois, *Manuel de politique étrangère*, t. IV, p. 32.

(2) Voir dans la *Revue* du 1er octobre 1923 : Albert Perraud, *la Question rhénane et la politique française*.

rhénanes. En échange de la couronne de Hollande, dont il se trouvait privé, le roi Guillaume d'Orange recevrait un royaume créé pour lui à Constantinople et irait s'asseoir sur le trône du Grand Turc. On s'assurerait la Russie en lui donnant la Valachie, la Moldavie et une partie de l'Asie-Mineure. L'Autriche recevrait la Serbie, la Bosnie et l'Herzégovine. L'Angleterre, aussi, recevrait tout ou partie des colonies néerlandaises, dès lors que la maison de Nassau devenait turque. La paix fut conclue trop tôt entre la Russie et la Turquie pour que ce projet, justement qualifié par M. de la Gorce de « si grandiose et si risqué » pût avoir une suite diplomatique.

Le Gouvernement de Juillet semble avoir eu souci, au contraire, de rassurer l'Europe, dès le début, sur ses intentions pacifiques, en s'efforçant de ne pas mêler la question rhénane à l'action diplomatique de la France. Louis-Philippe gardera jusqu'à la fin de son règne cette attitude prudente et réservée, bravant ainsi l'impopularité croissante à laquelle finalement il succomba. Lorsqu'en 1840, Thiers, ministre des Affaires étrangères, tentera, à la faveur de la crise européenne provoquée par les affaires d'Orient, de reprendre sur le Rhin la politique de la Révolution et de gagner ainsi les sympathies des libéraux que sa politique intérieure lui avait aliénées, le Roi, malgré l'opinion, malgré ses fils eux-mêmes, n'hésitera pas à risquer son trône pour sauver la paix. L'alerte pourtant avait été chaude et l'irritation de l'opinion allemande trouva son expression dans la chanson de Becker, *le Rhin allemand*, à laquelle répondirent les vers célèbres de Musset : « Que vos cathédrales gothiques s'y reflètent modestement... »

Les idées en faveur sur le rapprochement des peuples écartent d'ailleurs, de plus en plus, la question rhénane du domaine politique, pour la porter dans celui de l'histoire et de la philosophie humanitaires. Il est remarquable qu'au cours du XIXe siècle, les maîtres de la pensée française, en même temps qu'ils dirigeaient l'opinion vers le rapprochement des peuples, ont constamment magnifié, — sans doute sous l'influence persistante de Mme de Staël, — la culture allemande. L'écrivain socialiste, Prudhon, fait figure d'exception lorsqu'il écrit, en 1861, ces lignes prophétiques : « La Prusse, qui ambitionne de changer son titre de royaume de Prusse en celui, plus sonore,

d'Empire germanique, la Prusse, à qui les traités de 1815 ont fait franchir le Rhin, franchirait également, sans se faire prier, la Meuse, et pousserait jusqu'à la Marne. » Aux yeux de Quinet, de Michelet, de Renan, de Taine, de Hugo lui-même, la patrie de Gœthe et de Kant ne pouvait nourrir d'hostilité à l'égard de la France... Cette illusion dure jusqu'au cruel réveil de 1870 (1). Le 15 août 1841, à l'occasion de l'inauguration, à Boulogne, de la colonne commémorative de la Grande-Armée, Victor Hugo, encore sous l'impression de son voyage sur le Rhin, chante son espoir de voir se réaliser le rapprochement de la France et de l'Allemagne :

Dieu veut la Grande France et la Grande Allemagne
Pour donner à l'Europe un centre souverain.
Bientôt, des vieux Sultans, mourra la race éteinte :
Alors Dieu, qui bénit Teutonia la reine,
Lui rendra le Danube et nous rendra le Rhin...

L'UNITÉ ALLEMANDE ET NAPOLÉON III

Mais des événements considérables vont modifier les données du problème européen. La Révolution de 1848, en même temps qu'elle affirme la volonté pacifique de la France, avec la reconnaissance de ses frontières territoriales, se traduit en Allemagne par une agitation profonde dans laquelle va prendre naissance la doctrine de l'unité allemande.

Le Parlement de Francfort tente de la réaliser en donnant la couronne à Frédéric-Guillaume de Prusse. Celui-ci la refuse. Mais Bismarck, qui arrive aux affaires, va travailler dès lors sans relâche à l'œuvre dont la haine de la France sera le ciment.

L'Allemagne put croire, comme l'Europe entière, que le coup d'État de 1851 et l'avènement de Napoléon III allaient ramener l'attention de la France sur la question rhénane. Il n'en fut rien. Bien au contraire, l'Empereur affirme, dès le début de son règne, son adhésion au principe des nationalités et son opposition à toute annexion de pays germaniques. Il veut montrer avant toutes choses que « l'Empire, c'est la paix ». Mais, aux approches de 1866, la lutte imminente entre la Prusse et l'Autriche pose de nouveau, dans des conditions tra-

(1) Cf. Jean-Marie Carré, *l'Allemagne vue par les écrivains français au XIXe siècle* (*Revue de l'Université de Lyon*, 1928).

giques, le problème rhénan. Par un singulier retour, c'est Bismarck qui, dans ses habiles conversations de Biarritz, en prend l'initiative, soucieux de s'assurer l'appui diplomatique, si ce n'est l'aide militaire de la France, dans la lutte qui va s'engager. Les populations rhénanes elles-mêmes prévoient alors une modification prochaine de leur statut politique. L'état-major prussien retire toutes ses garnisons rhénanes. A Cologne, on refuse les billets de banque prussiens. Dans le Palatinat, un grand nombre de familles se réfugient en Alsace.

Il semble que Bismarck ait alors proposé à la France tout au moins les territoires compris entre le Rhin et la Moselle : Hesse rhénane et Bavière palatine. Le cabinet de Vienne formule des offres concomitantes. L'Empereur, indécis, balance à se prononcer. Il convoque, quelques jours avant l'ouverture des hostilités, un conseil de la Couronne. Persigny y soutient que le principe des nationalités et le souci de la souveraineté allemande nous interdisent l'annexion des provinces rhénanes, mais que celles-ci seraient appelées utilement, pour notre sécurité et la paix de l'Europe, à former, entre la Prusse et la France, un « État-tampon » dont la souveraineté pourrait être attribuée à un prince allemand. L'Autriche se montre favorable à une solution de cette nature, dans le dessein d'obtenir, en échange, la neutralité de l'Italie et la bienveillance de la France.

Mais, si la diplomatie incertaine et hésitante de Napoléon III, un moment arbitre de la situation entre l'Autriche, l'Italie et la Prusse, a bien songé à retrouver sur les rives du Rhin un boulevard qui protégeât nos frontières, elle laisse passer l'heure des négociations opportunes. Brusquement, Sadowa jette dans la balance l'épée du vainqueur. C'est en vain, désormais, que l'Empereur cherchera à reprendre des pourparlers devenus impossibles et réclamera tardivement le prix d'une neutralité devenue inutile. Un instant, il avait envisagé, sur les instances de l'Impératrice, de concentrer sur le Rhin une armée qui menacerait Berlin dont la route était libre, — les forces prussiennes étaient engagées au loin (1); — mais ce n'était qu'un projet de plus : il eut le sort des autres.

D'ailleurs, l'orage redoutable montait sur nos frontières, et, de nouveau, le régime impérial s'effondre dans la défaite. Dans

(1) Voir, dans la *Revue* du 15 mars 1928, M. Paléologue, *Entretiens de l'Impératrice Eugénie.*

la vallée du Rhin, le canon de Sadowa, puis celui de Sedan, dont le redoutable écho se prolonge en roulements successifs, annoncent tragiquement l'instauration de l'unité allemande.

1866 a vu les libertés rhénanes, qui avaient résisté à la pression de l'administration prussienne, écrasées, en même temps que les troupes hessoises et palatines étaient décimées par l'infanterie prussienne. 1871 voit s'achever l'œuvre commencée en 1848 par le parlement de Francfort. L'Empire allemand, né de la double victoire, œuvre de la puissante politique de Bismarck, semble fondre les provinces rhénanes dans l'unité nationale, et l'Allemagne tout entière soutiendra d'un seul cœur les luttes titanesques de 1914 à 1918, du moins jusqu'aux premiers craquements précurseurs de la défaite...

La guerre mondiale a, pour la deuxième fois, trempé l'unité allemande dans le sanglant creuset des batailles. Mais, cette fois, le souffle de la défaite a éteint brusquement la forge de Wotan. Une paille, une fissure se serait-elle alors glissée dans le métal ? Il semble que la Rhénanie, seule en Allemagne, ait pressenti la catastrophe. Peut-être se souvient-elle de son passé, de l'histoire encore proche qui a réglé son sort, des luttes du Kulturkampf, qui ont mis aux prises son clergé et les chefs du Centre catholique rhénan avec l'administration prussienne et protestante de Berlin... Elle fait écho, dans les derniers mois de la grande guerre, aux rumeurs qui, de Vienne ou du Vatican, réclament la fin des hostilités, la recherche d'une entente, avant le désastre final...

L'ESSOR ÉCONOMIQUE DE LA RHÉNANIE

Et pourtant, depuis le terme de notre occupation, en 1814, plus d'un siècle écoulé sous l'hégémonie prussienne a transformé entièrement l'aspect politique des provinces du Rhin, tandis que l'intervention sans cesse grandissante d'un facteur nouveau, le facteur économique, modifiait plus complètement encore, si possible, l'état de choses antérieur.

Certes, le comte Beugnot chercherait, en vain, désormais, la vaste forêt presque impénétrable qui, sous son administration, encerclait Dusseldorf. Des étalons sauvages, suivis de leur troupe de cavales et de poulains indomptés, y habitaient, dit-il, en liberté, et, chaque année, pour les besoins du recrutement,

des chasses organisées refoulaient dans des galops effrénés, vers les enclos où ils tombaient vaincus, les poulains produits de l'année, à l'instar des jeunes éléphants capturés aux Indes.

A la place des arbres centenaires de ce singulier haras s'élève aujourd'hui, symbole des temps nouveaux, la forêt immense des cheminées et des hauts-fourneaux de la Ruhr et d'Essen, le royaume de l'acier et du charbon, qu'illumine le soir la flamme pourpre des forges.

Sans doute, la campagne palatine, la molle vallée de la Moselle, vivent-elles toujours de leurs beaux vignobles, dont les jeunes filles, de nouveau, ont versé à nos soldats leur « petit vin blanc ». Mais, de Spire à Ludwigshafen, d'Hochst à Oppau, le ciel est obscurci par les lourdes vapeurs des immenses usines chimiques, et si, descendant le cours du Rhin, on dépasse Coblence, il s'avère à l'évidence qu'aucune comparaison ne peut plus être retenue avec ce qu'étaient les anciens et paisibles évêchés. Cologne est devenue une formidable métropole commerciale, bancaire, industrielle. Ses 700 000 habitants, dont le nombre croît sans cesse, ont débordé la vieille ville, dans le cadre de plans directeurs savamment conçus et tenacement exécutés, sous la forte impulsion de ce grand administrateur qu'est l'oberbourgmestre Adenauer. D'immenses boulevards ceinturent la cité, ornés de jardins en leur centre. Trente grandes piscines de plein air offrent aux populations ouvrières l'attrait du sport et de la santé.

Cologne rivalise avec Dusseldorf, Essen, Duisburg, Bochum, qui, dans leur fièvre d'extension, agglomèrent respectivement 430 000, 458 000, 270 000, 220 000 habitants. Sur quelques kilomètres carrés, des cités s'élèvent, dont se rejoignent les faubourgs, Hamborn, Oberhausen, Mulheim, et qui groupent chacune plus de 100 000 habitants.

En 1926, la seule direction des chemins de fer d'Essen, avec ses 1 244 kilomètres de voies, soit 2,3 pour 100 du total des lignes de l'Allemagne, a expédié 96 millions de tonnes et en a reçu 67 millions, soit 31 pour cent et 19,6 pour cent du total des marchandises transportées sur le reste du réseau de l'Empire. La même année, le nombre des voyageurs au départ, dans le même secteur, s'élevait à 41 400 par kilomètre de ligne exploitée, soit plus du double du chiffre atteint sur le reste du réseau, nonobstant le trafic des innombrables lignes de

tramways ou d'autobus de la Ruhr. La province rhénane est liée désormais, par la finance et par l'industrie, au charbon de la Westphalie et aux banques de Berlin. Un réseau ferroviaire, d'une densité unique au monde, tisse de ses liens d'acier la trame serrée qui unit la Prusse rhénane, le bassin d'Aix-la-Chapelle et les lignites de Cologne aux usines et à la sidérurgie de la Ruhr. Dans ces conditions, dit-on, le Rhin n'est plus une frontière, mais une artère économique.

La formule est trop simple, car, sur bien des points, les intérêts de la Rhénanie demeurent, dans une mesure qui n'est plus, sans doute, celle du passé, régionalement et techniquement distincts de ceux de l'Allemagne.

... 11 novembre 1918. 11 heures. En l'honneur de l'armistice, le canon tonne sur la noble terrasse des Invalides, et les 75, de leurs sursauts saccadés, font vibrer le bronze fleurdelysé des vieilles pièces royales. La salve triomphale roule au loin, jusque dans la vallée du Rhin. Ce n'est plus le canon de Sadowa, ni celui de Sedan. Est-ce l'écho de celui de Valmy ?

L'histoire se renouvelle ; elle ne se reproduit pas.

Sur les bords du fleuve, la longue fresque des occupations et des batailles se déroule à nouveau : cortège de soldats épiques, enseignes déployées, généraux nimbés de gloire, commissaires aux armées... Mais, cette fois, nous ne sommes pas seuls à paraître sur le Rhin : à nos côtés, marchent les troupes de la Belgique et de l'Angleterre, et aussi, — est-ce un paradoxe ? — celles de la République américaine.

Singulières, ou plutôt logiques conséquences de l'histoire...

L'ombre de Vergennes, négociateur avisé de nos amitiés rhénanes, tenace artisan de l'indépendance américaine, a dû tressaillir d'un légitime orgueil lorsque, sur la haute forteresse d'Ehrenbreitstein, qui domine le confluent de la Moselle et du Rhin, s'est élevé, associé aux couleurs françaises et flottant avec elles au vent du fleuve, l'étendard étoilé de ces États-Unis d'Amérique que son génie avait appelés à la liberté !

* * *

(*A suivre.*)

PHILIPPE II A L'ESCORIAL

II [1]

L'ANIMATEUR DE L'ŒUVRE

LE CHOIX DU SITE

Où allait-on placer cette merveille? Quel site choisir qui répondît à la grandeur et à la somptuosité du futur édifice, comme à toutes les intentions du Roi? C'était la première question à résoudre, Philippe s'étant sans doute assuré au préalable du consentement et de l'acceptation des Hiéronymites, occupants éventuels du monastère.

Dès son retour en Espagne, au mois de septembre 1559, il mit à l'étude son grand projet. Il chargea une commission de chercher un emplacement convenable, un lieu qui, selon la doctrine de Vitruve, réunît à toutes les conditions requises de salubrité, d'aération et de bonne exposition, l'abondance des eaux et enfin les avantages et les agréments naturels. Cette commission, nous disent les annalistes du monastère, était composée de spécialistes, architectes et maîtres-carriers, et aussi de savants, de médecins, voire de philosophes. On ne s'imagine guère Philippe II consultant un philosophe pour bâtir son Escorial et l'on serait curieux de savoir le nom de celui qui conseilla cet emplacement et les belles raisons qu'il fit valoir en faveur de ce site farouche. Mais les annales du couvent sont muettes sur ce point.

La Commission erra, pendant un an ou deux, aux environs

(1) Voyez la *Revue* du 1er décembre.

de Madrid sans rien découvrir de satisfaisant. C'est que les exigences du maître étaient grandes. Quelle que fût sa hâte de réaliser une idée si chère, il ne voulait rien livrer au hasard ni avoir à se repentir, plus tard, d'une excessive précipitation. Ce qu'il désirait, c'était d'abord un lieu qui ne fût pas trop éloigné de la capitale, où l'on pût se rendre sans trop de de difficulté ni de perte de temps, un lieu frais et ventilé en été, car il avait l'intention d'y passer la saison chaude. Il y fallait aussi la solitude et le silence pour que les moines n'y fussent point troublés dans leur vie de recueillement ni dérangés par des importuns ; que lui-même y pût faire retraite, quand il était las du tumulte de la Cour. Enfin, comme dit le Père de Sigüenza, un paysage « qui élevât son âme et qui la soutînt dans ses pieuses méditations ». Ce souci du paysage, de la composition de lieu propice à l'oraison, est nettement affirmé par le Père José de Sigüenza. Et il y avait aussi une foule d'autres conditions matérielles à réunir, lesquelles étaient d'une extrême importance, de sorte qu'on ne s'étonne pas outre mesure de la lenteur du Roi à se décider...

Il paraît que les architectes eurent un instant l'idée de mettre le monastère royal à Aranjuez. C'était tout à fait déraisonnable. On ne voit pas un couvent, une maison de retraite et d'ascétisme au milieu de ces jardins voluptueux et de ces beaux ombrages tout alanguis de mollesse africaine. En revanche, le Roi faillit jeter son dévolu sur Guisando, pays perdu dans les montagnes du Guadarrama, où il y avait déjà un couvent de l'ordre de saint Jérôme. Tous les ans, pendant la semaine sainte, il s'y rendait pour faire ses dévotions. Philippe aimait beaucoup Guisando, parce que la solitude y était complète, le paysage de montagne admirable, et parce qu'il y avait là des pins magnifiques, aussi beaux, nous dit-on, que les cèdres du roi Salomon. Mais il dut y renoncer : l'accès de ce lieu escarpé était par trop difficile ; et puis enfin, c'était bien loin de Madrid !... Ajoutons aussi que le Roi et les architectes entendaient mettre en belle place un monument si grandiose et si fastueux. Pour cette future merveille il fallait un piédestal digne de sa magnificence et qu'on pût le voir de loin...

Cette dernière raison paraît avoir été déterminante. Après bien des tâtonnements et des hésitations, la Commission finit par s'arrêter à un éperon rocheux dominé par un puissant

contrefort du Guadarrama, un peu au-dessus d'un misérable village nommé l'Escorial. Il y avait eu autrefois des forges et des fonderies de fer dans les environs, d'où le nom du village : *Escorial*, la Scorie. Un ravin boisé, situé à proximité, s'appelait encore *la Herreria*, la Forge. Il parut à ces messieurs de la Commission que c'était l'endroit désigné pour le grand et superbe édifice que projetait Sa Majesté.

Premièrement, on ne pouvait rêver un plus beau piédestal pour le monument futur. Ces pentes rocheuses de l'Escorial commandent une immense plaine, d'où il serait visible de partout. Au levant et au midi, une vue splendide. Au couchant et au nord, les hautes montagnes du Guadarrama qui formeraient derrière l'édifice comme une toile de fond, un gigantesque retable derrière un maître-autel. Ensuite, toute espèce d'avantages tant pour les habitants du monastère que pour les besoins de la construction : un air salubre, des eaux excellentes, une altitude à souhait pour les stations estivales (le monastère est à mille mètres au-dessus du niveau de la mer). Le climat est sans doute quelque peu rude en hiver. Mais on est protégé par la montagne contre les terribles vents du nord, qui, nous le verrons, sont le fléau de cette contrée. Le Père de Sigüenza nous assure que le froid y est supportable, « attendu que l'eau bénite ne gèle jamais dans les bénitiers, aux portes de l'église, ni l'huile dans les jarres du cellier et que les moines, dans leurs cellules, peuvent se passer de feu : le moindre rayon de soleil est pour eux. Quand il fait beau, ils en jouissent de l'aube au crépuscule... » De plus, on trouve, en cet endroit, des matériaux abondants, de la pierre, de la chaux, du plâtre et du sable, également des bois de construction dans les pinèdes de Balsaïn, de Quexigar et de Navaluenga, qui ne sont pas très distantes de l'Escorial.

La grande affaire, pour les architectes, c'était la pierre et l'eau. Or les carrières de la Herreria fournissent une très belle pierre grise, mêlée, dit le même annaliste, « d'une honnête blancheur, et dont le grain est fort bon, avec des taches fauves et noires... principale matière de toute la construction. Cette matière qui, par elle-même, a déjà beaucoup d'éclat et de noblesse ajoute à la force et à la grandeur de l'édifice. Ces pierres sont toutes pareilles en couleur et en dureté, de sorte que toutes les parties de la bâtisse sont également résistantes.

Et elles conservent une telle conformité que toute cette grande fabrique semble faite d'une seule pièce et avoir été taillée dans le roc... » On le voit par ces quelques lignes, c'est presque sur le mode lyrique que les moines célèbrent les murs de leur couvent. Ils vantent les commodités naturelles du lieu, ses ressources, ses richesses agricoles et forestières, la beauté et les agréments du paysage. Ne nous en étonnons point : ces hommes sont accoutumés à vivre en pleine nature. Ils en jouissent et ils l'aiment. Les pages de leurs annales sont tout imprégnées de bonnes odeurs rustiques. Les effluves du pressoir et de la grange s'y mêlent constamment aux fumées des cierges et des encensoirs. Ils trouvent des accents presque virgiliens pour parler des sources qui alimentent l'Escorial.

Ces sources descendent de la montagne, à travers les pinèdes, les bruyères et les lavandes. Elles sont d'une fraîcheur exquise : telle la fontaine de Blasco Sancho, « qui ne tarit jamais même au plus fort de l'été, nous dit le Père Juan de San Geronimo, — alors que, partout ailleurs, fontaines et cours d'eaux sont à sec... » Et, à la louange de la bonne source, il conte cette charmante anecdote : « Elle était si utile et si avantageuse non seulement aux gens de l'Escorial, mais à tous ceux du pays, à cause des commodités qu'ils y trouvaient pour leurs troupeaux, qu'un berger voyant, d'une colline prochaine, la foule de ceux qui venaient la visiter et qui profitaient d'elle au détriment des habitants de la région, désolé surtout de la voir aux mains d'étrangers, commença à pousser de grands soupirs et à se lamenter : « O fontaine de Blasco Sancho ! Fontaine de Blasco Sancho ! Celui qui t'a vue autrefois, comment te voit-il aujourd'hui ! Tu étais le rendez-vous de nos troupeaux. Et aujourd'hui je ne sais ce qu'ils vont faire de toi. Hélas ! telle que je te vois, nous ne jouirons jamais plus de toi... » Ce berger, c'est le génie du lieu qui proteste contre l'envahissement de ces solitudes par les ouvriers du Roi et contre la profanation des sources.

Il y en avait une autre, non loin de celle-là, qui, paraît-il, était encore meilleure : « On l'appelait Mort-des-Fontaines, *Matalasfuentes* (sans doute parce qu'elle éclipsait toutes les autres). Elle se trouvait au couchant, sur le chemin de Robledo et de Las Navas, à une portée d'arbalète de la fon-

taine de Blasco. Les gens du pays la tiennent pour la plus excellente et l'apprécient plus que celle de Blasco Sancho, parce que son eau est plus délicate et plus saine : de sorte que les bergers, qui menaient par là leurs troupeaux, passaient devant la fontaine de Sancho sans y boire et se réservaient pour celle de Matalasfuentes, qu'on appelle aujourd'hui Source de la Reine... » Et il y en avait encore d'autres, notamment la Fontaine des Lampes, sous les ombrages de la Herreria.

Toutes étaient chères au cœur des moines. De temps en temps, ils allaient leur rendre visite. Ils s'asseyaient dans l'herbe, auprès de la source, buvaient de son eau et restaient là, jusqu'au coucher du soleil, à prendre le frais et à chanter des cantiques.

Les philosophes et les artistes, chargés par Philippe de découvrir le site le mieux approprié à ses desseins, ne pouvaient être insensibles à cette modeste poésie. Du moment que tant d'autres avantages s'y ajoutaient pour la satisfaction de l'architecte, des carriers et des entrepreneurs, il n'y avait plus à hésiter. La commission, après une minutieuse enquête, décida qu'elle allait proposer au Roi ce terre-plein de l'Escorial.

Philippe II n'était pas homme à s'en rapporter, les yeux fermés, au jugement et au goût d'autrui. Il voulut voir l'endroit par lui-même. Il y vint plusieurs fois. Il s'y arrêtait notamment chaque fois qu'il allait faire ses dévotions au monastère de Guisando. Le site lui plut : la décision royale confirma le choix de la commission. Ce fut sans doute dans la semaine de Pâques de l'année 1561, lorsque le Roi revint de Guisando, que ce choix fut définitivement ratifié.

Dans son impatience de commencer les travaux, Philippe en avisa immédiatement les moines hiéronymites. Par déférence pour ces religieux, et parce qu'ils étaient gens d'expérience en matière de bâtisse, il tenait à prendre leur avis. Ceux-ci voudraient nous faire croire que le Roi leur soumit son choix et que ce furent eux, en dernier ressort, qui adoptèrent cet emplacement de l'Escorial. Les documents prouvent qu'il n'en est rien. Le Roi leur ordonne tout simplement de venir voir « le lieu où il nous a paru que doit être élevé ledit monastère... » Après cela, les bons Pères n'ont plus qu'à s'incliner. On les consultera sur les modalités de la construction, afin de

l'adapter aux exigences de la vie monastique. On leur demandera de communiquer les plans de leurs principales maisons (car ils sont de grands bâtisseurs), afin que l'architecte s'en inspire. Mais ce sont les plans de celui-ci, revisés et approuvés par le Roi, qui prévaudront et qui devront être suivis.

Cette simple petite phrase : « le lieu où il nous a paru que *doit être élevé* ledit monastère », nous fait toucher du doigt combien était délicate la situation des moines vis-à-vis de leur tout-puissant protecteur. Je crois qu'ils se seraient bien passés de devenir « ses moines » comme ils disent eux-mêmes dans leurs mémoires et qu'ils acceptèrent sans enthousiasme le riche présent qu'il leur faisait de l'Escorial et de ses dépendances. Ils allaient tomber sous la coupe d'un véritable tyran, dont la main tatillonne se ferait sentir dans les plus petits détails de leur existence. Leurs prieurs devraient être complètement à la dévotion de ce redoutable fondateur : épreuve difficile et méritoire que de se plier aux volontés et aux caprices d'un despote qui est, en même temps, un maniaque. Plusieurs d'entre eux s'y usèrent et moururent véritablement à la tâche. Nous verrons que les simples religieux eux-mêmes regimbaient secrètement sous le joug. A travers les éloges de commande, les formules laudatives de leurs panégyriques, on sent percer maintes fois la désapprobation et même la moquerie. Il semble bien pourtant qu'ils finirent par s'accoutumer à cette main si dure qui les comblait de prévenances et de richesses. Après tout, c'est une consolation que d'habiter un monastère princier et de vivre dans le rayonnement d'une présence royale. A la longue, l'Escorial devait se révéler, pour eux, plein d'aimables compensations. Il faut savoir mériter sa fortune et sa félicité.

Mais il n'en est pas moins vrai que le premier contact fut loin d'être agréable. L'Escorial lui-même semblait repousser les moines. L'un d'eux, le Père Juan de San Geronimo, nous a raconté leur première visite aux lieux sévères où, désormais, ils allaient vivre. L'accueil eut quelque chose d'effrayant : « Ils se rendirent, écrit ce religieux, audit lieu de l'Escorial, pour obéir aux ordres de Sa Majesté et à ceux de notre Père général. Et de là, ils montèrent au terrain avec un courage et un contentement tout chrétiens, désireux de voir l'emplacement choisi. (Est-il besoin de souligner la malice de ce « courage » et de ce « contentement tout chrétien » ?) Et comme ils étaient

arrivés à une croix qui se trouve à mi-chemin de l'Escorial et d'un vignoble appartenant à Juan Rubio surnommé le Riche, il s'éleva dans l'air une telle tempête que la clôture de la vigne fut emportée et que les éclats vinrent donner contre la tête des mules et des chevaux, si bien qu'ils durent rebrousser chemin. Il leur sembla que le démon avait déchaîné cette tempête pour les terroriser et les décourager... »

C'est la première apparition de ce terrible vent de l'Escorial qui, pendant toute la construction du monastère, va jouer le rôle d'un véritable personnage, un personnage satanique acharné à la destruction de cet édifice qui doit être un alcazar de la foi catholique, une forteresse dressée contre toutes les agressions de l'Enfer...

Les pauvres religieux, désarçonnés par la rafale et tout transis de froid, roulaient de tristes pensées. Alors, le vicaire, Frère Juan de Colmenar, « comme mû par l'esprit de Dieu, dit à haute voix de façon à être entendu de tous : « Ceci est l'œuvre du démon qui veut nous tromper. Mais il sera bien déçu ! Nous allons passer outre et il en sera pour sa courte honte !... » A ces mots, tous reprirent courage et firent un effort pour monter jusqu'au terrain où devait s'élever le monastère. L'endroit leur plut, *surtout pour avoir été choisi par Sa Majesté...* »

On le voit : les bons Pères n'étaient nullement enthousiasmés de leur future résidence. Ils approuvaient par obéissance. Comme s'il se doutait de leur désappointement, le Roi leur envoya un courrier pour les réconforter. Le lendemain de cette désolante visite, alors qu'ils se trouvaient encore à l'Escorial, ils reçurent, en effet, une lettre de Sa Majesté, qui « leur disait de ne point s'effrayer de cette tempête et de ce mauvais temps, attendu qu'à Madrid le temps avait été aussi mauvais et la tempête aussi violente ». Et le Père Juan de San Geronimo, qui nous raconte cette histoire, ajoute dévotement : « Cette attention qu'avait eue le Roi de les avertir du mauvais temps qu'il avait fait à Madrid comme à l'Escorial, toucha extrêmement les religieux qui ne cessaient de se répandre en actions de grâces sur les bons sentiments de Sa Majesté... »

Pendant les vingt années que durèrent les travaux de l'Escorial, ils eurent le temps de changer d'avis et de voir le site comme le climat sous un jour plus favorable. Il faut

avouer qu'ils eussent été bien difficiles de ne point s'en accommoder. Sans doute le climat est assez rigoureux en hiver. Mais le paysage est admirable. C'est un des plus grandioses de cette Castille montagneuse, dont la stérilité n'est qu'apparente, — un lieu qui, de lui-même, appelait le couronnement architectural de quelque grande œuvre, temple ou palais, comme le rocher de l'Acropole athénienne appelait le Parthénon, ou le Capitole romain sa couronne de sanctuaires.

Pour bien en juger, il faut bannir nos idées françaises sur les paysages. Cela ne ressemble en rien à une Beauce ou à une Champagne, ni aux sites romantiques de nos régions montagneuses, celles des Alpes ou des Pyrénées. Cette immense plaine adossée au sombre rempart de la Sierra et qui, d'abord, éveille un sentiment de désolation, rappelle plutôt les steppes africaines. Elle a toute l'apparence d'un désert, — apparence trompeuse, car elle dissimule dans ses replis des lieux peuplés et verdoyants, elle est abondamment arrosée et coupée de *huertas* fertiles. Mais ce premier aspect désertique est indéniable, et il devait être encore plus frappant du temps de Philippe II, si l'on en juge par les descriptions des mémorialistes de San Lorenzo. Pour bien sentir toute la grandeur sévère, toute la mélancolique beauté de cet extraordinaire paysage, il faut le contempler de l'Escorial lui-même, du haut d'une de ces cellules monastiques, dont les petites fenêtres carrées s'ouvrent sous le rebord du toit, du côté du midi, et d'où la vue plonge sur les jardins royaux et sur le grand bassin rectangulaire où se réfléchit la façade du palais; — ou encore, du haut de la montagne, après qu'on a gravi pendant quelque temps la route en lacet, et qu'on est arrivé à un belvédère naturel, parmi les pins et les éboulis de roches.

Par-dessus les coupoles, les tours et les murailles du monastère, qui, de cet endroit, paraissent blanches et mauves, — d'un mouvement farouche se déploie l'immense plaine, la *llanura* castillane, — un mot que nous n'avons pas dans notre langue et qui exprime, avec l'étendue, la densité, la profondeur des terres; des lieues et des lieues de pays, jusqu'aux montagnes de Tolède, par delà Madrid et son Palais royal, — vagues blancheurs à peine discernables, — et jusqu'à l'Ermitage des Anges, dont la roche en forme d'obélisque domine tout l'horizon... A l'impression d'immensité s'en ajoute une autre

d'affranchissement, de liberté illimitée et triomphante. Un regard souverain peut prendre ici son point d'appui pour se lancer dans des rêves indéfinis de conquêtes...

Vers l'Est, des platitudes sans fin, qui font songer à une mer de sables. Au midi, des falaises horizontales, comme de grandes vagues démontées qui s'aplanissent et qui s'apaisent Au couchant, la masse violette des sierras, hérissées de leurs pics et de leurs aiguilles. Vastes surfaces onduleuses et figées dans leur roulis, vastes nappes jaunâtres où éclatent, comme des boules de jade, les têtes rondes des petits pins montagnards, ou les oasis verdoyantes des cultures et des bois. Çà et là, des érosions granitiques, des roches blafardes qui émergent du sol, semblables à des ossements à demi déterrés, ou bien les méandres d'un étang aux miroitements métalliques. Et, par-dessus tout cela, les larges ombres portées des nuages, entre lesquels le soleil resplendit tout à coup, ranimant, d'un bout à l'autre de la *llanura*, des verts sombres, des verts de lin, des bleus de bluet, des ors pâles, des blondeurs évanescentes, et jetant comme un voile d'argent sur les grisailles et les mauves du monastère. Et puis soudain, dans des traînées de poussière, une flambée qui jaillit, une flamme orangée, une couleur riche et chaude, reflet somptueux qui transfigure, un instant, ces terrains âpres et pauvres. Des mirages semblent naître dans les lointains éclaircis, aux transparences nacrées, de sorte que cette âpreté, un peu mate et dure, s'achève en splendeur et en suavité.

Paysage peu chargé de matière, moins coloré que spirituel. Le Roi le choisit, sans nul doute, en pensant à ses moines et à lui-même, parce qu'il en sentait l'influence à la fois ascétique et exaltante. Il mortifie d'abord les sens, pour charmer ensuite et libérer l'esprit, pour le perdre dans des visions glorieuses ou sereines.

Les moines, qui avaient commencé par se montrer récalcitrants, en vinrent peu à peu à comprendre, avec cette spiritualité, l'étrange beauté de leur Escorial. Quand ils en parlent, c'est sur le ton hyperbolique. Finalement, à bout de louanges, ils le comparent au Paradis terrestre.

Philippe n'en demandait pas tant. Ce qu'il cherchait, c'était un lieu propice pour se recueillir, méditer, élever son âme vers Dieu. Ce terrain de l'Escorial lui offrait tout cela avec une

foule d'autres avantages. Une dernière fois, au printemps de l'année 1562, il tint à s'en assurer par lui-même. De nouveau il s'y arrêta, en revenant de faire ses Pâques au couvent de Guisando. Puis il partit pour Madrid où il conféra avec son architecte, Juan Bautista de Toledo, qui avait déjà élaboré, dans ses parties essentielles, le plan du colossal édifice. Quelques jours après, — si grande était son impatience, — il revenait à l'Escorial.

Tout de suite, en sa présence, on mesura le terrain, on planta les piquets, on s'occupa de préparer les chantiers. Et, pour que ce nom de monastère qu'on allait donner à l'édifice royal eût immédiatement son plein sens, le Roi installa au village de l'Escorial des moines qu'il avait fait venir de Guisando. Il ne restait plus qu'à bâtir.

Philippe va s'y mettre avec une ardeur, une sorte de fièvre qui, pendant plus d'un quart de siècle, ne fera que s'exaspérer. Sans cesse talonnés et surmenés par lui, comme les ouvriers de l'Escorial, les moines observaient avec stupeur et non sans inquiétude cette hâte fébrile et toujours grandissante. Ils ne comprenaient pas cette impatience. Un couvent est un être immortel, tant qu'il plaît à Dieu : il a l'éternité devant lui. Philippe n'avait que sa pauvre vie d'homme, et, avant de quitter ce monde, il voulait mettre debout l'œuvre à laquelle il donnait son cœur. Et pourtant les moines avaient bâti, eux aussi. Ils connaissaient la joie qu'on éprouve à voir sortir de terre les murailles de la maison où l'on doit vivre et mourir. Cela finissait par les rendre indulgents à la manie royale. Le Père José de Sigüenza, qui note cette hâte et cette passion du Roi pour son monastère, ajoute aussitôt cette phrase d'excuse, toute chargée d'expérience personnelle et de sentiment : « *Pour comprendre cela, il faut avoir bâti soi-même...* »

LES ÉQUIPES DE L'ESCORIAL

Voila donc les piquets plantés! Dans quel esprit le Roi va-t-il bâtir? Quand il s'agit d'un homme si scrupuleux, qui passe son temps à interroger sa conscience, une telle question est loin d'être indifférente.

Ici encore, on songe tout naturellement à Versailles. Il est trop certain que Philippe a bâti son Escorial dans un tout autre

esprit que son arrière-petit-fils a bâti son colossal château. Il ne s'agit pas d'étonner l'Europe par un luxe qui sent un peu son parvenu, ni de loger des maîtresses, ou d'amuser des courtisans, de préparer enfin un cadre enchanteur pour une fête perpétuelle. Il ne s'agit pas de la gloire du Roi, mais de la gloire de Dieu. Le futur édifice ne sera point une œuvre de vanité, ni un lieu de plaisir : ce sera une œuvre de piété, un lieu de prière et de pénitence! Et, afin que nul n'en ignore, afin qu'on ne lui reproche pas de bâtir égoïstement pour lui une maison de délices et de magnificence, — avant même d'avoir posé la première pierre de cet édifice, qui, pourtant, est aussi un trophée, un monument triomphal, en commémoration d'une victoire, — il fait venir des moines, dont la présence à l'Escorial rappellera sans cesse la destination de cette énorme bâtisse.

Ce fut toute une affaire que de loger ces moines dans la pauvre bourgade qu'était alors l'Escorial. On ne trouva d'abord qu'une maison de paysan, et si étroite que les religieux pouvaient à peine s'y mouvoir. Ils durent la quitter pour une autre un peu plus grande, mais encore bien exiguë pour les besoins d'une communauté. Elle avait du moins l'avantage d'être isolée. Tout de suite, on s'occupa d'y aménager des cellules et une chapelle. Les moines s'accommodèrent comme ils purent de ce couvent improvisé, qui n'avait ni cheminées ni fenêtres. Une petite chambre servit de chapelle provisoire. Sur le mur blanchi à la chaux, on dessina, avec un morceau de charbon, un crucifix. Une couverture de lit, tendue au-dessus de l'autel, servit de plafond, car on voyait les étoiles entre les tuiles... Les Pères de l'Escorial se souvinrent plus tard de ces humbles débuts et ils aimaient à les rappeler. Ils avaient accepté joyeusement toutes ces misères, afin de mériter les splendeurs de San Lorenzo. D'ailleurs, ces misères n'allaient pas sans quelques petites compensations auxquelles ils étaient loin d'être insensibles. Tout de suite, on leur avait tracé un jardin attenant à leur maison. Ils avaient leur verger et leur potager. Ils mangeaient leurs légumes et cueillaient leurs oranges. Ils avaient aussi leur basse-cour et même leur troupeau... Enfin l'exemple du Roi, qui n'était pas mieux logé qu'eux, aurait suffi pour les réconforter, s'ils en eussent eu besoin. Son « palais », nous disent-ils, non sans une pointe

d'ironie, c'était la maison du curé, masure aussi primitive que celle du paysan où eux-mêmes étaient venus s'abriter. Philippe y arrivait incognito avec quelques cavaliers. Il n'y trouvait pour s'asseoir qu'un petit banc de bois à trois pieds, taillé dans un tronc d'arbre et sur lequel, pour plus de décence, on jetait un « vieux mouchoir français » qui appartenait à Almaguer, le comptable de la fabrique. Encore ce mouchoir était-il tout effiloché et troué par places. Mêlé aux laboureurs, il assistait à la messe dans la chapelle improvisée des religieux, cette petite chambre où l'on avait dessiné au charbon un crucifix sur le mur, et où l'on était si à l'étroit que les pieds de l'acolyte touchaient ceux du Roi agenouillé près de lui.

Manifestement, il y avait là, de la part de Philippe, une volonté et un parti pris d'humilité, ne fût-ce que pour combattre les sentiments d'orgueil qui auraient pu lui venir à la pensée de tout ce qu'il projetait. Ainsi les plus dénigrants et les plus malveillants de ses sujets n'auraient rien à dire contre son entreprise : en élevant l'Escorial, il ne travaillait pas pour lui-même, mais pour Dieu et pour le bénéfice moral et matériel de son peuple. On ne pouvait pas non plus lui reprocher de ruiner son royaume par des constructions coûteuses et interminables. C'était lui qui en assumait tous les frais : il a soin qu'on le sache. Dans la première instruction relative à la fabrique, il le dit bien haut : « ... le monastère que, pour le service de Dieu, Nous avons commencé à fonder et à édifier à notre propre coût et dépense, *a nuestra propia costa y expensa*, proche le lieu de l'Escorial... » Enfin, cette œuvre magnifique, il entend l'exécuter non seulement de la façon la plus rapide, mais la plus pratique et aussi la plus économique, en utilisant pour la construction tous les matériaux fournis par la contrée et en requérant le concours gratuit des moines, dont il a su discerner les aptitudes et les compétences et en qui il va trouver les meilleurs et les plus zélés de ses collaborateurs. Jamais le « Roi prudent » n'a mieux mérité son surnom qu'en cette affaire. Par ses dotations et par les emplois qu'il leur donne dans la fabrique, il fait de ses religieux les premiers intéressés à la réalisation et à l'achèvement de son œuvre. Il arrive à les passionner pour ce long et difficile labeur dont ils vont être les premiers bénéficiaires. Il connaît leur ténacité : il sait que,

même s'il meurt avant l'achèvement de San Lorenzo, les moines continueront son œuvre. Ils seront les plus sûrs et les plus persévérants exécuteurs de ses volontés suprêmes.

Ces moines, ils vont être, à l'Escorial, les ouvriers de la première heure. Ils constitueront la première équipe de travailleurs, celle qui coûtera le moins cher au Roi. Leur vicaire, qui deviendra bientôt leur prieur, Fray Juan del Colmenar, est très entendu aux choses de la bâtisse et c'est, en même temps, un habile dessinateur : ses conseils seront écoutés et ses plans consultés par l'architecte royal. Un de ses compagnons, Fray Juan de San Geronimo, est, lui aussi, un dessinateur. Ses talents vont trouver tout de suite leur emploi. Et c'est lui qui tiendra le livre de raison et qui sera le premier annaliste du couvent. Fray Francisco de Cuellar dirigera les carrières. Fray Alonso de Madrid aura la surintendance des écuries et des équipages. Fray Antonio de Villacastin, « grand maître de l'œuvre », aura sous ses ordres les ouvriers et les manœuvres avec la direction des travaux. Fray Marcos de Cardona tracera les jardins et dirigera les plantations. Plus tard, il faudra des enlumineurs pour les missels et les antiphonaires, des brodeurs et des passementiers pour les ornements d'église et les vêtements sacerdotaux. Le frère brodeur, Fray Lorenzo de Monserrat, — qui paraît avoir été un type singulier, un peu suspect aux yeux de la communauté, peut-être un aventurier entré chez les hiéronymites pour trouver un abri et faire une fin, — ce Franc-comtois, natif de Besançon, joignait à ses talents de brodeur une foule d'autres habiletés, très appréciées, nous dit-on, de Leurs Majestés, le Roi et la Reine : il fabriquait pour eux des parfums et des pastilles, il composait des sachets d'odeurs et raccommodait les gants...

La plupart de ces moines semblent avoir été des individus d'une espèce peu banale : il est vrai que le Roi, qui s'entendait à choisir ses hommes, avait dû les trier sur le volet. Sans doute, ils avaient vécu dans le monde avant d'entrer au couvent, étudiants, ouvriers ou soldats. En tout cas, ils savaient, comme on dit, se débrouiller dans la vie. Ayant mis la main à la pâte, ils connaissaient une foule de métiers. Ils connaissaient surtout les gens du peuple, étant eux-mêmes sortis du peuple : ils les comprenaient et savaient s'en faire obéir. C'est pourquoi le Roi n'hésita pas à leur donner la haute main

sur les travaux. Bientôt, une sorte de conseil de fabrique fut créé, — la congrégation, comme on l'appelait, laquelle comprenait, avec le contrôleur et le trésorier royal, le prieur du couvent assisté de son vicaire et, le cas échéant, du maître de l'œuvre, Fray Antonio de Villacastin. Ainsi tout dépendait des moines. Mais les moines eux-mêmes n'étaient que les dociles instruments de la volonté royale. En définitive, tout dépendait du Roi. On peut dire que Philippe, fondateur de l'Escorial, fut à la fois son grand architecte, son grand trésorier et son grand entrepreneur.

Pourtant, ce n'est pas faute de s'être entouré des premiers spécialistes de l'époque, dans tous les genres et dans tous les arts.

Il eut à son service les deux meilleurs architectes espagnols de ce temps-là : Juan Bautista de Toledo et Juan de Herrera Le premier avait étudié en Italie et travaillé à Saint-Pierre de Rome sous les ordres de Michel-Ange : aussi le plan primitif, élaboré par lui pour la basilique de l'Escorial, reproduisait-il le plan de Saint-Pierre. De Rome il était passé à Naples, mandé par le vice-roi, don Pedro de Toledo, marquis de Villafranca. Il y construisit le Palais-Royal, l'église Saint-Jacques, le château de Saint-Elme, la rue de Tolède (du nom du vice-roi). Il y exécuta encore quelques autres travaux. Philippe II le fit venir de Naples avec le titre d'architecte en chef. Juan Bautista lui fournit des plans pour les palais d'Aranjuez, de Madrid et du Pardo, puis plus tard, pour l'Escorial. C'était un véritable personnage, très admiré des contemporains et tenu en haute estime par le Roi lui-même, enfin ce qu'on appelle un artiste de la Renaissance, aux aptitudes et aux connaissances multiples, sachant le grec et le latin, philosophe, mathématicien, sculpteur en même temps qu'architecte, comme son maître Michel-Ange.

Son successeur, Juan de Herrera, était, lui aussi, un érudit et un mathématicien. Il avait étudié en Flandre et en Italie. Disciple de Vignole, son idéal, comme celui de beaucoup d'artistes de ce temps-là, semble avoir été de revenir à la sobriété et à la pureté antiques. Malgré tout son talent, on ne discerne pas très bien sa part dans la construction de l'Escorial. Il se serait borné à faire exécuter les plans de Juan Bautista de

Toledo, en y apportant un certain nombre de modifications commandées par les nécessités du logement et de la vie monastiques. Il aurait remanié aussi le plan de la basilique, supprimé des tours et des façades projetées par son prédécesseur : de sorte que son influence, dans l'exécution, se serait traduite par un surcroît de sécheresse et de nudité géométrique. Cette influence ne se marque pas d'une façon éclatante. Il n'aurait fait qu'assurer l'interprétation exacte de la pensée royale déjà formulée par Juan Bautista de Toledo. Et celui-ci aurait été lui-même fort gêné par le contrôle incessant et quelque peu tatillon du Roi. Il semble bien que les architectes n'ont été que les exécuteurs de ses volontés, que la première image de l'Escorial soit sortie toute vive du cerveau de Philippe.

C'est qu'il prétendait s'y connaître, non seulement en architecture, mais en toute espèce d'arts. C'était un amateur et un collectionneur comme il ne s'en est guère vu qu'au XVIe siècle, un dilettante qui se piquait d'être un mécène. Lors de son voyage en Italie, — il avait alors vingt-trois ans, — il fit la connaissance de Titien, le visita dans son atelier, lui commanda des tableaux, enfin noua avec lui des relations artistiques qui durèrent jusqu'à la mort du grand peintre presque centenaire. Les premières toiles qu'il lui acheta représentaient des scènes mythologiques, d'un caractère surtout érotique et sensuel. N'oublions pas que Philippe était alors très porté au plaisir. Il demandait à ses artistes de lui embellir encore sa vie amoureuse. C'est à cette époque-là que Titien exécuta pour lui une copie d'une de ses œuvres les plus voluptueuses : *Vénus écoutant la musique*. Mais la passion du Roi pour les choses d'art survécut à sa fougue de jeunesse. Elle ne fit même que s'accroître avec les années, au point de devenir une noble manie. Arrivé à l'âge mûr, il n'a plus d'autres amours que l'art et la dévotion, l'un se mettant au service de l'autre. Pour qui le connaît bien, la politique est quelque chose de tout à fait inférieur à ses yeux. Dès qu'il peut s'affranchir des obligations écrasantes de son état, il court à l'Escorial s'enfermer avec ses moines, partageant ses loisirs toujours trop courts entre les exercices de piété et l'embellissement de son monastère, se plaisant à manier des pièces d'orfèvrerie, à déballer et à mettre en place des tableaux, à surveiller la pose d'une pierre

ou d'une statue. Après Dieu, c'est à l'art qu'il a donné le meilleur de son cœur.

A Madrid même, au milieu d'un perpétuel tracas d'affaires, il trouve le moyen de s'isoler, de s'enfermer, là aussi, avec les belles choses qu'il aime. Dans le vieil Alcazar des Rois de Castille, il y a un grand salon semi circulaire, garni d'armoires en noyer sculpté et doré, où il garde les plans et les projets de toutes ses constructions, avec des vues de tous les palais et de tous les couvents du royaume. Au-dessus, une bibliothèque qui contient les œuvres d'écrivains modernes, espagnols, italiens et français et, en particulier, des livres sur la peinture, l'architecture, l'archéologie, la géographie, l'astronomie. Enfin, au dernier étage du palais, une salle dont les murs sont couverts de grandes compositions mythologiques inspirées des *Métamorphoses* d'Ovide et qui est une sorte de musée réservé aux toiles du seul Titien.

Dans cette chambre haute, en pleine lumière, les couleurs chaudes du maître éclatent avec une intensité triomphale. Et l'admirable paysage qu'on découvre par les fenêtres et qui s'étend, par-dessus les jardins royaux, jusqu'aux cimes lointaines du Guadarrama, semble prolonger les paysages héroïques du peintre d'*Antiope* et des *Bains de Diane*... C'est là, dans ce lieu de beauté, que Philippe se retire à de certaines heures de la journée pour conférer avec ses architectes qui lui soumettent leurs plans. Il les examine dans le plus petit détail, les discute et quelquefois les corrige. Car il se considère lui-même comme un homme du métier, un autre Vitruve. Il paraît que le plan du couvent de la Trinité, à Madrid, aurait été dessiné complètement par lui...

Outre ce studio, il a fait aménager, dans la maison du Trésor, à proximité de l'Alcazar, un atelier pour ses peintres, lequel communique avec le palais par un passage secret : de sorte qu'il peut venir surprendre les artistes en plein travail. Il ne leur ménage pas ses visites. Il travaille avec eux, s'essaye même à peindre et à modeler. Ses portraitistes favoris sont, après Titien, le Hollandais Antoine Mor et le Portugais Alonso Sanchez Coello, qui fut élève du premier. C'est ainsi qu'il parvient à réunir une incomparable collection de portraits, qui décore le grand salon du Prado et que, plus tard, à l'Escorial, il accumule de véritables trésors d'art, en collection-

nant les toiles de tous les peintres en renom, ceux d'Espagne comme ceux de l'étranger.

Mais il n'est pas seulement un amateur de tableaux et de statues, un collectionneur et un grand bâtisseur, il est aussi un dilettante et un raffiné, qui a le goût de toutes les belles et bonnes choses. Pendant son voyage en Portugal, que ce soit à Lisbonne, à Cascaes ou à Cintra, il examine de près les palais, les maisons et les couvents où on l'héberge, dans l'espoir d'y découvrir des modèles pour ses châteaux et ses jardins d'Espagne. Il projette de faire copier tel bassin ou telle fontaine. Il s'intéresse aux vergers comme aux potagers. Il envoie aux Infantes, ses filles, des limons et des bergamotes et, dans les caisses de fruits, il fait mettre des fleurs par le jardinier. Il est même un peu jaloux des fleurs portugaises. Y en a-t-il, à Madrid, d'aussi belles et d'aussi précoces ?... En plein mois de janvier, il écrit aux petites princesses : « Je vous envoie des roses et des fleurs d'oranger, pour que vous voyiez que nous en avons ici. Tous les jours, le Calabrais (le maître-jardinier sans doute) m'apporte des bouquets de ces deux fleurs, et, depuis longtemps, il y a des violettes. Pour les jonquilles, nous n'en avons pas. S'il y en avait ici, elles se seraient déjà montrées, puisqu'on y a ces autres fleurs... » Et ce sont de perpétuelles comparaisons avec les jardins d'Aranjuez. Cette délicieuse oasis est, au printemps, toute sonore de rossignols. Le Roi, retenu au palais de Lisbonne, loin de la campagne, se chagrine de ne pas les entendre. Au mois d'avril 1582, il écrit aux Infantes : « Vos lettres et les nouvelles que vous me donnez d'Aranjuez m'ont fait beaucoup de plaisir. Ce dont j'ai eu le plus de regret, c'est du chant des rossignols, que je n'ai pas encore entendu, cette année... Je ne sais si je l'entendrai dans mon voyage, me proposant après-demain de traverser le Tage, pour aller coucher à Barreiro et le lendemain à Setubal... » C'est une véritable obsession. Déjà, au mois de mai de l'année précédente, il se lamentait d'être privé de cette chanson printanière. Parlant à ses filles d'une duègne du palais, il ajoutait : « Madeleine a grande envie de manger des fraises et moi d'entendre chanter les rossignols, bien que, d'une de mes fenêtres, j'en entende parfois quelques-uns... » Quelle surprise! L'homme de l'Escorial et de l'Inquisition, épris de fleurs et de chants d'oiseaux! On ne s'attendait guère à trouver dans

les préoccupations de Philippe II des roses et des rossignols...

Sensible au charme des plus petites choses, il a surtout le goût de la grandeur, — grandes compositions picturales, grands paysages ou grands monuments. A Lisbonne, il préfère à tout la vue de la haute mer et de l'embouchure du Tage. Mais il ne comprend pas la grandeur sans la solidité et sans le sérieux. Il avait horreur, nous dit-on, de la vanité sous toutes ses formes. Et c'est ce qui l'achemina vers l'antique, ou plus exactement vers le romain. A la bibliothèque de l'Escorial, il réunit une splendide collection de gravures illustrant les plus beaux monuments de l'antiquité romaine. Lorsqu'il se rendit à Lisbonne pour prendre possession du royaume de Portugal, il s'arrêta quinze jours à Merida, l'antique métropole lusitanienne et là, en compagnie de son architecte Herrera, il visita et étudia minutieusement les ruines romaines.

Son esthétique personnelle, — on ne saurait trop y insister, — était une réaction contre la surcharge et la complication des styles antérieurs, lesquels, à ses yeux, avaient, en outre, le grave défaut d'être par trop contaminés d'influences ou de survivances mauresques. Ce Latin se défend contre l'abus de l'orientalisme, dont l'art gothique était tout marqué, aussi bien dans le reste de l'Europe qu'en Espagne. Sa politique et son esthétique se tiennent : expulsion des Morisques et de tout ce qui sent l'Arabe ou l'Africain, — et, d'autre part, retour à la simplicité et à la pureté antiques. Philippe II a été un grand Occidental : on ne le dit pas assez. Évidemment, comme tous les réacteurs, il a exagéré ses tendances et ses principes. Pour ce qui est de l'Escorial, il voulait faire grand, indestructible et magnifique et il a imposé sa vision et son goût personnels à ses architectes. Faut-il s'en plaindre ? Il est probable que Juan Bautista de Toledo, ou Juan de Herrera, livrés à leur seul génie, n'eussent pas traduit avec autant de vigueur et d'intransigeance la grande pensée catholique et monarchique dont ce colossal édifice est le symbole.

Quoi qu'il en soit, dans toute l'histoire de sa construction, les deux architectes n'apparaissent guère que comme des sous-ordres. C'est Philippe qui est le suprême inspirateur, le suprême directeur et, pendant de longues années, sans répit, ni défaillances, le grand animateur de l'œuvre.

Il faut dire aussi qu'il eut à sa dévotion des collaborateurs de tout premier ordre, — par exemple et pour ne citer que les plus en vue, ce Juan Bautista de Cabrera qui, après Fray Marcos de Cardona, fut le jardinier en chef de l'Escorial, qui défricha et fertilisa ce désert, dirigea les plantations, dessina les jardins et lieux de plaisance, et qui joignait à toutes ces attributions la surintendance de la charreterie et des étables royales. Ou bien encore, Andrès de Almaguer, qui était à la fois juge, trésorier et contrôleur des travaux, le type du bon serviteur et du parfait commis de ce temps-là, homme austère et craignant Dieu, mais dont la rigidité s'adoucissait de charité chrétienne et qui, nous dit-on, tenait moins à la lettre de la loi qu'à l'esprit de l'Évangile.

Mais le plus original et, si l'on ose dire, le plus pittoresque, enfin le plus grand de tous, ce fut assurément l'Obrero mayor, Fray Antonio de Villacastin. Celui-là, c'est un type extraordinaire de moine et d'ouvrier de la Renaissance. Il faut s'arrêter un instant, — même au risque de paraître un peu long, — devant cette physionomie énergique et singulière, parce qu'il ne s'en est plus revu de pareille : un ouvrier qui, sur le seuil des temps modernes, unit à la piété d'un artisan du moyen âge l'activité et les aptitudes d'un entrepreneur d'aujourd'hui.

Il était né à Villacastin (d'où son nom, les hiéronymites ayant l'habitude de donner à leurs religieux le nom de leur pays d'origine), une petite localité des environs de Ségovie. D'extraction modeste, il se vit orphelin de bonne heure et fut recueilli d'assez mauvaise grâce, avec sa sœur et un frère bâtard, par un oncle qui lui donna juste de quoi ne pas mourir de faim. Son éducation fut celle d'un enfant du peuple : il savait à peine lire et écrire. Voyant qu'il n'avait rien à espérer de son oncle ni des gens de Villacastin, il résolut de s'enfuir et, comme dans les romans picaresques, de s'en aller à l'aventure. Un jour, son oncle, l'ayant envoyé acheter du vin, avec un réal et une cruche, il s'acquitta consciencieusement de la commission, mais, au lieu de rentrer au logis, il remit à sa petite sœur et le pot de vin et la monnaie du réal :

— Tiens! dit-il à l'enfant, prends ce pot et cette monnaie et porte-les à la maison! Moi, j'ai affaire ailleurs.

Et il se sauva, n'ayant en poche ni sou ni maille.

Arrivé aux environs d'Azalvaro, le petit vagabond rencontre un muletier qui venait de décharger ses bêtes pour les faire pâturer. Le muletier lui demande de l'aider à recharger les animaux et, en récompense, il lui donne un morceau de pain et un peu de vin. Il se remet en route et, le même soir, il arrive à Navalperal. Devant l'auberge, il lie conversation avec un laquais qui s'en allait à Tolède, porter un message de son maître. Le laquais lui donne à manger et, le lendemain, l'emmène avec lui. Ils n'arrivèrent à Tolède qu'en pleine nuit, de sorte qu'ils durent se coucher, pour dormir, sous les éventaires des revendeuses de la place du Zocodover.

Là, il est accosté, au réveil, par un maître-carreleur, qui l'embauche comme apprenti. Il va apprendre le métier de poseur de tomettes et d'azulejos. Dur apprentissage! Son patron est un homme sévère et exigeant, mais juste et bon, qui le traite comme un enfant de la maison. Il a deux grands fils, avec lesquels le jeune Antonio se lie d'une amitié toute fraternelle.

Devenu un excellent ouvrier, l'apprenti ne reçoit aucun salaire. Il est tout juste logé et nourri. Il vit dans un perpétuel tremblement à la pensée de mécontenter celui auquel il doit tout. Pour lui, ni dimanches ni fêtes. Son unique récréation, quand il a un instant de loisir, c'est de s'enfermer dans l'atelier du maître et d'y étudier ses plans et ses dessins. A mener cette vie austère, toute d'abnégation et d'amour pour son métier, ce jeune ouvrier est déjà un moine. Il sait obéir, souffrir et se taire. Il ne sort pas de l'atelier. Il ignore le plaisir et les passions humaines. Clôture, pauvreté, chasteté, il observe dès maintenant presque toute la règle monastique.

Cependant les deux fils du patron se marièrent. L'un d'eux, qui aimait tendrement l'apprenti de son père, lui offrit de le suivre et d'entrer à son service. Antonio accepte. Il mène chez le fils la même vie laborieuse et ascétique que chez le père. Il ne reçoit toujours aucun salaire. Il ne gagne que sa nourriture et son logement. Les années passent. Il a maintenant vingt-sept ou vingt-huit ans. Il est grand temps pour lui de songer à s'établir. Alors, comme il ne se sent aucun goût pour le monde, comme il a toujours eu la piété la plus vive et qu'il pratique déjà la plupart des vertus du cloître, il juge qu'il ne lui reste plus qu'à entrer en religion.

Du temps qu'il était chez son premier patron, il avait travaillé en divers couvents de Tolède et des environs, spécialement à San Francisco et à la Sisla, ce dernier de l'ordre de Saint-Jérôme. Chez les Franciscains, le postulant se voit évincé. En revanche, un religieux de la Sisla, dont il a fait la connaissance au temps où il y travaillait, lui répond qu'on le recevra volontiers. Fort de cette assurance, il retourne chez son actuel patron, qui est son ami, et, pour ne pas le quitter ainsi sans explication, il lui déclare qu'il a reçu une lettre de son pays, que sa présence est nécessaire là-bas... Et il lui demande un peu d'argent pour le voyage. Celui-ci, qui avait perdu sa femme quelques jours auparavant, lui dit :

— Antoine, je vous jure que je n'ai pas d'argent disponible. L'enterrement et le reste m'ont tout mangé. Mais voici les bijoux de ma malheureuse femme : mettez-les en gage au prix que vous voudrez et prenez sur la somme ce que bon vous semblera!...

— A Dieu ne plaise, répondit le futur moine, que je fasse ce que vous me dites! Il y a des années que nous vivons ensemble. Je ne vous ai jamais causé de peine. Et voilà que je mettrais en gage des bijoux qui vous sont si chers!... Donnez-moi ce que vous avez dans votre bourse et cela me suffira pour ma route...

L'ami vide sa bourse sur la table. On partage sou à sou :

— C'est assez! fit le pauvre Antonio... Maintenant je vous dis adieu, car je ne puis différer ce voyage!...

Et, là-dessus, il s'en fut au monastère de la Sisla, où, tout de suite, on lui donna l'habit.

Quand on lui demanda plus tard à quoi bon cet argent, puisqu'il allait se faire moine, il répondit qu'il ne voulait pas avoir l'air d'un mendiant qui entre au couvent parce qu'il meurt de faim. Et ce fut le premier et le seul argent que, de toute sa vie, il ait possédé.

Les moines de la Sisla firent de lui un choriste et non un simple frère lai, et cela sur sa requête : il ne voulait pas être oisif, quand il ne travaillerait pas de son métier. Alors, pour s'occuper, il s'en irait chanter au chœur avec les autres religieux. Tout de suite, on l'employa à divers travaux dans les maisons de l'ordre. C'est lui qui aménagea la cellule de Charles-Quint au monastère de Yuste. De là il revint à la

Sisla, puis il passa au couvent de la Luz, autre monastère hiéronymite. Ici et là, on le mit à toute sorte de besognes, il fit à peu près tous les métiers. Pendant plus de vingt ans, il mena cette existence errante, allant d'un couvent ou d'une église à l'autre, en contact perpétuel avec des architectes et des entrepreneurs, des artisans et des ouvriers de toute catégorie. Enfin, lorsque commencèrent les travaux de l'Escorial, ses supérieurs qui appréciaient son expérience et ses talents, s'empressèrent de l'y envoyer.

Désormais, il va partager sa vie entre la chapelle, les chantiers et son bureau. Le Roi, sans le connaître que de réputation, l'avait nommé *Obrero mayor*, grand maître de l'œuvre : honneur redoutable, dont le pauvre religieux se sentait tout écrasé. Par timidité, il fuyait son protecteur, quand il le rencontrait soit aux carrières, soit aux chantiers de construction. Un jour, le Roi l'aperçut au milieu des maçons, juché sur un mur, où il lui était difficile d'aller le rejoindre. Philippe II, qui aimait à causer avec les gens du peuple, interpella, d'en bas, Fray Antonio. Celui-ci répondit de telle façon que le Roi en fut frappé. Désormais, il interrogea le moine sur une foule de questions qui touchaient à la fabrique. Le bon sens, l'esprit pratique, l'intelligence technique de Fray Antonio émerveillèrent le souverain au point que, bientôt, il le consulta pour toutes les affaires importantes. Ordre fut donné de ne rien entreprendre sans l'avis préalable du maître d'œuvre. Juan de Herrera lui-même, l'architecte en chef, dut se soumettre à cette règle. Fray Antonio devint ainsi l'homme indispensable et, après le Roi, l'autorité suprême pour la bâtisse et la main d'œuvre de l'Escorial. C'est que tout le monde s'inclinait devant son expérience presque universelle, sa connaissance approfondie des métiers, surtout devant la droiture et la fermeté de son caractère. Au cours de sa longue vie errante, ce vieil ouvrier avait amassé une somme prodigieuse de notions et d'observations. Et il y avait dans ce petit homme sobre et dur, au maigre visage ascétique, une provision d'énergie presque surhumaine, qui lui permit, d'ailleurs, de vivre jusqu'à près de cent ans. Il lui fallut cela pour ne pas succomber à la charge effrayante qu'il assuma pendant plus d'un quart de siècle.

Il avait, en effet, sous ses ordres, de véritables armées d'ou-

vriers et de manœuvres, carriers, maçons, charpentiers, forgerons, plombiers, ardoisiers, carreleurs, fondeurs de cloches, peintres, doreurs, enlumineurs, brodeurs et passementiers, sans parler d'une foule d'autres... Tout ce monde venait prendre son avis et lui soumettre son travail. On ne posait pas une brique sans qu'il fût là, ou qu'il y eût donné son approbation. Fray Antonio (on l'appelait familièrement Fray Anton), savait parler en maître et se faire obéir. Quand il arriva à l'Escorial, Fray Juan de San Geronimo, qui l'y avait précédé, le conduisit sur les chantiers pour le présenter aux maçons. Ceux-là flânaient au moment où les deux religieux parurent à l'improviste. Frère Antoine n'attendit pas que son compagnon l'eût présenté : tout de suite il attrapa les flâneurs. Il les rabroua de si verte façon que son autorité fut instantanément établie sur tout ce peuple de travailleurs, qui comptait cependant nombre de mauvaises têtes. Bientôt, il sut se faire aimer d'eux, autant qu'il en était craint et respecté. Au fond, les ouvriers étaient fiers de lui. Ce terrible Frère Antoine, ce moine aux façons plébéiennes, à l'humeur bougonne et au parler rude, n'avait-il pas gâché le mortier comme eux-mêmes ? Et puis, c'était un gaillard qui n'avait pas peur, qui payait constamment de sa personne aux endroits les plus dangereux, qui, malgré ses soixante ans tout proches, grimpait aux échafaudages, au risque de se rompre le col. Une fois, il fit une chute, dont il se tira comme par miracle. Une autre fois, il reçut une brique sur la tête et pensa mourir du coup. Ces traits de bravoure le rendaient extrêmement populaire. Son ascendant sur l'ouvrier tenait du prodige. Il imposait aux pires individus, aux chicaneurs comme aux brutaux, par son parfait désintéressement, son détachement de toutes choses terrestres. C'était l'équité même qui parlait par sa bouche. On s'inclinait. Et les plus grossiers d'entre ces hommes devinaient en lui un saint. Ils sentaient la pureté de son âme, une innocence de petit enfant sous cette dure carapace de vieux travailleur.

Car Frère Antoine, s'il n'était pas un saint, possédait, à tout le moins, les vertus d'un moine exemplaire. Malgré ses multiples occupations, il ne manquait à aucun de ses devoirs monastiques, s'astreignant à tous les exercices prescrits par la règle. Chaque jour, il assistait à l'office de l'aube, lequel se

disait souvent aux étoiles. Ses maçons et ses carriers n'étaient pas encore éveillés qu'il avait déjà servi deux messes. Servir la messe était chez lui une sorte de passion. Son vieux cœur ne s'attendrissait que là : il y pleurait à chaudes larmes... Ainsi, cette longue existence ne fut qu'un long service ! A quatre-vingt-onze ans, infirme, devenu presque aveugle, il voulait encore servir la messe comme un novice. On le voyait à tâtons passer un surplis et se traîner sur les marches de l'autel, avec le regret de ne pouvoir faire aussi bien qu'il l'aurait voulu...

Le Père José de Sigüenza, à qui j'ai emprunté la plupart de ces détails, a tracé de lui un fort beau portrait, à la fin du livre qu'il a consacré à la construction et à la description de l'Escorial. Je ne puis mieux terminer celui que je viens d'esquisser moi-même, qu'en citant ces phrases touchantes du savant mémorialiste sur Fray Antonio de Villacastin... « Il vit encore, dit le Père de Sigüenza. Et, au moment où j'écris ces lignes, il vient de me quitter pour aller servir la messe. Il a quatre-vingt-dix ans et il a conservé un esprit si lucide, des facultés si intactes, qu'il pourrait commencer une autre bâtisse aussi importante que San Lorenzo. Sans doute, il convient mal de louer un vivant... Mais celui-ci est bien près de sa fin et, comme il a perdu la vue, cela m'encourage à écrire ces pages qu'il ne lira jamais... »

Le prestige de cet homme était grand non seulement aux yeux des travailleurs, mais de quiconque l'approchait : nous en aurons la preuve au cours de ce récit. Sur les chantiers de l'Escorial, son autorité s'ajoutait à celle du Roi. En vérité, ils étaient faits l'un pour l'autre, ils se complétaient l'un l'autre. Dès les premiers mots qu'ils échangèrent, ces deux hommes se comprirent et s'entendirent. Ils avaient un même amour qui les rapprochait, qui mettait sur le même plan le maître des Espagnes et le petit vagabond de Ségovie. Une seule pensée : San Lorenzo ! Dresser cet acte de foi avant de mourir ! Y sacrifier ce qui leur restait de vie !... En cela, la confiance de Frère Antoine était absolue. Elle était plus intrépide et plus entière que celle du Roi. Un jour que Philippe venait de discuter avec lui sur les travaux en cours et comme on avait parlé ensemble de projets à long terme :

— Hé! Fray Antonio! dit tout à coup le Roi, nous parlons de tout cela comme si nous devions en voir la fin!...

— Pourquoi pas, Sire? répliqua le moine. Par l'habit que je porte, si je n'étais pas sûr que Votre Majesté verra tout cela terminé et qu'Elle en jouira pendant de longues années, je ne poserais pas une brique de plus!...

Ainsi Frère Antoine, avec une bonne humeur et une assurance que l'on jugea, plus tard, prophétique, réconfortait le Roi en ses moments de doute ou de découragement. Il y eut, au cours de la construction, des difficultés de toute sorte, difficultés d'argent, de technique, de main-d'œuvre. C'est le moine qui aida Philippe à en triompher. Ils s'épaulèrent, se soutinrent constamment, lui le tout-puissant monarque et lui l'humble maçon. Il faut insister sur ce point comme sur quelques autres, pour montrer ce qu'il y eut d'*âme* dans cette entreprise. Ce fut une œuvre de toute noblesse, d'abord par son idée inspiratrice, par tout ce qu'elle symbolise d'élevé et de généreux, puis par les sentiments à la fois si religieux et si humains qui présidèrent à l'exécution, ou qui se développèrent à cette occasion. Humanité, charité chrétienne, ce sont ces caractères qui frappent le plus quand on lit les règlements relatifs aux ouvriers et aux manœuvres de l'Escorial.

Ces équipes d'obscurs travailleurs, sur qui reposait en somme l'accomplissement de ce grand œuvre, Philippe II s'en est occupé avec l'habituelle minutie qu'il portait en toutes choses, mais aussi avec l'intention persévérante de faire le plus de bien possible. Les bêtes elles-mêmes sont l'objet des soins les plus attentifs et, répétons-le encore, les plus humains. Il faut dire aussi que les bœufs de l'Escorial ont joué un grand rôle dans sa construction. Philippe n'oublie pas ces bons serviteurs. Il y en a cent couples dans les écuries royales. Tout est prévu pour leur abri, leur nourriture, leur pansage, leurs jours de repos, l'aménagement des étables, l'entretien des harnais. Le menu d'hiver et le menu d'été de ces bêtes de prix est composé de la façon la plus intelligente. Mêmes règlements très sages et très détaillés pour les bouviers et charretiers, les « mayorals » qui avaient la direction des équipages, enfin pour tous les ouvriers et manœuvres employés à la fabrique du monastère. La première chose que fit le Roi, avant de songer à un pied-à-terre pour lui-même, ce fut d'organiser un hôpital

pour ses ouvriers. Ils ont leurs cantines, leurs baraquements. Leurs heures de travail et leurs salaires sont rigoureusement fixés d'avance. Et il apparait que le principal souci du maître, c'est de les protéger contre leurs exploiteurs : défense aux contremaîtres, comme aux entrepreneurs, de recevoir en dépôt l'argent des ouvriers, de leur retenir, sous un prétexte ou sous un autre, tout ou partie de leurs salaires. Enfin on se préoccupe de les amuser : des fêtes, des calvacades, des courses de taureaux sont organisées à leur intention. Un esprit profondément chrétien règle toutes ces dispositions.

Les moines, qui se plaisent à comparer les travaux de l'Escorial avec ceux des grands monuments de l'antiquité, ont soin de marquer les différences pour la main-d'œuvre, et de souligner cet esprit charitable et fraternel. Aux siècles païens, c'étaient des esclaves ou des captifs, des peuples vaincus qui étaient astreints à ces durs travaux. Ici, rien de pareil : « le Roi, nous dit le Père de Sigüenza, ne considérait pas ses ouvriers comme des forçats, mais comme des chrétiens qui, selon le précepte de l'Écriture, gagnent leur vie à la sueur de leur front : *il les regardait comme ses propres frères...* »

Avec de tels sentiments, on comprend que le fondateur de l'Escorial ait fini par intéresser à sa fondation toutes ses équipes de travailleurs, d'artisans et d'artistes. Du plus petit au plus grand, tous étaient fiers de collaborer à une œuvre, qui devait être, disait-on, « la huitième merveille du monde ».

LOUIS BERTRAND.

(A suivre.)

LA RUINE MORALE AU PAYS DES SOVIETS

I

L'ENFER DES ENFANTS

Le gouvernement des Soviets a porté la main sur la vie russe tout entière, dans toutes ses manifestations et dans tous ses domaines. Il a tenté de détruire tout ce qui a été créé par l'effort continu, matériel et moral, de nombreuses générations, d'abolir la société qui avait pour base les conceptions et les principes de tous les pays civilisés ; et il a voulu construire sur ces ruines une vie nouvelle, d'après une formule nouvelle et d'après des principes totalement différents, en employant, pour les imposer, la force brutale et des procédés d'une férocité inouïe.

Dans les études que nous avons consacrées, ici même, à la vie économique et aux finances des Soviets, nous avons vu quel est, dans le domaine de la production, du travail, de l'épargne, le bilan de cette expérience, qui peut se définir par ces deux mots : désorganisation et destruction.

Mais plus criminelle encore et plus irrémédiable a été l'action du gouvernement soviétique dans le domaine de la morale. En poursuivant férocement la religion, en détruisant toute liberté de pensée, en prêchant la haine des classes, en soumettant à la terreur la population tout entière, en portant l'espionnage et la délation jusqu'au sein même des familles,

détruisant le pouvoir paternel, dissolvant la famille, et transformant l'école en un instrument politique, les bolchéviks ont créé une atmosphère morale profondément viciée et désastreuse pour la formation de la jeunesse. Ainsi, par-dessus le présent, ils exercent sur l'avenir même du pays leur funeste influence.

Que sera la génération future de la Russie? Telle est la plus angoissante parmi toutes les questions angoissantes que pose le régime soviétique. Comment vivent ces enfants, comment sont-ils éduqués? Quels sont dans ce domaine les fruits de la morale communiste? C'est à ces questions que je voudrais répondre dans la présente étude. Mais avant de tracer le tableau de l'enseignement et de l'éducation sous le régime soviétique, je voudrais parler aujourd'hui d'une catégorie de l'enfance russe particulièrement misérable : les enfants abandonnés (en russe *bezprisornie* : non surveillés). C'est une des plaies les plus honteuses sur le corps de l'État soviétique, une calamité que n'avait encore jamais connue aucun peuple civilisé (1).

« L'enfance abandonnée, c'est notre plaie la plus terrible », déclare la presse soviétique elle-même; et parmi les voyageurs français qui ont parcouru la Russie soviétique, ceux même qui se sont montrés le moins hostiles aux Soviets, ont tous parlé avec émotion des enfants abandonnés, dont débordent les villes et les routes de la Russie. « Ces enfants abandonnés, dit M. Jacques Lyon, forment un groupement humain spécial, en marge de la société et des lois et dont, sans doute, pour retrouver l'équivalent, il faudrait remonter aux périodes du moyen âge, qui suivirent les crises de famine et de peste. » « Il existe en Russie soviétique, dit M. Joseph Douillet, quelque chose qu'on ne trouve dans aucun autre pays civilisé : ce sont les enfants orphelins ou abandonnés par leurs parents, qui sont livrés à eux-mêmes. Comment est-on arrivé à peupler le pays de bandes innombrables de ces enfants abandonnés de tous?... » « La Russie nouvelle, dit M. Luc Durtain, est frappée

(1) Nous exprimons notre reconnaissance à M. V. Zenzinoff, qui prépare un ouvrage sur la question des enfants abandonnés et qui a bien voulu mettre à notre disposition sa très riche documentation, presque entièrement d'origine soviétique, et qu'il a réunie par un très long travail, demandant souvent des recherches difficiles. Nous souhaitons que ce remarquable travail voie le jour le plus vite possible.

de la plaie la plus monstrueuse et, il faut le dire, la plus imméritée, qui puisse humilier un peuple. C'est des enfants abandonnés, des *bezprisornie* que je parle. » « Pauvres petites victimes d'effroyables cataclysmes, dit Mme Andrée Viollis, ils sont à la fois des remords vivants et des fléaux. »

Si certains voyageurs étrangers ne parlent pas des enfants abandonnés, ce ne peut être qu'ils ne les aient pas aperçus. Il est de toute impossibilité de ne pas apercevoir les bandes de pauvres petits loqueteux et affamés qui vagabondent à travers la terre russe et remplissent les rues des grandes villes.

Quel en est le nombre ?

NOMBRE DES ENFANTS ABANDONNÉS

A cette question il est difficile de répondre avec exactitude. Les enfants abandonnés, élément essentiellement mouvant, redoutent tout contact avec les autorités et fuient les agents de recensement. On espérait que le recensement général de la population du 1er décembre 1926 permettrait d'arriver à une évaluation un peu plus précise : il n'en a rien été. Le jour du recensement, les enfants ont déserté les maisons en ruines, les gares, les villas d'été où ils s'abritent. « Nous passons par la rue Borovaya, par la rue Voronejskaya et par d'autres rues, raconte un journaliste russe (1), qui accompagnait les agents de recensement. Nous examinons les maisons en ruines et les maisons en construction. Mais nous ne trouvons pas d'enfants abandonnés. Ils ont fui. » Dans certains endroits les enfants abandonnés engageaient de véritables batailles avec les agents de recensement. A Ekaterinoslaw (2), « on avait décidé de recenser les enfants abandonnés le jour, considérant qu'un recensement effectué la nuit présenterait un danger. L'état-major des enfants abandonnés se trouvait dans un vaste immeuble en ruines. Tandis que le groupe d'agents de recensement montait l'escalier, il fut reçu, à la hauteur du quatrième étage, par une grêle de pierres et toute tentative de monter plus haut dut être abandonnée. Après deux heures de pourparlers, les agents de recensement durent s'éloigner. »

Quoi qu'il en soit, évalué, en 1922-24, par millions, le

(1) *Gazette rouge du soir*, 17 décembre 1926.
(2) *Pravda*, 17 décembre 1926.

nombre des enfants abandonnés n'est plus évalué depuis 1925 que par centaines de mille (quelquefois même par dizaines de mille). Une telle diminution, d'une année à l'autre, a lieu de surprendre. Mais il suffit de remarquer qu'en U. R. S. S. la statistique, uniquement au service du gouvernement des Soviets, est employée moins encore à déterminer les phénomènes, qu'à les dissimuler. L'émotion soulevée à l'étranger, et à l'intérieur du pays même, par les descriptions de ce fléau, a été telle que le gouvernement soviétique a senti la nécessité d'une grande discrétion. La brusque diminution ne s'est sans doute produite que sur le papier.

En 1923 (1), la veuve de Lénine, Mme N. Kroupskaya, disait : « Le nombre des enfants abandonnés enregistrés est chez nous de 7 millions, et de ce nombre 800 000 au maximum sont placés dans des maisons d'enfants. » Et la même Mme Kroupskaya évaluait à 8 millions le chiffre des enfants abandonnés à la fin de 1923 (2). D'après le professeur Poznicheff, ce nombre a dû rester, en 1926, sans grande modification. Lounatcharsky, commissaire du peuple à l'Instruction publique, considère qu'en 1922 le chiffre des enfants abandonnés devait même atteindre 9 millions. Comme nous l'avons dit, le nombre des enfants abandonnés n'est plus évalué depuis 1925 que par centaines de mille. Il aurait été, en septembre 1926, d'environ 600 000, d'après la Commission pour l'amélioration de la vie des enfants auprès du Comité central exécutif, et de 400000, d'après les *Izvestia* (3). L'*Encyclopédie soviétique* de 1927 donne même le chiffre de 334 000. C'est celui qu'on trouve souvent chez les voyageurs étrangers et qui, de toute évidence, leur a été communiqué par les fonctionnaires chargés de les « renseigner ». Hélas ! voici un simple calcul qui en démontre l'inexactitude.

La dépense pour la lutte contre le fléau de l'enfance abandonnée a été en 1927 de 65 millions de roubles. Or on compte, comme dépense moyenne par enfant hébergé dans les maisons ou colonies d'enfants, 140 roubles. Le nombre des enfants abandonnés, et pour l'entretien desquels le Gouvernement ouvre des crédits, a donc dû être d'environ 450 000. Mais à ce

(1) *Pravda*, n° 51.

(2) Professeur Poznicheff, *l'Enfance abandonnée et les moyens de lutter contre le phénomène*, Moscou, 1926, p. 10.

(3) *Izvestia*, 2 mars 1926.

nombre il faut ajouter celui des enfants qui vivent dans les rues des grandes villes ou vagabondent sur les routes. Ne citons à ce sujet que la presse soviétique la plus récente. En 1927, au cours du XIIIe congrès des Soviets, Léjava, remplaçant le président du Conseil des commissaires du peuple, disait : « Nous avons diminué le nombre des enfants abandonnés dans les centres et on a eu l'impression que le nombre des enfants abandonnés a diminué dans le pays en général. Mais les renseignements qui nous parviennent de la province prouvent qu'en réalité il ne diminue pas. » Et Mme Kalinine faisait la constatation suivante : « Souvent on a pris à Moscou des mesures énergiques pour nettoyer les rues des enfants abandonnés; mais, peu de temps après, les mêmes rues étaient de nouveau pleines d'une foule d'enfants abandonnés, et l'afflux de nouveaux *bezprisornie* ne diminue pas. » Plus récemment, en avril 1928, le Comité central du parti communiste constatait que les rues des villes étaient toujours remplies de milliers d'enfants abandonnés et il faisait appel à ses organisations locales pour lutter contre ce fléau. Et au cours de la même année 1928, la *Pravda*, tout en constatant que certains résultats avaient été atteints dans la lutte contre l'abandon des enfants, avouait qu'aucun changement radical ne s'était produit dans ce domaine. Ainsi nous sommes autorisés à calculer que le nombre réel des enfants abandonnés doit être évalué non pas par centaines de mille, mais toujours par millions.

CONDITIONS DE LA VIE DES ENFANTS ABANDONNÉS

Ces millions d'enfants abandonnés, comment et dans quelles conditions vivent-ils ?

Une partie est placée dans des maisons ou des colonies d'enfants. Nous en parlerons plus loin. Occupons-nous d'abord des enfants qui vivent dans les rues des grandes villes ou se déplacent sur les routes pour atteindre en été les villes d'eau et les plages de climat doux, et pour retourner ensuite dans les grandes villes où ils ont plus de facilité à trouver, en hiver, des moyens de subsistance.

De toutes les villes, c'est Moscou qui attire surtout les *bezprisornie*. La perte des parents, le chômage, le complet dénuement, quelquefois le désir d'apprendre et le vague espoir

d'être reçu dans une école, chassent les enfants de leur village natal vers la capitale. Arrivé à Moscou, l'enfant erre dans la rue, mendie, vole et s'ingénie à trouver un abri pour la nuit et contre les intempéries : maisons en ruines, gares, wagons vides, ou même marmites dans lesquelles on fond l'asphalte, grandes boîtes à ordures, etc... Mais dans les autres villes, celles particulièrement qui ont souffert de famine au cours des années 1921-24, à Pétrograd, Kazan, Samara, Saratoff, Rostov, Odessa, Omsk, Tachkent, Nijni-Novgorod, Sébastopol, etc., l'afflux des *bezprisornie* est à peine moins considérable.

Voici, publié par la revue *Krasnaya Nov* (1), le récit d'un gamin trouvé à moitié mort dans les champs couverts de neige :

« Nous sommes partis avec ma mère vers Tiflis. Elle était malade. Elle est morte dans le train non loin de Tiflis. Je n'avais jamais demandé l'aumône, mais il ne me restait pas autre chose à faire. Je commençai à errer dans les rues. Je rencontrai des camarades. De Tiflis, nous nous rendîmes à pied à Bakou, puis de là par vapeur à Krasnovodsk. Là, mes camarades m'ont quitté. Je suis allé à Tachkent (2), et j'y ai passé deux ans et demi. Pour la nuit, je m'installais dans la gare. Je me cachais derrière une armoire. C'était une armoire qui n'était pas tout à fait collée contre le mur. Il ne fallait pas se coucher, car le soldat de milice pouvait voir les pieds : alors, je pris l'habitude de dormir debout derrière l'armoire. Un camarade ayant trouvé ma cachette, nous nous y installâmes tous les deux. Un troisième voulut nous rejoindre. Nous lui avons dit : « C'est impossible, il n'y a pas de place. On nous trouvera et on nous chassera tous. Cherche plutôt une autre armoire. »

« Mon camarade me conseillait d'aller à Moscou. « Tout le monde va à Moscou, disait-il : on a fait savoir à tous les orphelins de se rassembler à Moscou. » Je me rappelai alors que j'avais un oncle à Moscou, qui faisait des tableaux. Ma mère m'en avait parlé. Nous voilà donc en route. A une station, le conducteur du train aperçoit mon camarade et l'oblige à descendre. Mon camarade descendit et tomba sous les roues. Il fut coupé en deux. La route est longue de Tachkent à Moscou (3).

(1) Moscou, mars 1926.
(2) Distant de Krasnovodsk de plus de 1 000 kilomètres.
(3) 3 000 kilomètres environ.

Il faisait encore chaud à Tachkent, mais le temps devenait froid à mesure que nous avancions. Je demandais l'aumône aux gares où je chantais sous les fenêtres des wagons. Mais les voyageurs eurent bientôt assez de moi. On ne me donnait plus rien. Je me remis en route, mais le vent se leva, la nuit vint, j'avais faim. Alors à bout de forces, je suis tombé. »

Voici la description *de visu* d'une des marmites à asphalte où se réfugient les *bezprisornie*. C'est Mme Kalinine, femme du président du Comité central exécutif, qui, s'occupant de la protection des enfants abandonnés, a rendu visite à un groupe logé dans une de ces énormes marmites en fonte, qui dépassent parfois la taille d'un homme.

« Arrivée à une distance qui me permettait de discerner les objets, j'aperçus devant mes yeux une de ces marmites noires dans lesquelles on fond l'asphalte. Peut-être ne l'aurais-je pas aperçue, mais on voyait une flamme briller, et cela lui donnait un air encore plus mystérieux et plus sinistre. Les habitants de la marmite étaient collés contre elle, comme des étourneaux qui se rassemblent sur une bâtisse en ruines dans les champs, et ils étaient en train de se chauffer. »

La marmite a trente-huit habitants. Parmi eux, huit enfants ont encore leurs parents. Un de ceux-ci a une mère, qui, selon sa propre expression, « ne ressemble pas du tout à une mère, elle cogne dur ». Ainsi, ces huit gaillards, dont les père et mère sont en bonne santé et capables de travailler, sont absolument abandonnés. Comme nationalités, l'un est un petit Chinois, quatre sont Tartars, deux Tchouvaches, et un Juif. Ensuite quatorze orphelins de père et mère. D'où viennent-ils? « De loin, répondent les enfants; notre itinéraire, c'est Tachkent-Moscou-Sébastopol et retour. » D'autres sont à demi orphelins : leur père ou leur mère habite quelque part, dans un village lointain, mais où? ils n'en savent rien.

Au centre même de Moscou, dans la rue de Pétrovskaya, une grande caisse à ordures fermée par un couvercle a été trouvée abritant dix enfants : ils dormaient en refermant le couvercle et ne laissant qu'une petite ouverture par laquelle pénétrait un peu d'air.

A Pétrograd, à l'angle de la perspective de Lermontov et du canal de Griboiedev, l'inspection des enfants a découvert dans une bâtisse en ruines, qui servait autrefois d'établissement

de bains, vingt enfants abandonnés et quelques adultes qui s'y rassemblaient régulièrement toutes les nuits, faisaient la cuisine, buvaient, jouaient aux cartes (1). Et voici d'autres petits êtres affamés et déguenillés, qui dorment sur les tas de sable près des colonnes de la cathédrale de Kazan, dans le centre même de la ville, à proximité de la perspective Nevsky et des voies les plus fréquentées et inondées de lumière.

Encore peut-on se demander si ces abris ne sont pas préférables aux asiles de nuit qui recueillent des enfants privilégiés, ceux qui possèdent quelques copecks pour se payer ce luxe. Là, ils sont mêlés à la vie des bas-fonds de la ville : à l'extrême saleté physique s'ajoute une atmosphère morale profondément viciée : la société des criminels, des souteneurs, des prostituées. Le sort de l'enfant, qui a passé par une pareille école, est réglé d'avance.

A la première approche du printemps, aussitôt que commencent à bourgeonner les arbres, les enfants abandonnés quittent les villes où ils se sont tapis en hiver. Ils se dirigent vers les pays plus chauds, vers la mer, vers la montagne : là, où l'on peut dormir à la belle étoile et se nourrir de fruits et de légumes volés dans les jardins. Alors, les voies ferrées de l'U. R. S. S. se remplissent d'une foule de ces enfants sordides et émaciés. Ils voyagent en fraude, par milliers, sous les wagons, au milieu de la suie et de la poussière, risquant sans cesse de tomber sous les roues, entourant à tout arrêt du train les voyageurs comme un troupeau de louveteaux affamés. Des villes du nord, ils émigrent ainsi, parcourant des distances qui dépassent 2000 à 3000 kilomètres, vers le Caucase, vers la Crimée, vers le soleil du Midi.

Voici une description toute récente (2) de la ville caucasienne de Tuapsé :

« Un ciel clair, un soleil chaud, un climat doux, la mer, un littoral pittoresque et l'originalité de la vie caucasienne attirent là des masses de gens sans foyer venus du Nord : c'est pourquoi l'on rencontre à Tuapsé tant d'enfants abandonnés. On en compte plusieurs centaines, des milliers peut-être.

« Ils vivent en groupes organisés, qui ont leurs chefs. Ils

(1) *Gazette rouge*, 17 juin 1926.
(2) *Krasnaya Panorama*, 27 mai 1927.

ont leur langue, leur morale à eux. Leur jargon, absolument incompréhensible pour les étrangers, consiste en un emploi conventionnel de divers mots empruntés à la masse des langues qui sont parlées à Tuapsé. Aucun groupe n'a le droit d'occuper pour la nuit l'emplacement qui a déjà été retenu par un autre. C'est ainsi qu'ils se répartissent entre eux tous les bâtiments vides, les baraques, les cavités ou les anfractuosités situées au bord de la mer. Ils y passent la nuit ensemble, sans distinction de sexe ni d'âge, ou ils s'y rassemblent le jour pour dormir, jouer aux cartes, aux osselets, aux dominos. Au bazar on les rencontre en masse, sales, déguenillés, en train de chercher ce qu'ils pourraient bien chaparder. La ville est pleine des exploits de ces enfants abandonnés. Sur leur démoralisation courent des récits effroyables. Entre ces enfants si jeunes, il y a des « mariages », et l'on voit ces « femmes » de douze à treize ans fuir leurs maris, lesquels organisent de véritables chasses pour les reprendre. Nombreux sont les crimes qui ont pour cause la jalousie.

— Qu'est-ce que tu fais là ? demande-t-on à une petite fille de dix à onze ans qui fume sur le perron d'une maison, dans la grande rue, à neuf heures du soir.

— J'attends un homme, répond-elle sans sourciller.

Ces enfants abandonnés exercent une étrange et malsaine attraction sur les autres enfants de la ville. Maintes fois les parents rencontrent leurs enfants au milieu de ces vauriens et les ramènent chez eux ; mais bien souvent les enfants retournent auprès des bandes. Dans d'autres cas, quand les autorités renvoient des enfants abandonnés à leurs parents, ceux-ci refusent de les reprendre, car, dès leur retour, se produisent des vols et toute sorte de méfaits.

La plus grande partie des enfants abandonnés, — dans le paradis des ouvriers et des paysans, — sont d'origine ouvrière et paysanne. « Les enfants d'ouvriers et de paysans forment 78,8 pour 100 du nombre total des enfants abandonnés (1). » « Les trois quarts des enfants abandonnés sont des enfants d'ouvriers et de paysans et leur nombre augmente tous les ans (2). » Conséquence inévitable du dénuement grandissant du prolétariat russe. D'après une enquête détaillée faite en 1927, il y avait

(1) *Pravda*, 20 février 1926.
(2) *Troud*, 19 mai 1927.

parmi les enfants abandonnés 15 pour 100 d'enfants de trois à sept ans, et 57 pour 100 d'enfants de huit à treize ans. Il est évident que tous ces enfants n'ont pu remplir les rangs des abandonnés que sous le régime bolchévique.

L'enquête a établi que, parmi les enfants abandonnés, 67 pour 100 sont orphelins de père et de mère et 27,5 pour 100, orphelins de père ou de mère. Mais, faite souvent d'après les déclarations des enfants, l'enquête n'inspire pas, sur ce point spécial, beaucoup de confiance.

L'ÉCOLE DU CRIME

Parmi ces millions d'enfants abandonnés, la criminalité et tous les vices se propagent : le cocaïnisme, l'alcoolisme, les jeux de hasard, les vices contre nature.

« Le milieu des enfants abandonnés, disent souvent les journaux soviétiques, est l'école de la criminalité. » Il est certain que chaque enfant abandonné, — dit le recueil édité en 1927 par le Commissariat de la Justice sous le titre : *le Droit des enfants* (1), — a commis plusieurs délits, même si la police et les tribunaux ne les ont pas portés à son compte. Le milieu et la faim mettent l'enfant sur la voie du crime. Il commence par voler du pain, continue par arracher en courant les sacs à main des femmes : à l'occasion, il ne s'arrête pas devant l'assassinat.

Voici la statistique de l'année 1924 pour le territoire de la R. S. F. S. R. (2) à l'exclusion de Moscou. Au cours de cette année, les enfants abandonnés ont commis 29 527 crimes dont 13641 vols, 59 vols de chevaux, 88 vols à main armée, 265 incendies volontaires, 118 assassinats, 324 mutilations, 236 attentats aux mœurs. Parmi les 118 assassins, vingt ont l'âge de dix à onze ans, 22 au-dessous de dix ans. Presque tous les incendies volontaires (200 sur 265) sont l'œuvre d'enfants, dont l'âge ne dépasse pas onze ans.

Veut-on un témoignage plus récent ? « La statistique, écrit *la Gazette rouge du soir* dans son numéro du 9 juillet 1928, nous apprend que la criminalité parmi les enfants s'accroît systématiquement. Cet indice angoissant nous force à porter de

(1) Moscou, 1927, p. 83.
(2) République Socialiste Fédérative des Soviets Russes.

plus en plus notre attention sur l'enfance abandonnée qui est la principale source de cette criminalité. »

« Parmi les enfants criminels, lisons-nous dans le recueil du Commissariat de la justice, que nous venons de citer, sont fortement répandus l'alcoolisme, le morphinisme, le cocaïnisme et autres formes de la « narcomanie ». Sur les 2445 enfants qui sont passés à Moscou seulement, en 1925, devant la Commission des mineurs, il y avait 400 malades dont 114 « narcomanes », 16 syphilitiques, 55 malades psychiques, etc. »

D'après les données du docteur Cholomovitch (1), de 40 à 90 pour 100 des enfants abandonnés sont des cocaïnomanes.

Sur les 102 enfants abandonnés examinés en 1926 à Moscou par la section des maladies sociales, 2 seulement n'usaient pas de stupéfiants. La plupart des fillettes vivaient de la prostitution Sur les 50 000 enfants âgés de douze à quatorze ans qui sont passés dans la période de 1921-1924 devant la Commission des mineurs, 50 pour 100 étaient atteints de maladies contagieuses

LES SOVIETS CONTRE L'INITIATIVE PRIVÉE

Quelles mesures ont été prises par le gouvernement des Soviets pour lutter contre ce fléau redoutable?

Ce sont l'initiative et la bienfaisance privées qui ont attiré son attention sur ce phénomène et les dangers qu'il présente pour la santé physique et morale du peuple. Mais, comme on va le voir, aussitôt qu'il se fut rendu compte de l'importance que présente le problème de l'enfance abandonnée, il écarta immédiatement de la lutte contre ce fléau l'initiative privée et prononça la dissolution des groupements qui s'étaient formés en vue de cette lutte, en déclarant qu'il savait ce qu'il avait à faire et qu'il voulait rester maître absolu là comme partout. Il est jaloux de tout succès de l'initiative libre et il craint des manifestations hostiles de la part de tout groupement privé. C'est de même que, lorsqu'il fallut organiser la lutte contre la famine, il prit, en 1922, des mesures brutales de répression contre la Commission sociale d'aide aux affamés.

Les deux organisations privées, qui ont eu l'initiative de la lutte contre l'abandon des enfants, ont été la *Ligue de sauve-*

(1) *Izvestia*, nos 46 et 66, 1924.

tage des enfants, fondée en 1918, et le *Conseil de la défense des enfants*, fondé en janvier 1919. La Ligue, raconte Mme Kouskova, qui a été l'un des membres les plus actifs de cette œuvre, a été fondée sur le conseil du célèbre écrivain russe Korolenko. Elle était composée d'intellectuels, de médecins, de coopérateurs, socialistes ou démocrates de toutes nuances, mais aucun bolchévik n'en a fait partie. Au cours de la première année, elle a créé quatorze colonies d'enfants, un sanatorium et plusieurs clubs et jardins pour enfants. Non seulement les enfants étaient nourris et habillés, mais on leur apprenait à lire et à écrire et on leur enseignait un métier. Le personnel était dévoué et de haute moralité. Les ressources étaient fournies en cachette par les sociétés coopératives qui, à cette époque, n'étaient pas encore nationalisées. 3500 enfants sont passés par la Ligue et, dit Mme Kouskova, « nous avons vu qu'on peut faire de vrais miracles avec les enfants abandonnés ». La Ligue a travaillé sans incidents jusqu'au printemps de 1920, où arriva en Russie la première délégation des ouvriers anglais. La délégation visita une des colonies de la Ligue : Kameneff donnait en français les explications aux délégués, en déclarant que la colonie était l'œuvre du gouvernement des Soviets. Une des institutrices, indignée de ce mensonge, expliqua aux délégués que la colonie n'était pas une œuvre bolchévique et leur conseilla de s'adresser à la direction de la Ligue. Les délégués s'y rendirent, posèrent des questions et inscrivirent les réponses dans un journal que les agents bolchéviques leur ont volé par la suite. Le 1er janvier 1921, la Ligue fut dissoute.

Le *Conseil de la défense des enfants* subit le même sort. En mai 1921, la secrétaire générale du Conseil, Mme Kanzel-Dan, avait fait un rapport à la troisième session du Comité exécutif central sur le danger social que présentait l'enfance abandonnée. Le résultat fut tout à fait inattendu. Le rapport produisit sur les dirigeants soviétiques une impression énorme et le chef suprême de la Tchéka, Dzerjinsky, décida de prendre lui-même l'affaire en mains. La Ligue de la *Défense des enfants* fut à son tour dissoute et l'on créa sous la présidence de Dzerjinsky la Commission extraordinaire des enfants. En fait, tout le travail de Dzerjinsky se borna à la liquidation des organisations créées jusqu'en 1921 et dues aux efforts de l'initiative privée.

La seule arme que le gouvernement soviétique ait employée, outre la répression, pour guérir cette plaie, a été la multiplication des maisons d'enfants. Les autres moyens utilisés : placement dans les familles de paysans ou chez les artisans des villes et même incorporation dans l'Armée rouge, etc., n'ont pas dépassé l'importance de simples essais. La mort a été, d'autre dart, une excellente alliée du gouvernement des Soviets dans ses efforts pour diminuer le nombre des enfants abandonnés : elle a fauché par dizaines de mille ces êtres chétifs et malades, exposés à la faim et aux intempéries.

LES MAISONS D'ENFANTS

Voyons, maintenant, ce que sont ces maisons et asiles d'enfants créés par le gouvernement des Soviets. En voici le bilan, d'après la *Krasnaya Nov* (1) : « Seulement 12,5 pour 100 des locaux occupés par les maisons d'enfants sont convenablement aménagés : ce sont d'anciens asiles, maisons d'éducation ou écoles ; les autres sont des appartements privés absolument inadaptables au but auquel ils doivent servir et, très souvent, des locaux en ruines dans lesquels aucune réparation n'a été effectuée depuis neuf ans : devenus humides, froids, sales, ils sont absolument impropres à servir de cadres pour l'éducation et le travail des enfants. Le mobilier est pitoyable. Dans 42 pour 100 des maisons, il n'y a qu'un lit pour deux ou trois enfants : dans une maison du gouvernement de Koursk, il n'y a que quarante lits pour 155 enfants. L'ensemble des maisons possède 1 300 ateliers d'études. Leur outillage est, dans la plupart des cas, complètement insuffisant. » La même revue décrit une de ces maisons, qu'elle considère comme typique : « Comme exemple de l'état où se trouvent les maisons d'enfants, on pourrait citer le rapport d'un instructeur du Commissariat de l'instruction publique qui a fait une enquête dans le Caucase du nord ; en décrivant l'état des maisons d'enfants à Novotcherkassk, il écrit : « Sauf de rares exceptions, les maisons d'enfants fourmillent d'insectes et le nombre d'enfants malades de la gale est considérable... »

Le directeur de l'éducation sociale des enfants, M. Epstein,

(1) Numéro d'août 1927.

se plaignait, en novembre 1927, à la Conférence des maisons d'enfants, de ce que les enfants étaient sans cesse changés d'établissement, ce qui empêchait toute organisation normale du travail, et que les instituteurs étaient soumis aux mêmes mutations. M. Epstein renouvelait ses plaintes dans les journaux de 1928 et citait le cas d'une maison d'enfants dans laquelle, en deux ans, il y a eu soixante-deux changements parmi les membres de son personnel dirigeant et enseignant.

On pourrait multiplier ces exemples. Nous nous contentons d'en citer encore deux, puisés dans la presse soviétique de 1927-1928.

Ceci est la description de la maison d'enfants n° 17 à Kazan (1): « Une petite chambre remplie de couchettes sans couvertures; des torchons sales tiennent lieu de linge. Chaque couchette sert à deux enfants. Les matelas sont faits avec de la paille pourrie et puante. Près des fenêtres, des flaques d'eau formées par la neige fondue. On a mené les enfants aux bains au printemps, et depuis, pas une seule fois. Mieux encore : la maison ne possède pas de lavabos et tous les jours, à sept heures du matin, par les froids les plus rigoureux, les enfants courent tout nus dans la rue pour se laver au robinet. Et que sont les instituteurs? Voici l'instituteur Hakimof, qui a dû quitter le service en raison de sa conduite envers les fillettes. Il y a eu plusieurs suicides parmi les enfants et l'on a deux fois empêché une fillette enceinte de se donner la mort. Et voici un autre instructeur, un certain Sidor, communiste. Il bat et injurie les enfants. Il confectionne des vêtements pour lui et pour les membres de sa famille avec l'étoffe destinée aux enfants qui se promènent vêtus seulement de linge, sans costumes, sans bottines. »

Le *Sovietsky Youg* (2) décrit ainsi la maison d'enfants n° 2, à Rostov-sur-le-Don : « Bouchez-vous le nez! Bouchez-vous le nez! Car aucun odorat ne peut supporter les odeurs nauséabondes qui vous assaillent. Bouchez-vous le nez et soulevez le col de votre pardessus, car vous risquez de prendre froid : dans la rue, la température est au-dessous de zéro et dans les chambres, la température est à peu près la même que dans la rue. Par terre, à côté de chaque lit, des excréments qui puent.

(1) *Comsomolskaya Pravda*, 21 février 1928.
(2) N° 300 de 1928.

Dans la pièce énorme et qui n'est pas chauffée, vous verrez, sur des lits, des êtres recroquevillés, enveloppés dans quelque chose qui rappelle vaguement des vêtements. Ici, les puces se nourrissent des enfants, qui eux sont nourris d'une bouillie dont il serait difficile de déterminer les origines. Ici, des gamins de huit et neuf ans violent une fillette de huit ans, après l'avoir ligotée... »

A Syzran, l'inspecteur du Commissariat de l'instruction publique, à son arrivée dans la maison d'enfants, fut entouré par les pupilles, qui lui criaient en face : « Nous vous haïssons, nous haïssons le pouvoir soviétique, vous avez fait de nous des parasites (1). » La *Comsomolskaya Pravda* du 9 août 1928 dit qu'elle reçoit des centaines de lettres contenant des renseignements sur ce qui se passe dans les maisons pour les enfants abandonnés et elle attire l'attention « sur les véritables horreurs qui se passent derrière les murs des maisons d'enfants ».

Si défectueuse que soit l'organisation des maisons d'enfants, elles représentaient un certain effort que le pouvoir soviétique n'est pas en état de continuer. Le manque de ressources le force à diminuer sensiblement le nombre des enfants auxquels il donne asile dans ces maisons. La presse soviétique elle-même élève des protestations. Mais elles se heurtent à l'état des finances soviétiques.

Tandis que le nombre des enfants recueillis était, en 1921, de 540 000, on le voit tomber en 1923 à 252 317 pour être, en 1927, de 200 000.

Tel est donc le bilan de l'action gouvernementale en présence de l'enfance abandonnée.

1° Le gouvernement soviétique s'est montré incapable de vaincre le fléau et de donner aux enfants abandonnés l'abri, les soins hygiéniques et de leur assurer, même dans les limites les plus restreintes, l'éducation et l'enseignement d'un métier.

2° Le gouvernement soviétique s'est trouvé incapable d'empêcher que de nouveaux enfants abandonnés ne viennent grossir les effectifs déjà existants.

Cette impuissance n'est que trop facile à comprendre, quand on remonte aux causes du fléau. Comment le régime bolchévique pourrait-il remédier à un mal dont l'origine se trouve

(1) *Gazette ouvrière*, mai 1928.

précisément dans l'ensemble des conditions économiques et sociales créées par lui ?

LES ORIGINES DU FLÉAU

Les causes du phénomène social que nos étudions ici peuvent se diviser en trois catégories : la grande guerre et la guerre civile ; les conditions économiques engendrées par le régime soviétique et en premier lieu la famine de 1921 ; la dissolution de la famille, conséquence des conceptions et de la législation bolchéviques sur le rôle des parents, sur le mariage et sur la famille.

Les grands mouvements des populations qui quittaient précipitamment les territoires envahis par l'ennemi, ou en étaient évacuées, étaient accompagnés fréquemment de l'abandon des enfants. A cette époque, on trouvait déjà dans les villages, sur les voies ferrées et à l'arrière immédiat du front, de très nombreux enfants orphelins et enfants perdus ou abandonnés par leurs parents, enfants misérables, sans abri et sans nourriture, ignorant souvent leur nom et le lieu de leur naissance. Leur nombre n'a jamais été fixé exactement, mais, d'après Maro, auteur d'un livre sur l'enfance abandonnée, édité, en 1925, à Moscou, il n'a pas dû dépasser 50 000. Et, dès l'origine, furent créées des institutions qui enregistraient, photographiaient ces enfants et prenaient des mesures pour rechercher leurs parents. L'État et la société russes auraient, sans aucun doute possible, rapidement remédié à cette misère de l'enfance, si la Russie n'avait pas été soumise à la dictature bolchévique.

La guerre civile de 1918-1920 fut ensuite un terrain propice pour la formation de nouveaux contingents d'enfants abandonnés. Toute la terre russe se trouva séparée en camps ennemis par de nombreux fronts : front ouralien, front ukrainien, front sibérien, front du nord, front du midi, etc. La population émigrait en masses d'une province dans l'autre. La guerre civile était accompagnée d'épidémies et de la ruine économique et suivie par la terreur impitoyable des bolchéviks ; elle a fait de nombreuses victimes, laissant après elle des enfants orphelins, mi-orphelins ou abandonnés par leurs parents.

Avec la grande famine de 1921 et les famines qui l'ont suivie

en 1922-1924, nous abordons les phénomènes inhérents au seul régime bolchévique sous lequel vit la Russie.

Dans les études que nous avons consacrées ici-même à la grande famine de 1921, et à la nouvelle famine de 1922-1924 (1), nous avons établi que les conditions météorologiques et les phénomènes naturels n'étaient pas les causes principales de ces famines. Elles ont été engendrées par un ensemble de conditions qui doivent être mises exclusivement sur le compte de la ruine économique et de la désorganisation administrative créée par le bolchévisme. Rappelons seulement quelques chiffres : en 1921, le nombre des habitants souffrant de la famine a été, d'après les sources bolchéviques, de 15 à 20 millions; en 1922, de 8 millions; en 1923, de 10 millions; en 1924, de 8 millions; et encore faut-il considérer ces chiffres comme au-dessous de la réalité. On estime que la famine de 1921 a fait de 1 250 000 à 3 millions de victimes et qu'au moins un million d'habitants ont quitté les territoires frappés par la disette. Quel a été le nombre des enfants affamés, on peut en juger par le fait que l'organisation américaine, l'*Ara*, à elle seule, a secouru *4 171 441 enfants*.

Au cours des premières années qui ont suivi 1921, les contingents de *bezprisornie* étaient surtout composés d'enfants abandonnés au cours de la famine. « A cette époque, dit le *Troud* (2), les adultes et les enfants abandonnaient précipitamment leurs foyers et s'enfuyaient n'importe où avec la seule pensée de trouver du pain. Les enfants perdaient leurs parents et les parents leurs enfants. Nombreux étaient les enfants qui quittaient leurs familles pour trouver plus facilement de la nourriture. Ces enfants séparés de leurs parents ont formé la principale partie de la masse des enfants abandonnés. Une partie a été recueillie dans les maisons d'enfants, une autre a envahi les rues des villes ou s'est réfugiée dans des villages lointains. » Nombreux étaient à cette époque les cas d'abandon volontaire des enfants par leurs parents. Ils les laissaient à la porte des asiles d'enfants, ou dans les isbas non chauffées qu'ils quittaient pour aller mendier ou, tout simplement, le long des routes. Ce fut une année terrible, où

(1) Voir dans la *Revue* nos articles : *Cinquième année de la dictature bolchévique*, *Sixième année de la dictature bolchévique*, *La Terre aux paysans*, *La Nouvelle famine*.

(2) Numéro du 23 avril 1927.

la réalité ressemblait à un cauchemar. Le docteur Vassilevsky, dans son *Livre sur la famine* (1922), raconte des cas où les parents, perdant la raison devant la souffrance des enfants, en tuaient un pour nourrir les autres de sa chair : cas d'antropophagie qui n'étaient nullement des cas isolés. Dans la seule république minuscule des Bachkirs, on en a constaté 200 (jusqu'au mois de juillet 1922), sans compter 2000 cas enregistrés de mangeurs de cadavres. Voici des faits précis, que cite le docteur Vassilieff : deux frères de quatorze et de seize ans tuent leur voisin de onze ans, coupent un bras qu'ils font cuire et le mangent; le lendemain, ils préparent un plat composé du foie, du cœur, des poumons. Un garçon de quinze ans tue sa mère et sa sœur de treize ans pour les manger. Deux fillettes de douze et quatorze ans tuent, avec la complicité d'une jeune fille de dix-huit ans, la mère et la sœur de l'une d'elles et encore une fillette. Une bande de trois enfants de treize et quatorze ans attiraient des enfants dans leur isba, les assassinaient et les mangeaient.

Le nombre des enfants abandonnés au cours de la famine a été énorme et la proportion de ceux qui ont été abrités dans des foyers d'enfants a été presque nulle. L'appauvrissement extrême de la population, un chômage tel qu'aucun pays n'en connaît de pareil (le nombre des chômeurs dépasse deux millions), les difficultés financières qui forcent le gouvernement des Soviets à fermer les maisons et les asiles d'enfants, sont autant d'autres causes qui expliquent l'augmentation du nombre des enfants abandonnés. « Une des raisons principales du fléau de l'enfance abandonnée, dit le communiste Bogouslavsky (1), est le chômage des adultes et des mineurs aussi bien dans les villes qu'à la campagne. » « Et c'est la raison, dit le *Troud*, organe officiel des syndicats professionnels, qui fait que la masse principale des enfants abandonnés se compose d'enfants d'ouvriers. »

Le « surpeuplement agraire », la formation de plus en plus intense d'un prolétariat agricole qui quitte en masses les villages pour chercher du travail dans les villes est, enfin, une dernière cause qui multiplie le nombre des enfants abandonnés.

(1) *Krasnaya Nov*, août 1927.

En même temps que le désordre de la vie économique, la dissolution de la vie morale, conséquence directe et inévitable de la mise en pratique des théories soviétiques en matière de pouvoir des parents, de mariage et de famille, a agi dans le sens d'une forte augmentation du nombre des enfants abandonnés.

« Aucune révolution ne sera possible, tant que la famille et l'esprit de famille existeront », dit une résolution du Komintern; et le fameux jurisconsulte soviétique A. Goïkhberg proclame : « La famille doit être remplacée par le parti communiste (1). » Avec un cynisme sans pareil, ces idées sont exposées par la femme de Zinoviev, Lilina, dans son livre : *l'Éducation soviétique et l'Education par le travail.* « Nous devons, déclare-t-elle, soustraire les enfants à l'influence pernicieuse de la famille. Disons le mot, nous devons les nationaliser... L'amour des parents n'est-il pas surtout un amour nuisible aux enfants? La famille est individualiste, égoïste et l'enfant élevé par elle est le plus souvent antisocial et plein d'aspirations égoïstes. » On retrouve les mêmes idées dans l'ouvrage officiel édité en 1927 : *la Situation des enfants au point de vue du droit dans la R. S. F. S. R.* Nous y lisons : « L'idée fondamentale proclamée par la révolution d'octobre est que les maisons d'enfants doivent réaliser l'œuvre de l'éducation communiste de tous les enfants aux frais de l'État. »

Et voici quelles élucubrations sont capables de servir à leurs lecteurs, les pédagogues soviétiques. Le professeur Zalkind écrit dans un recueil, *l'Enfance abandonnée*, édité en 1926 à Moscou : « La famille bourgeoise et petite bourgeoise fait épanouir dans l'enfant des traits maladifs, individualistes, sexuels, fantastiques. La famine, le froid, l'absence de jouets, les camarades et la rue qui attirent l'enfant, l'organisent, créent des liens sociaux, le préservent de l'égocentrisme excessif et des fantaisies maladives ». Quand on admet pareilles théories, il n'y a qu'un pas à faire pour reconnaître les enfants abandonnés comme des individus particulièrement aptes à servir avec profit aux expériences de la pédagogie communiste. Ce pas est

(1) Voir le très intéressant ouvrage de M. Henry Klotz : *la Russie des Soviets. Faits et Documents* (Fournier, Paris, 1928). L'auteur a eu l'ingénieuse idée de décrire le régime bolchévique exclusivement à l'aide de citations puisées dans les documents et ouvrages soviétiques.

en réalité franchi par la communiste Maro-Levitina, qui essaie de prouver que la nature des enfants abandonnés est un terrain particulièrement fertile pour produire des communistes.

Si les pédagogues soviétiques aspirent à extirper de l'âme de l'enfant l'amour pour les parents et à détruire toute autorité paternelle, d'autre part, le législateur soviétique détruit le foyer familial en dissolvant la famille par sa législation sur le mariage et le divorce, et par ses dispositions sur l'avortement.

On sait que, d'après le Code des lois soviétiques sur le mariage, la famille et la tutelle, il n'est même pas nécessaire d'enregistrer le mariage, qui peut être prouvé, au cas de besoin, par le témoignage de cohabitation et que, d'autre part, le divorce, pour lequel le simple désir exprimé par l'un des conjoints est suffisant, ne doit pas être obligatoirement enregistré. Quant aux avortements, ils sont opérés librement dans les hôpitaux et ont, par exemple, atteint à Pétrograd seul, au cours des six premiers mois de 1927, le nombre de 11 732. Au cours du recensement général de la population, en 1926, dans de nombreux cas, les hommes déclaraient qu'ils avaient plusieurs femmes, et les femmes qu'elles avaient plusieurs maris. Inutile de faire remarquer que, sur de pareilles bases, il est impossible de construire un foyer familial et de retenir l'enfant longtemps au sein de la famille. Les conceptions bolchéviques et la législation soviétique sur le mariage et sur la famille créent, par conséquent, les conditions les plus favorables à l'augmentation du nombre des enfants abandonnés. D'ailleurs, les dirigeants soviétiques qui, il n'y a pas longtemps encore, déclaraient que l'enfance abandonnée est l'héritage de la guerre et du régime capitaliste, reconnaissent maintenant que ce fléau est le fruit des conditions nouvelles de la vie instaurées par les Soviets.

C'est ainsi que la veuve de Lénine, Mme Kroupskaya, a écrit encore en 1925 (1) : « Les racines de l'enfance abandonnée ne sont pas seulement dans le passé, mais aussi dans le présent. » Et le commissaire de l'Instruction publique, Lounatcharsky, déclarait à la Conférence des maisons de travail (15-20 novembre 1927) : « Nous avons de nouveaux cadres d'enfants abandonnés créés par les conditions sociales de la vie actuelle. »

(1) *Pravda*, 2 décembre 1925.

AUCUNE LUEUR D'ESPOIR

Tel est ce fléau de l'enfance abandonnée au pays des Soviets. Aucun pays ne l'a connu, même au cours des époques les plus sombres de l'histoire.

En faisant preuve de la plus grande impartialité, en faisant taire les sentiments d'indignation et de révolte, que nous inspirent les épreuves imméritées par lesquelles le bolchévisme fait passer notre grande patrie, nous n'avons eu qu'un seul but : montrer au monde entier, à l'aide d'une documentation exclusivement soviétique, les causes qui ont fait naître le mal, et les conditions qui ont provoqué sa terrible extension. Que le lecteur impartial juge lui-même l'étendue des malheurs que le régime soviétique fait s'abattre sur la Russie !

Nous affirmons que le pouvoir soviétique est responsable de la calamité dont nous venons de tracer le tableau ; qu'il n'a pas le droit de déplacer les responsabilités en prétendant qu'elle est née de conditions indépendantes de sa volonté et n'ayant rien de commun avec le régime par lui instauré.

Nous savons, — et nous l'avons dit, — que les premiers indices du mal se sont manifestés à l'époque où les populations des régions du front, fuyant l'ennemi, quittèrent leurs foyers et se déversèrent en torrents dans le pays, cherchant à l'est des abris contre la mort et la captivité. Mais nous savons aussi que la France, dans ses départements dévastés, la Belgique sur presque tout son territoire, la Serbie, dans sa partie la plus peuplée, la Roumanie, ont connu les mêmes mouvements de population en fuite devant l'envahisseur. Les populations de certains de ces pays, emmenées par l'ennemi en captivité, ont même connu des souffrances plus grandes encore. Partout, aussitôt que se fut dissipé l'orage de la guerre, la population, décimée et ruinée, rentra dans ses foyers, souvent incendiés et détruits, et aucun de ces pays n'a connu ce cauchemar de l'enfance abandonnée et vagabonde, dans lequel se débat actuellement la Russie des Soviets.

Il est le fruit de ce même communisme qui ruina l'économie du pays, désagrégea la famille et détruisit les bases mêmes de la moralité, et qui, se déclarant maître unique de tous les enfants du pays, essaya de les nationaliser, comme il nationa-

lisa la terre, les usines, les fabriques et tous les biens matériels des particuliers.

La vie implacable a prononcé son jugement sur cette expérience monstrueuse, et le fier pouvoir soviétique, qui se place au-dessus de l'idée de Nation, qui ne connaît pas d'obstacles à la réalisation de ses folles théories, qui rejette avec mépris l'idée de la patrie, de sa dignité et de son vrai bonheur, ce pouvoir reste maintenant impuissant et les bras pendants devant le fléau que lui-même a engendré. Il sent cette impuissance, mais il n'a pas l'honnêteté de déclarer : *mea culpa! mea maxima culpa!* et il continue de mentir, en essayant de travestir la vérité avec la complicité de sa statistique.

Des « maisons d'enfants » modèles sont exhibées à quelques voyageurs étrangers triés sur le volet et les autorités soviétiques affirment que les « enfants d'État », arrachés aux bras égoïstes des parents, reçoivent une saine éducation par le travail. Ainsi se formerait une jeunesse communiste s'avançant d'un pas assuré pour remplacer les coryphées de l'époque héroïque du communisme militant et pour conquérir le monde.

Mais à ces vantardises, la vie répond à sa manière et nous montre une tout autre réalité, que malheureusement ne voient pas les naïfs explorateurs étrangers du paradis soviétique. Elle nous montre des centaines de milliers d'enfants s'abritant dans des taudis, dans des chaudières, dans des terrains vagues, dans des wagons détruits, se moquant des décrets soviétiques et échappant à ses agents de surveillance, mourant comme des mouches les jours de froid et déjà remplacés par une nuée d'autres petits êtres misérables, loqueteux, corrompus dès l'enfance la plus tendre par les vices et les maladies, formant dans le pays un véritable foyer de contagion et constituant un danger effroyable pour l'avenir de la Russie.

On voudrait amener cette redoutable danse macabre devant le tribunal de l'humanité pour qu'elle frémisse, secouée d'horreur et de compassion.

Vainement formerait-on l'espoir que le mal puisse guérir sous le régime qui étouffe actuellement la Russie. Ce mal est le fruit du régime soviétique, il est entretenu par toute l'ambiance de ce régime. Tant que ses causes subsisteront, il est illusoire de le combattre. Le mal est né de la ruine et de l'appau-

vrissement du peuple, de l'abolition de toute initiative privée, d'une dictature qui, en matière de morale, de famille, de liberté, a pour base les principes contraires aux conceptions de tous les pays civilisés.

Pour combattre le mal, il faut attaquer la source. Tant qu'existera le pouvoir soviétique et le régime qu'il a créé, tout progrès dans la lutte contre le fléau de l'enfance abandonnée ne pourra être que superficiel et ne donnera que des résultats temporaires : à la place des phénomènes disparus, de nouveaux phénomènes de même nature se produiront sous l'influence des mêmes causes. C'est comme si l'on voulait assainir une eau sans assainir la source contaminée d'où elle jaillit.

Dans ce domaine de la dissolution morale, plus encore que dans le domaine de la ruine économique, le monde, tant que n'est pas assainie la source, restera spectateur impuissant de ce cataclysme terrible : un pays, grand, puissant, doté par la nature de richesses énormes, pays en progrès continuel et qui avait donné au monde toute une civilisation, transformé en l'espace de dix ans en un vrai enfer, au fond duquel on aperçoit le « cercle » horrible des enfants abandonnés et vagabonds.

COMTE W.-N. KOKOVTZOFF.

DERNIÈRES CONVERSATIONS DE SAINTE-HÉLÈNE

L'EMPEREUR COMMENTE SON TESTAMENT

Le drame qui se déroulait à Sainte-Hélène depuis cinq ans et demi touchait au dénouement : l'Empereur agonisait. On était au mois d'avril 1821 et il devait mourir le 5 mai suivant.

Pendant les dernières semaines qui ont précédé sa mort, la lucidité de son esprit fut parfaite. « Toute sa force, disait Montholon, semble être passée de son corps dans sa tête. » « Jusqu'à la veille de sa fin, a écrit Frédéric Masson, Napoléon fut assurément en pleine possession de ses facultés. » Avant de s'éteindre, la flamme jetait un dernier éclat.

Rien ne le prouve mieux que la clarté de son testament et la précision des recommandations qu'il adressa à quelques membres de son entourage.

Un mot d'abord sur cet entourage.

Des compagnons du début, restaient deux amis seulement : le comte de Montholon et le général Bertrand, grand-maréchal du palais. Ce dernier avait avec lui sa femme et leurs quatre enfants, dont un était né pendant la captivité. Mme de Montholon avait bien accompagné son mari, mais elle était retournée en Europe en 1819. Partis aussi deux compagnons de la première heure, Las Cases et Gourgaud.

Copyright by Ernest d'Hauterive, 1928.

De fidèles serviteurs, venus avec l'Empereur, étaient restés

Au premier rang, Marchand et Saint-Denis, dit Ali, qui, lors de l'abdication à Fontainebleau, en 1814, avaient pris respectivement les places du premier valet de chambre Constant et du mameluk Roustam, en fuite l'un et l'autre après la chute de leur maître. A côté de ces deux hommes, d'un dévouement absolu, se trouvaient encore des serviteurs du début, sincèrement dévoués, eux aussi : le maître d'hôtel Pierron, le chasseur Noverraz, le valet de pied Achille Archambault.

Si quelques-uns étaient partis, d'autres étaient venus d'Europe. Le 20 septembre 1819, trois Corses avaient débarqué, singulier assemblage envoyé par le cardinal Fesch : le docteur Antommarchi, ignorant, vaniteux, mal élevé, qui devait causer à l'Empereur plus de soucis qu'il ne lui apporterait de soulagement; un vieux prêtre cacochyme, à moitié imbécile, l'abbé Buonavita, brave homme si l'on veut, mais incapable, qui repartira d'ailleurs avant la fin; un autre prêtre encore, l'abbé Vignali, qui restera jusqu'au bout.

Quelques domestiques, peu nombreux, avaient aussi rejoint : le cuisinier Chandellier, le chef d'office Coursot.

Ajoutons que, dans les derniers temps, l'Empereur avait fini par accepter les soins du médecin anglais Arnott, chirurgien d'un régiment.

C'est au milieu de ce petit monde que l'Empereur luttait contre la mort dont il sentait la menace très prochaine. En vain, essayait-on de le tromper sur son état. Il y voyait plus clair que les autres et alors que les médecins hésitaient encore sur la nature de la maladie qui l'emportait, il en donnait lui-même un diagnostic dont l'autopsie devait démontrer la vérité.

Le 10 avril, il commença à parler à Montholon de ses dispositions testamentaires. Le 12 et les jours suivants, il lui dicta d'abord ses dernières volontés puis les écrivit lui-même. Le 15 avril, il signait son testament et les jours suivants il établissait différents codicilles, au nombre de six, qu'il datait du 16 et du 24 avril. Par le premier de ces codicilles, il donnait soi-disant à Bertrand, Montholon et Marchand tout ce qu'il possédait à Sainte-Hélène. Dans le second, écrit le même jour, il expliquait que cette donation était de pure forme et avait simplement pour but d'empêcher les Anglais de mettre la main sur ses biens, dont il disposait autrement.

Pour prévoir également le cas où son testament serait intercepté par les Anglais ou détruit, il en fit établir une copie, ainsi que des codicilles, signa chaque partie, en forma un paquet qu'il cacheta, et qu'il remit lui-même à l'abbé Vignali, sous le sceau de la confession (1). Un autre testament existait déjà, qu'il avait rédigé antérieurement et confié au général Bertrand : il donna l'ordre de le lui remettre, le relut, le déchira, le brûla.

En même temps, il dictait à Marchand des instructions pour ses trois exécuteurs testamentaires, Montholon, Bertrand et Marchand, et les signait le 26 avril. Le 25, il avait signé une lettre pour le banquier Laffitte, une autre pour le baron de La Bouillerie, ancien trésorier du domaine privé.

Jusqu'ici, c'est tout ce qu'on a su des dispositions prises par l'Empereur avant de mourir. Les historiens qui, soit alors, soit depuis, ont traité cette question, les témoins mêmes des dernières heures, à l'exception d'un seul, tous semblent avoir ignoré l'existence d'un autre document, fort important cependant, qui complète et explique les précédents.

Le 22, 24, 25 et 26 avril, le malade fit venir auprès de son lit le grand-maréchal Bertrand et causa longuement avec lui ou plutôt devant lui, après lui avoir recommandé de prendre par écrit tout ce qu'il dirait. En présence de ce fidèle, il se mit à parler à bâtons rompus, librement, ne cherchant ni ses pensées ni ses expressions. Sans avoir sous les yeux aucun des textes déjà signés par lui, il énuméra différentes clauses de son testament, en répéta une partie sans varier, à quelques rares exceptions près (2), expliqua pour quelques-uns les raisons de ses legs. Puis, passant à des sujets qu'il n'avait pas voulu ni pu aborder dans un acte officiel, tel qu'était son testament, ou sur lesquels il n'avait donné que des indications sommaires, il ajouta des recommandations très importantes sur les devoirs des différents membres de sa famille. Il envisagea même le sort

(1) Le premier testament est déposé aux Archives nationales, dans l'armoire de fer. Le second, signé par l'Empereur, se trouve, avec la bande qui l'entourait et sur laquelle il avait mis le nom de l'abbé Vignali, dans les archives du prince Napoléon, à Prangins.

(2) Ainsi, il dit à Bertrand qu'il lui laissait un million et pareille somme à Montholon : en réalité, il légua 950 000 francs au premier et 2 250 000 francs au second. De même, il légua 115 000 francs à Vignali et non pas 150 000, et 50 000 à Corbineau au lieu de 100 000.

de deux enfants dont il n'avait pas cru devoir parler jusque-là aussi explicitement.

Le général Bertrand notait avec soin tout ce qu'il entendait. Il était habitué, du reste, ainsi que l'avaient été les autres compagnons de la captivité, à cet exercice. Depuis qu'il avait quitté la France, à partir du moment où l'exil avait commencé, sur le *Northumberland*, puis à Sainte-Hélène, l'Empereur avait adopté cette méthode de travail : il parlait devant celui qui devait tenir la plume, s'échauffant à mesure, allant si vite que ce n'était plus une dictée proprement dite et qu'il fallait saisir au vol sa pensée, la traduire par une sorte de sténographie que chacun formait à son propre usage. N'était-ce pas ainsi, d'ailleurs, que jadis il avait dicté ses lettres à ses secrétaires auxquels un entraînement spécial avait seul permis de reproduire fidèlement la pensée du maître ?

Ce sont ces conversations, précieusement conservées par le grand-maréchal Bertrand, que nous présentons aujourd'hui au public : elles constituent à la fois le commentaire du testament, les conseils donnés à ses exécuteurs testamentaires et à différentes personnes, les dernières instructions pour la famille impériale, l'expression enfin de son ultime volonté. Il est donc inutile d'insister sur l'intérêt qu'elles comportent pour l'Histoire.

Le grand-maréchal Bertrand n'avait pas cru devoir les rendre publiques. Après la mort de son fils, le général Henri Bertrand, la veuve de ce dernier les remit, avec d'autres papiers, en 1881, au prince Napoléon, qui les classa dans ses archives de Prangins. La bienveillance du prince Louis Napoléon nous a permis d'en prendre connaissance et de les publier

ERNEST D'HAUTERIVE.

CONVERSATIONS DE L'EMPEREUR

avec le Grand-Maréchal

22-26 avril 1821

Le 22 avril, dimanche, de six à huit heures du soir, dans la chambre à la pendule, auprès de son lit.

TESTAMENT. — L'Empereur a dit au grand-maréchal qu'il avait fait trois testaments :

le premier, qui ne devait être ouvert qu'à Paris, qu'on devait dire qu'il avait été porté par Buonavita (1) en Europe, afin de le soustraire aux recherches des Anglais;

le deuxième était un codicille, qui devait être ouvert ici et montré aux Anglais, par lequel l'Empereur disposait de tout ce qu'il avait ici, afin qu'ils ne pussent s'en emparer;

le troisième était destiné pour l'Impératrice;

que Marchand était chargé de remettre ces testaments dans le temps et de la manière que l'Empereur lui avait indiqués.

RELIGION. — Que, dans son testament, il déclarait mourir dans la religion catholique où il était né;

qu'il désirait qu'avant sa mort l'abbé Vignali lui donnât la communion, l'extrême-onction et tout ce qui était d'usage en pareil cas;

qu'il lui avait demandé s'il savait bien ce qu'il y avait à faire.

SÉPULTURE. — Qu'il désirait qu'Antommarchi seul ouvrît son corps, ou de concert avec le docteur Arnott, qui l'avait soigné;

qu'on enverrait probablement le docteur Short (2) pour être présent;

de veiller à ce qu'on n'insérât pas de bêtises dans le procès-verbal;

qu'il demandait et qu'il nous chargeait de réclamer qu'il

(1) L'abbé Buonavita avait vu l'Empereur pour la dernière fois le 17 mars 1821, avant de s'embarquer. Aucun écrit ne lui fut confié. Il n'avait reçu que des instructions verbales.

(2) Les docteurs Arnott et Short étaient des médecins anglais. Le premier seul soigna l'Empereur pendant quelque temps.

fût enterré sur les bords de la Seine, ce pays qu'il avait tant aimé;

que, par rives de la Seine, il entendait un point quelconque de la France;

qu'il pensait que les Bourbons n'y verraient point d'inconvénients;

que ce qu'il préférait, c'était d'être enterré au cimetière Lachaise;

qu'on pourrait le placer entre Masséna et Lefebvre et qu'on lui élevât au milieu un petit monument, une colonne;

qu'il préférait cela à être enterré à Saint-Denis, au milieu des Bourbons;

que si les Bourbons voulaient s'honorer, ils le placeraient à Saint-Denis, mais qu'ils n'auraient pas cet esprit-là;

ou bien qu'on le plaçât dans une île formée par le Rhône et la Saône près de Lyon;

qu'enfin on le déposât à Ajaccio, en Corse, que c'était encore la France;

qu'alors on le mît dans la cathédrale, où étaient ses ancêtres, où il avait fait inhumer son oncle Lucien;

qu'il ne pensait pas qu'on laissât son corps à Sainte-Hélène, qu'il croyait avoir vu que ce cas était prévu;

mais que si cela avait lieu, il désirait qu'on l'enterrât non à Plantation-House, mais auprès de la fontaine qui lui avait fourni de l'eau pendant son séjour ici (1).

Que Louis avait fait enlever le corps de son père de Montpellier;

qu'après l'avoir fait transporter à [Saint]-Leu, il avait vendu cette terre, qu'il n'eût jamais dû le faire, parce que les cendres de son père s'y trouvaient;

que les sœurs de la Charité avaient été obligées de venir les recevoir;

qu'il eût mieux fait de les laisser à Montpellier, où il avait été enterré avec honneur.

Faits constatés. — Qu'il avait constaté dans son testament quelques faits et quelques principes de son gou-

(1) Il s'agit de la fontaine Torbet, à côté du cottage habité au début par les Bertrand. Chaque jour on venait y chercher l'eau que buvait l'Empereur. Déjà, à plusieurs reprises, il avait désigné cet endroit comme devant être le lieu de sa sépulture, si son corps restait à Sainte-Hélène. Il y fut effectivement déposé et y resta jusqu'au moment de la translation en France.

vernement, par exemple le jugement du duc d'Enghien;

qu'il l'avait fait périr, non par les raisons politiques que lui avait prêtées le *Manuscrit de Sainte-Hélène*, manuscrit qu'il désavouait, mais parce qu'il y avait à Paris une conspiration de soixante assassins envoyés par les Bourbons;

qu'il l'avait fait saisir par un sentiment de justice et de dignité nationale; qu'il en avait le droit;

et qu'aujourd'hui, sur le bord de la tombe, il ne s'en repentait point et qu'il le ferait encore.

OLIGARCHIE ANGLAISE. — Qu'il mourait assassiné par l'oligarchie anglaise et son sicaire;

qu'il espérait que le peuple anglais vengerait bientôt sa mort;

qu'il avait été tué d'abord par le climat, ensuite à coups d'épingles, enfin par défaut d'exercice;

qu'on n'avait retiré les sentinelles et qu'on ne lui avait permis de prendre l'air que quand il n'était plus en état de sortir;

que sans doute l'oligarchie répondrait, qu'elle publierait des pièces;

qu'il demandait que nous répondissions;

que nous avions à dire d'abord qu'il y avait deux correspondances, une ostensible, l'autre secrète;

qu'ensuite, il y avait les insinuations.

EXÉCUTEURS TESTAMENTAIRES. — Qu'il avait nommé ses exécuteurs testamentaires le grand-maréchal, le général Montholon et Marchand;

qu'il devait cela à l'attachement que Montholon lui avait montré depuis six ans;

que Montholon ne lui devait rien et qu'il avait perdu 300000 francs de sa fortune par son séjour ici;

qu'il espérait que le grand-maréchal se serrerait à Montholon;

qu'il voulait élever Marchand;

qu'il pensait que tous les souverains y étaient intéressés;

qu'il le traitait grandement;

qu'il le mettait en état d'avoir plus de domestiques qu'il n'en avait lui-même;

que Marchand avait déjà une terre en Bourgogne;

qu'il ne devait pas dissiper ce qu'il lui donnait, mais établir une fortune solide;

que sa grande fortune lui donnerait de la considération;

qu'il espérait que le Roi un jour le ferait baron;

que Gourville (1) était un exemple que des serviteurs fidèles pouvaient figurer dans les premiers rangs de la société;

que cependant La Rochefoucauld n'avait été qu'un particulier;

qu'il espérait que nous le protégerions, que nous l'aiderions de nos conseils.

Son fils. — Qu'il chargeait le grand-maréchal de remettre ses armes à son fils, lorsqu'il aurait seize ans;

qu'il ne pouvait lui laisser rien de plus précieux;

qu'il fallait les garder, jusqu'à ce qu'il eût atteint l'âge de seize ans, qu'autrement, ce serait les donner à l'Autriche;

que le poignard avait été pris à Malte, qu'il avait été donné par le Pape au grand maître Valette, après la défense de Malte;

qu'il fallait bien soigner ses armes et surtout les pistolets, de crainte que la rouille ne s'y mît;

qu'il regrettait de n'avoir plus sa carabine, qu'il avait donnée au roi de Wurtemberg, qu'il n'en avait pas fait faire d'autre;

que Caulaincourt doit avoir le beau sabre où se trouve son portrait, qu'il serait bien aise qu'il l'offrît à son fils;

qu'il désirait que son fils ne portât jamais les armes contre la France;

qu'il avait chargé Marchand de lui remettre son argenterie;

de lui remettre ses plaques, effets à son usage, ses nécessaires, un de chaque espèce de ses habillements, une douzaine de chemises et de chaque espèce de linge à son usage;

qu'il avait chargé Ali (2) de lui porter quatre cents volumes, de ceux qui étaient le plus à son usage;

Noverraz de lui porter ses fusils de chasse; le maître d'hôtel sa porcelaine;

l'officier (3) les petits tableaux qui étaient sur la cheminée;

(1) Gourville (1625-1703) débuta comme valet de chambre de l'abbé de La Rochefoucauld, s'éleva peu à peu, devint receveur des tailles et amassa une fortune considérable.

(2) Saint-Denis, dit Ali, était spécialement chargé de tenir la petite bibliothèque de l'Empereur à Sainte-Hélène.

(3) Pierron était maître d'hôtel et Coursot chef d'office ou officier.

qu'il avait réparti ses divers objets entre diverses personnes pour donner des gages de sa satisfaction à ceux qui l'avaient bien servi ;

et aussi pour qu'en cas de mort ou d'événement survenu, tout ne fût pas perdu.

Que Turenne (1) devait avoir ses grands costumes, son collier de l'ordre, qu'il devait les porter à son fils ;

que ces souvenirs lui seront précieux ;

qu'il léguait un million au grand-maréchal :

qu'il traitait de même Montholon.

DOMESTIQUES. — Qu'il avait voulu mettre ses domestiques en état de ne plus servir personne ;

qu'il laissait 150 000 francs à Ali, 150 000 à Noverraz, qu'il en avait déjà 50, que cela lui ferait 200 000 francs ; qu'il irait sans doute s'établir dans le pays de Vaud ; qu'il serait un des habitants les plus riches ;

qu'Ali ferait bien de s'établir dans le voisinage et sous la protection de Marchand, que peut-être il faudrait le placer auprès du Roi de Rome ;

qu'il laissait 150 000 francs à Pierron, plus de 50 000 à Archambault ;

qu'il traitait bien l'officier et les cuisiniers.

VIGNALI. — Qu'il laissait 150 000 francs à Vignali ; qu'il s'était fait estimer, qu'il avait travaillé à s'instruire, qu'il avait donné des leçons aux enfants du grand-maréchal, qu'enfin il avait été prêt à tout faire ;

qu'il n'y avait que ce pauvre docteur (2) à qui il ne laissait rien ;

qu'il avait voulu lui laisser 200 000 francs, mais qu'il ne l'avait pas fait, moins parce qu'il ne croyait pas à son habileté, que parce qu'il ne lui avait pas montré d'attachement et qu'il ne lui avait pas donné tous les soins qu'il avait droit d'en attendre ;

mais qu'il était encore à temps d'avoir sa part à ses bienfaits, qu'il pouvait faire un codicille.

(1) A la fin de l'Empire, le comte de Turenne était maître de la garde-robe.
(2) Docteur Antommarchi.

LEGS. — Qu'il léguait 100 000 francs à Bignon pour faire l'histoire de la diplomatie de son règne;

qu'il léguait 100000 francs à Marbot pour combattre les historiens militaires antinationaux ; qu'il désirait qu'on lui remît ses notes sur l'ouvrage de Rogniat (1);

qu'il laissait 100 000 à Clausel et Lefebvre-Desnouettes, quoiqu'il les crût au-dessus de cela ;

qu'il n'oubliait aucun des proscrits;

qu'il léguait à Réal et aux autres ;

qu'il léguait aussi à Drouot et Cambronne;

qu'il léguait 100 000 à Emery;

qu'il laissait 100 000 à Corbineau ; à la veuve et aux enfants de Letort ;

que ses autres aides de camp étaient Ribes, Rapp, Lemarrois, Lobau, Durosnel ; que Dejean ne l'était pas;

qu'il avait légué à beaucoup de monde, qu'il laissait à tous les proscrits, qu'il croyait n'avoir oublié personne;

qu'il laissait aux veuves du maréchal Duroc et du duc d'Istrie, qu'il désirait que le duc d'Istrie se mariât avec la duchesse de Frioul, que ce n'était au reste qu'une indication subordonnée aux goûts et aux autres convenances ;

qu'il laissait 100 000 francs à Larrey, en le déclarant le plus vertueux de tous les hommes ;

qu'il ne léguait rien à Denon, parce qu'il le croyait riche ;

qu'il avait laissé 100 000 à Arnault ;

100 000 francs à Poggi ;

qu'il traitait bien Lavalette ;

qu'il avait enrichi sa nourrice et ses enfants ;

qu'il traitait bien Las Cases, qu'il l'avait nommé trésorier de la commission (2), en cas de mort, son fils et à leur défaut Drouot ; qu'il établirait sur tous ses legs un droit de 3 pour cent pour parer aux frais divers de bureau, voyages, etc.

PRINCE EUGÈNE. — Qu'il réclamait du prince Eugène deux millions sur ses propriétés du royaume d'Italie, qu'il faisait des dispositions particulières pour cette somme ;

(1) *Considérations sur l'art de la guerre*, par le baron Rogniat, Paris, 1816. Ces notes se trouvent dans le tome 31 de la *Correspondance de Napoléon Ier*.

(2) Commission chargée de liquider sa succession et composée de ses trois exécuteurs testamentaires, Bertrand, Montholon et Marchand.

qu'il avait dans le royaume d'Italie pour un million de vaisselle, un mobilier considérable, une écurie nombreuse ;

que pendant huit mois Venise avait été encombrée de tout ce qui lui appartenait ;

qu'il espérait qu'Eugène ne se ferait pas tirer l'oreille ;

qu'il avait laissé dans les caves de la Malmaison deux millions dont il n'avait jamais disposé formellement ;

qu'au besoin il désirait qu'il prît ces deux millions sur les quarante qu'il lui avait donnés et qu'il en faisait une disposition particulière.

IMPÉRATRICE. — Qu'il réclamait de l'Impératrice deux millions dont il disposait ; qu'il lui avait fait remettre ces deux millions à Orléans ;

qu'il commençait son codicille à l'Impératrice par lui demander de faire rendre au grand-maréchal les 20 000 livres de rente qu'il lui avait donnés à Parme, les 10 000 livres qu'il avait sur le Mont Napoléon de Milan, enfin ce qu'il avait en Illyrie.

LAFFITTE (1). — Que la totalité de ses legs s'élevait à la somme de 6 100 000 francs ; qu'elle se composait du capital primitif de 5 300 000 francs et des intérêts à 5 p. 100 ;

qu'il avait déchiré le second reçu de Laffitte ;

qu'il demandait que Laffitte payât les intérêts à 5 pour cent et non à 4 pour cent ;

qu'il fallait exiger les intérêts à 5 pour 100 ;

qu'il fallait être fort raide dans son compte ;

qu'il ne lui allouait dans ses comptes que, savoir :

les 100 000 de Las Cases ;

les 12 000 francs par mois ;

les 20 000 francs de Lallemand ;

les 3 000 francs de Gillis ;

les 72 000 francs de Balcombe ;

peut-être les 100 000 d'O' Méara, s'il les avait payés et (je pense les 24 000 de Stokoë (2)) ;

(1) Dans ces conversations, aussi bien que dans son testament et dans sa lettre du 25 avril 1821 à Laffitte, l'Empereur commet une erreur. Ce fut trois millions et non pas six, que, le 28 juin 1815, sur son ordre, on transporta des Tuileries chez le banquier.

(2) Stokoë : médecin anglais qui, en 1819, avait donné quelques soins à l'Empereur.

que s'il avait payé pour le jugement de Lavalette, c'était au prince Eugène à en tenir compte, qu'il était assez riche pour cela ;

que l'affaire de Laffitte était la première chose à faire et qu'il n'en fallait entamer aucune autre que celle-ci ne fût terminée.

Le grand-maréchal a observé qu'il n'avait rien en Illyrie, que ses dotations étaient en Pologne, Hanovre et Westphalie.

L'Empereur charge le grand-maréchal d'annoncer officiellement sa mort à l'Impératrice ;

il présume qu'on la remariera avec un archiduc.

DOMAINE PRIVÉ (1). — L'Empereur a ajouté qu'il avait droit à son domaine privé, qui était le produit des économies de sa liste civile, que le grand-maréchal savait être de 12 à 15 millions par an ;

que cela avait formé 200 millions, qu'il en avait disposé moitié pour sa garde et l'armée, moitié pour les villes et départements qui avaient souffert de l'invasion des étrangers ;

que La Bouillerie devait être mis en cause ;

que c'était lui qui était comptable ;

qu'on pourrait consulter Cambacérès, s'il était à Paris, et autres personnes versées dans les lois ;

que cette affaire devait être traitée la dernière ; que jusqu'à ce que les autres fussent terminées, il fallait la tenir secrète.

Qu'il avait fait un testament très populaire ;

qu'il laissait une grande latitude à ses exécuteurs testamentaires et une belle tâche à remplir ;

qu'il paraissait que le patriarche de Venise lui avait légué sa fortune, qu'il fallait savoir ce que c'était ;

qu'il y avait eu aussi du vif argent caché à Venise (2), qu'il fallait s'informer de ce que cela était devenu.

SA FAMILLE. — Qu'il désirait que le grand-maréchal se rendît auprès de sa mère, et le priait de lui dire : qu'elle ne pouvait mieux employer sa fortune qu'à doter ses petites-filles en les mariant dans des familles romaines ;

(1) Voir le paragraphe III du testament et les instructions pour les exécuteurs testamentaires.

(2) L'Empereur estimait en avoir eu pour cinq millions.

que sa famille devait s'emparer de Rome, s'allier à toutes les familles princières, c'est-à-dire à celles qui avaient eu des papes;

que l'alliance avec les Hercolani et les Gabrielli était bien entendue; qu'il avait fort désapprouvé le mariage avec le Suédois (1);

que ses nièces pouvaient laver les pieds du Pape, mais non ceux de la reine de Suède, ni de tout autre;

qu'ils devaient s'allier aux Colonna, aux Orsini et aux autres familles; qu'ils pouvaient aussi se marier entre eux;

qu'ils ne devaient point se marier en France, à moins qu'il n'y eût un changement de gouvernement;

que ce qu'il disait s'appliquait à tous ses neveux et nièces, de le faire connaître à la reine Caroline et au roi Joseph;

que sa famille aurait probablement des papes, dans tous les cas elle exercerait une grande influence partout, même en France;

qu'enfin Rome était la Ville Éternelle;

que la Suisse n'était qu'une petite oligarchie.

SES ENFANTS NATURELS. — Qu'il avait deux enfants naturels, l'un qu'il reconnaissait, le fils de Mme Walewska;

qu'il devait avoir 200 000 livres de rente, mais que, comme Mme Walewska avait un autre fils qu'elle aura voulu avantager, et probablement quelques-uns aussi d'Ornano (2), il présume que son fils n'aura peut-être que 100000 francs;

qu'il fallait veiller à ses intérêts, même contre Ornano, qu'il le lui recommandait;

qu'il faudrait lui procurer une place dans un régiment français de lanciers et veiller sur lui;

qu'il espérait qu'il ne porterait jamais les armes contre la France et qu'il devait se faire Français.

Que le second s'appelait Léon, qu'il avait pour tuteur le beau-père de Meneval;

que comme Murat lui avait amené la mère (3), il avait

(1) Les deux filles issues du premier mariage de Lucien avaient épousé l'une le prince Gabrielli, l'autre le Suédois Arved Poss.

(2) Mme Walewska avait épousé d'Ornano en secondes noces.

(3) Eléonore Denuelle de La Plaigne avait épousé Revel, officier démissionnaire qui fut compromis dans des affaires d'argent et condamné pour escroqueries. Elle divorça. En 1806, elle eut un fils de l'Empereur, le jeune Léon, dont la vie devait

pensé d'abord que l'enfant était de Murat, mais que l'enfant ayant été présenté, il l'avait trouvé si ressemblant que la reine Hortense, à qui il le fit voir, le trouva aussi tellement ressemblant à l'Empereur qu'il l'avait reconnu pour son fils;

qu'il lui avait donné 150 000 francs sur les canaux comme à Mme Béchaud;

qu'il avait chargé le tuteur de placer successivement les intérêts sur le grand livre;

qu'il devait avoir environ 30 000 livres de rente sur le grand livre;

qu'il faudrait lui acheter une petite terre, dans son voisinage, si cela se trouvait en Berry, qu'il pourrait en prendre le nom;

qu'il le lui recommandait, qu'il veillât sur son sort;

qu'il le fît placer dans un régiment.

Grand-maréchal. — Qu'en donnant au grand-maréchal un million, il doublait sa fortune; qu'il aurait ainsi 100 000 livres de rente;

qu'en y joignant une pension de 20 000, qu'on ne pouvait lui refuser comme grand officier, les 30 000 francs de rente que l'Impératrice lui ferait rendre, il aurait 150 000 francs de rente;

que la première chose qu'il eût à faire était de faire annuler son jugement (1). Il demanda au grand-maréchal s'il croyait qu'il fût obligé de se présenter pour purger sa contumace, si Clausel avait été réellement condamné;

qu'il devait passer d'abord quelque temps à Paris, pour terminer les affaires de son testament;

qu'il devait ensuite rester un an tranquille, dans son département, ensuite se faire nommer député, que c'était le moyen d'arriver à la Chambre des pairs, si toutefois il n'y arrivait pas de suite;

qu'il ne devrait point abandonner le Berry;

qu'il fallait acheter des fermes et des propriétés à 10 lieues de Châteauroux, et une belle terre à 5 ou 6 lieues, si cela se pouvait;

être un véritable roman. Elle se remaria et épousa un Bavarois, le comte de Luxbourg.

(1) Le 7 mai 1816, un conseil de guerre avait condamné le général Bertrand à mort, par contumace. Le général Clausel fut également condamné à mort par contumace, au mois de septembre de la même année.

qu'il ne fallait pas bâtir;

qu'il ne fallait pas vivre à Paris, y avoir seulement une petite maison, comme il en avait eu une lui-même rue de la Victoire;

qu'il fallait seulement y passer quelques mois d'hiver et n'y point représenter;

qu'il fallait faire comme les Anglais, qui vivent simplement dans la capitale et réservent leur luxe pour leur séjour dans leurs terres;

qu'il ne faisait aucun cas d'un homme qui avait 80 mille livres de rente à Paris, qu'il y en avait un grand nombre, qu'il ne s'en occupait pas;

mais qu'il avait considéré celui qui avait 60000 francs de rente en province, que c'était un homme important, un chef de province; que s'il pouvait un jour marier sa fille à un des fils de Lucien, il le verrait avec plaisir, ou au fils de Mme Walewska, que les Walewski étaient des princes de Pologne, que le jeune Walewski n'était pas bâtard, que c'était une affaire de chronique, comme il y en a dans toutes les familles;

qu'il était, il est vrai, de son sang, et que c'était aussi quelque chose; qu'il aurait 120000 livres de rente, mais n'en eût-il que 60, c'était une belle fortune; qu'il voulait dire seulement qu'il fallait avoir cela en vue.

Lady Holland (1). — Qu'il laissait à lady Holland la tabatière où était le satyre, qu'elle lui avait été donnée par le Pape, lors du traité de Tolentino;

que peut-être il se trompait, mais qu'il était dans cette opinion;

que c'était la seule femme dont il parlait dans son testament, sa mère et ses sœurs exceptées.

Arrighi. — Qu'Arrighi devait avoir son domicile en Corse et y aller;

qu'il fallait le lui dire;

qu'il devait se faire nommer député pour arriver à la Chambre des pairs;

qu'il devait aller en Corse tous les trois ans.

(1) Sans connaître personnellement l'Empereur, lady Holland avait profité de la haute situation dont elle jouissait en Angleterre pour faire parvenir à Sainte-Hélène de nombreux colis renfermant ce qu'elle supposait devoir être agréable à l'exilé et même à ses compagnons.

AJACCIO. — En disant au grand-maréchal qu'il devait s'établir solidement en Berry, l'Empereur a ajouté :

qu'il eût dû peut-être bâtir un palais à Ajaccio, mais qu'il n'entrait pas dans sa politique de rappeler qu'il était né en Corse;

que c'était au contraire ce que ses ennemis tâchaient de mettre en avant;

que néanmoins peut-être il eût dû le faire ;

s'il fût né en Berry, que certainement il y eût fait bâtir un beau palais.

Que Joseph devait avoir sa correspondance avec les souverains, qu'il fallait la faire imprimer, soit en France, soit en Amérique, s'il l'avait avec lui.

LIBELLES. — Que n'ayant pas eu l'ouvrage de Mme de Staël (1), il n'avait pu y répondre, mais qu'on devait trouver dans sa correspondance quatre ou cinq lettres qu'elle lui avait écrites en Italie, qui prouvaient ses sentiments; qu'il présumait que ces lettres étaient dans ses livres rouges, mais que les éditeurs de la correspondance les avaient supprimées par égard pour Mme de Staël ; qu'il fallait les faire imprimer;

qu'il avait démenti les pièces publiées par Louis (2);

que, dans la position où était l'Empereur, c'était aussi indigne que maladroit à Louis de l'attaquer, qu'il en serait vengé par ses enfants ;

qu'il priait le grand-maréchal de lui dire que lui ne l'eût pas fait;

qu'il ne lui avait point offert le trône d'Espagne, mais qu'il croyait lui avoir offert le trône de Naples;

que c'était sans doute une couronne assez belle ;

qu'il démentait également les lettres que Carnot prétend lui avoir écrites ;

qu'il [Carnot] n'a jamais refusé d'être comte ; qu'au contraire il l'avait beaucoup désiré et accepté avec reconnaissance ;

qu'il désirait des places et de la fortune, qu'il lui avait toujours parlé avec respect et ménagement ;

que la famille de Carnot le poussait pour qu'il se mît en avant ;

(1) *Considérations sur la Révolution française* (1818).

(2) *Documents historiques et réflexions sur le gouvernement de la Hollande* (1820).

qu'au reste il s'était bien conduit jusqu'au moment du gouvernement provisoire.

LA FAYETTE. — Qu'il n'avait jamais offert de place de sénateur à La Fayette ; que bien loin de la refuser, il la désirait beaucoup et courtisait beaucoup Joseph ;

que personne ne lui a jamais refusé de places de sénateur ni autres, excepté cet original de Ducis, par motif de religion comme Arnault l'a expliqué ; que l'Empereur, lors du Consulat, a eu une ou deux entrevues avec La Fayette ;

qu'il lui a donné alors une idée pitoyable de ses opinions politiques;

qu'au reste, ils ne pouvaient pas s'entendre ; que La Fayette avait déserté au camp prussien, au lieu que lui, Empereur, avait toujours été républicain ;

qu'il avait alors peu de fortune, qu'il réclamait des propriétés à Cayenne et voulait des choses que l'Empereur ne pouvait pas accorder, parce qu'elles étaient contraires aux lois;

qu'il ne lui a point écrit la lettre prétendue lors du Consulat à vie ;

qu'il voulait alors pousser son fils et qu'il ménageait beaucoup l'Empereur;

qu'il peut avoir voté comme il le prétend, mais que l'Empereur n'en a pas eu connaissance ;

qu'il est vrai que Carnot avait écrit pour sa mise en liberté, mais que c'était avant le 18 fructidor ;

que c'était sur la demande de l'Empereur et par sa seule influence que La Fayette avait été mis en liberté ;

que sa femme était venue le trouver en Italie ;

qu'il n'était rentré en France qu'après le 18 brumaire et qu'il s'occupait alors de réunir les débris de sa fortune qui était médiocre, et que ce n'était pas dans ces circonstances qu'il eût refusé la place de sénateur.

BERNADOTTE. — Que l'Empereur démentait également les lettres de Bernadotte (1), qu'il avait écrit quelques notes marginales sur les Mémoires, que ces lettres étaient faites après

(1) *Correspondance avec Napoléon*, Paris, 1819.

coup; que cela se pouvait, parce que la Suède avait alors un consul qui négociait à Dresde et qu'on n'écrit pas de pareilles lettres quand on négocie.

FOUCHÉ. — Qu'il ne parlait pas de Fouché, parce qu'il ne méritait pas de réponse.

Qu'en général, personne ne lui a jamais rien refusé, qu'il pouvait avoir tout le faubourg Saint-Germain à sa cour;

qu'il n'était pas vrai que d'Argenson ait refusé une place de chambellan;

qu'il l'eût acceptée avec reconnaissance, mais qu'il avait mieux aimé l'employer comme préfet (1).

Qu'il dénonçait à la postérité Marmont, Augereau, Talleyrand et Lafayette pour avoir provoqué l'insurrection des Chambres;

qu'il devait alors se mettre à la tête de l'armée.

L'Empereur a ensuite beaucoup recherché dans sa mémoire et a fréquemment demandé s'il n'oubliait pas quelqu'un de ses anciens domestiques. Il s'en est occupé avec une sorte d'anxiété, désirant n'oublier personne de ceux qui l'avaient bien servi.

Il a pensé à Hébert, son ancien valet de chambre d'Égypte, depuis concierge à Rambouillet.

Il a légué à Lavigne, son piqueur d'Égypte;

à un autre piqueur marseillais (2);

à César, son cocher en Égypte ou sa veuve;

Fisto a dû laisser de la fortune;

à Paoli, capitaine de gendarmerie à l'île d'Elbe;

à Mariaggi, maréchal des logis de gendarmerie à l'île d'Elbe;

à un Corse de Bocognano qui, en 1790 ou 1792, lui a rendu un service important, l'a reçu dans sa maison, puis l'a escorté;

à un soldat du bataillon corse de l'île d'Elbe, de Bastelica, que désignera Costa;

au fils de la veuve Martin qui était à l'île d'Elbe;

(1) Préfet des Deux-Nèthes.

(2) Jannet-Dervieux, qui l'avait servi en Égypte. Dans le testament ou dans les codicilles, il n'est pas question de legs faits aux personnages énumérés ci-dessus, depuis « César » jusqu'au « au petit Corse » inclus.

au jeune Ventini, son officier d'ordonnance à l'île d'Elbe,

au capitaine du port de l'île d'Elbe Philidor;

au lieutenant de vaisseau de la marine impériale qui commandait le brick l'*Inconstant*;

au petit Corse, lieutenant du brick, qu'il avait fait élever en France.

Il lègue à la veuve du représentant Gasparin, d'Orange, 100 000 francs, à la veuve ou [aux] enfants du général Dugommier, 100 000 francs,

aux enfants de Muiron 100 000 francs. Il n'est pas sûr qu'il ait laissé des enfants; il a vu plusieurs fois son père aux Tuileries; il est probable que s'il eût laissé des enfants, il lui en eût parlé.

Il hésite, puis lègue à l'assassin du duc de Wellington, soit qu'il soit coupable ou non, avec une note explicative de ses motifs (1).

Le 24 avril au soir, auprès du lit, dans le salon.

TURENNE. — L'Empereur a dit qu'il avait examiné l'état de ce que Turenne avait conservé (2), qu'il y avait beaucoup de choses, entre autres, une épée, un sabre, son collier de l'ordre, celui de la Toison d'or; que Turenne devait remettre tout cela à son fils.

DENON. — Que Denon avait fait faire des vues des champs de bataille d'Italie, qu'il avait reçu annuellement des fonds pour cela, que grand nombre étaient gravées, qu'il fallait recueillir cela, en orner son ouvrage d'Italie, en faire un bel et magnifique ouvrage.

CORRESPONDANCE AVEC LES SOUVERAINS. — L'Empereur a répété qu'il fallait faire imprimer sa correspondance de seize ans avec les souverains; que c'était un monument pour l'histoire; que si Joseph l'avait, il fallait la faire imprimer en Amérique; que si elle existait aux Archives, il fallait tâcher de se la procurer; que cela serait peut-être difficile, parce qu'il y aurait peut-être aux Archives quelqu'un d'opinion fort opposée.

(1) Le sous-officier Cantillon. Voir le codicille du 24 avril

(2) Ces objets sont énumérés dans le testament, état B.

IMPÉRATRICE. — Qu'il désirait que le grand-maréchal fût trouver l'Impératrice; qu'il pensait que la manière la plus simple était de s'adresser au roi; qu'un collier de cheveux à remettre était un prétexte suffisant; qu'au reste il était tout simple qu'à ses derniers moments l'Empereur l'eût chargé de quelques paroles de confiance; que si du côté de l'Autriche l'abord était difficile, il suffirait de dire qu'il avait quelque diamant, quelque chose de précieux à lui remettre; que les Autrichiens étaient pauvres et si avides, que cela suffirait pour lui ouvrir les portes;

que probablement on la marierait à un de ses oncles ou de ses cousins.

SON FILS. — Que son fils était naturellement placé en Autriche; qu'il paraissait qu'on lui avait donné 5 ou 600000 de rente, que peut-être il faudrait placer près de lui quelqu'un comme Meneval, qui pût lui parler de son père et lui présenter les choses sous leur vrai point de vue, s'il avait été mal informé; mais que peut-être l'Autriche ne le souffrirait pas;

que s'il était forcé de quitter l'Autriche, la Suisse paraissait être le pays où il pouvait le plus convenablement se fixer, qu'il devait se faire inscrire sur le livre d'or des oligarques de Berne; que cela valait mieux que l'Amérique, que c'était toujours une grande affaire de changer d'hémisphère et de climat.

SA FAMILLE. — Qu'il répétait que sa famille devait s'emparer de Rome, en s'alliant à toutes les familles princières de Rome, c'est-à-dire à toutes les familles qui avaient eu des papes, qui avaient commandé à toutes les consciences de l'univers;

qu'elle ne tarderait pas à avoir un pape, des cardinaux, des légats, que cela leur donnerait de l'influence dans toutes les cours de l'Europe;

que cela était important, intéresserait nombre de familles puissantes à conserver et perpétuer les souvenirs de sa gloire; que c'était attacher une théocratie puissante aux intérêts de sa famille, à l'honneur de sa mémoire;

qu'il y avait partout de ces familles, non seulement à Rome, mais à Bologne, Rimini, Perugia;

qu'au fait sa famille était d'origine romaine, qu'il y avait des Bonapartes à Rome en 1000, que c'était un Bonaparte qui

avait écrit, en 1500, le *Sac de Rome par le connétable de Bourbon*, lançant contre lui des imprécations;

que son nom serait toujours populaire en Italie; qu'il regarderait toujours comme une occasion manquée le temps où il avait voulu établir son indépendance; qu'il avait parlé à toutes les imaginations en Italie; qu'il y avait réveillé le nom et les souvenirs de la patrie; que sa mémoire leur serait toujours chère;

que le prince Lucien, les Bacciochi et les enfants de la princesse Élisa étaient naturellement placés à Rome; que le prince Joseph ou la reine de Naples pouvaient aussi y marier leurs filles; qu'il suffisait de leur donner 300 000 francs de dot;

que Madame ne pouvait mieux placer son argent; qu'il fallait lui faire comprendre cela; que c'était un moyen d'assurer la gloire et de perpétuer l'illustration de sa maison; qu'elle devait promettre 300 000 francs à chacun de ses petits-fils ou filles qui s'établiraient à Rome;

qu'elle devait avoir 6 ou 7 millions; que la princesse Pauline en avait bien 2 ou 3, en y comprenant ses diamants; que le cardinal Fesch devait en avoir autant, n'eût-il que sa galerie; qu'ils ne pouvaient mieux employer leur fortune;

que sa famille ne pouvait s'établir que dans une théocratie comme Rome ou dans une république comme la Suisse, qui avait une certaine consistance et une force suffisante pour faire respecter son indépendance, au lieu qu'à Lucques on n'avait pas réellement de protection;

qu'en se faisant oligarque de Berne ou d'un autre canton, on était indépendant, on ne devait rien à personne; que là les membres de sa famille pouvaient conserver leur dignité;

que si le prince Jérôme, parce que sa femme était protestante, ne voulait pas venir à Rome, il pouvait s'établir en Suisse; que Trieste était un pays borgne; qu'on serait flatté et content de le voir à Berne; qu'il pouvait y porter 5 ou 6 millions, qu'on ne savait pas s'il n'en apporterait pas 40; qu'en tout pays et en Suisse surtout on était bien aise de voir arriver de l'argent; que là il pouvait être indépendant; qu'il fallait se faire inscrire sur le livre d'or, mais qu'il devait faire son arrangement d'avance et ne pas manquer à cela; qu'il devait s'allier par ses enfants aux principales familles du pays; que sa fille ou celle de Joseph pouvait épouser le jeune Wateville, l'officier

d'ordonnance; que Berne était préférable à tout autre canton, que c'était le principal;

qu'il ne savait pas si, ses enfants étant catholiques, cela ne serait pas un obstacle pour Berne;

que dans ce cas il pourrait s'établir dans un autre canton, Zurich ou Fribourg, que cependant il fallait tâcher que ce fût Berne avant tout;

qu'il pouvait avoir une maison de campagne sur le lac de Genève, de Neufchâtel ou de Zurich, ou dans le pays de Vaud où on parlait français, à douze lieues de sa résidence; qu'il y avait des positions très agréables et de belles habitations toutes construites, des propriétaires ayant 60 mille livres de rente;

Que Genève même était une ville agréable où tout le monde parlait français; qu'on pouvait être Magnifique de Genève; que c'était beaucoup de ne dépendre et de n'avoir d'obligation à personne; que cette situation était la seule qui convînt à sa famille.

Reine Caroline. — Que si la reine Caroline ne pouvait être à Rome, à cause du voisinage de Naples et que sa sûreté y fût compromise, elle devait s'établir en Suisse et dans un autre canton que Jérôme, à Zurich;

que tout ce qu'il avait dit de Jérôme s'appliquait à la reine Caroline, tant sur la manière d'établir ses enfants, que pour les maisons de campagne; qu'ils pouvaient ainsi s'emparer des principales familles de la Suisse.

Joseph. — Que Joseph, étant établi en Amérique, s'y plaisait peut-être et désirerait s'y fixer; qu'alors il préférerait naturellement y établir ses filles pour les avoir près de lui; qu'il n'y avait guère là que des négociants; que cependant il y avait quelques familles, telles que les Washington, les Jefferson, qu'il pourrait avoir dans sa famille un président des États-Unis; que c'était une république et que cela était admissible;

que cependant il préférait Rome pour Joseph et qu'il y établît ses filles pour les raisons déjà dites;

que si cependant il ne pouvait s'établir à Rome, soit à cause des ressentiments qu'on pouvait conserver à cause de sa conduite lors de l'assassinat de Duphot, soit à cause du voisinage de Naples et des souvenirs qu'il y rappelait, il pouvait s'établir en Suisse; qu'il préférait la Suisse à l'Amérique;

qu'il y serait bien; que tout ce qu'il avait dit relativement à Jérôme et à la Reine s'appliquait à lui; alors qu'ils seraient maîtres de la Suisse et qu'ils auraient certainement un landmann;

que sa famille serait ainsi établie en deux ou trois points : trois familles à Rome, Lucien, Louis et les enfants de la princesse Élisa; trois familles en Suisse, Joseph, Jérôme, et la reine Caroline; restait Pauline et lui, Empereur, ce qui faisait les huit frères et sœurs.

Qu'il fallait que Madame comprît bien cela; qu'elle promît 300 000 francs à chacun de ses petits-enfants qui s'établiraient à Rome et en Suisse; qu'ils pouvaient ainsi, avec une vingtaine de mariages, s'emparer de Rome et de la Suisse;

que Joseph devait avoir un chiffre avec Lucien, qui pourrait lui faire connaître ses vues, ainsi qu'à Jérôme et à la reine Caroline.

LUCIEN. — Qu'il comprendrait aisément ce qu'il avait dit de Rome; de lui dire qu'il avait désapprouvé le mariage avec le Suédois et fort approuvé l'alliance avec les Hercolani et les Gabrielli;

qu'il devait faire un de ses fils cardinal le plus tôt possible;

lui dire que l'Empereur avait désapprouvé l'impression de ses poésies, qu'il avait du talent, qu'il était travailleur, qu'il ne pouvait faire un meilleur emploi de ses moyens et de son temps que d'écrire l'histoire de l'Empereur, qu'il avait vu beaucoup de choses, qu'il pouvait réunir plus de matériaux que personne, que c'était le meilleur et le plus sûr moyen pour lui d'arriver à l'immortalité.

Restait la partie militaire que sûrement il n'était pas en état de faire.

DOMAINE PRIVÉ. — Qu'il avait détaillé dans son testament ce qui regardait son domaine privé;

qu'il fallait distinguer trois époques; que Rambouillet avait été meublé avec les meubles qu'il possédait, étant général, et qui lui appartenaient alors comme ceux de la rue Chantereine et de la Malmaison;

que la plupart des meubles des Tuileries et de Saint-Cloud avaient été fournis pendant son consulat, avec le traitement

qu'il avait alors comme magistrat temporaire de la République; qu'il avait autant de droit de disposer de ce qu'il avait acheté alors que tout autre fonctionnaire public;

qu'enfin venaient l'Empire et la liste civile, ce qui formait une troisième question et un troisième état de choses;

qu'il y avait parmi les diamants de la couronne pour 5 à 600000 francs de diamants achetés avec ses propres fonds et dont le bijoutier pouvait au besoin donner l'état.

Il a demandé plusieurs fois au grand-maréchal s'il comprenait bien cela et ce qui regardait sa famille;

qu'il écrivît cette conversation.

Le 25 au matin, l'Empereur a demandé au grand-maréchal s'il avait écrit la conversation. Alors il a dit qu'il fallait employer toutes les vues des champs de bataille faites par Denon et les champs de bataille levés par d'Albe à faire un bel atlas pour les deux ouvrages d'Égypte et d'Italie, qu'ils devaient dédier à son fils;

qu'il fallait charger Arnault de revoir le style de ses campagnes d'Italie et d'Égypte et de corriger les petites fautes de français;

que les autres ouvrages de César, Turenne et Frédéric étaient moins importants;

que d'Angleterre ils pourraient envoyer par mer Autommarchi en Italie, qu'il pourrait débarquer à Civita-Vecchia et porter la nouvelle de sa mort à sa famille et des derniers événements;

qu'ils pourraient également envoyer Coursot (1) et le charger de leurs lettres pour Rome;

qu'ils trouveraient probablement les Bourbons bien disposés, qu'il seraient si aises de sa mort.

Il avait dit au grand-maréchal de s'assurer si le cardinal Caselli vivait encore; il est inscrit dans l'Almanach de 1821. « Ce sera un canal, dit l'Empereur, pour approcher de l'Impératrice; d'ailleurs, les Autrichiens sont pauvres et si avides, qu'en leur disant que vous avez des choses importantes à remettre à l'Impératrice, et que, quand il s'agit de l'Empereur, l'imagination n'a point de bornes, il s'attendront peut-être à 300 millions. »

(1) Coursot, chef d'office à Sainte-Hélène, avait été auparavant valet de chambre chez Madame Mère.

Il ajoute qu'ils peuvent lire ce qui est écrit sur les testaments, sur lesquels ils ont apposé leurs cachets; que cela étant extérieur, ils peuvent en prendre communication.

Le 26 avril, à sept heures du soir, l'Empereur a passé dans son salon, appuyé d'un côté sur le bras du grand-maréchal, et, s'étant couché, il a dit au grand-maréchal :

IMPÉRATRICE. — Qu'il désirait que l'Impératrice ne se remariât pas, mais que probablement on la marierait à quelque petit archiduc de ses cousins;

qu'elle veillât à l'éducation de son fils et à sa sûreté, et qu'elle devait se défier des Bourbons qui voudraient sûrement se défaire de lui.

SON FILS. — Qu'on voudrait probablement en faire un cardinal, que la chose la plus importante pour lui était de ne jamais se faire prêtre;

qu'ensuite, il devait toujours se glorifier d'être né Français; qu'on ne pouvait savoir quelle serait sa destinée; que peut-être il régnerait un jour sur la France; qu'il devait donc ne rien faire qui pût éloigner de lui les Français et les indisposer;

qu'il était important qu'il fût bien élevé; qu'il devait apprendre le latin, les mathématiques, la géographie et l'histoire;

qu'il fallait s'attacher à lui donner des idées justes de son père et des événements; que probablement on chercherait à fausser ses idées;

Quand il aurait seize ans, qu'il faudrait lui envoyer comme voyageurs Meneval, Fain, d'Albe qui l'entretiendraient naturellement de ce qu'ils ont vu et su;

qu'il était à désirer qu'il vît Lucien et sa famille pour qu'il pût s'y attacher; qu'il devait s'y attacher;

que, dans les circonstances, il était heureux pour lui qu'il fût né d'une mère qui le plaçait naturellement sous la protection d'un État puissant;

qu'il était né d'une mère d'une grande alliance;

que s'il mourait avant seize ans, le grand-maréchal pouvait garder ses armes.

SÉPULTURE. — Qu'il désirait être enterré au cimetière du Père-Lachaise, que le grand-maréchal lui fît élever un petit monument;

Que si les Bourbons le plaçaient à Saint-Denis, à la bonne heure;

sinon qu'on l'enterrât à Rueil, où se trouvait l'impératrice Joséphine; enfin qu'on l'enterrât dans une île près de Lyon.

BOURBONS. — Que les Bourbons avaient actuellement pour héritier le fils du Duc de Berry et ensuite la maison d'Orléans, qui était nombreuse et bien vue de la nation.

MADAME. — Que Madame devait laisser à son fils (à lui) plus qu'à aucun autre de ses petits-enfants; que ces petites choses attachaient les gens; que Pauline et le cardinal devaient en faire autant;

que sa famille ne devait rien négliger pour s'attacher le fils de l'Empereur.

PATRIARCHE DE VENISE. — Que nous avions lu que le patriarche de Venise avait fait l'Empereur son héritier; qu'il faudrait voir ce que c'était.

SON CŒUR. — Qu'il fallait d'Angleterre envoyer par mer en Italie Antommarchi vers sa famille et l'Impératrice, qu'il fallait aussi envoyer Coursot et le charger de lettres;

qu'il faudrait qu'Antommarchi embaumât son cœur et le portât à l'Impératrice; qu'elle le plaçât dans un vase d'argent.

MÉMOIRES. — Qu'il faudrait réunir les plans de d'Albe et les vues faites par Denon pour en orner ses campagnes d'Égypte et d'Italie;

qu'il faudrait charger Arnault de revoir les petites fautes de ses mémoires;

que Lucien devait abandonner la poésie et s'occuper de faire une histoire de la Révolution et du règne de l'Empereur; qu'il était très en état de cela; qu'il pouvait aisément faire 15 à 20 volumes, mais qui ferait l'histoire militaire?

Jomini est le seul qui jusqu'à présent ait montré du talent.

L'Empereur a demandé si Regnaud de Saint-Jean d'Angely était mort.

Le grand-maréchal a dit que le duc de Bassano devait savoir beaucoup de choses et qu'il était en état d'écrire. « Oui, mais il est paresseux et puis il fera ses mémoires. »

Daru a été longtemps secrétaire d'État, il écrit avec facilité. Ségur est probablement celui qui écrira davantage.

Bignon est aujourd'hui intéressé à écrire l'histoire de la diplomatie. « Oui. » D'Hauterive a aussi du talent, il pourrait écrire. « Oui, mais il est bien créature de Talleyrand. »

CORRESPONDANCE. — L'Empereur a ajouté que Bourrienne devait avoir beaucoup de lettres, qu'avec de l'argent on les aurait;

que Meneval et Fain devaient en avoir beaucoup; que souvent ils étaient si pressés qu'ils n'avaient pas le temps de recopier les minutes; qu'ils devaient en avoir; que d'ailleurs chacun avait son arrière-pensée.

Il a répété qu'il fallait tâcher de se procurer les volumes de sa correspondance avec les souverains et les faire imprimer;

qu'il faudrait tâcher de pénétrer dans les Archives.

AVENIR. — Quelle ligne doivent suivre vos amis?

Quels principes de conduite, quel but doivent-ils avoir?

« L'INTÉRÊT DE LA FRANCE ET LA GLOIRE DE LA PATRIE. JE N'EN VOIS PAS D'AUTRE. »

Il a recommandé au grand-maréchal d'écrire la conversation qu'il avait eue avec lui pendant qu'il était auprès de son lit.

G^D MARÉCHAL BERTRAND.

VISITES A LA PRESSE DE PROVINCE

CHEZ LES DOYENS

Au moment où la *Revue* va fêter le centenaire de sa fondation, elle tient à cœur de faire aux journaux de province une visite de haute confraternité, qui sera en même temps une enquête sur l'état des esprits en France. Il n'est personne qui ne soit intéressé à savoir comment, dans chaque partie de la France, la presse régionale en reflète ou en dirige l'opinion, de quels intérêts vitaux elle représente la très légitime défense, de quels moyens de diffusion elle dispose. Nous rechercherons, au cours de ces visites, quelle est sa situation actuelle, ce qu'on peut augurer de son avenir et comment elle lutte contre les dangers auxquels est exposée toute institution humaine.

Il en est un qu'il faut tout particulièrement envisager parce qu'il est en train de s'abattre sur la presse anglaise, après s'être abattu sur la presse allemande et surtout la presse américaine. Au dernier Congrès de la *News Papers Society* qui est l'association de la presse anglaise hors de la capitale, un orateur déclarait que la meilleure sauvegarde pour un peuple est l'existence d'une opinion publique libre, virile et bien organisée, et que l'indépendance de la presse de province correspond exactement à cette nécessité. L'orateur fut unanimement applaudi. Pourtant cette affirmation avait tout l'air d'un cri d'alarme. Car, pendant ce temps, lord Rothermere, successeur de son frère lord Northcliffe, propriétaire du *Daily Mail* et autres journaux de

Londres, est en train d'acheter, un par un, les quotidiens des grandes villes de province pour en faire des éditions du soir du *Daily Mail*. « Ainsi, dit-il, je distribue chaque jour un poids de journaux supérieur à ce qui se vend de pain en Angleterre... » Si lord Rothermere réussit, ce sera la fin de la presse provinciale anglaise.

En Allemagne, Hugenberg a pris la succession de Hugo Stinnes et contrôle environ 1 200 journaux, — de quoi mener l'opinion avec autant de facilité qu'au moyen d'édits royaux!

En Amérique, — où rien n'échappe à la manie de faire grand, — on se trouve en face du trust Hearst : il ne s'agit de rien de moins que du « cannibalisme de la presse ». L'expression est de la *North-America Review*. Voici le fait : des journaux importants par leur tirage et leur situation financière achètent les journaux moins prospères et, d'un coup, *les suppriment*. Tout ce qui est en surnombre est dévoré et les Américains de l'État ainsi traité ne reçoivent plus que des nouvelles *standard*. Ils avalent avec leur « breakfast » composé de mets *standard* (et, de par la publicité, les « meilleurs du monde ») de la littérature *standard*, les contradicteurs éventuels ayant été dépecés et mangés tout vivants. Si bien que chacun, ne lisant plus que des idées et des nouvelles *standard*, n'éprouve plus le besoin de les communiquer à son voisin, encore moins de les discuter. Aussi pendant les repas, le vide de la conversation est-il souvent comblé par de la musique *standard*, sur des disques plus *standard* encore...

Tel est le danger : il importait de le signaler ; je m'empresse de dire que je ne crois pas qu'il y ait lieu de le redouter en France. La tradition est chez nous une belle sauvegarde de notre presse de province et nous découvrirons à mesure les raisons profondes de sa vitalité. La masse des lecteurs français n'a encore rien de commun avec le lecteur américain depuis longtemps submergé par la réclame qui lui impose le roman que tout le monde a lu et le film que tout le monde doit voir parce qu'il coûte le plus cher. Au surplus, la France n'est pas un pays où le *standard* puisse encore faire fortune. Chacun est trop justement jaloux de sa propre originalité pour supporter passivement cette alliance de la presse et de la finance. En France, nous n'aimons pas plus les idées *standard* que la cuisine *omnibus;* nous sommes fiers de la variété de notre

culture comme de la diversité de nos productions régionales. C'est ce besoin de pensée libre et d'originalité individuelle qui fait la raison d'être d'une presse provinciale en belle santé, admirablement outillée et toujours en plein accord avec les lecteurs de sa région. Les feuilles de province, pour être multiples, seront toujours les voix de la France. C'est à les entendre que je mettrai toute mon attention et tout mon soin dans ce voyage « sentimental », mais aussi économique et social, moral et intellectuel.

LA PRESSE PARISIENNE EN PROVINCE

Afin de déblayer le terrain et pour demeurer ensuite jusqu'à la fin en tête-à-tête avec la presse départementale, il est nécessaire de parler d'abord de la diffusion de la presse parisienne en province. Tout le monde sait qu'elle est importante. Il n'est pas de voyageur qui n'ait vu, dans les gares les plus éloignées, le journal de la capitale à côté du journal local. Ce mariage s'affiche aux mains des crieurs, dans les kiosques, à la porte des librairies.

A dessein, je dis mariage et non concurrence ni compétition. On verra plus loin pourquoi.

Quatre à cinq millions de publications et de quotidiens, voilà le chiffre que Paris expédie journellement en province et à l'extérieur. L'effort matériel nécessité par cette diffusion s'est peu à peu concentré presque en une seule main. En effet, sauf pour quelques journaux, qui assurent eux-mêmes leurs expéditions, cet énorme trafic qui se renouvelle chaque jour et aux mêmes heures est assuré par les Messageries Hachette. Succédant à une entreprise particulière de messageries, cette Société a recueilli l'expérience du passé, y a peu à peu ajouté le fruit des expériences quotidiennes et a doté son nouvel organisme des commodités précises de la technique la plus moderne. Organisme colossal, puisque, si le fonctionnement venait à s'en arrêter brusquement, on verrait, sur tous les points du territoire, vides ou fermés, plus de quinze mille dépôts et bibliothèques qui recevaient chaque jour un tonnage moyen de 300000 kilos de papier imprimé.

J'ai voulu voir de mes yeux comment, au centre de Paris, et entre les courts intervalles de la production, on pouvait trier,

ficeler, étiqueter, classer, grouper, expédier en banlieue, en province et à l'étranger plus de trente mille colis par jour; y joindre les trente mille factures et plusieurs milliers de bordereaux; répondre aux réclamations, opérer les redressements, donner les instructions et les ordres.

Ce que j'ai vu rue Réaumur, m'a paru un modèle de cette organisation méthodique dont nous croyons, trop souvent, avoir besoin d'aller chercher des leçons à l'étranger. Ce qui m'a surtout frappé, c'est l'absence de bruit et de toute vaine agitation.

La direction : un intérieur de grand paquebot, avec des parquets silencieux, des bureaux-cabines très éclairés disposés le long de couloirs égaux et clairs. Un personnel qui ne court jamais. Des cuivres polis, comme il est de mise sur un navire bien tenu. La comptabilité : des chiffres que de jeunes femmes donnent en pâture à des machines insatiables et précises, dont la moindre s'orne, telles des décorations, de plusieurs dizaines de brevets. Peu d'écrits, mais des pointages sur des cartons garnis de chiffres qu'une première machine perfore sous la pression d'une dactylographe. Plusieurs millions de cartes perforées sont en service et livrées pour une autre opération aux machines trieuses qui travaillent trente millions de fiches par mois. Ces innombrables notations mécaniques aboutissent enfin aux tabulatrices qui en utilisent 360 000 par jour pour les factures.

Il y a plus de mouvement, à vrai dire, dans la manipulation du papier. Les camions des Messageries apportent à heure fixe le papier qu'ils ont recueilli aux imprimeries des journaux. Des hommes s'en emparent, sans hâte, le déposent devant d'autres hommes qui le distribuent dans des casiers, un pour chaque dépôt ou client, et constituent ainsi un assortiment conforme au bordereau délivré par la comptabilité. Les casiers sont groupés par réseau de chemin de fer. Le rythme de départ une fois établi, tous les colis sont préparés, étiquetés et remis à 220 camions qui les distribuent dans la proche banlieue (un rayon de 120 kilomètres), ou qui les livrent aux gares pour la province.

Ainsi, l'employé qui prend le train pour venir à son bureau de Paris trouve à sa gare son journal, tout comme le Parisien qui prend le métro à six heures du matin. La pro-

vince, de son côté, reçoit les journaux de Paris par le premier train du matin.

Pour arriver jusqu'aux extrêmes ramifications du réseau établi par les Messageries, les moyens les plus judicieux sont employés par les dépositaires. On peut voir, par exemple, un laitier de la région de Mantes qui porte chaque matin plusieurs paquets de journaux dans les localités dont il a recueilli le lait destiné à la gare. Tous les modes de transports réguliers et matinaux sont utilisés, et ce n'est pas là une des moins curieuses images de notre temps, que cette distribution simultanée du lait et du papier noirci !

Entre les Messageries qui les transportent, et les dépôts qui les reçoivent, le papier roule. Arrivé à destination, il ne s'arrêtera pas tout entier de rouler. Pour satisfaire largement aux demandes, et parer à toute éventualité, chaque maison envoie un excédent qui lui est demandé par le vendeur. Il arrive donc forcément qu'il reste des « invendus ». Périodiquement, ces refusés retournent dans les magasins des Messageries Hachette, quai de Javel, que les auteurs malheureux et les journalistes irrespectueux appellent le « cimetière ».

A vrai dire, les morts y sont fort bien traités, mécaniquement parlant. Un système de monte-charges, de transporteurs, de carrousels circulaires, de casiers, de tapis roulants et de toboggans, est agencé, aussi simplement et intelligemment que possible, et de telle manière qu'il permet au personnel, — sans se déplacer, — de trier, compter, classer, grouper, lier ensemble tous les titres et tous les formats. Chaque groupe va à la réserve, en attendant que le journal reprenne sa marchandise invendue.

Nous sommes donc en présence d'un véritable appareil circulatoire, avec cette différence que le sang vicié représenté par les invendus va au pilon et ne se régénère pas.

Tel est le rythme habituel d'un organisme dont il fallait avant tout signaler l'existence et l'activité, la pénétration de la presse parisienne en province étant un fait avec lequel doit compter la presse des départements.

VITALITÉ DE LA PRESSE PROVINCIALE

Assurément, me direz-vous, et voilà qui ne peut manquer de faire une concurrence assez rude à la presse de province !...

L'objection est connue, et classique en tous ordres d'idées. Et, par exemple, on a raisonné de même pour le « métro ». Il devait désencombrer les rues, réduire à l'extrême la circulation de surface. Hélas! on sait ce qu'est aujourd'hui la circulation dans nos rues... désencombrées par le métro!

Le fait est qu'il y a alliance et non concurrence. La presse de province, je reprends le mot, se marie à la presse de Paris. L'une ne saurait remplacer l'autre. La province, tout d'abord, tient à son autonomie morale et elle a grandement raison. Et puis, à réfléchir un peu, il est facile de voir que le lecteur qui tient en main le seul journal de Paris n'est pas et ne peut pas être entièrement satisfait. Cette feuille lui parle le langage officiel, mais non la bonne langue familiale, maniée par un homme du cru. Le journaliste parisien parle de loin; celui qui habite entre la cathédrale et le marché vient s'asseoir sur le banc, à l'ombre des tilleuls de la promenade et des ormes du mail.

De plus, si le lecteur de province ne lit que le journal arrivé de la capitale (ce qui d'ailleurs lui procure l'occasion d'une petite promenade à la gare ou au kiosque, à moins que ce ne soit la sensation flatteuse d'avoir un volumineux courrier chaque matin), que saura-t-il de la vie de son canton, de son arrondissement? Rien ou à peu près. Marchés régionaux, comices agricoles, distributions de prix, « assemblées », « frairies », qui lui en parlera?

Pareillement, la presse parisienne, malgré le nombre sans cesse croissant de ses pages de publicité, demeure incapable de transmettre les offres et les demandes des habitants de chaque province. Et nous verrons que ce marché du travail, des locations, des ventes, a été justement l'origine des journaux, en province autant que dans la capitale.

Enfin, pour se défendre, la presse de province a surtout ses journalistes. Nulle part ne s'est mieux conservée la dignité professionnelle et la carrière ne s'est gardée plus indépendante. La vie y est moins chère, plus pittoresque sinon aussi diverse. Le journaliste de province dispose de plus de temps : les distances sont moindres pour ses démarches, ses foyers d'information moins éloignés. Il est gagné par la bonhomie du lieu et des gens, par l'amitié ou la familiarité. Il vit plus près de son directeur, de ses collaborateurs. Il cultive une popularité

à rendement direct, immédiat. Il est en même temps l'homme de la rue, de la route, l'homme des champs, comme il est l'homme de la plume. En cela, il représente mieux que quiconque l'esprit de la région qui l'a vu naître ou qui l'a adopté.

J'ai souvenir d'avoir rencontré en province, et j'ai le ferme espoir d'y retrouver, à maints exemplaires, le vrai « journaliste », celui dont je me plairais à tracer le portrait idéal. C'est avant tout un homme de bon sens. Contrairement à tel autre qui n'est qu'un téléphone doublé d'une machine à écrire, il n'accueille rien sans jugement. Il voit juste et ne confond pas les nuances. C'est une bibliothèque vivante, en même temps qu'un esprit doué du sens de l'actualité. Il est à l'affût de l'inédit sans en avoir la superstition : au courant, ou même à la tête, du mouvement contemporain, il n'en est pas moins familier avec les choses d'autrefois. Animé d'un continuel désir de voir et d'entendre, il s'instruit en regardant, en écoutant. Il perçoit les frémissements de la masse et fréquente les personnalités qui en émergent. De tous il fait son profit. C'est un infatigable qui trouve dans son travail un délassement, qui goûte les joies toujours nouvelles et doublement utiles de la curiosité satisfaite et de l'expansion intellectuelle. Il expose, raconte et dégage les conséquences en pleine objectivité, chercheur passionné du vrai. Pas de dissertations inutiles, et surtout pas d'appels à une basse curiosité : établie sur les plans supérieurs de la pensée et de l'activité humaines, son intelligence lucide, large, cultivée, est pour le lecteur un guide qui ne le mène qu'à des jugements sains et droits.

LE MATÉRIEL LE PLUS MODERNE

Avant toute chose, constatons que la presse de province n'a jamais été aussi florissante qu'aujourd'hui et que jamais son tirage n'a été aussi élevé. Son actuel développement ne pouvait se faire que grâce à de notables progrès matériels. Je dirai seulement quelques mots de deux machines, qui permettent aujourd'hui à un écrit terminé à minuit d'être imprimé à plusieurs centaines de milliers d'exemplaires avant le point du jour. Je veux parler de la *linotype* et de la *rotative*. La première a remplacé, pour le texte, les typographes et la composition à la main. La deuxième a remplacé la presse à bras, d'abord, puis

la presse mécanique à plat : triomphe du mouvement continu sur le mouvement alternatif.

La linotype est à elle seule une petite usine très complète. Entraînée par un moteur minuscule, sous la simple action de touches d'un clavier de machine à écrire et de deux manettes, cette usine se met en branle. La composition s'opère à la vitesse de la dactylographie. Une pesée sur un levier : voici les caractères d'une ligne fondus en un bloc, moulés dans les matrices. Un mouvement automatique : la ligne est dégrossie, échoppée, rangée au-dessous de la précédente. Un dernier déclenchement : une main d'acier vient prendre les matrices et les confie à une vis sans fin qui les fait glisser le long d'un ingénieux sélecteur, lequel les distribue lui-même dans les casiers d'où les touches du clavier les ont fait tomber. Tout y est : magasins, atelier de composition, fonderie de caractères, manipulation et retours. Et le tout commandé par de subtiles roues excentriques. L'ensemble coûte près de 200 000 francs et ne tient pas plus de place qu'une table à jeu.

La rotative est moins délicate : elle est aussi plus lourde, plus volumineuse. Certaines font penser, avec leurs balcons et leurs étages, leurs cuivres, leurs rampes en acier poli, à ces machines de « destroyers » qui ont précédé la turbine. Mais le rendement est énorme de ces masses d'acier, de ces cylindres qui tournent à des vitesses folles entraînant le papier blanc à un rythme de fatalité, pour le faire ressortir tout imprimé, collé, plié, classé par paquets de vingt-cinq journaux, atteignant le chiffre de trente mille à l'heure par chaque sortie.

Autant la linotype est discrète, élégante sur son trépied, autant la rotative est massive, lourde, bruyante. Lourds également sont ses accessoires, clicherie et presse à empreinte. Il n'y a de léger que le papier qui se tord, s'infléchit, se prête aux fantaisies des cylindres, des draps, des gommes, des aciers, et des caractères rangés, demi-cylindres, autour des rouleaux qui impriment.

Nous trouverons à chaque instant sur notre route ces prestigieux engins. Ils sont la fierté des directeurs, la providence des rédacteurs auxquels ils donnent une partie du temps gagné sur les anciens systèmes.

DANS LA RÉGION NORMANDE :

DU JOURNAL DE ROUEN AU JOURNAL DU HAVRE

Et maintenant en route pour le « Tour de France » journalistique !

Délaissant la banlieue, soumise à Paris et prise dans son tourbillon, je me suis laissé aller au fil de la Seine. Rouen et le Havre représentent une province puissante qui abrite deux des plus grands ports de France. C'est un attrait de plus pour le voyageur obstiné que je suis, qui se laisse toujours étreindre par l'émotion en découvrant au bout d'une rue aux maisons armoriées la silhouette d'une mâture ou la dunette d'un vapeur, ou même une cheminée qui fume paresseusement... Et ces deux villes, — dont l'une a rang de capitale et l'autre y aspire, — possèdent les doyens de la presse provinciale.

Le 4 juin 1762, annoncé par un prospectus, un journal paraissait à Rouen, qui prenait pour titre : *Annonces, affiches et avis divers de la Haute et Basse-Normandie*. Il consistait en quelques feuilles de petit format, sur une ou deux colonnes, et avait été fondé par le descendant d'une grande famille de libraires et d'imprimeurs rouennais, Étienne-Vincent Machuel. Ce journal avait établi des correspondants dans toute la Normandie, ce qui lui permettait de joindre des communications intéressantes à ses avis et, — déjà ! — à ses réclames.

On pouvait lire, par exemple, à titre d'annonce :

Biens à vendre. — Une partie d'habitation, sise à Saint-Domingue, munie de ses nègres et ustensiles; on ne demande point d'argent comptant, mais seulement une caution ou du bien en France en échange. On donnera toute la facilité possible.

Ou encore, du 15 mai 1778 :

Demande particulière. — Un colonel de la garnison, qui compte se rendre le 1er juin à Rouen, demande une maison à porte cochère où il y ait des appartements suffisans, tout meublés, pour lui, madame son épouse et mademoiselle sa fille, domestiques, etc., remises, écuries pour 36 chevaux, si cela se peut, ou au moins pour 8 ou 10; on placera les autres ailleurs. On prie les personnes qui en auraient une d'en donner avis sur-le-champ, au bureau des annonces et de donner le prix juste que l'on demande.

Je ne sais si le colonel a trouvé un logement pour sa famille et ses trente-six chevaux : il les trouverait plus difficilement aujourd'hui...

En 1785, après avoir été saisi une fois pour irrévérence envers diplomates, et après avoir vu, un autre jour, une certaine pièce de vers dédiée à Voltaire saisie, lacérée et brûlée dans la Cour du Palais de Justice comme impie et blasphématoire, les *Annonces* devinrent le *Journal de Normandie* qui paraissait sur demi-feuille in-quarto le mercredi et le samedi, moyennant un abonnement de douze livres par an pour Rouen et sa banlieue. Son programme, établi par un directeur ambitieux, ne comprenait pas moins de douze paragraphes. On y rencontrait des avis du genre de celui-ci :

Extrait d'une lettre écrite de Pointe-à-Pitre, le 30 ventôse, à un négociant de Bordeaux. — Le meilleur commerce pour ici c'est l'introduction des nègres nouveaux qu'on vend de 2000 à 2500 livres, au terme de trois, six, neuf à douze mois. Il nous en est arrivé dernièrement 300 qu'on a vendus dans ces prix et à ces termes. Il nous en faudrait bien 30000 de plus pour que la culture du pays pût être portée au point dont elle est susceptible.

Puis c'étaient des notes de littérature, de science et d'histoire, le cours des changes à Rouen, le cours des effets commerçables, — parmi lesquels venait en tête la Compagnie des Indes, — des remèdes infaillibles; à quoi succédaient les énigmes, les charades et les logogriphes, ancêtres des « mots croisés », et aussi des chansons. On lit dans le même temps que le mercure du baromètre est tombé à 28 pouces 1 ligne, et que le prix du « Meilleur Blé Froment » est à 11 livres 10 sols le boisseau, tandis que le « Blé Champart » ne vaut que 10 livres 5 sols. Enfin, une épouse désolée fait paraître une épitaphe en vers, tandis qu'un homme sur le déclin s'offre à vendre « une charge de mesureur de sel ».

C'est en mai 1791, quelque temps après être devenu quotidien, que le *Journal de Normandie* s'intitula *Journal de Rouen et du département de la Seine-Inférieure*. Ce titre auquel, plus tard, un directeur ajouta le sous-titre, *Journal de Normandie*, dès ce moment devenu définitif, confère au *Journal de Rouen* l'ancienneté du titre dans la province française et l'ancienneté d'âge pour un journal qui n'a jamais cessé de paraître depuis sa naissance.

Pourtant sa vie jusqu'à nos jours n'est pas exempte de troubles : il traverse des révolutions et, ce qui pourrait être pis encore pour un organe de plus en plus attaché aux idées libérales, les périodes d'impérialisme aigu pendant lesquelles la pensée elle-même est réglementée. Il échappe à ces dangers : aucun de ses directeurs n'est guillotiné, ni fusillé, ni même incarcéré, quoique Brière, — Th. Désiles Brière, — ait déclaré, à la veille de 1830, que « l'esprit de la France constitutionnelle serait le sien et que s'il fallait livrer des combats pour en assurer le triomphe, on ne verrait pas le *Journal de Rouen* spectateur oisif de cette lutte ». Les événements devaient le prouver, et nul n'ignore en Normandie, le rôle de Brière et de son rédacteur en chef, le fameux Visinet. Ne les vit-on pas, après avoir fait triompher leurs idées sur place, partir pour Paris à la tête des Volontaires, au secours des défenseurs de la liberté?

Que de belles luttes et de belles joutes, entre journaux de nuances opposées, à cette époque où le journalisme d'information n'avait pas encore primé le journalisme d'opinion! Époque où l'on se battait encore pour des idées et non pas seulement pour des intérêts! Vint le second Empire. Il fallut se contenir, s'apaiser, devenir prudent. Il s'agissait de vivre, de durer. Le *Journal* se consacra davantage à la science, à la littérature, à l'archéologie, à l'histoire de sa cité.

Après 1872, le *Journal de Rouen* entre dans la phase moderne de son existence. La vieille presse à main, actionnée par de pauvres aveugles, est remplacée par une presse mécanique mue par la vapeur. Vers cette époque, en 1882, entre en scène Joseph Lafond qui abandonne le poste de rédacteur en chef du *Globe* à Paris pour prendre et garder jusqu'à sa mort celui de rédacteur en chef du *Journal de Rouen*. Succédant à Léon Brière, il prit à son compte le journal, sans bénéfice d'inventaire, avec ses dettes et son retard matériel. Quand il mourut, en 1921, il avait fait du *Journal de Rouen* une des voix les plus fortes et les plus autorisées de France.

— Comment, dira-t-on, a-t-il pu pénétrer l'âme de la Normandie, lui qui était Lyonnais, par conséquent un *horsain* au dire des Normands, un *homme du dehors*?

C'est qu'entre les deux caractères il y a des analogies frappantes : des deux côtes, c'est même réserve, même prudence,

même sérieux, avec une nuance de mysticisme qui, chez le Rouennais, explique bien sa passion ancienne des cathédrales, des abbayes et des monastères.

Après Joseph Lafond, ses fils, Jean et André, continuent sa belle œuvre qui est de surveiller les intérêts de la région, de les rattacher au mouvement national et au cycle mondial. Ils luttent contre le sectarisme et tiennent bien haut le drapeau des idées libres, des idées saines qui sont la base des belles actions privées et publiques. Guettant aussi le progrès, ils en ont doté toute leur installation matérielle. La tradition de la plume s'unit aux plus récentes découvertes de la science. Partout le ciment armé, dans cette maison qui s'agrandit encore, remplace l'antique poutre de chêne, et je suis persuadé que les transmissions téléphotographiques ne tarderont pas à y aboutir. Les cinq éditions du journal sont assurées par quatorze linotypes et deux rotatives, et les cent mille exemplaires distribués méthodiquement dans toute la province.

Chose curieuse, depuis plus de cent ans on ne compte que quatre directeurs et six rédacteurs en chef, y compris Jean et André Lafond qui viennent de prendre leur poste, à la mort de leur père.

Après avoir quitté les chantiers d'agrandissement du *Journal de Rouen*, je suis monté sur les hauteurs voisines. J'ai voulu contempler la fin du jour sur la ville aux Cent Clochers qu'a chantés Victor Hugo. Certains ont été détruits par le temps ou la percée des rues nouvelles; beaucoup subsistent encore qui rappellent une époque de foi ardente, l'époque où trente-cinq paroisses appelaient les fidèles séculiers, où trente-quatre monastères abritaient une foule de moines et de béguines, parmi lesquels ne régnait pas toujours la paix.

O gloire des tours de Saint-Ouen et de Saint-Maclou dans le soleil couchant! Voilà les journaux du passé, les plus belles archives, qui retracent devant nos yeux émerveillés la vie des siècles rudes et simples, où l'art était la forme de l'esprit comme la foi l'expression du cœur, et où les rédacteurs n'étaient autres que les maîtres « ymagiers ».

Tout autour des clochers, des flèches, des aiguilles et des clochetons, sur la rive gauche, en amont, en aval, se sont dressées les cheminées d'usine, témoins régulièrement laids

de l'âge du charbon qui sera considéré plus tard comme l'âge le plus barbare de l'humanité. Les longues traînées noires se mêlent à la fumée des vapeurs en partance, à celle des vapeurs qui arrivent, ventrus et lourds, et vont s'effilocher à travers le treillis métallique des grues, des transporteurs à charbon et du pont transbordeur. Charbon qui arrive d'Angleterre, charbon qui repart pour Paris en longs trains de péniches, charbon qui alimente les navires et les usines : voilà maintenant un des principaux trafics d'une cité, qui enclôt une ville-musée, gardienne d'une vie périmée, et qu'entoure le ronronnement des filatures et des tissages.

Au-dessus de cette agitation et de ces souvenirs, Bon-Secours domine, avec son pèlerinage et son champ des morts. Là reposent les navigateurs, les commerçants et les industriels de Rouen qui ont trouvé leur dernier juge. Et, à leur côté, le fils des Conquistadores des Indes occidentales, J.-M. de Heredia, que vient à peine de rejoindre sa noble femme, dont quatre cinquièmes de siècle n'avaient pu entamer la beauté et l'esprit. Ce champ des morts est un de ceux qui ont remplacé et condensé les quatre-vingts cimetières de la vieille cité. Culte étonnant des Rouennais pour les trépassés ! Ils faisaient tailler dans la pierre la Danse macabre ornée d'une guirlande de tibias, de vertèbres, de cercueils et de bénitiers ; Saint-Michel protégeait les ossements, et, à travers les quatre-vingts rues, tortueuses et sombres, sous les avant-soliers et les galeries couvertes, la pieuse coutume voulait que l'on allumât, au cœur de grosses lanternes, des chandelles bénites en l'honneur des morts. C'était là d'ailleurs tout l'éclairage de la ville.

Rouen aime toujours ses morts : il les a placés très haut, dominant la ville qui continue de vivre sous leur regard et sous leur sauvegarde.

Dans un hôtel ancien de la rue Saint-Étienne des Tonneliers se tient la *Dépêche de Rouen*, journal de « gauche ». Sa rampe d'escalier est une fort belle chose montée par un artisan du grand siècle. Les mascarons de la porte d'entrée se penchent sur les bobines de papier et respirent l'odeur d'encre. Au calme de la rue s'oppose à l'intérieur le mouvement d'une ruche.

Le rédacteur en chef, qui est en même temps directeur, me reçoit.

— Puisque vous êtes au début de votre enquête, me dit M. Jacques Blanchard, laissez-moi vous donner quelques renseignements généraux qui vous seront utiles. Tout journal comme le nôtre a ses correspondants. Nos confrères agissent de la même manière. Mais ces correspondants sont aisés à reconnaître. Ainsi, au village, celui du journal de « gauche » est l'instituteur; celui de « droite » est le secrétaire de la mairie; quant à M. le curé, il adresse ses lettres à *la Croix*.

— Votre but social? demandai-je, puisque j'évite de parler politique.

— Éduquer la masse. On s'attache trop à l'instruire, pas assez à l'éduquer. L'instruire n'est qu'un métier : l'éduquer est un véritable apostolat. Conférences, cours du soir, causeries dans les faubourgs, dans les cantons...

— Quels résultats?

— J'ai vu des ouvriers qui venaient à mes causeries avec la ferme intention de gouailler, la cigarette au coin de la bouche, l'œil malveillant. Au bout de quelques soirs, ils étaient devenus des hommes capables de tenir une conversation sensée. Ah! monsieur, éduquer la masse!

Comme son confrère *le Journal*, mais par des voies différentes, *la Dépêche* représente bien l'esprit de Normandie : netteté, ordre, méthode, besoin de tranquillité. Leur idéal diffère avec leurs lecteurs. Ils se complètent, s'estiment et ont mieux à faire, d'ailleurs, que de s'épuiser en luttes purement politiques. Ils ont de quoi s'occuper : le pays le mieux exploité qui se puisse voir, avec ses ports, ses usines, ses grasses terres et ses pâturages incomparables, ses mines qui feront parler d'elles, et la joyeuse frange de ses villégiatures de mer.

A côté de la voix de ces quotidiens, semblable à celle de la grosse cloche qui annonce les fêtes, les dates célèbres et le couvre-feu, s'élève chaque semaine, aiguë comme celle du carillon, celle de *Rouen-Gazette*. Ce journal mêle à ses chroniques pittoresques sur la ville ancienne et les souvenirs locaux, des satires aimables, des pointes d'indépendance jalouse. Il se moque de tout et ne blesse personne. C'est l'enfant terrible de la Cité qu'il a conquise par sa fougue et sa jeunesse. L'exemplaire passe de main en main sous le manteau : malgré ses cent clochers, le Rouennais est nanti d'esprit voltairien, et la

prudence normande s'enchante de la discussion librement exprimée et de cette « chicane » toujours errante sous les voûtes du somptueux Palais.

***

A peine ai-je quitté Rouen et escaladé le plateau, que voilà des champs, — labours ou prairies artificielles, — merveilleusement tenus, et que ne sépare aucune haie : les haies mangent de la place pour la culture. Par intervalles, des redoutes de verdure. Le Normand ne quitte pas sa terre à l'époque des vents d'hiver : il défend sa maison avec des arbres régulièrement dressés contre l'assaut de l'air. Cela représente assez bien les carrés d'une infanterie gigantesque qui attendent, disséminés, la charge de cavaleries invisibles. Ces arbres fournissent, chaque année, dans un pays privé de forêts, le menu bois qui réchauffe les fermes couvertes de chaume et d'ardoise. Parfois, des allées incroyables de hêtres pourpres mènent à quelque somptueuse résidence.

Et puis, au bout d'une heure, Le Havre, port favorisé qui reçoit les navires devenus maîtres du plus terrible Océan, indifférents aux lames et où la pluie seule fait office d'embrun.

En 1837, Stendhal visitant le grand port normand écrivait : « Les dames du Havre sortent peu, mais par fierté : elles trouvent « peuple » de venir au spectacle. Elles regardent le Havre comme une colonie, comme un lieu d'exil où l'on fait sa fortune, et qu'il faut ensuite quitter bien vite pour revenir prendre un appartement rue du faubourg Poissonnière. » Il ajoutait plus loin : « J'ai prié ce négociant (de mes amis) de ne pas parler de moi, et je n'ai pas même voulu être mené au cercle, de façon que je me suis réduit aux deux seuls journaux que reçoit le café. »

Les temps sont changés ! Les auteurs à la mode font aujourd'hui plus de bruit en se déplaçant, même pour découvrir l'Amérique. Quant au Havre, il me semble, si j'en juge par les grandes familles du pays, que maintenant on y fait encore fortune, — et qu'on y reste.

Le régime d'autonomie, créé par la loi de juin 1920, qui a été institué au Havre il y a trois ans, est bien fait pour accroître cette prospérité, pour mener Le Havre sur le chemin d'Anvers et de Hambourg, les deux grands ports autonomes de la mer

du Nord. Instruction plus rapide des affaires, exécution plus prompte de l'outillage, des réparations et des travaux de grand entretien : ce sont les moindres avantages de l'autonomie. Voilà aussi qui, par comparaison avec le passé, n'est guère en faveur des monopoles d'État.

Au Havre, plus encore que dans beaucoup d'autres endroits, c'est la fonction qui a créé l'organe. Le cultivateur, le citadin de l'intérieur, l'artisan, il y a cent cinquante ans, pouvaient se passer des nouvelles météorologiques, des cours mondiaux des denrées, comme ils se passaient alors de politique. Ici, au contraire, le premier journal fut et est resté un journal d'informations maritimes. Alors que l'homme de l'intérieur n'avait qu'à interroger le ciel et à fréquenter les marchés périodiques, — ce qui était sa grande distraction, — l'habitant du port qui vit de la navigation et de tous ses accessoires, avait besoin de connaître la situation de ses propres navires, des navires adversaires ou alliés. Il devait être tenu au courant de la sécurité des mers, tant du fait de la nature et de l'hydrographie que de celui des marines ennemies et des corsaires.

C'est pourquoi, au début de la deuxième moitié du XVIIIe siècle, se fonda *le Havre de Grâce commercial et maritime*, qui devint, en 1791, *la Feuille maritime*, puis *le Port du Havre, bulletin d'entrée et de sortie et prix courant des marchandises.*

Un jour, des commentaires, des nouvelles de l'extérieur et de l'intérieur s'y ajoutent, ainsi que le *Bulletin des armées de la République et de Napoléon*, et voilà un journal qui commence à correspondre à la notion que nous nous faisons aujourd'hui d'un tel organe. Après divers changements de titre et de format, ce journal maritime s'appelle définitivement, en 1826, le *Journal du Havre*. Il commence peu après à faire de la politique, ce qui heureusement ne l'empêche pas de rester jusqu'à nos jours un des organes de renseignements commerciaux et maritimes les mieux tenus en France.

Ce journal, dont le papier a dépassé trois demi-siècles et le titre cent ans d'âge, se rajeunit : comme le *Journal de Rouen* et à la même époque, il agrandit ses locaux, modernise son matériel, transforme sa rédaction. Il s'adressait aux hommes d'affaires ; les plus grands économistes y donnaient des articles sur les événements susceptibles d'influencer les cours des denrées et

des matières : aujourd'hui, il s'adresse aussi à la masse, employés, ouvriers et bourgeois, friands d'événements et de potins locaux. A tous il donne des pages littéraires, sportives, artistiques.

Le *Journal du Havre* est un journal du soir. Pour alimenter sa curiosité du matin, le Havrais a deux principaux journaux : le *Havre-Éclair* et le *Petit-Havre*. Là encore, agrandissements matériels, volume du papier imprimé accru par des hebdomadaires, feuilles spéciales, etc... Au Havre, l'imprimerie ne chôme pas plus que le port.

Ces deux derniers journaux sont jeunes et nés avec le mouvement politique de la fin du siècle dernier. Mais leur littérature n'est pas acerbe. Encore ici, nous sommes sous le régime libéral. Pas ou peu d'extrémistes. Les trois grands journaux du Havre ont les yeux fixés sur leur magnifique port, sur leurs gares et leurs entrepôts, et la politique les intéresse surtout par rapport aux intérêts économiques de la région.

Les éditoriaux des trois journaux sont lus, matin et soir, avec intérêt. Les auteurs sont d'ailleurs des hommes habiles à donner aux événements l'interprétation logique et claire que le lecteur demande. Les articles de fond traitent des grands problèmes nationaux qui intéressent plus particulièrement le Havre, et c'est au point de vue havrais qu'ils font la critique des solutions qui y sont apportées.

Un de mes amis, gros négociant havrais, à qui je demandais quelque explication sur cet état d'esprit, me prit par la main et m'emmena à travers les darses, les bassins, les canaux du port. C'est un homme jeune qui a réussi à faire du Havre un des premiers marchés du monde pour les bois exotiques.

— Ici, me dit-il, l'action doit tout primer. On ne charge pas, on ne décharge pas les navires avec des discours philosophiques, et ce ne sont pas les théories de Marx qui font les cours des cotons et des cafés. Aussi le Normand, le Havrais en particulier, se méfie de ces élucubrations qui ne facilitent pas les affaires. Le Normand est modéré, pondéré. Par-dessus tout il ne veut pas être mal assis entre deux chaises : alors il s'asseoit sur la chaise qui lui paraît la plus solide.

Et il m'entraîne sur les quais, me fait franchir des ponts tournants et des écluses. Avec lui je longe des bassins, passant entre les camions chargés de cuirs et de café, de coton et de bois de campêche, de balles de sucre, de riz et de blé, parmi

les entassements de ferrailles innombrables qui vont partir pour l'Amérique du Sud, et à travers tout ce port sur lequel planent le souvenir du proche passé corsaire et hardi des Normands, la nostalgie des Indes occidentales et des Tropiques, l'odeur de santal et d'épices.

— Cent mille passagers au long cours, me dit-il à l'ombre gigantesque du *Paris*, montent ou descendent chaque année ; cent mille autres sur l'Angleterre... Cinq millions de tonnes de marchandises... Un hangar à cotons aussi grand que votre Champ de Mars tout entier... Une des plus belles installations du continent pour les produits pétrolifères... La moitié des viandes frigorifiées qui entrent en France passent par chez nous... Voyez-vous, les Normands sont devenus agriculteurs, éleveurs, mais ils ne voient pas sans émotion le glissement, le sillage des navires. Ça leur rappelle les Vikings, n'est-ce pas, explorateurs et pirates, conquérants de notre beau printemps, et le duc Guillaume...

— Vous devenez poète, M. Charles !

Il ne répondait pas et m'avait mené dans ses magasins. Alors, je sus pourquoi il devenait poète. Lentement, sans un mot, — mais avec quels regards ! — il promenait la main sur le grain des bois. Une bille équarrie à la hache dans la forêt d'origine prenait pour lui des parures inaperçues du profane.

— Voyez cette frisure, cette ondulation. C'est amoureux... On dirait des chevelures vénitiennes !...

Quand il me fit entrer dans la salle d'exposition, ce fut un enchantement : on eût dit les présents des Rois Mages, unis à ceux de la reine de Saba. Beauté sombre des ébènes à la mystérieuse croissance, parfum des bois de rose, douceur des okoumés, velours des amarantes, satin des acajous, richesse des palissandres...

— Ah ! me dit mon ami, si les Français savaient ! Mais ils en sont restés pour les bois à leur expérience du XVIIIe siècle... A cette époque, l'acajou, les bois des îles étaient chers : le fret, les dangers de la mer et des corsaires, la rareté des importations... Le chêne en revanche était là, sur place, débité à bon compte par nos paysans. Maintenant c'est le contraire. Le chêne est bien plus cher que l'acajou et à plus forte raison que l'okoumé. Mais allez donc faire revenir Paris sur une opinion qui date presque de deux siècles ! Il préfère acheter

à haut prix le chêne de Hongrie et le pitchpin du Nord...

Et sous ses yeux s'amoncelaient des billes énormes qui avaient traversé les forêts équatoriales, flotté sur des marigots, au chant nostalgique et monotone des piroguiers qui dirigent à la perche ces fabuleux convois...

Le Havre, fondé par François Ier en 1517, ne se pique pas d'antiquité. A peine une église et quelques demeures, qui ont échappé aux canonnades, au vent de la mer qui ronge les pierres. Les murs de la ville furent détruits par les ingénieurs, qui omirent de garder la porte Richelieu. C'était un chef-d'œuvre de l'art militaire sous Louis XIII qui causa une telle surprise à Young, quand il visita le Havre, qu'il s'écria :

— Où est donc la ville d'une si belle porte ?

La presse du Havre prend mieux les intérêts de sa cité. Le goût du passé et des grandes traditions s'y allie intimement au sens de l'actualité, de la vie active. La position du Havre, « porte du Nouveau Monde », semble le protéger de la petitesse d'esprit. On y sent le goût de la mer et des choses transatlantiques, et plus d'un grand journal de Paris envierait au *Journal du Havre*, par exemple, la richesse de ses matières et l'esprit de beaucoup de ses articles. La ville et la campagne tiennent une grande place dans ces feuilles comme dans tout journal régional : mais au lieu d'une énumération fastidieuse des chiens écrasés et des fêtes orphéoniques, l'information y est relevée par une connaissance et un amour réels de la cité et de la Normandie. Il passe à travers toutes les rubriques une odeur de large et de terroir. Il n'est pas jusqu'à la page du jeudi, destinée aux enfants, qui ne cherche à leur donner le goût de l'outre-mer, à les pousser sur la voie de Jean de Béthencourt, originaire du pays de Caux, qui devint roi des Canaries. Et la ballade quotidienne de Jehan le Pauvre Moyne, dans le *Journal du Havre*, demeure, à côté des articles des plus grands économistes, un résumé de ces qualités, faites de bon sens et de sens pratique, de sérieux et de malice narquoise, et d'un attachement profond au vieux Havre de Grâce...

***

En rentrant à Paris, je feuilletais machinalement les vieux documents relatifs à ce *Journal du Havre*, que le sénateur

L. Brindeau a réunis dans un opuscule. On peut lire sous les divers titres qu'a adoptés le journal au cours de son existence :

Du mercredi 30 mai 1810 : « Nous croyons inutile de répéter ici que partout où le peuple pouvait jouir du bonheur de voir LL. MM., il s'y portait en foule; que partout il faisait éclater sa joie et son allégresse par les cris répétés et longtemps prolongés de *Vive l'Empereur! Vive l'Impératrice!* »

Des dimanche 5 et lundi 6 juin 1814 : « Une foule nombreuse se pressait autour du cortège. Partout on apercevait l'expression de la joie; partout aussi se répétaient avec transports les cris chéris de *Vive le Roi! Vivent les Bourbons!* »

Du jeudi 5 août 1830 : « Le paquebot américain *Charles-Caroll*, capitaine Clark, vient de partir à la marée pour Cherbourg, où il doit prendre la famille déchue et dégénérée de l'ex-roi. »

Du 21 mai 1831 : « Le maire, à la tête du corps municipal, a exprimé à Sa Majesté les sentiments dont tous les habitants étaient pénétrés. Les cris de *Vive le Roi!* ont rempli l'air. Tout le monde a pu voir Louis-Philippe... »

Du jeudi 16 mars 1848 : « Les cris de *Vive la République!* ont accueilli le discours du citoyen commissaire Berthelot... »

Du dimanche 5 décembre 1852 : « La lecture (du sénatus-consulte constitutif de l'Empire) terminée, le cri de *Vive l'Empereur!* a retenti dans l'estrade... »

Enfin, du lundi 5 septembre 1870 : « *Vive la République! Vive la France! Vive l'Armée!* »

Que voulez-vous? on est éclectique en matière gouvernementale, quand on demande surtout au gouvernement de vous laisser travailler en paix.

André Demaison.

(A suivre.)

P. AND O.

ÉTENDUE sur sa chaise longue, Mme Hamlyn regardait nonchalamment les passagers monter à bord. Le bateau était arrivé à Singapour pendant la nuit, et, dès le point du jour, on avait commencé à embarquer la cargaison. Les cabestans grinçaient sans arrêt, mais les oreilles de Mme Hamlyn ne percevaient plus leur bruit. Après avoir déjeuné à l'hôtel de l'Europe, elle s'était promenée en « pousse » à travers les rues innombrables de la riante cité. Singapour est le carrefour de toutes les races. Les indigènes, — les Malais, — n'y viennent guère ; ils se sentent dépaysés dans les villes ; en revanche, tout grouille de Chinois vifs et affairés. Les Tamils bronzés, pieds nus, glissent, furtifs, comme s'ils ne faisaient que traverser un pays de rêve ; mais les Bengalis, fiers de leur richesse, y circulent avec aplomb. Des combinaisons louches et mystérieuses semblent toujours absorber les Japonais impénétrables. Quant aux Anglais, en costumes blancs et en feutres mous, qu'ils passent dans leurs autos rapides ou au pas somnolent de leurs chevaux, ils gardent toujours le même air flegmatique et détaché. La police exerce son autorité avec une insouciance aimable. Accablée par la chaleur, Mme Hamlyn attendait que le bateau reprît sa longue course à travers l'Océan indien.

De sa main un peu forte, — Mme Hamlyn était une grande et belle femme, — elle salua le médecin du bord, qui revenait en compagnie de Mme Linsell. Depuis le départ de Yokohama, elle observait avec une ironie pincée les progrès de leur intimité. L'indifférence de Linsell, attaché naval à l'ambassade britannique de Tokio, l'étonnait. Comment pouvait-il rester à ce point impassible devant les attentions dont le docteur

entourait sa femme? Deux nouveaux passagers montèrent derrière eux et elle essaya de deviner à leur attitude s'ils étaient célibataires. A côté d'elle, des hommes faisaient cercle dans des fauteuils de rotin, des planteurs à en juger par leurs costumes kaki et leurs chapeaux de feutre épais à larges bords. Le *steward* du pont se multipliait pour les servir. C'était à qui parlerait le plus haut et rirait le plus fort. Les tournées succédaient aux tournées. A n'en pas douter, ils venaient accompagner l'un d'entre eux, mais lequel? se demandait Mme Hamlyn. L'heure du départ approchait. Les retardataires se hâtaient et enfin M. Jephson, le consul, gravit la passerelle avec dignité. Il partait en congé. Dès Changhaï où il avait rejoint le bateau, il s'était mis en frais pour Mme Hamlyn. Mais à ce moment-là, elle n'avait guère le cœur à flirter. Le motif de son retour en Angleterre lui ôtait toute gaieté. A l'idée de passer Noël sur le bateau sans personne qui se souciât d'elle, son cœur se serrait et elle s'irritait sourdement de ne pouvoir chasser cette obsession.

La cloche d'appel retentit. Il y eut un mouvement général parmi ses voisins.

— Allons, si nous ne tenons pas à partir, nous ferions bien de décamper, dit l'un d'eux.

Ils se levèrent et se dirigèrent vers la passerelle. Quand on se donna la poignée de main d'adieu, Mme Hamlyn fut fixée : elle vit de qui l'on prenait congé. Sans que le personnage fût très intéressant en lui-même, elle daigna cependant, par désœuvrement, l'examiner. Un grand gaillard de plus de six pieds en costume de lustrine kaki fripé et coiffé d'un chapeau cabossé et crasseux. Du quai, ses amis continuaient leurs plaisanteries. Elle remarqua le fort accent irlandais de son nouveau compagnon de route. Il avait la voix cordiale et bien timbrée.

Mme Linsell descendit dans sa cabine, et le docteur vint s'asseoir auprès de Mme Hamlyn. Ils se racontèrent les menus incidents de la journée. La cloche tinta une seconde fois et bientôt le bateau s'éloigna du quai. Après un dernier geste d'adieu, l'Irlandais revint en traînant les pieds vers le fauteuil où il avait laissé journaux et revues. Il salua le docteur.

— Vous le connaissez? demanda Mme Hamlyn.

— On m'a présenté à lui au cercle avant le déjeuner. Il s'appelle Gallagher. C'est un planteur.

Au brouhaha du port, au branle-bas du départ, succédait

un silence apaisant. Le steamer glissa lentement entre des falaises verdoyantes, — le mouillage des P. and O. (1) est situé dans une anse solitaire et charmante, — et gagna la rade. Des bateaux de tous pays s'y pressaient : paquebots, remorqueurs, chalands, caboteurs ; et au delà, derrière la jetée, se hérissaient, comme une forêt dénudée, les mâts pressés des jonques indigènes. Dans la douce lumière du soir, un mystère les enveloppait. Tous ces navires, momentanément au repos, semblaient dans l'attente de quelque événement extraordinaire.

Mme Hamlyn passait de mauvaises nuits. Au petit jour, elle montait sur le pont. En regardant l'aube éteindre les dernières étoiles, elle sentait un apaisement bercer son cœur endolori Devant le miroir des flots immobiles, toutes les douleurs humaines se calmaient. L'air vibrait d'un frisson léger dans la lumière tamisée. Mais, ce matin-là, en arrivant au bout du spardeck, elle vit que quelqu'un l'avait devancée. C'était M. Gallagher en pyjama et en pantoufles. Il regardait les côtes basses de Sumatra que le soleil levant, comme un magicien, semblait faire surgir de la mer sombre. Elle ne put réprimer un mouvement de contrariété, mais déjà il l'avait aperçue et s'inclinait.

— Comment, vous, à pareille heure? Puis-je vous offrir une cigarette, madame ?

Il lui tendit son étui. Mme Hamlyn hésita. Elle avait un peu honte de sa robe de chambre et du bonnet de dentelle jeté sur ses cheveux défrisés ; quelle tête elle devait avoir ! Mais elle prit un plaisir amer à souligner sa mortification.

— Heureusement qu'une femme de quarante ans n'a plus le droit d'être coquette ! minauda-t-elle, comme s'il eût pu deviner sa futile préoccupation, — elle prit une cigarette, — mais vous aussi, je vous trouve matinal.

— Je suis planteur. J'ai dû, pendant si longtemps, être debout à cinq heures que je me demande si j'en perdrai jamais l'habitude.

A présent qu'il était nu-tête, elle voyait mieux son visage. Sans être beau, il lui parut sympathique. Ses traits avaient peut-être été réguliers dans sa jeunesse, mais ils s'étaient empâtés. Dans sa face couperosée, les yeux noirs pétillaient, et malgré ses quarante-cinq ans bien sonnés, ses cheveux restaient

(1) *Peninsular and Oriental Company.*

drus, sans un filet blanc. Tout en lui donnait une impression de force. En somme, un être vulgaire et lourd. Jamais, sans la promiscuité du bord, Mme Hamlyn n'aurait songé à lier conversation avec lui.

— Vous partez en congé? hasarda-t-elle.

— Non, cette fois, c'est pour de bon que je retourne chez moi.

Ses yeux brillèrent. Il était d'humeur communicative et, jusqu'à l'heure du bain de Mme Hamlyn, il l'accabla de ses confidences.

Depuis un quart de siècle, il vivait en Malaisie et, pendant les dix dernières années, il avait dirigé une plantation à Selantan. A quelque cent kilomètres de tout semblant de civilisation, les distractions n'abondent pas. En revanche, on peut y faire fortune. Avec une prudence qu'on n'aurait pas attendue de ce joyeux compère, il avait placé en fonds d'État les gros bénéfices réalisés lors de la hausse des caoutchoucs. Et maintenant, malgré le krack, libre de tout souci, il se retirait des affaires.

— De quelle partie de l'Irlande êtes-vous? demanda Mme Hamlyn.

— De Galway.

Mme Hamlyn avait traversé autrefois l'Irlande en automobile, et elle gardait le vague souvenir d'une ville morne où, devant la mer mélancolique, s'élèvent de grands entrepôts en maçonnerie, déserts et délabrés. Elle conservait du paysage entrevu une impression de verdure et de pluie douce, de silence résigné. Était-ce là que M. Gallagher se proposait de terminer ses jours? Il en parlait avec un enthousiasme juvénile. L'idée d'une vitalité si exubérante transplantée dans la grisaille de ce royaume d'ombres était si bizarre que Mme Hamlyn en fut intriguée.

— Est-ce que votre famille y habite?

— Je n'ai plus de famille. Mon père et ma mère sont morts. Si je suis bien renseigné, il ne me reste plus un seul parent au monde.

Il avait fait ses plans, — voilà vingt-cinq ans qu'il les mûrissait, — et il ne se lassait pas d'en parler. Trop longtemps, il n'avait pu s'en ouvrir à personne. Il achèterait une maison et une auto. Il élèverait des chevaux. La chasse à tir ne le tentait guère; pendant ses premières années de Malaisie, il avait abattu

beaucoup de gros gibier, mais à présent le goût lui en avait passé; pourquoi détruire les animaux de la jungle? Mais il aimait la chasse à courre.

— Me trouvez-vous trop gros, par hasard? demanda-t-il.

Mme Hamlyn sourit et, du regard, le soupesa.

— Vous devez bien peser dans les cent kilos.

Les chevaux irlandais étaient les plus robustes du monde; il se croyait toujours en état de les monter. Dans une plantation de caoutchouc, on a diablement à marcher, et il était grand joueur de tennis. En Irlande il aurait tôt fait de maigrir. Puis, il se marierait. Sans mot dire, Mme Hamlyn contemplait la mer qu'irisait à présent le soleil levant. Elle soupira.

— Ne laissez-vous là-bas personne que vous regrettez? Malgré votre désir de retourner chez vous, au moment du départ, vous avez dû éprouver un déchirement.

— Ah! bien, merci! J'étais ravi de m'en aller. J'en avais par-dessus la tête. Tout ce que je demande, c'est de ne jamais revoir ce sacré pays ni aucun de ses habitants.

Un ou deux passagers commençaient à arpenter le pont. Mme Hamlyn se souvint de son accoutrement et redescendit.

Les deux jours suivants, elle vit à peine M. Gallagher. Il passait son temps au fumoir. En raison d'une grève de dockers, le bateau brûla l'escale de Colombo et les passagers se préparèrent à tirer le meilleur parti possible de leur voyage à travers l'Océan indien. Comme distractions, ils avaient les habituels jeux du bord, les potins, le flirt. Noël approchait. Ils en profitèrent pour organiser un bal costumé, et les dames se mirent à combiner leurs travestis. Un grave problème se posait : inviterait-on les passagers de seconde? En dépit de la chaleur, la discussion fut animée. Les passagers de seconde seraient gênés, assuraient les dames; ils étaient capables de se griser, et à quoi s'exposait-on? Les uns comme les autres se défendaient de tout snobisme. Qui songe à juger les gens d'après la classe dans laquelle ils voyagent? Mais ne serait-ce pas un manque de délicatesse que de mettre les passagers de seconde dans une position fausse? Ils s'amuseraient beaucoup plus en restant entre eux. D'un autre côté, personne ne voulait les blesser. Même si la fête ne devait pas les amuser, ils seraient peut-être flattés de l'invitation. A notre époque, certaine

concessions s'imposent. Cela fut dit pour répondre à la femme d'un missionnaire en Chine. Jamais, prétendait-elle, pendant trente-cinq ans de voyage sur les P. and O., elle n'avait entendu agiter cette question. M. Gallagher, qui ramenait en seconde un de ses employés, fut arraché à la table de jeu au moment où le scrutin allait être clos et le consul lui demanda son avis. Il se souleva du canapé qui ployait sous sa masse.

— Pour mon compte, je n'ai que ceci à dire : j'ai ici un employé qui s'occupait de nos machines. C'est la crème des braves gens et il est tout aussi digne que moi d'assister à votre fête. Mais il n'y paraîtra pas, car j'ai l'intention, en l'honneur de Noël, de lui offrir une telle bombance que ce sera tout juste si, à dix heures, il est encore capable de se fourrer au lit.

M. Jephson, le consul, grimaça un sourire. C'était à lui, personnage officiel, que revenait la présidence de la réunion et il désirait qu'on la prît au sérieux. Il se plaisait à répéter que tout ce qui vaut la peine d'être fait, doit être bien fait.

— Je conclus de vos observations, dit-il non sans aigreur, que le point qui nous préoccupe ne vous paraît pas très important.

— Je m'en soucie comme d'une guigne, répliqua Gallagher, les yeux narquois.

Mme Hamlyn éclata de rire. On décida enfin d'inviter les passagers de seconde classe, mais de faire une démarche discrète auprès du commandant pour le prier de leur interdire l'accès du salon des premières. Ce même soir, Mme Hamlyn, après s'être habillée pour le dîner, rencontra sur le pont M. Gallagher.

— Vous arrivez juste à point pour prendre un cocktail, madame, proposa-t-il avec rondeur.

— Volontiers. Ça me fera du bien. J'ai besoin d'être remontée.

— Pourquoi?

Malgré le sourire engageant de son interlocuteur, Mme Hamlyn éluda la question.

— Je vous l'ai dit l'autre matin, répondit-elle avec enjouement. J'ai quarante ans sonnés.

— Jamais je n'ai vu une femme le répéter avec tant d'insistance.

Ils s'assirent dans le hall et l'Irlandais commanda un Martini sec pour Mme Hamlyn et un gin pour lui. Quand on a vécu

longtemps en Orient, on ne saurait prendre autre chose.

— Vous avez le hoquet, remarqua Mme Hamlyn.

— Oui, il m'a secoué comme cela tout l'après-midi. C'est assez drôle, ça m'a pris au moment précis où la terre disparaissait.

— Le dîner le fera passer.

Ils burent, le second coup sonna, et ils entrèrent dans la salle à manger.

— Jouez-vous au bridge? demanda-t-elle comme ils se séparaient.

— Ma foi non.

Deux ou trois jours s'écoulèrent sans que Mme Hamlyn revît Gallagher, mais elle n'y prit pas garde. Ses ennuis l'absorbaient. Ils la tracassaient pendant qu'elle travaillait à l'aiguille, embrouillaient le roman où elle cherchait en vain à les oublier. A mesure qu'elle s'éloignait du théâtre de son infortune, ses tortures morales auraient dû s'apaiser, mais au contraire, chaque jour qui la rapprochait de l'Angleterre augmentait sa détresse. Elle songeait avec désespoir à la vie solitaire qui l'attendait. Quand, un instant, elle parvenait à chasser la vision de cet avenir qui la faisait frémir, les souvenirs de son passé l'obsédaient. Elle avait été mariée vingt ans. Après tant d'années de vie commune, on n'a plus guère d'illusions. M. et Mme Hamlyn n'éprouvaient certes plus l'un pour l'autre les sentiments d'autrefois, mais ils s'entendaient et se comprenaient. Comparée à beaucoup d'autres, leur union pouvait passer pour exemplaire. Soudain, elle découvrit qu'Hamlyn était amoureux. Un flirt ne l'eût pas inquiétée. A plusieurs reprises, dans des cas semblables, il s'était laissé taquiner de bonne grâce, plutôt flatté que vexé, et ils avaient ri ensemble de ce feu de paille. Mais, cette fois, c'était une autre affaire. Hamlyn aimait à la folie, comme un garçon de dix-huit ans. A cinquante-deux ans! Et il aimait sans discrétion ni prudence. Avant que sa femme connût la triste vérité, tout Yokohama était au courant. Le premier choc passé, — son mari était le dernier des hommes qu'elle eût supposé capable d'une pareille insanité, — elle se persuada que, s'il se fût agi d'une jeune fille, elle aurait pu comprendre et pardonner. Combien d'hommes d'un certain âge perdent la tête pour des gamines! Après vingt ans d'Extrême-Orient, elle n'ignorait pas que la cinquantaine est

un cap dangereux. Mais Hamlyn n'avait pas d'excuse. L'élue avait huit ans de plus qu'elle-même, ce qui ajoutait au grotesque de l'aventure. Dorothée Lacom approchait de son dixième lustre. Il la connaissait depuis dix-huit ans. Comme l'époux volage, Lacom était dans la soierie à Yokohama. Ils se voyaient en moyenne trois ou quatre fois par semaine. Un été, en Angleterre, les deux ménages avaient loué ensemble une villa au bord de la mer. Et il ne s'était rien passé. Jusqu'à l'année dernière, leurs rapports s'étaient bornés à une bonne camaraderie. Inimaginable! Certes Dorothée était une belle femme, mais autrefois ne possédait-elle pas déjà sa jolie taille, aujourd'hui légèrement épaissie, ses yeux noirs un peu effrontés, sa bouche trop rouge, sa chevelure opulente? Quarante-huit ans! Elle avait quarante-huit ans!

Mme Hamlyn procéda par attaque brusquée. Son mari commença par nier, mais devant les précisions accumulées, il se troubla et finit par avouer ce qu'il ne pouvait plus cacher. Il eut une phrase stupéfiante.

— Qu'est-ce que ça peut bien te faire? demanda-t-il.

Exaspérée, Mme Hamlyn riposta avec rage. Son cœur ulcéré lui suggérait les traits les plus blessants. Le coupable écoutait avec placidité.

— Ai-je été un si mauvais mari pendant ces vingt années? Voilà longtemps que nous ne sommes plus que des amis. J'ai beaucoup d'affection pour toi, cela ne l'altère en aucune façon Tu ne perds rien à ce que je donne à Dorothée.

— Mais enfin, que me reproches-tu?

— Rien. Aucun homme ne peut souhaiter une meilleure épouse.

— Et tu oses le dire, quand tu me traites de cette façon?

— Je n'ai pas du tout l'intention de te faire de la peine, mais c'est plus fort que moi.

— Enfin, qu'est-ce qui t'a pris de tomber amoureux d'elle?

— Qu'est-ce que j'en sais? Tu ne te figures pourtant pas que j'ai couru après?

— Ne pouvais-tu résister?

— J'ai fait mon possible. Nous avons essayé tous les deux.

— A t'entendre, on croirait que vous avez vingt ans. Oubliez-vous donc votre âge? Elle a huit ans de plus que moi. Cela me met dans une position ridicule.

Hamlyn ne répondit pas. Elle ne se contenait plus. Était-ce la jalousie qui lui serrait la gorge, la colère, ou simplement la vanité blessée ?

— En voilà assez. S'il ne s'agissait que de toi et d'elle, je divorcerais, mais il y a son mari et ses enfants. Mon Dieu ! ne t'est-il jamais venu à l'idée que, si elle avait des filles au lieu de garçons, elle pourrait être grand mère ?

— Largement.

— Quelle chance que nous, au moins, nous n'ayons pas d'enfants !

Il esquissa un geste tendre qu'elle repoussa avec horreur.

— Tu as fait de moi la risée de nos amis. Dans notre intérêt à tous, je consens à me taire, mais à condition que ce scandale cesse immédiatement, et pour toujours.

Il baissa les yeux et joua d'un air pensif avec un bibelot japonais qui se trouvait sur la table.

— J'en parlerai à Dorothée, répondit-il enfin.

Elle acquiesça en silence, passa devant lui et sortit, trop irritée pour se rendre compte que son attitude touchait au mélodrame. Elle pensait qu'Hamlyn lui raconterait sa conversation avec Dorothée Lacom, mais il n'y fit aucune allusion. Toujours ce même calme, cette politesse silencieuse. Enfin, elle se décida à l'interroger.

— As-tu oublié ce que t'ai dit l'autre jour ? dit-elle sèchement.

— Non. Dorothée est au désespoir de t'avoir fait tant de peine, et elle m'a chargé de te le dire. Elle aimerait à te voir, mais elle craint que sa visite ne te soit désagréable.

— Qu'avez-vous décidé ?

Il hésita, soudain très grave. Sa voix tremblait.

— Mieux vaut ne pas faire une promesse que nous ne tiendrons pas, j'en ai peur.

— Alors, n'en parlons plus.

Il reprit :

— Je dois te prévenir que si tu engages une instance en divorce, tu perdras ton procès : tu ne possèdes aucune preuve.

— Je compte retourner en Angleterre et consulter un avoué. Aujourd'hui, ce genre d'affaires se règle facilement ; je m'en remettrai à ta générosité. Tu arriveras sans doute à me rendre ma liberté sans mettre Dorothée en cause.

Il soupira.

— Quelle histoire ! Je n'ai aucune envie de divorcer, moi, mais je m'inclinerai, bien entendu, devant tes décisions.

— Enfin, qu'espères-tu ? s'écria-t-elle, reprise par la colère T'imagines-tu que je vais supporter tous ces affronts ?

— Je suis navré de t'avoir mise dans une situation fausse. — Il la regarda avec lassitude. — Nous ne songions guère, je te l'affirme, à nous éprendre l'un de l'autre. Nous nous rendons tous les deux compte de notre âge. Comme tu le dis, Dorothée pourrait être grand mère et moi je sens le poids de mes cinquante-deux ans. Quand on aime à vingt ans, on croit que c'est pour toujours, mais à cinquante, on sait que l'on a peu de temps devant soi... — Sa voix se brisa. Songeait-il aux rafales de l'automne, aux feuilles mortes qui tourbillonnent ? Son regard s'assombrit. — Comment alors laisser échapper la chance de bonheur que nous offre un caprice du sort ? Cinq ans, c'est la limite de ce qu'on peut espérer... si ce n'est six mois. La vie est si grise et le bonheur si rare !

L'exaltation de son mari, si positif, si pratique, avait surpris Mme Hamlyn. Elle lui découvrit soudain une personnalité ardente et tragique. D'un seul coup, leurs vingt ans de vie commune s'effaçaient. Elle se heurtait à une obstination inflexible. Il ne lui restait plus qu'à partir. Et aujourd'hui, acharnée à poursuivre le divorce dont elle l'avait menacé, elle retournait en Angleterre.

La mer, dont la surface égale renvoyait en reflets métalliques l'éclat somptueux du soleil, paraissait à Mme Hamlyn étrangère et hostile comme la vie uniforme qui l'attendait. Depuis trois jours, nul bateau n'avait sillonné le désert de l'Océan. Parfois, l'espace d'un éclair, la fuite d'un poisson volant animait la plaine liquide. La chaleur immobilisait jusqu'aux passagers les plus remuants. A cette heure, — c'était après le déjeuner, — ceux qui ne se reposaient pas dans leurs cabines s'affalaient, anéantis sur des chaises longues. Linsell vint rejoindre Mme Hamlyn.

— Où donc est votre femme ? lui dit-elle.

— Je n'en sais rien. Elle ne peut pas être bien loin.

Tant d'insouciance exaspéra Mme Hamlyn. Ne remarquait-il donc pas le flirt déjà poussé très loin de sa femme et du chirurgien ?

Quelques années plus tôt, il en eût pris ombrage. Un mariage romanesque, pourtant, que celui de cette pensionnaire et de cet adolescent. Quel radieux amour sans doute que celui de ce beau couple! Et aujourd'hui, déjà lassés l'un de l'autre! N'était-ce pas ce qu'avait dit son mari?

— A votre arrivée là-bas, vous vous installerez à Londres, je suppose? demanda Linsell avec indifférence.

— Oui, sans doute.

Elle se faisait difficilement à l'idée de ne pas savoir où aller. Et d'ailleurs, qui s'en souciait? Une association d'idées la fit penser à Gallagher. Elle enviait son impatience de revoir son pays. Elle se sentait émue et amusée à l'entendre parler, en termes lyriques, de la maison et de la femme qu'il rêvait.

A Yokohama, les amis de Mme Hamlyn, mis dans la confidence de ses projets de divorce, lui avaient prédit qu'elle se remarierait. Pourtant, après une pareille déception, une seconde expérience ne la tentait guère. D'ailleurs, quel est l'homme qui n'y regarde pas à deux fois avant de demander la main d'une femme de quarante ans? Une jeunesse appétissante, voilà ce qu'il faudrait à M. Gallagher.

— Et M. Gallagher, où est-il? demanda-t-elle au placide Linsell. Depuis un jour ou deux, on ne le voit plus.

— Vous ne savez pas : il est malade.

— Le pauvre! Qu'a-t-il donc?

— Il a le hoquet.

Mme Hamlyn se mit à rire.

— Vous appelez le hoquet une maladie?

— Le médecin est très ennuyé. Il a tout essayé pour le couper, mais rien n'y fait.

— Comme c'est bizarre!

Elle n'y songea plus, mais le lendemain matin, elle rencontra le docteur et lui demanda des nouvelles de Gallagher. Elle vit avec surprise son visage s'assombrir.

— Je le crois très bas, le pauvre diable.

— Pour un simple hoquet?

Comment prendre le hoquet au tragique?

— Il ne garde aucune nourriture, il ne peut pas fermer l'œil. Alors, il s'épuise. Tout, j'ai tout essayé. — Il hésita. — Si je ne réussis pas à juguler ça bientôt... je ne réponds de rien.

Mme Hamlyn était atterrée.

— Un colosse pareil ! Il paraissait si plein de santé.

— Si vous le voyiez maintenant !

— Croyez-vous que ma visite lui ferait plaisir ?

— Venez.

Gallagher avait été transporté à l'infirmerie. En approchant, ils entendirent de violents hoquets. Ce bruit, peut-être parce qu'il rappelle les éructations d'un ivrogne, a quelque chose de grotesque, mais Mme Hamlyn tressaillit à la vue de Gallagher. Il était réduit à rien et la peau de son cou pendait en plis flasques. Le hâle ne dissimulait pas sa pâleur. Ses yeux, autrefois pétillants de malice et de gaieté, étaient hagards. Les spasmes secouaient sans cesse son grand corps. Loin de songer maintenant à rire, Mme Hamlyn, sans comprendre pourquoi, éprouvait une vague terreur. Il sourit en la voyant.

— Je suis navrée, mon pauvre ami, dit-elle.

— Je n'en mourrai pas, parvint-il à articuler entre deux hoquets. Quand j'atteindrai les rives de la verte Erin...

Un homme assis auprès du lit s'était levé à l'entrée des visiteurs.

— Monsieur Pryce, présenta le docteur, le contremaître qui s'occupait des machines dans l'exploitation de M. Gallagher.

Mme Hamlyn s'inclina légèrement. C'était le passager de seconde à qui Gallagher avait fait allusion à propos du bal de Noël. Un homme de très petite taille, mais râblé et déluré, d'aspect sympathique, rempli d'assurance.

— Vous devez être content de retrouver bientôt les vôtres, lui dit Mme Hamlyn.

— Plutôt ! mademoiselle.

A l'accent, Mme Hamlyn reconnut aussitôt le Londonien pur sang, dont Pryce avait d'ailleurs l'insouciance et la bonne humeur. La glace était rompue.

— Vous n'êtes pas Irlandais, vous, remarqua-t-elle avec un sourire.

— Non, mademoiselle. Je suis de Londres et ne serai pas fâché de revoir ma bonne ville, je vous le certifie.

Mme Hamlyn ne s'offusquait jamais d'être appelée mademoiselle.

— Allons, au revoir, monsieur, dit Pryce à Gallagher en portant la main à une casquette imaginaire.

Mme Hamlyn demanda au malade si elle pouvait faire quelque chose pour lui, et au bout d'un instant elle le laissa avec le docteur. Le petit Londonien l'attendait derrière la porte.

— Puis-je vous dire deux mots, mademoiselle ?

— Avec plaisir.

L'infirmerie était à l'arrière. En se penchant sur la balustrade, on apercevait le pont inférieur où, pêle-mêle, Hindous et maîtres-d'hôtels, leur service terminé, flânaient auprès des écoutilles.

— Je ne sais trop comment commencer, dit Pryce en cherchant ses mots. — Une expression sérieuse transformait sa bonne figure toute plissée. — Voilà quatre ans que je travaille chez M. Gallagher et l'on ne trouverait pas, dans le monde entier, patron meilleur que lui

Il hésita encore.

— J'ai peine à y croire et pourtant rien n'est plus vrai.

— Quoi donc ?

— Eh ! bien, M. Gallagher est perdu et je doute que le docteur s'en rende compte. Je le lui ai dit, mais il m'a envoyé promener.

— Ne vous frappez pas ainsi, M. Pryce. Le docteur est jeune, c'est vrai, mais je le crois très capable, et enfin on n'a jamais vu personne mourir du hoquet! M. Gallagher sera certainement guéri d'ici un jour ou deux.

— Savez-vous quand ça l'a pris ? Juste comme la terre disparaissait. *Elle* avait dit qu'il ne reverrait jamais son pays.

Mme Hamlyn se tourna vers lui et le regarda dans les yeux. Elle le dominait de la tête.

— Qu'est-ce que vous me chantez là?

— Ma conviction est qu'on lui a jeté un sort. La médecine n'y changera rien. Vous ne connaissez pas ces Malais comme je les connais.

— Oh ! M. Pryce, quel enfantillage !

— C'est ce qu'a répondu le docteur. Mais retenez bien ceci : M. Gallagher mourra avant que nous revoyions la terre.

Il parlait d'un ton si solennel que, malgré elle, Mme Hamlyn se sentit impressionnée.

— Et pourquoi lui aurait-on jeté un sort ?

— Hum ! c'est un peu délicat à expliquer à une demoiselle.

— Parlez, je vous en prie.

En toute autre circonstance Mme Hamlyn aurait eu peine à garder son sérieux, tant l'embarras de Pryce lui paraissait comique.

— Voilà des années que M. Gallagher vivait au fin fond des terres. Ma foi, on y est plutôt seul et vous savez ce que c'est que les hommes, mademoiselle.

— Je suis mariée depuis vingt ans.

— Ah! mille excuses, madame. Le fait est qu'il vivait avec une Malaise. Depuis quand? je ne sais pas au juste, dix ou douze ans, je crois. Donc, lorsqu'il lui a annoncé qu'il allait partir pour toujours, elle n'a pas pipé mot. Pas un geste, rien. Il s'attendait à des lamentations sans fin; non, rien, comme je vous le dis. Bien entendu, il s'est occupé d'elle. Il lui a donné une maison en pleine propriété et s'est arrangé pour lui faire verser tous les mois une petite rente. Il n'est pas regardant, je vous assure, et la femme savait bien qu'un jour ou l'autre il la quitterait. Donc, pas une larme, pas une plainte. Une fois tous les bagages du patron préparés, elle est restée tranquillement assise pendant qu'on les emportait. Et quand il a vendu le mobilier à des Chinois, elle n'a pas fait une observation. Tout ce qu'elle avait voulu, il le lui avait donné. Quand vint l'heure de rejoindre le bateau, elle demeura accroupie sur les marches du bungalow, figurez-vous, et continua à regarder M. Gallagher en silence. Elle ne s'est même pas dérangée pour lui dire adieu. « Alors, tu ne m'embrasses pas? » s'exclama-t-il. Une expression bizarre transforma le visage de la Malaise. « Toi partir, dit-elle dans son baragouin indigène, mais toi jamais arriver dans ton pays. Quand verras terre enfoncer dans mer, mort sera sur toi, et t'aura pris avant que ceux qui voyagent avec toi revoient rivage. » J'en ai été tout chaviré.

— Qu'a répondu M. Gallagher?

— Oh! vous le connaissez, il a répondu par un joyeux « Jamais malade, jamais mourir, toujours content! » puis il a sauté dans l'auto et nous avons démarré.

Mme Hamlyn voyait la route à perte de vue inondée de soleil dans le silence des plantations de caoutchouc aux arbres verts régulièrement espacés. Le long des collines, à travers la jungle exubérante, la voiture des blancs conduite par un Malais impassible filait devant des cases isolées et lugubres élevées en retrait de la route. Elle traversait des villages où, sur la place

du marché, s'agitaient des gens de petite taille en *sarongs* (1) aux couleurs vives. Vers le soir, elle atteignait la ville pimpante et toute moderne avec ses cercles, son terrain de golf, ses maisons de thé dernier cri, sa population européenne et sa station de chemin de fer où les deux hommes prendraient le train pour Singapour. Et la femme abandonnée, accroupie sur les marches du bungalow vide jusqu'à l'arrivée du nouvel administrateur, regardait fixement cette route sur laquelle la voiture avait trépidé avant de s'éloigner, regardait encore et toujours jusqu'à ce que la nuit s'étendît sur la contrée.

— Comment était cette femme? demanda Mme Hamlyn.

— Oh! pour quant à moi, toutes les Malaises se ressemblent. D'abord, celle-là n'était pas de la première jeunesse et vous connaissez les indigènes; en un rien de temps, ça devient énorme.

— Énorme?

— Dame! avec M. Gallagher, on mangeait bien.

Cette description ramena Mme Hamlyn à la raison. Elle s'en voulut d'avoir admis un instant l'hypothèse du petit Londonien.

— Quelle absurdité! monsieur Pryce. Voyez-vous de grosses femmes jetant des sorts à mille kilomètres de distance? Elles ont déjà bien assez à faire à trimballer leur graisse.

— Riez tant qu'il vous plaira, madame; à moins qu'on ne trouve quelque remède, retenez ce que je vous dis, le patron est fichu. Et ce n'est pas la médecine qui le sauvera, du moins, pas celle des Blancs.

— Ne vous emballez pas ainsi. Après tout, cette boule de suif n'avait aucune raison particulière d'en vouloir tant que cela à M. Gallagher. Pour les mœurs de l'Extrême-Orient, il me paraît s'être montré très généreux. Pourquoi lui souhaiterait-elle du mal?

— Est-ce que nous connaissons ces gens-là? On a beau avoir vécu pendant vingt ans avec une Malaise, croyez-vous qu'on soupçonne ce qui se passe dans les ténèbres de son âme? Jamais de la vie!

Cette tirade mélodramatique fut lancée avec une telle conviction que le sourire de Mme Hamlyn s'éteignit. Ne savait-elle pas d'ailleurs mieux que personne combien sous une peau blanche, jaune ou brune, le cœur humain recèle d'impéné-

(1) *Sarong*, mot malais désignant un pagne.

trable mystère? Elle reprit, pour se rassurer, sans bien s'en rendre compte :

— Mais, après tout, même si elle lui en voulait, même si elle le haïssait au point de désirer sa mort, que pouvait-elle? Il n'y a pas de poison qui commence à agir au bout de six ou sept jours.

— Je n'ai jamais dit que ce fût un poison.

— Je regrette, monsieur Pryce, mais je ne puis croire à la sorcellerie.

— Vous avez vécu en Orient ?

— A plusieurs reprises depuis vingt ans.

— Si vous savez de quoi ces jaunes sont capables ou incapables, eh bien ! ma parole, vous êtes plus avancée que moi.

Il serra le poing et frappa sur le bastingage dans un accès de rage soudaine.

— J'en ai par-dessus la tête de ce sacré pays. Ce qu'il y a de sûr, c'est que j'ai les nerfs à bout. Nous autres Blancs, nous ne sommes pas de taille à lutter contre ces macaques, voilà la vérité. Excusez-moi, je crois que je vais aller prendre une douche. Je ne tiens plus en place.

Il salua brusquement et s'en alla. Mme Hamyln suivit du regard le petit homme qui se hâtait, en proie à une extrême agitation. Il dévala l'échelle jusqu'au pont inférieur, le traversa tête baissée et disparut dans le salon des secondes. Une inquiétude indéfinissable s'était emparée d'elle. Elle n'arrivait pas à chasser l'image d'une grosse Malaise en *sarong* et en veste de couleur vive brodée d'or, accroupie sur les marches d'un bungalow, qui regardait fixement une route déserte. Au milieu du visage lourd et fardé, les grands yeux sans larmes n'avaient aucune expression. Dans la voiture, des collégiens, eût-on dit, qui s'échappaient pour les vacances. Gallagher poussait un soupir de soulagement. Par ce lumineux matin, sous le ciel clair, tout son être s'épanouissait de bonheur. L'avenir lui apparaissait comme un beau paysage ensoleillé.

Vers le soir, Mme Hamlyn demanda au docteur des nouvelles de son patient. Il hocha la tête.

— J'y perds mon latin. — Un pli soucieux lui creusa le front. — Quelle guigne, un cas pareil ! A l'hôpital, ce ne serait déjà pas drôle, mais à bord !

Frais émoulu de la Faculté de médecine, cet enfant d'Édimbourg envisageait son voyage comme un intermède avant de s'établir. Il s'était promis, avant tout, de s'amuser et voilà qu'une maladie mystérieuse contrariait ses beaux projets. Malgré son inexpérience, il n'avait rien négligé de ce qui pouvait être tenté et l'idée de passer pour incapable l'exaspérait.

— Et M. Pryce, qu'en dit-il? demanda Mme Hamlyn.

— Je n'ai jamais rien entendu de plus idiot. J'ai répété ses histoires au commandant qui en est furieux. Il ne veut pas qu'on en parle. Cela impressionnerait les passagers.

— Je serai discrète comme la tombe.

Le médecin lui lança un coup d'œil scrutateur.

— Enfin, vous non plus, vous ne croyez pas un mot de toutes ces sottises, j'espère?

— Bien sûr que non.

Son regard s'abaissa vers la mer bleue, huileuse et calme, qui étincelait tout autour d'eux.

— Voilà longtemps que je vis en Orient, ajouta-t-elle. Il s'y passe des choses étranges.

— Tout cela commence à m'horripiler.

A quelques pas, deux petits Japonais corrects et soignés dans leurs chemises de tennis, leurs pantalons blancs et leurs souliers de toile, jouaient aux palets. Ils affichaient un chic très européen; même ils comptaient les points en anglais, et cependant, à cet instant, l'aisance avec laquelle ils portaient ce déguisement inspira à Mme Hamlyn une vague répulsion. Elle aussi avait les nerfs à bout.

Et bientôt, sans qu'on sût comment, la nouvelle se répandit que Gallagher était envoûté. Les femmes se le chuchotaient tout en cousant leurs costumes pour le bal de Noël, et, au fumoir, leurs maris le répétaient par-dessus les cocktails. Beaucoup de passagers connaissaient l'Orient, et du fond de leur mémoire, surgissaient des histoires singulières et troublantes. Bien entendu, il eût été absurde d'admettre un seul instant qu'on eût jeté un sort à Gallagher; ces choses-là n'arrivent pas; et cependant chacun citait tel ou tel fait demeuré inexplicable. Le docteur ne comprenait rien à cette maladie. S'il en pouvait décrire l'aspect physiologique, l'origine des terribles spasmes lui échappait. Dans son impuissance, il se cherchait des excuses.

— Enfin, c'est un cas qu'on ne rencontre jamais au cours de toute une carrière. Je n'ai vraiment pas de veine.

A chaque bâtiment qu'on croisait, il prenait une consultation par sans fil.

— J'ai tout essayé, racontait-il avec irritation. Mon confrère du paquebot japonais parle d'adrénaline. Comme si on pouvait s'en procurer en plein Océan indien !

Ce bateau filant sur une mer déserte d'où lui arrivaient de toutes parts d'invisibles messages, avait quelque chose de sinistre. On eût dit, malgré son isolement, qu'il était devenu le centre du monde. A l'infirmerie, le patient, à moitié suffoqué, haletait après la vie. Un jour, les passagers remarquèrent un changement de direction : le capitaine décidait de faire escale à Aden. Là, Gallagher serait débarqué et transporté à l'hôpital où il recevrait des soins impossibles à donner à bord. Le chef mécanicien reçut l'ordre de forcer les feux. La coque du vieux bateau frémissait sous l'impulsion des machines. Habitués à leur rythme régulier, les passagers s'énervaient à l'accroissement des vibrations. Chacun éprouvait comme une inquiétude égoïste. Et toujours rien ne troublait le vaste Océan : on traversait un désert. Bientôt le malaise général s'accentua. Tout devenait prétexte à querelle. Nul sourire n'accueillait les plaisanteries rebattues de M. Jephson. Les Linsell se disputèrent une partie de la nuit. Dans une promenade sur le pont, Mme Linsell accabla son mari d'un flot de reproches. Le bridge amena un soir une scène violente au fumoir et la réconciliation fut le signal d'une beuverie générale. Tous suivaient la route sur la carte. On ne parlait pas de Gallagher, mais on ne pensait qu'à lui. Trois jours, quatre au plus, c'était tout ce que le docteur lui donnait à vivre. Les passagers discutaient avec aigreur sur le plus court chemin à prendre pour atteindre Aden. Peu leur importait ce qu'il adviendrait du malade après son débarquement, pourvu qu'il ne mourût pas à bord.

Le mal faisait des progrès, comme s'épanouissent les plantes tropicales après une averse de printemps. Mme Hamlyn voyait Gallagher tous les jours. Déjà sa peau distendue flottait sur ses os et pendait au menton comme la caroncule ridée d'un dindon. Ses joues se creusaient. La largeur de sa carrure frappait davantage et sa charpente osseuse bosselait le drap, comme

l'ossature d'un géant de la préhistoire. Engourdi par la morphine, il reposait la plupart du temps les yeux clos, mais toujours tordu par les spasmes. Quand ses paupières se soulevaient, les yeux paraissaient extraordinairement dilatés. Angoissés et vagues, ils regardaient du fond de leurs orbites enfoncées. Parfois, dans un éclair de lucidité, il reconnaissait Mme Hamlyn et s'essayait alors à un galant sourire.

— Comment allez-vous, monsieur Gallagher?

— Ça va, ça va. Je me retaperai dès que nous sortirons de cette maudite chaleur. Dieu! que j'ai hâte de piquer une tête dans l'Atlantique! Je donnerais n'importe quoi pour une bonne course à la nage. Ah! sentir la mer froide et grise de Galway battre contre ma poitrine!

Puis, de nouveau, le hoquet le secouait des pieds à la tête. Pryce et la femme de chambre se relayaient à son chevet. Le visage du petit Londonien avait perdu son expression de gaieté narquoise.

— Le capitaine m'a parlé hier, confia-t-il à Mme Hamlyn quand ils se retrouvèrent seuls. Quel abattage!

— A propos de quoi?

— Il dit qu'il en a assez de tous ces mystères, que ça terrifie les passagers, et que si je ne tiens pas ma langue, j'aurai affaire à lui. Je n'y suis pour rien, moi. Jamais je n'en ai soufflé mot, sauf à vous et au docteur.

— Tout le bateau jase.

— Je sais bien. Croyez-vous que je sois le seul de mon avis? Il n'y a pas ici un Hindou ou un Chinois qui ne comprenne de quoi il retourne. Nous sommes loin d'en savoir aussi long qu'eux. Ils voient que cette maladie n'est pas naturelle.

Mme Hamlyn se taisait. Il n'y avait que les Blancs pour en douter : la maîtresse abandonnée tuait Gallagher par ses sortilèges. Tous les autres en étaient convaincus. Dès qu'on apercevrait les rochers pelés d'Arabie, son âme se séparerait de son corps.

— Le capitaine m'a prévenu aussi que, s'il me pincait à essayer quelque manigance, il me bouclerait ric et rac dans ma cabine pour le reste du voyage, continua Pryce, sa face ridée barrée d'un pli soucieux.

— Que voulez-vous dire?

Il la regarda d'un air furieux, comme si elle eût mérité sa colère autant que le capitaine.

— Le docteur a épuisé la série de ses drogues. Il n'arrête pas de télégraphier aux quatre coins de l'Océan. A quoi est-il arrivé, je vous le demande ? Ne voit-il pas que le compte de ce malheureux est réglé ? A présent, il ne reste plus qu'un moyen de le sauver. C'est la magie qui le tue, c'est la magie seule qui peut le guérir. Oh ! ne vous récriez pas. J'ai vu ça de mes propres yeux. — Il haussait la voix. — J'ai vu un homme arraché aux griffes de la mort dès qu'on eut amené près de lui un *pawang*, un sorcier, quoi ! et qu'il eut pratiqué sur lui ses passes et ses simagrées. Je l'ai vu de mes propres yeux, je vous le répète.

Mme Hamlyn gardait le silence. Pryce l'observait avec attention.

— Il y a parmi les Hindous de l'équipage un sorcier comme celui dont je vous parle. Il en fait son affaire. Seulement, il lui faut un animal vivant. Un coq suffira.

— Pourquoi un animal vivant ?

Le Londonien lui jeta un coup d'œil méfiant.

— Croyez-moi, ne vous en mêlez pas. Mais je suis décidé à tout tenter pour sauver le patron. Et si le capitaine a vent de la chose et qu'il me boucle à fond de cale, eh bien ! tant pis !

A ce moment, Mme Linsell monta sur le pont, et Pryce, avec son brusque salut habituel, s'éloigna. Elle venait prier Mme Hamlyn de l'aider à essayer son costume pour le bal masqué. En descendant à la cabine, elle lui demanda avec angoisse si M. Gallagher n'allait pas mourir le jour de Noël. Alors, plus de bal. Elle avait prévenu le docteur que si jamais cela arrivait, elle ne lui adresserait plus la parole, et il s'était engagé à prolonger le malade jusqu'après la fête.

— Pour lui aussi, ça vaudrait mieux, ajouta Mme Linsell.

— Pour qui ?

— Pour ce pauvre Gallagher, parbleu ! Ce n'est pas gai de mourir le jour de Noël.

— Évidemment !

Cette nuit-là, après un sommeil agité, Mme Hamlyn s'éveilla dans les larmes. L'idée d'avoir pleuré en dormant la consterna. La faiblesse physique l'emportait : elle ne réagissait plus contre le chagrin. De nouveau tous ses malheurs repassèrent devant ses yeux. Comment n'avait-elle pas conduit plus adroitement

les discussions avec son mari? Elle regrettait amèrement de n'avoir pu continuer à ignorer cette toquade. Pourquoi ne pas avoir fermé les yeux? En femme habituée au monde, elle n'ignorait pas que cette séparation lui coûterait bien autre chose que l'amour de son mari: foyer, bien-être et surtout situation sociale. Elle songeait à ces femmes divorcées qui vivotent péniblement d'une maigre rente; leurs amis ne tardent pas à les lâcher. D'ailleurs, elle n'avait pas d'amis. Elle était aussi isolée que le bateau qui filait à toute allure à travers l'Océan désert et que le moribond abandonné à l'infirmerie du bord. Mme Hamlyn ne put se rendormir. La chaleur la suffoquait. Elle regarda sa montre. Quatre heures et demie. Encore deux heures interminables avant le lever du jour.

Elle passa un kimono et sortit. La nuit était sombre et, bien que le ciel fût sans nuages, pas une étoile ne se montrait. Poussif et branlant, le vieux « rafiot » avançait dans l'obscurité. Un lourd silence planait. Pieds nus, Mme Hamlyn se hasarda sur le pont. Il faisait si noir que d'abord on ne distinguait rien. A l'extrémité du spardeck, elle se pencha sur le bastingage. Soudain son attention fut attirée par une lueur intermittente qu'elle venait d'apercevoir sur le pont inférieur. Des dos nus d'indigènes serrés les uns contre les autres lui masquaient le foyer de cette lumière. Parmi eux, elle crut distinguer une silhouette grêle en pyjama, Pryce, à n'en pas douter. Elle assistait à quelque conjuration d'incantation. Une voix marmottait des paroles magiques. Elle se mit à trembler. Ils avaient beau être trop absorbés pour remarquer sa présence, elle n'osait plus bouger. Soudain, pareil au craquement d'une soie violemment déchirée, éclata le chant d'un coq. Mme Hamlyn étouffa un cri. Pryce offrait un sacrifice aux dieux mystérieux de l'Orient, pour essayer de sauver son maître et ami. La psalmodie se poursuivait obstinément. Un remous agita le cercle noir; il se passait quelque chose, mais quoi? Elle entendait le coq effaré se débattre, puis un son bizarre: le sorcier venait de couper le cou de la bête. Un silence. Ensuite, des gestes dont le sens échappa à Mme Hamlyn. Bientôt, il lui sembla qu'on éteignait le feu. Les silhouettes s'évanouirent dans la nuit. Seul persista le battement régulier des machines.

Mme Hamlyn demeura un instant immobile, puis elle revint lentement sur ses pas. Encore toute bouleversée, elle se laissa

tomber dans un fauteuil. Combien de temps demeura-t-elle ainsi prostrée ? Enfin, elle sentit l'approche de l'aube. La nuit s'éclaircissait. Sur l'obscurité du ciel, le bastingage se profilait à présent avec netteté. Elle vit une ombre qui s'approchait. C'était un homme en pyjama.

— Qui est-là ? s'écria-t-elle, en sursautant.

— Ce n'est que le docteur, fit une voix amicale.

— Que faites-vous ici à pareille heure ?

— Je quitte Gallagher. — Il s'assit auprès d'elle et alluma une cigarette. — Je lui ai administré une forte injection hypodermique et il s'est calmé.

— A-t-il été très mal ?

— J'ai cru qu'il passait. Brusquement, il a sursauté sur son lit et s'est mis à parler malais. Bien entendu, je ne comprenais rien. Il répétait tout le temps le même mot.

— Peut-être était-ce un nom, un nom de femme.

— Il voulait se lever. Je vous réponds qu'il est encore costaud. J'ai dû me battre avec lui. Je craignais qu'il ne se jetât par-dessus bord. On aurait dit que quelqu'un l'appelait.

— A quel moment était-ce ?

— Entre quatre heures et quatre heures et demie. Pourquoi cette question ?

— Pour rien.

Elle frissonna.

Vers la fin de la matinée, comme la vie du bateau reprenait, Mme Hamlyn croisa Pryce sur le pont, mais il se contenta de la saluer. Il paraissait harassé. De nouveau, Mme Hamlyn eut la vision de cette grosse femme aux épais cheveux noirs piqués d'épingles d'or, accroupie sur les marches du bungalow désert, qui regardait la route s'enfoncer entre les lignes régulières des caoutchoutiers.

On étouffait. Maintenant, l'obscurité de la nuit s'expliquait. Le ciel n'était plus bleu ; un blanc mat le couvrait, sans qu'aucun nuage pourtant s'y précisât. La chaleur mettait dans l'air comme un linceul. Nulle brise ne soufflait et la mer luisait comme la teinture dans la cuve d'un teinturier. Au moindre mouvement, les passagers accablés haletaient, et des gouttes de sueur perlaient sur leur front. On ne parlait qu'à voix basse. L'inquiétude pesait sur le bateau. Un sentiment de rancune montait dans les cœurs. Ces gens pleins de vie et de santé

s'exaspéraient à l'idée du moribond qui n'était rien pour eux et dont le sort, pourtant, les obsédait. Au fumoir, un verre de gin à la main, un planteur exprima sans ménagement la pensée générale.

— Enfin, s'il doit passer, j'aime autant que ce soit tout de suite. Cette attente me donne la chair de poule.

La journée fut interminable. Ce fut pour Mme Hamlyn un soulagement de voir arriver l'heure du dîner. Elle s'assit à la table du docteur.

— Quand serons-nous à Aden ? demanda-t-elle.

— Demain, j'espère. Le capitaine dit que nous apercevrons la terre entre cinq et six heures du matin.

Elle lui lança un coup d'œil. Il la dévisagea un instant, puis baissa la tête et rougit. La femme, la grosse femme, n'avait-elle pas dit que Gallagher ne reverrait pas la terre ? Ce jeune docteur, sceptique et positif, commençait à croire lui aussi à l'influence mystérieuse. Il fronça les sourcils et, comme pour se redonner de l'aplomb :

— Je ne serai pas fâché, dit-il, de passer mon patient à l'hôpital d'Aden, je vous le garantis.

Le lendemain était la veille de Noël. Quand Mme Hamlyn s'éveilla, le jour se levait. Par le sabord, elle aperçut un ciel d'argent clair. Pendant la nuit, la brume s'était dissipée. Le cœur plus léger, elle monta sur le pont. Une étoile attardée s'effaçait à l'horizon. Un reflet miroitait sur la mer. La lumière était d'une douceur exquise, délicate comme une jeune frondaison et limpide comme l'eau vive d'un torrent de montagne. Mme Hamlyn se tourna vers l'est pour admirer le soleil rose qui sortait des flots. Elle aperçut le docteur. Il venait vers elle. A sa tenue, on devinait qu'il ne s'était pas couché de la nuit. Les cheveux en désordre, les épaules voûtées, il semblait à bout de forces. Elle comprit tout de suite : Gallagher était mort. Quand le docteur approcha, elle vit qu'il pleurait. Son air d'extrême jeunesse l'attendrit. Elle lui prit la main.

— Pauvre petit ! vous êtes éreinté.

— J'ai fait tout ce que j'ai pu. Je désirais tant le sauver !

Sa voix se brisa. Il était sur le point de se trouver mal.

— Quand est-il mort ?

Il ferma les yeux pour essayer de se dominer. Ses lèvres tremblèrent.

— Il y a quelques minutes.

Mme Hamlyn soupira. Elle ne trouvait rien à dire. Son regard errait sur la mer impassible, éternelle, qui s'étendait de tous côtés, infinie comme la douleur. Soudain, à l'horizon, elle remarqua quelque chose qu'elle eût pris pour une barrière de nuages, si les contours n'en avaient pas été si nettement dessinés. Elle toucha le bras du docteur.

— Qu'est-ce que c'est que ça?

Il regarda un moment et elle le vit blêmir.

— La terre.

Une fois de plus, Mme Hamlyn pensa à la Malaise. Savait-elle?

Le service funèbre eut lieu quand le soleil fut haut dans le ciel. Passagers de première et de seconde, stewards et fonctionnaires européens se pressaient sur le pont inférieur et dans les coupées. Le missionnaire lut l'office des morts. « L'homme né de la femme n'a que peu de temps à vivre et la misère l'accable. Il vient et il est fauché, comme une fleur. Il passe comme une ombre et tout en lui est éphémère. »

Pryce, les sourcils froncés, baissait les yeux. Il serrait les dents. La rage chez lui l'emportait sur le chagrin. Le docteur et le consul se tenaient côte à côte. Le consul avait un air officiel de circonstance. Le docteur, à présent rasé de frais, était pâle et fatigué dans son coquet uniforme à galons d'or. Le regard de Mme Hamlyn chercha Mme Linsell. Tout en pleurs, elle se blottissait contre son mari et lui pressait tendrement la main. A cette minute d'émotion poignante, elle se réfugiait d'instinct auprès de lui. Mme Hamlyn en eut le cœur serré. Elle frissonna. Ses yeux restaient rivés aux planches du pont afin de ne rien voir de ce qui allait se passer. La lecture s'interrompit. Il y eut un piétinement. Un officier lança un ordre. Le missionnaire continuait : « Comme il a plu à l'Éternel notre Dieu dans sa grande miséricorde de reprendre à Lui l'âme de notre cher frère ici trépassé, nous confions son corps aux profondeurs des eaux, en attendant le jour de la résurrection. » Des larmes brûlantes ruisselaient sur les joues de Mme Hamlyn. Il y eut un clapotis sourd. La voix du missionnaire s'éleva de nouveau.

Après le service, tout le monde se dispersa. Les passagers de seconde retournèrent dans leurs quartiers et une cloche les appela au déjeuner; les passagers de première recommencèrent leurs allées et venues La plupart des hommes se préci-

pitèrent au fumoir pour y chercher un réconfort dans les whiskys et les Martini. Mais le consul fit afficher sur la porte de la salle à manger une convocation générale. Chacun se doutait de son objet et, à l'heure dite, on s'assembla. Depuis une semaine, personne ne s'était senti aussi dispos. Seule une réserve décente tempérait la gaieté revenue. Le consul, monocle à l'œil, annonça qu'il avait pris l'initiative de cette réunion pour discuter s'il était convenable de donner le bal costumé, le lendemain. Il savait la sympathie qu'inspirait à tous M. Gallagher; aussi comptait-il proposer l'envoi d'un message ému à la famille du défunt; mais l'examen des papiers n'avait révélé le nom d'aucun parent ou ami. M. Gallagher devait être seul au monde. En attendant, le consul prenait sur lui d'offrir ses sincères condoléances et l'expression de la gratitude générale au docteur dont le dévouement avait été au-dessus de tout éloge.

— Bravo, bravo, applaudirent les passagers.

« Après ces heures d'angoisse, poursuivit le consul, certains jugeraient peut-être plus convenable, par égard pour le défunt, de remettre le bal costumé à la Saint-Sylvestre. Cette manière de voir, il tenait à le déclarer en toute franchise, n'était pas la sienne. M. Gallagher eût été le premier à la réprouver. Mais, bien entendu, il appartenait à la majorité d'en décider. »

Le docteur se leva et remercia le consul et les passagers de leurs paroles aimables. « Oui, ces journées avaient été dures. Pourtant le capitaine désirait que les réjouissances de Noël eussent lieu comme si de rien n'était. Après une pareille surexcitation, le divertissement serait une diversion salutaire. »

Alors la femme du missionnaire se leva. « On ne devait pas, dit-elle, ne penser qu'à soi. Le comité des fêtes avait promis aux enfants un arbre de Noël, aussitôt après le dîner, et ils se faisaient une joie d'admirer les travestis : ne serait-il pas cruel de leur infliger une déception? Certes, nul plus qu'elle ne respectait la mort et elle était la première à n'avoir aucune envie de danser; mais elle jugeait égoïste de se laisser aller à une tristesse qui, hélas! ne ressusciterait pas le défunt. Il fallait penser aux petits. »

Ce discours produisit une profonde impression. Tous ne demandaient qu'à oublier la terreur sourde qui avait pesé si longtemps sur eux. Quand le consul mit aux voix la proposi-

tion, toutes les mains, sauf celle de Mme Hamlyn et d'une vieille dame impotente, se levèrent avec ensemble.

— La majorité se prononce pour le bal, dit le consul. Et je me permets de féliciter l'assemblée de cette sage décision.

Au moment où tout le monde se retirait, un des planteurs prit la parole. Après ces événements, il lui paraissait difficile de ne pas inviter les passagers de seconde. Ils avaient tous assisté à l'enterrement. Le missionnaire se leva comme mû par un ressort. C'est de tout cœur qu'il se ralliait à cette proposition généreuse. L'épreuve les avait tous rapprochés. En présence de la mort, les hommes deviennent égaux. Le consul intervint de nouveau. Dans une réunion précédente, on avait estimé que les passagers de seconde s'amuseraient davantage en restant entre eux, mais la situation était changée.

— Bravo, bravo, clamèrent de nouveau les assistants.

Une vague égalitaire déferlait sur eux et la motion fut votée d'enthousiasme. Les cœurs débordaient de charité. Plus tard, au fumoir, les cocktails ajoutèrent encore à la chaleur des manifestations altruistes.

C'est ainsi que, le lendemain soir, Mme Hamlyn endossa son costume. Elle n'avait guère le cœur à s'amuser et, un instant, elle pensa à simuler une indisposition, mais personne n'eût été dupe. Elle aurait fait l'effet d'une poseuse. Rarement on vit une Carmen plus aguichante, les cils allongés au rimmel, le teint avivé avec art. Un murmure flatteur salua son entrée. Toujours plein d'humour, le consul travesti en danseuse fut accueilli par des éclats de rire. Quant au missionnaire et à sa femme, un peu gauches mais très fiers, ils s'avançaient en Mandchous imposants. Mme Linsell en Colombine montrait tout ce qu'elle pouvait de ses jolies jambes. Son mari était en cheik arabe et le docteur en sultan malais.

Le dîner fut très brillant. Une souscription avait permis de servir du champagne. La Compagnie de navigation offrit des « crackers » dans lesquels se trouvaient des bonnets de papier dont les passagers se coiffèrent. Ils s'attaquaient à coups de balles qui rebondissaient à travers la pièce. Les serpentins filaient. De toutes parts, fusaient les rires et les cris. Le dîner fini, on passa au salon où l'arbre de Noël scintillait de cent bougies allumées. Avec des trépignements de joie, les enfants

vinrent recevoir leurs cadeaux. Enfin, le bal commença. Intimidés, les passagers de seconde se pressaient debout autour de la partie du pont réservée à la fête. Parfois, ils se risquaient à danser entre eux.

— N'avons-nous pas bien fait de les inviter? dit le consul en entraînant Mme Hamlyn. J'ai les idées larges et je m'en flatte. D'ailleurs, ils ont le tact de ne pas se mêler à nous.

L'absence de Pryce surprit Mme Hamlyn. Quand l'occasion se présenta, elle s'informa de lui auprès d'un passager de seconde.

— Ivre comme une bourrique, madame! Nous l'avons fourré au lit cet après-midi et bouclé dans sa cabine.

Le consul, très empressé, réclama un fox-trott. Soudain le flon-flon et les grincements de l'orchestre d'amateurs, les fades plaisanteries de son danseur, l'exubérance générale écœurèrent Mme Hamlyn. Tant de gaieté sur ce bateau glissant dans le calme de l'Océan désert la frappait tout à coup d'horreur. Sitôt débarrassée du consul, elle s'esquiva et se hâta vers l'échelle qui conduisait sur le pont. Là, tout était noir. A tâtons, elle chercha une encoignure où se réfugier. Mais un rire étouffé l'arrêta; dans l'obscurité, elle distingua une Colombine et un sultan malais. Mme Linsell et le docteur renouaient déjà le flirt interrompu par la mort de Gallagher.

Le souvenir du pauvre homme fuyait devant l'égoïsme féroce des passagers. Il ne leur inspirait aucune pitié. De la rancune plutôt pour tant d'heures d'ennui et d'angoisse. Avec quel soulagement ils retombaient dans le traintrain journalier! Le consul l'avait dit : les papiers de Gallagher ne contenaient aucune lettre, pas même le nom d'un ami à qui faire part de sa mort. Le cœur de Mme Hamlyn se serra devant le mystère de cet isolement complet. N'était-ce pas hier, l'arrivée à Singapour du gros homme débordant de santé, avide de confier à qui voulait l'entendre ses projets et ses espoirs? Les mots du service funèbre la poursuivaient. « L'homme né de la femme n'a que peu de temps à vivre et la misère l'accable. Il vient et il est fauché comme une fleur... » Le retour au pays... Depuis des années, toutes les facultés de Gallagher étaient tendues vers ce but unique. Il allait enfin réaliser son rêve...

Mme Hamlyn s'accouda au bastingage et contempla la nuit étoilée. Pourquoi nous torturer les uns les autres? La mort seule est terrible. Devant elle, devant la douleur de ceux qui

pleurent des êtres chers, que signifient tant de rancunes accumulées, tant d'acharnement à faire souffrir ? A quoi bon cette susceptibilité toujours en éveil ? Elle médita longtemps. Soudain, comme un éclair dans une sombre nuit d'été, une découverte inattendue illumina les ténèbres de son cœur : elle n'éprouvait plus ni colère contre son mari, ni jalousie à l'endroit de sa rivale. Un sentiment d'une douceur inconnue berçait son chagrin. La mort tragique de l'Irlandais la poussait à une résolution suprême. Dans l'impatience d'agir, son cœur battait à se rompre. Un désir de sacrifice la transportait.

Les rumeurs du bal s'éteignaient. Les passagers devaient être couchés, à part quelques enragés qui prolongeaient la fête au fumoir. Sans rencontrer personne, Mme Hamlyn descendit à sa cabine. Elle prit son buvard et écrivit à son mari :

« Mon cher ami,

« C'est le jour de Noël et je veux te dire que mon cœur n'a plus pour vous deux que des pensées douces. J'ai manqué de finesse et de bon sens. Il faut laisser ceux qu'on chérit être heureux à leur façon, et les aimer assez pour ne pas en éprouver d'amertume. Je m'incline devant ce bonheur qui vient d'entrer dans ta vie. Il ne m'inspire plus ni peine ni jalousie. Sois sans remords à mon égard. Si jamais tu as besoin de moi, viens me retrouver : tu seras accueilli avec joie, sans reproche ni rancune. Je te garde une reconnaissance profonde pour toutes les belles années que tu m'as données, pour la tendresse que tu m'as toujours témoignée. En échange, je te garde mon affection. Elle n'exige rien de toi et est, je le crois, toute désintéressée. Pense à moi avec amitié et sois heureux, heureux, heureux. »

Mme Hamlyn signa et mit la lettre sous enveloppe. Bien que le courrier ne partît qu'à l'escale de Port-Saïd, elle tenait à la jeter, sans attendre, à la boîte. Puis, comme elle commençait à se déshabiller, elle se regarda dans la glace. Ses yeux brillaient. Le rouge enlevé, elle constata combien son teint demeurait clair. L'avenir s'ouvrait devant elle, plein de promesses. Elle se glissa dans son lit et tomba tout de suite dans un sommeil sans rêves.

W. Somerset Maugham.

Texte français de Mme E. R. Blanchet.

POÉSIES

LE NAVIRE ET LA MAISON

ÉLÉGIES

I

J'habite une maison tranquille, sous un arbre ;
C'est dire que son toit ne monte pas bien haut :
Un jeune kangourou le passerait d'un saut ;
Mais un petit logis, c'est tout ce qu'il me faut.
Ne cherchez ni la tour ni le perron de marbre.
Eh ! de grâce, qu'en ferait-on ?
Ni de balustres et pilastres
Ni sur ma porte d'un fronton
Enrichi de lyres et d'astres.

Je pourrais dire : — C'est ma loi,
Où se marque l'esprit d'un sage.
Le luxe extérieur ne sert qu'au voisinage,
Et je n'habite pas en face de chez moi.

Qu'un autre pour sa devanture
Se ruine en flots de peinture :
C'est qu'il nous pense curieux.
Plaise aux dieux que mon voisin peigne
Mille roses sur son enseigne :
Le bouquet sera pour mes yeux,

Non pour les siens. Il vit au fond de sa boutique,
Comptant et recomptant son or dans le tiroir ;
Et quand toute la pièce est déjà dans le noir,
Il allume sur le comptoir
Une lampe mélancolique.
C'est l'heure de la lune et d'un mol abandon ;
Les rossignols ne sont que langoureuses plaintes ;
Il tire ses volets et dort sous l'édredon,
Sans rêver à ses roses peintes.

J'accepterais pourtant qu'on vît sur ma maison
De célèbres allégories :
La danse de l'Aube aux prairies,
Ou le navire de Jason
Qui bondissait vers la Toison,
Les tigres de Bacchus et le char d'une fée,
Trois centaures cabrés que domptent des Amours,
Jupiter et sa chèvre à l'ombre des tambours
Et les malheurs du vieil Orphée.

Ce poète sut plaire aux ours
Par ses paroles éloquentes.
Hélas ! les plus sages toujours
Sont déchirés par les Bacchantes ;
Et je crois entendre ses cris,
Cependant que je vous décris
Ce bas-relief incomparable
Où se trouvent émus le cœur et la raison.
Mais il demeure encore aux songes de la Fable
Et n'orne point le mur de ma pauvre maison.
Que sur d'autres les dieux répandent leurs largesses !
Aussi bien, si mon seuil offrait telles richesses,
Mes amis m'oublieraient quand ils viennent me voir.
Ils resteraient devant la porte,
Admirant mon Orphée et sa funèbre escorte,
Jusqu'aux ombres du soir.

Mais la verte glycine entoure la croisée ;
De mon humble palais c'est le seul ornement :
L'aube la couvre de rosée,

Le soleil du matin la chauffe doucement;
Une jeune lumière embaume; je m'éveille
Dans le bourdonnement de la première abeille.
Ah! pourquoi suis-je seul? Et pourquoi l'air joyeux
N'est-il plus ce miracle où s'enivraient mes yeux?
L'aube n'est-elle plus, comme hier, mon amie?
Qu'êtes-vous devenus, matins délicieux,
Où je pouvais sourire à Clymène endormie?

II

Il ne faut point aimer si l'on n'aime les larmes.
Enfin je te connais, Amour aux belles armes!
Je me souviens du soir où tu frappas chez moi.
Je revois tes beaux yeux et ton humble visage;
Tu disais : « Vous n'êtes pas sage!
Vous devez à quelque âme imposer votre loi.
Est-il rien de plus vain que votre solitude?
Qu'est-il besoin de tant d'étude
Et de vivre en prison quand sourit l'univers?
Quand vous aurez lu tous les vers
Et pesé toutes les grammaires,
De quoi vous servira d'être un homme savant?
On ne prépare ainsi que vieillesses amères,
Alors que les beaux jours passent comme le vent.
Songez que vous avez la tempe déjà grise,
Et n'attendez pas qu'on vous dise
D'aller ailleurs porter vos vœux.
Je sais que vous n'avez souci de vos cheveux;
Mais Vénus aime peu cette blanche couronne
Et bientôt vous serez une antique personne.
Bientôt... Je dis : Bientôt; ce n'est pas aujourd'hui
Ni demain. Cet avis pourtant veuillez l'entendre.
Déjà votre printemps a fui,
Mais votre cœur est jeune et demeure assez tendre.
C'est un ramier. Laissez roucouler cet oiseau.
Pensiez-vous à jamais le garder en sa cage
Et le tenir muet jusqu'à votre tombeau?
Accordez-lui du moins un amoureux voyage;

Je sais des parcs ombreux où chantent les ruisseaux;
Je sais de beaux jardins pleins de roses ouvertes;
Nous passerons les mers sur de légers vaisseaux;
Nous ferons mille découvertes.
Nulle heure désormais ne vous sera fardeau;
Des secrets du bonheur je vous ferai cadeau;
Les tigres seront doux et les roses dorées;
Et vous verrez danser par les chaudes soirées
Les étoiles sur un jet d'eau
Jusqu'au seuil d'une aube éternelle. »

Tu t'en souviens, Amour, je partis sous ton aile.
Tu riais par l'azur et me donnais la main.
Je suis seul, aujourd'hui, sur le bord du chemin,
Plus seul que je ne fus en l'autre solitude,
Où les Muses du moins savaient me consoler.
Pourquoi m'as-tu donné cette âpre inquiétude,
Qui fait gémir mes nuits et mes larmes couler?
Amour, cruel Amour, te parlerai-je encore,
A toi qui dédaignes mes pleurs?
Je ne vois qu'une triste aurore
Dont l'automne effeuille les fleurs,
Amour! mais tu connais le vaisseau de Clymène.
Sur les flots bienveillants qu'un souffle le ramène!
Ne m'as-tu pas fait vivre assez de jours amers?
Doit-elle encor voguer sur de lointaines mers?
Faut-il que son vaisseau dorme aux golfes sauvages?
Fais qu'il retourne à ces rivages,
A ce vieux port où je l'attends.

N'ai-je souffert assez longtemps?

III

Comme un poisson qui brille au fond des eaux dormantes,
Je ne sais quel tourment déchire mon loisir.
Comment te sourirais-je, Amour qui me tourmentes?
N'ai-je quelque ennemi que tu pouvais choisir?
J'étais heureux. Le soir, je lisais de beaux livres,
A cette heure où la lune argente les coteaux.

Je méprisais tant de cœurs ivres,
Quand les songes m'ouvraient leurs plus vastes châteaux.
Que m'importait une Clymène?
Hélas! Que le destin à ces jours me ramène;
Que je retrouve encor le calme dans les bois!
Mes caprices, Clymène, étaient mes seules lois;
Les roses s'ouvraient à ma voix;
J'étais libre; le ciel tournait selon mes rêves;
Et parfois je cueillais la lune comme un fruit.

Déjà le souvenir de ces heures s'enfuit.
Je ne suis qu'une mer qui pleure sur ses grèves
Et qui brise son onde aux roches de la nuit.
Pourquoi gémir? Pourquoi cette tristesse vaine?
Je porte sur mes flots le vaisseau de Clymène.
Je suis golfe au soleil, miroir silencieux,
Quand je songe à lui plaire,
Et brouille en rugissant les images des cieux,
Quand déborde mon cœur d'une immense colère.
Les astres sont noyés; le navire est détruit;
Je rêve amèrement le reste de la nuit.

Dès l'aube, le vaisseau rit de toutes ses voiles
Sous les feux adoucis des dernières étoiles.
Clymène me regarde et ne sait mes douleurs.
Pourquoi vous fallut-il faire ce grand voyage?
Elle songe en voyant l'écume du sillage
Et jette sur mon onde une chaîne de fleurs.

IV

Clymène, je ne sais si vous êtes heureuse
Sur la rive lointaine où respirent vos jours,
Tandis que mon loisir qui sculpte une noix creuse
Médite nos amours.
Je ne sais quel jardin recueille vos pensées,
Je ne sais quel soleil éclaire vos cheveux,
Cependant que je vis dans les choses passées
Dont l'aspect me désole et déchire mes vœux

Amour, ne pouvais-tu me faire une autre vie?
Avais-je mérité de si longues douleurs?
Sur la route que j'ai suivie
Ne devais-je trouver la rive sous les fleurs?
Hélas! les jours s'en vont, ma jeunesse est finie.

— Poète, qu'as-tu fait de ta vieille ironie?
Ne savais-tu railler dans une autre saison
Ces âmes dont l'amour emporte la raison?
Tu les voyais pleurer pour quelque beau visage.
Tu disais : Mon cœur est plus sage.
Je sais la vanité des sentiments humains.
J'ai pesé le mystère et déchiré les voiles.
Je sais la solitude au terme des chemins.
Que d'autres vers l'amour tendent leurs pauvres mains :
C'est un ciel aux fausses étoiles.

— Je t'écoute, cruelle voix.
Parle. Je reconnais mes songes d'autrefois.
Je ne m'égarais guère en parlant de la sorte,
Et ne veux point me renier;
Mais, hélas! ma sagesse est morte;
Amour me garde prisonnier.
Je ne songe à franchir les grilles du domaine
Où ses ruses m'ont enfermé;
Mais qu'en ce clos, avant l'automne consumé,
l enferme aussi ma Clymène.

TRISTAN DERÈME.

APRÈS LES FÊTES D'AREZZO

CE QUE C'ÉTAIT QU'UN HUMANISTE

Un ou deux jours à peine avant l'incroyable verdict rendu par le jury de la Seine dans le procès Modugno, de belles fêtes franco-italiennes étaient données en la ville natale de Pétrarque, à Arezzo. La plus affectueuse courtoisie ne cessa d'y régner entre les lettrés italiens et les lettrés français, venus en nombre, et parmi lesquels se trouvait un ministre, M. François-Poncet, délégué par notre gouvernement. On s'empressait auprès du plus justement illustre des pétrarquisants, notre très aimable et savant maître Pierre de Nolhac. S. M. le roi d'Italie avait tenu à honorer de sa présence la commémoration du grand poète. Il y eut l'inauguration du monument à Pétrarque, l'ouverture d'un congrès d'érudits, des réunions et des banquets, des discours très littéraires et même raffinés, une liesse populaire dans les rues de la ville charmante, de la musique, des chants, une revue ou du moins un défilé de soldats, de miliciens et de toute la jeunesse d'Arezzo, à la fin de la journée...

Quoi, tout cela pour le chantre de Laure?

Il s'agissait bien du chantre de Laure!... On veut toujours voir en Pétrarque l'amoureux qui composa tant de sonnets trop souvent pareils à des exercices de rhétorique attendrie, et tout guindés par un inexorable bel esprit. Mais ces sonnets, lui-même n'en faisait pas grand cas; il les avait écrits en langue vulgaire d'abord, c'est-à-dire en italien, alors qu'il n'estimait au monde et ne tenait pour honorable et littéraire que la langue latine. Et puis on ne sait même pas au juste le nom de

cette fameuse Laure, que les meilleurs pétrarquistes appellent aujourd'hui tout simplement et prudemment Laure de Provence; admettons que les cils ombrageux d'une Provençale bien vivante aient en effet palpité jadis en présence de Pétrarque, ainsi, comme disait Heredia,

Qu'un noir feuillage où filtre un long rayon d'étoile.

Cependant rien n'est moins sûr; Pétrarque aura bien pu se jouer sans fin sur un immense rêve : c'est le droit des poètes.

Peu importe, d'ailleurs. Le vrai, le noble, l'émouvant Pétrarque, celui que l'on fêtait à Arezzo, c'était d'abord sans doute le grand patriote italien, qui, toute sa vie, n'aima, ne préféra à toutes les contrées du monde, ne comprit vraiment que l'Italie. Mieux encore que Dante, Pétrarque mérite justement d'être tenu outre les Alpes pour un des prophètes de la Patrie.

Mais aussi, et surtout peut-être, celui que tous les fils de sang latin honoraient le mois dernier à Arezzo, ce fut le fervent, l'acharné, le passionné, le prodigieux humaniste François Pétrarque. Nous pourrions aller jusqu'à l'appeler une sorte de Christophe Colomb de la pensée antique et de cette beauté méditerranéenne à laquelle les peuples les plus civilisés de l'univers se sont pieusement attachés comme à une religion commune.

Dès qu'on prononce ce mot, cependant, « un humaniste », beaucoup de visages s'attristent vaguement, ou du moins se revêtent soudain d'une gravité de courtoisie, sous laquelle on devine tantôt un certain ennui, tantôt même une question que plus d'un poserait, s'il osait : « Qu'est-ce au juste que cela, un humaniste ? »

Un humaniste, de nos jours, entendez par là un grand lettré, et plus précisément un érudit, un savant qui s'est spécialisé dans les questions d'histoire littéraire ou artistique des temps passés, qui retrouve, restitue et publie des textes et manuscrits de vieux auteurs, etc. Il n'y a probablement pas d'hommes plus heureux que les humanistes : toutefois leur bonheur semble austère aux yeux des profanes. Ils habitent avec délices les bibliothèques, et vivent dans la poussière, pour eux savoureuse, des archives. Les personnes agitées souhai-

teront une vie moins paisible : nous ne disons point qu'elles aient raison.

Si pourtant l'humanisme, à cette heure, n'évoque pas l'idée d'aventures lointaines, et bien moins encore celle d'agitation ou de conquêtes au péril de la mer et des routes incertaines, il n'en allait pas ainsi au XIVe siècle. Parfois, pour le service des Colonna, ses amis, ou celui des républiques et des princes dont il était l'ambassadeur, mais presque toujours à cause de son amour indicible des belles-lettres antiques, Pétrarque n'a cessé de parcourir le monde : en Italie, à Parme, à Milan, à Bologne, à Naples, à Rome, que sais-je encore? hors d'Italie, à Avignon, à Toulouse, à Lyon, à Paris, sur le Rhône, dans les Pays-Bas ou la forêt des Ardennes, il allait, allait toujours, à cheval, à mule, comme il pouvait.

Notez que les routes n'étaient rien moins que sûres, et si le nom presque miraculeusement fameux de François Pétrarque imposait le respect à toutes les nations à peu près polies de l'Europe du *Trecento*, si l'on savait qu'il avait triomphé au Capitole comme un consul victorieux, le front ceint du laurier d'Apollon ; si nul lettré, — ou ce qu'on appelait alors lettré, — en Europe n'ignorait que le roi de Naples avait publiquement couvert les épaules du poète d'un manteau royal, les voleurs et assassins des terres désertes, en Italie ou en France, ne se souciaient guère, eux, de ces vaines gloires. A la suite du voyageur qui passait là dans le vent ou la pluie, il y avait des bêtes de somme portant des coffres. Rien de meilleur à prendre que de bons coffres bien remplis... Que ces bandits eussent mis la main dessus, ils les trouvaient pleins de manuscrits et papyrus antiques, tels que ceux où se voyaient copiées les *Lettres* de Cicéron par exemple, découvertes par Pétrarque entre autres trésors : aucune valeur, déclaraient ces sauvages, et le tout allait à la rivière.

Et puis, songe-t-on bien aux voyages de ce temps-là ? Presque pas de chemins : des pistes dans la bruyère ou la fange des plaines ; le cheval bute, ou enfonce jusqu'aux genoux, et se débat ; la vase s'étale, livide et suspecte, le long des rives ou des plages ; le sentier donne le vertige, la pierre roule, le froid coupe les mains dans les montagnes ; voici des heures et des heures de bise et d'averses glaciales ; voici enfin la fatigue, la fièvre, la maladie au besoin. Pas de médecin, pas de quinine,

pas d'abri quelquefois... Tant pis ! Illuminé par son rêve délicieux, Pétrarque chevauchait toujours, de ville en couvent, de bibliothèque en ruine célèbre, de palais en église, une seule demande aux lèvres : « Avez-vous ici des œuvres de jadis? Montrez-moi vos vieux parchemins, ô ignorants qui ne connaissez ni les Muses divines, ni Apollon qui les mène ! »

Au crépuscule, dans une lande sinistre, quand chacun songeait à la soupe chaude, comme à délasser ses jambes meurtries par les cuirs durs, le son d'un *Angelus* lointain montait parfois sous le ciel sombre : quoi, il y avait donc un monastère aux environs ? Pétrarque tournait bride, et dirigeait sa troupe vers la cloche... Le chartrier d'un monastère, Dieu sait les merveilles qu'on y pouvait rencontrer ! On y évoquerait peut-être, entre les lignes d'un fade contrat, Virgile et Didon palpitant d'amour, Ovide et ses tristesses, Tacite et l'*imperatoria brevitas*, César et les aigles de Rome planant sur le monde.

Le nombre de textes ainsi sauvés et recueillis par Pétrarque est si grand qu'il aura peut-être fait avancer d'un demi-siècle, — sa gloire et son autorité aidant, — l'aube de la Renaissance en Italie. C'est lui qui, prince des lettres, enseigna, fit comprendre et sentir en son époque grossière encore, l'élégance du latin raffiné, tel que l'écrivirent les contemporains et amis de Cicéron, César ou Atticus. Le pédant, l'horrible jargon des médecins, astrologues et théologiens lui donnait la nausée. Il n'en commettait pas moins lui-même des fautes de prosodie, sinon de grammaire latine ; mais c'est qu'il devait tout refaire à pied d'œuvre, d'après les textes. Presque tout, alors, était perdu.

Nous sommes présentement accoutumés au latin et à ses prestiges : il n'y a plus que quelques députés qui s'en étonnent. Mais quand vivait Pétrarque, après le long, si long moyen âge, c'était un Eldorado, un royaume des fées qu'on découvrait semestre par semestre, mois par mois. Il en était, lui, intoxiqué, enivré positivement. « L'aspect des modernes m'offense, écrit-il, — en latin, naturellement ! — dans une lettre. Au contraire, le souvenir des anciens, leurs actions magnifiques, leurs noms illustres m'emplissent d'une indicible volupté. Plus d'un s'étonnerait que je pusse si fort me délecter avec les morts, au dépit des vivants. »

Puis il range sa plume en l'écritoire de voyage, se remet en selle, repart, s'arrête, et aussitôt écrit, écrit encore. « Écrire

ou vivre, dit-il, pour moi, c'est tout un. » Jamais il ne se repose : il mourra à soixante-dix ans, sur une page du *Jules César* qu'il composait.

Outre son patriotisme romain et latin, plus encore qu'italien, ce fut probablement aussi son humanisme, — entendez ici son admiration fanatique de l'antiquité, — qui le jeta, tout chargé de gloire qu'il était, dans le camp de ce généreux, chimérique et fol Cola di Rienzo, rêvant de restituer à Rome, malgré les luttes anarchiques et indomptables des Colonna et des Orsini, l'empire, la grandeur et les lois d'autrefois. Tout cela finit dans la bouffonnerie et le sang : mais Pétrarque avait comme sanctifié l'entreprise à son début. « Ah ! s'il arrivait jamais en ma vie, mandait-il à Rienzi, que d'une œuvre pareille je pusse avoir ma part !... »

Humanisme frémissant et comme déchaîné de Pétrarque, vrai précurseur, grand primitif, admirable explorateur de beautés inconnues, de pensées nouvelles et de terres enchantées ! Après lui, en Italie du moins, l'humanisme deviendra une élégance et presque un dandysme. Mais on ne doit pas oublier que pendant un long siècle et davantage, les humanistes furent en Europe les lettrés les plus nombreux, les plus actifs, les plus éblouissants par leurs trouvailles et leurs dons merveilleux, les plus dévoués enfin à la beauté qui se réveillait.

Dans notre pays, aujourd'hui, l'humanisme est incompris : tout à l'heure, quand personne ne saura même plus le latin, il faudra dire inconnu. Dans Arezzo, pourtant, les pétrarquisants de chez nous et d'au delà des Alpes communiaient de grand cœur dans le culte des Muses éternelles. La douceur et l'harmonie étaient partout.

Deux jours après, l'offensive insensée d'un jury sans conscience gâtait tout. Quelle dérision parfois, — comme l'écrivait notre Pétrarque à Vaucluse, — que cette « fable de la vie » !

MARCEL BOULENGER.

SIGRID UNDSET

La romancière à qui l'Académie suédoise vient d'attribuer un des grands prix Nobel est née en 1882. Elle débuta dans la littérature en 1907, par un petit roman, *Mme Marthe Oulié*, dans lequel, sous forme de journal, l'employée de bureau, qu'elle était alors, dit déjà sa jeune expérience de l'existence féminine. Déjà, car, en fait, dans toutes ses œuvres, c'est le même thème qu'elle traitera. Dans cette bourgeoisie à laquelle elle appartient, elle a partout rencontré tant de souffrances cachées, de déceptions dissimulées, chez ces jeunes filles, chez ces jeunes femmes qu'elle fréquente, qu'elle sent également impatientes de la contrainte, économique autant que sociale, qui les entrave et les bâillonne, qu'avec toute l'ardeur de son âme généreuse, elle voue, d'instinct, sa vie à leur émancipation. « Je les connais, dit un de ses personnages, toutes ces jeunes filles; d'histoire, elles n'en ont point, mais une suite d'histoires : une chambre dans une pension de famille, un camarade dont elles font la connaissance et qui leur donne des rendez-vous, qui sort avec elles. Puis, cet homme disparaît; il y a eu une discussion : peut-être demeure-t-il maintenant dans un autre quartier, et cet éloignement a rompu les relations; peut-être même est-il mort ! Alors une nouvelle chambre, un nouveau flirt pour lequel on s'habille, auquel on rêve... Et nous désirons toutes la même chose. Peu importe la manière dont nous l'aurons. Vivre, ne serait-ce qu'un instant, mais vivre de tout notre être une vie intérieure, une vie où nos yeux ne regarderaient plus dans le brouillard qui nous entoure,

mais en dedans de nous-mêmes, dans notre cœur plein de désirs. »

Ces femmes, que le brouillard étouffe, elle entreprend de les rendre à la lumière de la vie. La série de ses romans qui se succèdent assez rapidement, *l'Age heureux* (1908), *Jenny* (1911), qui fit sensation, *Pauvres gens* (1912), *le Printemps* (1914), *l'Éclat du miroir enchanté* (1917), et d'autres encore, compose une galerie de femmes qui nous content chacune sa destinée. Cette destinée eût, sans doute, été toute différente et meilleure, si, au foyer où elles ont grandi, on se fût davantage inquiété, dans l'éducation qu'on leur donnait, de leur nature et de leurs aspirations.

Est-ce à dire que Sigrid Undset soit féministe ? Assurément, elle est convaincue que la femme est aussi apte que l'homme à remplir telles fonctions qui, jusqu'à ce jour, étaient réservées à celui-ci. Elle ne l'est pas moins que, si la femme peut, à l'occasion, et doit savoir subvenir à ses besoins par le travail, ce n'est cependant pas le travail qui est son but. La femme a une mission souveraine, celle de la maternité. Par elle, la plus déshéritée même se redresse et se reprend au bonheur.

Mais Sigrid Undset qui, enfant, avait dû commencer à aimer le moyen âge auprès de son père, l'historien Ingwald Undset, abandonna le roman social pour faire du roman historique. Coup sur coup, elle publia les trois parties de sa *Christine, fille de Laurans* : I, *La Couronne de mariée* (1920) ; II, *L'Épouse* (1921) ; III, *La Croix* (1922), d'environ cinq cents pages chacune, et qui sont bientôt suivies des deux volumes de son *Olaf Audunssœn* (1925).

Jusqu'à quel point ces ouvrages sont-ils vraiment historiques? Que nous apprennent-ils au juste de la vie du XIIIe et du XIVe siècle? A peine y fait-on allusion aux grands mouvements politiques de l'époque. Le fond du sujet aurait dû être la lutte entre la tradition nationale, sous toutes ses formes, et l'esprit nouveau apporté par le christianisme. Cette lutte, évidemment, nous la percevons dans l'âme des principaux personnages, de Laurans surtout et d'Olaf : seulement, ce qui pour nous eût été l'essentiel n'apparaît, du moins à première lecture, que comme un trait accessoire.

Mais, ce n'est pas là qu'il faut chercher la valeur de cette œuvre ; elle réside, à notre avis, tout entière dans les person-

nages que l'auteur y fait vivre : personnages qui nous captivent non parce qu'ils sont historiques, mais parce qu'ils sont profondément humains ; non parce qu'ils seraient du moyen âge, — cela ne nous importe guère, — mais, précisément, parce qu'ils sont de tous les temps.

Sigrid Undset, qui n'ignore aucun des secrets de l'âme féminine, a créé des types de femme d'une richesse de sentiments et d'une vérité rares. Peu de littératures, à ma connaissance, possèdent l'équivalent d'une Ingunn.

Ingunn enfant, Ingunn jeune fille, amante naïve et douce ; puis, jeune mère malheureuse, malheureuse comme personne ne l'a été davantage ; jeune épouse à qui son mari a pardonné, que généreusement, loyalement, il a faite reine à son foyer, et qui malgré tout, sous le poids de la faute, plie de plus en plus, de nouveau brisée chaque fois qu'elle paraît vouloir reprendre force, chaque fois que le bonheur recommence à luire sur son existence.

Ingunn a grandi, négligée par sa mère, — et nous retrouvons là une idée favorite de Sigrid Undset, — ni plus ni moins bonne, ni plus ni moins mauvaise que la plupart des enfants de son âge. Comme il n'y avait pas autour d'elle d'autres fillettes avec lesquelles elle pût jouer, elle a toujours vécu avec les garçons. Comme eux elle a appris à lancer des pierres et l'épieu, à tirer de l'arc, à jouer à la balle, à tendre des pièges dans les bois. D'ailleurs elle n'a ni grand esprit d'entreprise, ni grande volonté ; elle est plutôt sensible et prête à pleurer, lorsque quelqu'un se montre brutal à son égard. Ses petits compagnons l'aiment beaucoup, surtout Olaf, leur chef qui, de bonne heure, avait remarqué qu'elle se cachait pour le voir.

La première fois, c'est lui qui s'est imposé à elle : « Je n'ai commis, lui dit-elle, toute dolente, d'autre péché que de faire ce que tu as voulu », mais il semble bien que, par la suite, lorsque les circonstances mettent entre eux une barrière, ce soit elle qui l'attire et le maîtrise sous son charme.

Son aventure, sa triste aventure, bien d'autres, hélas ! l'ont vécue. Olaf est loin, en exil. Elle a vingt ans. Elle n'a jamais été aussi belle. Olaf ne donne pas signe de vie. Les hommes la convoitent. Elle ne désespère pourtant pas. Le couteau qu'Olaf lui a donné à son départ, n'est pas rouillé : c'est donc qu'il vit encore, et, s'il vit, il l'aime.

Passe un Islandais, Teit, insouciant, joyeux, grand causeur, qui, fils de prêtre, aurait pu étudier. Il a préféré courir le monde en quête de la fortune.

— L'as-tu trouvée? lui demande Ingunn.

— Je te répondrai demain, dit-il avec un sourire malicieux.

Demain, elle cherchera une explication à sa faute. Elle, si peu habituée au dur labeur, elle s'efforce d'oublier sa torture, de tuer son corps dans le travail. Que va-t-elle devenir?

Après toute une existence de peines morales et de souffrances physiques, lorsque, quelque temps avant de mourir, elle demandera, sur le lit où, paralysée, lentement elle agonise, qu'on lui présente l'enfant que sa servante vient de mettre au monde et dont elle n'ignore point qu'Olaf est le père, à quel sentiment obéira-t-elle? N'est-ce point le remords qui n'a cessé de la ronger, d'avoir, elle aussi, voulu abandonner l'enfant qu'elle a eu de l'Islandais?

Les caractères d'hommes le cèdent à peine à ceux des femmes. Dans *Christine*, Laurans, Erlend, Simon Darre. Dans *Olaf Audunssœn*, au-dessus de tous autres, celui d'Olaf, qui s'élève, pour employer une vieille comparaison nordique, comme l'ail blanc emmi les herbes des prés.

Olaf, dont Sigrid Undset a conté les jeunes années en même temps que celles d'Ingunn, avec une grâce et une vérité d'observation que, seule, je crois bien, une femme est capable d'apporter à l'étude d'un enfant, s'est également élevé presque seul, chez son père nourricier, Steinfinn ; et nous avons vu comment, instinctivement, pour ainsi dire, il s'est fiancé à sa camarade de jeux, Ingunn. Comment les deux petits fiancés ont-ils commis la première faute? Comme deux gentilles créatures qui ont librement grandi côte à côte et qui se plaisent, et qui, fatalement, se donnent l'une à l'autre, quand l'heure de l'amour a sonné.

Cette faute va peser sur toute l'existence de cet homme. Olaf, qui ne cessera point d'aimer Ingunn, a le sentiment de son devoir vis-à-vis d'elle; et en même temps il a de l'homme toutes les faiblesses. De là sa souffrance intime, qui nous touche singulièrement plus que la part qu'il prend aux luttes politiques et à ses insuccès. Croit-on qu'il ne souffre pas, même lorsqu'il témoigne à sa pauvre petite fiancée coupable, sa magnifique bonté?

— Ne pleure pas, lui dit-il. Je ne t'en veux pas. Nous n'aurons peut-être plus beaucoup de joie l'un de l'autre... Dieu sait que, au cours de toutes ces années, bien des fois, je me suis dit que je serais pour toi un bon mari, que je te ferais tout le bien que je pourrais... Maintenant, je ne saurais te le promettre. Il se peut que ce me soit difficile souvent de n'être pas dur avec toi... Mais si Dieu veut m'assister, nous ne serons pas tels l'un avec l'autre que nous ne puissions nous supporter... Les hommes, conclut-il, doivent endurer ce dont ils sont eux-mêmes la cause. »

Pense-t-on aussi aux sentiments qu'il a dû éprouver en voyant tous les enfants que lui donne Ingunn mourir l'un après l'autre, malingres et chétifs, tandis que le fils de l'Islandais, qu'il a si généreusement accueilli sous son toit, qu'il élève comme le sien, lui, grandit et prospère? Et cet enfant, ce petit Eirik qui, à lui seul, mériterait toute une étude, s'attache à Olaf, qu'il croit son père, avec une passion, semble-t-il, d'autant plus irrésistible que ce n'est pas le sang qui parle. Olaf, malgré lui, est attiré et veut que ce petit n'ait pas à souffrir, et malgré lui aussi par moments, brutalement, sans motif, le repousse et le brutalise...

La vie de ces personnages est présentée en des scènes que l'on n'oublie plus, quelques-unes farouches, presque sauvages, incontestablement barbares, comme celle où Mattias Haraldssœn se venge de sa fiancée et du rival qui la lui a enlevée. Mattias, sept ans après leur mariage, vient, à la saison des foins, quand tous les gens du domaine sont occupés sur les hauts plateaux, et la nuit, les arrache de leur lit, nus, liant le mari à un bout de la table, puis saisissant dans ses bras la jeune femme, qui se défend comme une bête fauve : « Maintenant, crie-t-il, je pourrais tirer de vous deux la vengeance que vous méritez. Et toi, Steinfinn, attaché comme tu l'es, tu ne pourrais que rester là, impuissant à protéger ta femme, si je voulais, sous tes yeux, prendre celle qui m'était destinée, à moi, non à toi! »

Les belles scènes abondent aussi dans *la Fille de Laurans*. Et, si je n'en cite aucune, pas même celle du pèlerinage à Nidaros, si je n'ai pas davantage cherché à étudier le caractère de cette Christine à la psychologie si profonde, c'est qu'il y faudrait tout un volume. Et ce volume suffirait à peine à condenser les plus belles pages de cette longue, très longue épopée. Car il a

été dit de ce roman qu'il était comme l'épopée de l'âme norvégienne.

Certes, on comprend que, malgré des longueurs, dues peut-être à l'imitation des sagas, malgré des inutilités apparentes, mais qui après tout peuvent contribuer à créer une atmosphère, malgré quelques redites, le grand public soit séduit et que la fondation Nobel, de son côté, ait honoré Sigrid Undset, après son compatriote Knut Hamsun. Est-ce à son incontestable don de poésie, vraiment créatrice, à la noblesse de ses sentiments, à la délicatesse de son analyse, à son réel talent de conteur, enfin, qu'elle doit d'avoir été distinguée ainsi? Sans doute, et ce ne serait que justice. Cependant, il se pourrait que l'Académie suédoise eût eu encore un autre motif : c'est la haute morale qui se dégage de ses derniers romans. Morale qui, d'ailleurs, est une foi. Sigrid Undset, convertie au catholicisme, peut-être à la suite de ses études sur le moyen âge, y professe la doctrine que le cœur humain, naturellement inquiet, ne saurait trouver de repos qu'en Dieu. Laurans, Christine, se sont réfugiés dans le mysticisme du cloître. Et Olaf qui a tué Teit, le séducteur d'Ingunn, n'eût point été toute sa vie ainsi tourmenté, s'il avait eu le courage, une bonne fois, de se jeter aux genoux du prêtre, et de lui confesser son crime. Cette morale, qui, quel qu'en soit le principe, élève l'homme au-dessus de la vie matérielle, l'arrache à l'égoïsme, et, le plaçant en face de soi-même, l'oblige à réfléchir à ses fins : peut-être a-t-on pensé qu'il ne serait pas inopportun, même là-bas, de la rappeler à l'attention.

LÉON PINEAU.

LIVRES D'ÉTRENNES
ET OUVRAGES D'ART

Une réforme récente vient d'introduire l'étude des Beaux-Arts dans l'enseignement secondaire. Il a sans doute paru choquant qu'un bachelier eût le droit d'ignorer Praxitèle ou Léonard de Vinci, Houdon ou Delacroix. On pourrait objecter qu'il continuera à ignorer Mozart ou César Franck, que les programmes sont déjà trop chargés et qu'ayant du mal à savoir les noms des neuf Muses et ceux des douze constellations, — la cosmographie est « au programme », — le candidat retiendra difficilement celui des « Quatre-z-Arts ». La réforme nouvelle semble pourtant avoir eu une répercussion heureuse sur la publication des ouvrages d'art et c'est à cette seule conséquence que nous nous arrêterons.

Parmi ces ouvrages d'initiation, *Notre Musée*, de M. Léon Rosenthal, est destiné à enseigner l'art par les œuvres. « Phidias est plus accessible que Sophocle... Michel-Ange, Velasquez ou Rembrandt nous appellent à eux aussi bien que Poussin ou Corneille », écrit M. Rosenthal ; et il le prouve en réunissant un ensemble de belles reproductions de tableaux, de statues et de monuments qu'il accompagne de commentaires fort instructifs (1). M. Alfred Lenoir, auteur de l'*Anthologie d'Art, sculpture et peinture*, poursuit également l'éducation esthétique de la jeunesse par l'image. Les brillantes et fidèles phototypies qu'il a réunies sont simplement soulignées de légendes indiquant le sujet, l'époque, l'auteur, le pays du chef-d'œuvre représenté (2). *La Grammaire des styles* est une collection de petits volumes illustrés, d'une soixantaine de pages, s'attachant chacun à une époque déterminée, de l'art grec au style Empire.

(1) Delagrave. — (2) H. Laurens.

L'architecture, l'ameublement, les objets d'art de chaque période sont remarquablement caractérisés en leurs traits essentiels par M. Henry Martin, qui a ainsi constitué une manière de petite encyclopédie : les dix volumes des styles sont complétés par des volumes sur *l'Art oriental* et *les Arts décoratifs* tout aussi soignés (1).

Viennent ensuite des ouvrages plus étendus. Les *Manuels d'Histoire de l'Art* publiés sous la direction de M. Henry Marcel comptent déjà onze forts volumes; M. Henri Focillon est l'auteur du plus récent, *la Peinture, XIXe et XXe siècles*, et son histoire des œuvres et des peintres, du réalisme à nos jours, de Courbet à Picasso, est écrite avec un enthousiasme communicatif (2). L'*Histoire de l'Art*, conçue selon le plan du regretté André Michel, en est à son seizième et avant-dernier volume, *l'Art en Europe et en Amérique au XIXe et au début du XXe siècle*, auquel ont collaboré entre autres : MM. Louis Gillet, Hautecœur, Pierre Paris, A. Pératé et Paul Vitry. Ce dernier vient également de publier quelques-unes de ces études solides et brillantes qu'André Michel donna pendant quarante ans aux *Débats*, *Sur la peinture française au XIXe siècle*, dans un des charmants volumes illustrés de la *Collection ivoire*, où M. Émile Mâle fait paraître *Arts et artistes du moyen âge* et M. Robert Brun un *Avignon au temps des Papes*, où les monuments et les artistes ont leur large part (3).

Cet ouvrage n'est d'ailleurs pas le seul qui s'applique à l'étude des trésors artistiques contenus dans une ville. La collection *les Villes d'art*, qui compte une soixantaine de titres, poursuit son activité en réunissant en un beau volume les deux ouvrages de Henry Thédenat sur *Pompéï* et en s'enrichissant de *Thèbes et Louqsor*, par M. Pillet, et de *Quimper* par M. A. Masseron (4). *Le Visage de la France* et *le Visage de l'Italie* reflètent moins des chefs-d'œuvre que des beautés naturelles de ces pays. Toutefois, ces deux in-quartos sont de véritables ouvrages d'Art par leur admirable présentation (5).

En ce qui concerne les peintres, deux collections méritent d'être spécialement signalées. Toutes deux consacrent un volume à chaque peintre, mais leur conception diffère. *Les Classiques de l'art* donnent à l'image une place prépondérante et réduisent le texte à une introduction d'ailleurs très documentée. Ce sont des in-octavos sobrement cartonnés qui contiennent une très grande partie des œuvres connues de peintres tels que *Rembrandt*, *Rubens* et *Ingres* (6). *Les*

(1) R. Ducher. — (2) Laurens. — (3) Ces 4 vol. chez A. Colin. — (4) Laurens. — (5) Horizons de France. — (6) Hachette.

Maîtres de l'Art, au contraire, accordent au texte une place plus importante. Vingt volumes environ ont paru, dont les derniers sont le *Goya* de M. Pierre Paris et le *Puvis de Chavannes* de M. Camille Mauclair; ces deux ouvrages, d'une belle tenue littéraire, comportent plus de trente reproductions chacun (1). Les deux collections ne s'opposent d'ailleurs pas; elles se complètent.

Il existe en outre des collections de planches : *l'Art gothique* réunit un admirable choix de vues de nos cathédrales (2); *Au Musée de Cluny* s'attache à l'étude des belles tapisseries, dites de la « Dame à la Licorne », qui décorent ce musée (3); et les *Peintures de Charles Cottet*, le peintre lyrique des côtes armoricaines, dont les puissantes toiles sont remarquablement reproduites (4).

Les Beaux-Arts sont intimement mêlés à l'histoire dans la magistrale étude de M. Rodocanachi sur *le Pontificat de Jules II*, pontificat qui vit Raphaël et Michel-Ange, dont les chefs-d'œuvre accompagnent le texte; et dans *les Modes du XVIIe et du XVIIIe siècle*, intéressante histoire illustrée du costume par M. André Blum (5).

Enfin, en dehors des Beaux-Arts, il faut signaler quelques ouvrages qui plairont aux bibliophiles. Nous leur signalions l'an dernier la naissance de maintes collections qui leur étaient destinées : en voici, parmi les nouvelles, trois qui sont particulièrement attrayantes : *L'Abeille Garance* dont le tirage est limité à douze cents exemplaires et publie des œuvres de MM. Carco, Montherlant et Green, avec des eaux-fortes ou des bois de Carlègle et Chas Laborde (6); *les Grands Écrivains* où viennent de paraître *Pêcheur d'Islande*, illustré avec tant de style par M. Maxime Dethomas et *la Vagabonde*, ornée de seize gravures sur bois de Renefer (7); enfin *les Provinces de France* où M. Henri Pourrat donne *Ceux d'Auvergne* avec des dessins et aquarelles d'un artiste plein de talent, M. E. Elzinger (8). Ces trois collections sont typographiquement très soignées.

Il en existe d'autres d'un caractère plus particulier : M. Jacques des Gachons dirige la publication des *Quarante*, nouvelle collection dont chaque volume est consacré à un académicien et dont l'ensemble constituera un précieux document pour l'histoire littéraire de notre époque (9); la *Collection médiévale*, sous l'impulsion de M. Maurice Lalau, dessinateur et peintre de talent, fait paraître, en de charmants petits in-octavos d'apparence archaïque, des contes du temps jadis auxquels d'exellents adaptateurs, comme MM. André

(1) Plon. — (2) R. Ducher. — (3) Lapina. —(4) A. Colin. — (5) Ces 2 vol. chez Hachette. — (6) Plon. — (7) Hachette. — (8) Horizons de France. — (9) Servant.

Mary et Louis Brandin, ont su conserver toute leur saveur (1).

Les Mémoires de la reine Hortense, publiés par le prince Napoléon dans la *Revue* et enrichis par M. Jean Hanoteau d'un bel avant-propos et de notes nombreuses, font l'objet d'une splendide édition. L'illustration, des plus curieuses, reproduit pour la première fois des portraits et des aquarelles de la Reine elle-même. Ainsi présenté, ce passionnant récit constitue un livre homogène et précieux (2). L'*Anthologie des poètes français*, des origines à nos jours, réunie par M. Fernand Mazade en quatre tomes enrichis de portraits et de gravures sur bois, forme un luxueux ouvrage (3).

Après ces vastes in-octavos, voici un petit volume dont une partie a paru dans la *Revue* : c'est une charmante édition des Contes de Perrault publiés par M. Émile Henriot (4). Sous son cartonnage archaïque, ce livre récent séduira; il a, de plus, la gentillesse de nous fournir une transition : Perrault, les contes... Nous voici bien près du rayon des enfants !

***

La jeunesse n'a pas cessé de s'intéresser aux contes et d'aimer le merveilleux. *Les Mille et une nuits* adaptées avec goût par la comtesse Desniers de Chenon et illustrées par M. R. de La Nézière d'une plume habile et d'un pinceau souple (5), comme *l'Enfant prodigue*, délicieusement écrit et imagé par M. Louis Morin (6), seront accueillis avec joie. Mme Isidora Newman, *Dans le royaume des fleurs*, fait intervenir des fées bienfaisantes et gracieuses, et ses légendes de fleurs sont situées dans une Normandie, une Sicile, une Amérique de rêve, matérialisées avec grâce par l'art de Willy Pogany (7). M. Grégoire Leclos nous montre une petite gardeuse de chèvres ambitionnant de devenir fée, traversant des royaumes peuplés de gnomes étranges, et de son *Enchantement de Suzette*, illustré par M. Albert Uriet, se dégage une aimable philosophie (8). *Les Contes de Grand père*, de notre collaborateur M. Léon Pineau, ont une saveur rustique et un caractère actuel que soulignent les dessins de M. Abel Amiaux (9).

Ce n'est pas un souci nouveau que celui d'adapter le merveilleux des contes aux mœurs du temps présent: Voltaire et Swift l'ont tenté jadis ; les *Voyages de Gulliver*, satire d'une époque, trouvent encore un accueil favorable auprès des enfants d'aujourd'hui charmés par

(1) Boivin. — (2) Plon. — (3) Librairie de France. — (4) Chronique des Lettres françaises. — (5) Mame. — (6) Delagrave. — (7) Hachette. — (8) Plon. — (9) Delagrave.

le côté surprenant du récit. L'édition illustrée par A. Robida, dans le goût de Gustave Doré, et dont on vient de refaire un tirage soigné, atteste la fidélité des enfants au génial satirique (1). Mais le merveilleux peut encore mieux se concilier avec l'avenir, et ce fut là la conception féconde d'un Jules Verne. Toujours passionnément lu, le grand précurseur est représenté cette année par d'élégants volumes illustrés, sobrement reliés, qui nous inciteront à relire *Michel Strogoff* et *Vingt mille lieues sous les mers*. Jules Verne a créé un genre qu'un prix, qui porte son nom, est destiné à favoriser. M. Max Begouen, un des lauréats, a su concilier sa science de la préhistoire avec les plus audacieuses anticipations scientifiques dans un passionnant roman : *Quand le mammouth ressuscita*, dont le titre résume le sujet (2). M. T.-C. Bridges est un autre disciple du maître : son dernier ouvrage ingénieux et hardi, *le Voyage dans l'inconnu*, a pour cadre les Montagnes Rocheuses et pour acteur un autre monstre préhistorique (3). *Tour du Monde involontaire*, de M. Jules Chancel, roman d'un palpitant intérêt, appartient aussi à cette lignée où il fait bonne figure (4). L'influence de Jules Verne est encore telle qu'un jeune Danois de quinze ans, Palle Huld, vient lui aussi de faire *le Tour du monde en 44 jours*, 36 jours de moins que Phileas Fogg, et le récit de son authentique record enthousiasmera ses contemporains (5). De leur côté, les petites filles liront avec intérêt *la Tunisie vue par Jacqueline*, charmant récit de voyage illustré par M. G. Lebœuf (6). *John Workmann* est l'histoire d'un petit crieur de journaux de New-York qui vit ce moderne conte de fée : gagner cent millions. Sympathique et débrouillard, son histoire est une belle leçon d'énergie (7)... Mais comme nous voilà loin des carrosses de citrouille et des palais de sucre candi !

Après le merveilleux des contes, voici les animaux et les fables. M. Charles Richet, délaissant un instant la science, vient d'en rimer une vingtaine, *Pour les petits*, avec une aisance charmante ; *la Fourmi et la Cigale*, entre autres, corrige fort spirituellement la fin cruelle du poème de La Fontaine : la *Cigale*, grâce à Jupin, pourra chanter sans souci. Le nouveau dénouement plaira aux enfants qui sont grands amis des bêtes (8). Nombreux sont les livres dont les animaux sont les héros. M. G. Lecordier a habilement extrait du roman médiéval, des *Aventures de Maître Renard*, que M. J. Pinchon a illustrées en couleurs avec verve (9). M. André Lichtenberger publie

(1) Laurens. — (2) Ces 3 vol. chez Hachette. — (3) Nathan. — (4) Delagrave. — (5) Hachette. — (6) Delagrave. — (7) Nathan. — (8) Peyronnet. — (9) Delagrave.

l'Éléphant Houndji-Poundji, dont les attrayantes aventures sont imagées par un excellent artiste, M. Henry Morin (1). M. Jean Bonnerot présente un chien, *Ralph au carnaval*, en collaboration avec M. Armand Rapeño dont les aquarelles sont plaisantes. De Vimart, on reverra et relira avec joie, *le Boy de Marius Bouillabès*, un éléphant dont le dessinateur nous conte et nous peint l'histoire (2). M. de la Nézière, déjà cité, publie cette année un *Petit Buffon illustré*, bel album en couleurs, accessible même aux tout petits (3). Des animaux, M. Benjamin Rabier a su tirer un extraordinaire parti. *Clémentine*, l'oie; *Oscar*, le lion; *Charlot*, le basset; *Gédéon*, le canard, sont les héros de ses plus récents albums : autour d'eux s'ébattent tous les animaux de la ferme et du désert au milieu d'une série de mésaventures de la plus cocasse bouffonnerie ; cinquante ouvrages n'ont pas épuisé la verve de M. Benjamin Rabier toujours si fraîche, si drue qu'elle fait sourire ses animaux eux-mêmes (4).

Molière vient de trouver place parmi les livres d'enfants : une magnifique adaptation du *Malade imaginaire*, illustrée par M. Lorioux avec une étincelante fantaisie, sera vraisemblablement un des cadeaux les plus appréciés de l'année, mais il est à craindre qu'un père, bibliophile avisé, ne la mette soigneusement de côté (5). Töpffer va atteindre également le petit public : *le Col d'Anterne* fait en effet l'objet d'une édition enfantine dont l'illustration a été confiée à M. David Burnand (6). *Le Roman de Jean de Paris*, par M. Gassies des Brulies, orné de dessins de M. Maurice Berty, forme, sous sa couverture rutilante, un beau livre d'étrennes (7).

L'Histoire est représentée cette année par deux ouvrages où s'épanouissent les admirables dons de Job. L'un est une réimpression d'un album trop longtemps épuisé, *les Trois Couleurs*, dont le texte est de M. G. Montorgueil et qui est la digne suite de *France, son histoire* et de *la Cantinière* (8) ; l'autre, une nouveauté, la *Petite Histoire de France* de M. Bainville pour laquelle Job prodigue les ressources de son talent. *Les Maréchaux de Napoléon* racontés par M. Gérard de Beauregard, qui emprunte à Napoléon lui-même des jugements sur ses lieutenants, forment un ouvrage d'un intérêt didactique accru par les reproductions de tableaux dont il est orné. Napoléon est également évoqué dans un roman de Danrit, *Évasion d'Empereur*, qui prend quelques libertés avec l'histoire, — on y voit

(1) Gautier-Languereau. — (2) Ces 2 vol. chez Laurens. — (3) Hachette — (4) Ces 4 vol. chez Garnier. — (5) Hachette. — (6) Laurens. — (7) Delagrave. — (8) Ces 3 vol. chez Boivin.

émerger un sous-marin, — mais dont les péripéties n'en sont que plus romanesques (1). La redingote grise et le petit chapeau décorent la couverture d'un petit album illustré par Jodel à l'usage des tout petits. Un demi-siècle de l'histoire de la France et de l'Amérique est retracée dans un *La Fayette* qui permet à M. Edy Legrand de prouver, une fois de plus, ses admirables dons d'illustrateur : ses compositions, marines et foules, sont lumineuses et décoratives (2).

Il existe, pour les plus grands, des collections de format courant comme celle de l'*Arc-en-ciel* à laquelle collaborent des auteurs tels que Mme Marion Gilbert et M. Léon Lafage (3), ou celle qui publie le plaisant *Livre des Quatre saisons* de M. Perochon, le remarquable romancier de la campagne. Celui-ci a également publié, en un bel in-octavo, *la Parcelle 32*, qui voisine sous cette forme avec l'admirable *Colette Baudoche* de Maurice Barrès (4).

La *Bibliothèque rose*, immortalisée par Mme de Ségur, publie trois romans qui témoignent de sa vitalité : *Six joyeux lutins* par Mlle Latzarus ; *Toutou et ses cousines*, dont le récit savoureux et plein de fantaisie est dû à Mme du Genestoux, à qui cette collection doit déjà tant; et le *Trésor de Romilly*, premier ouvrage de Mlle Thérèse Lenotre publié dans cette collection et qui nous permet de louer sans réserves les dons d'un écrivain de race. Mlle Thérèse Lenotre qui triomphe au *Théâtre du Petit Monde*, comme auteur dramatique, donne un second roman, *Nicole et ses bêtes* dans *la Bibliothèque blanche*. L'humour de Cami égaie les pages de *la Famille Rikiki* dont les abracadabrantes aventures et les dessins cocasses rappellent la fantaisie du compositeur Hervé. L'ironie de M. P. Humble et de Mme J. Broussan-Gaubert s'affirme dans *la Malle de Léocadie* qui inaugure, illustrée par Mlle Louise Ibels, la collection du *Petit Monde* (5). Une autre collection, *Fleurs et fruits*, s'enrichit cette année de *la Botte d'asperges*, amusant recueil de coq-à-l'âne et d'à-peu-près, par M. Charles Cloix, et d'un récit dramatique et émouvant de M. Jean Drault, *Mon raid au paradis rouge*. C'est encore dans cette collection que M. l'abbé F. Klein publie un ouvrage d'un tout autre genre, *la Sainte Vierge dans l'Évangile*, émouvante évocation, illustrée de reproductions de chefs-d'œuvre (6). La *Bibliothèque de Suzette* s'accroît de quatre beaux romans par Mlles Suzanne Sailly et Berthe Bernage.

(1) Ces 3 vol. chez Mame. — (2) Ces 2 albums chez Tolmer. — (3) Spes. — (4) Ces 3 vol. chez Delagrave. — (5) Ces 6 vol. chez Hachette. — (6) Ces 3 vol. chez Spes.

MM. Verdat et C. de Richter qui auront le même succès que leurs devanciers (1); la *Bibliothèque des mères de famille*, d'un roman de Mme Celarié, notre collaboratrice, aussi piquant que son titre : *Quelle singulière histoire* (2)! Parmi les nouveautés de la *Bibliothèque du petit Français* où parut l'immortel *Fenouillard*, signalons le savoureux *Mariage du savant Cosinus* de MM. Christophe et P. Humble (3).

Les tout-petits n'ont pas été oubliés. La collection des albums de Camo, dont les nouveautés sont un *Conte à Miquette* et *Miquette écrit ses mémoires* (4); l'album à colorier de H. Grand'Aigle, *Ninette fait des sports* (5); *Gigi la bavarde* de S. Castelnau et *la Poupée de grand maman* de Mme Laffite (6); *le Plat de frites* de A. Desc et les *Fables de La Fontaine animées*, petits albums délicieusement illustrés pas Clément René (7), sont propres à développer le goût de la lecture.

Pour terminer, nous avons gardé Bécassine, l'inénarrable petite bonne bretonne, créée par L. Caumery et J. P. Pinchon et entrée cette année comme surveillante à la pension des demoiselles Bongenre, ce qui nous vaut une *Bécassine au pensionnat*, d'un comique irrésistible (8); et toute la bande des joyeux garnements dont les méfaits et les aventures réjouissent la jeunesse. *Les dernières aventures de Buster Brown, Bicot et les Ran-Tan-Plan, Zig et Puce millionnaires* (9), *les Tragiques Aventures de Touche-à-tout* et *les Pérégrinations de Fifi-tutu-panpan* (10), attestent la fécondité d'invention de leurs auteurs et de leurs peintres : ces délicieux petits bonshommes rivalisent de bonne humeur et de drôlerie.

On voit combien le choix des livres d'Étrennes est aisé cette année; une telle abondance d'ouvrages fait honneur à l'édition française, qui a dû vaincre bien des difficultés pour s'adapter aux conditions économiques actuelles. La plupart de ces livres d'enfant représentent une somme d'efforts artistiques, littéraires et techniques, dont le petit lecteur, fort heureusement pour lui, sera loin de se douter.

ANDRÉ GAVOTY.

(1) Gautier-Languereau. — (2) Firmin-Didot. — (3) A. Colin. — (4) Plon. — (5) Laurens. — (6) Hachette. — (7) Delagrave. — (8) Gautier-Languereau. — (9) Hachette. — (10) Nathan.

RÉCEPTION
DE M. PALÉOLOGUE
A L'ACADÉMIE FRANÇAISE

« Mâle et impérieux », comme il a dit lui-même du héros du *Cilice*, M. Paléologue entre, la tête levée, dans l'arène. L'uniforme au col boutonné fait valoir, par ses noirs sévères, cette tête peinte par un maître vénitien. On applaudit. M. Paléologue salue. On aperçoit alors, qui se faufile dans le vaste châle vert de son habit, M. Poincaré. L'autre parrain, M. Hanotaux, arrivera tout à l'heure. C'est un banc d'hommes d'État. Que d'événements obscurs, que de ressorts cachés sont connus par eux seuls ! La froide lumière qui tombe de la Coupole éclaire ces trois têtes pleines du secret de l'Europe. Le spectacle est impressionnant.

On a été agréablement surpris, tout d'abord, de l'éloquence animée de M. Paléologue. Que d'autres ânonnent, pareils à de vieux élèves, le nez dans leur cahier ! Comme un chef d'orchestre qui conduit sans partition, il a écarté de sa vue ces feuillets trop connus, protocole inutile. Et penché vers le public, parlant de mémoire, le bras levé et tout le corps appuyant le discours, il a récité avec éclat le début de son remerciement. Et la voix sonore, quelquefois assourdie jusqu'à la confidence, déployait tout à coup sa fanfare martelée.

Ce discours plein de feu a été une belle page d'histoire, et gravée sur le marbre. C'est une matière qui veut un style soutenu. « La vocation de Charles Jonnart s'affirma dès sa sortie de l'adolescence ; elle se traduit par ces mots : effacer les souvenirs humiliants de 1870, rendre à notre pays mutilé son prestige et sa

place dans le monde. » L'adolescent, plein d'un dessein sublime, rencontra Gambetta qui l'attacha au cabinet de M. Tirman, gouverneur général de l'Algérie. Mais, poursuit M. Paléologue, « la sirène d'Afrique ne lui laissait pas oublier ses campagnes verdoyantes de l'Artois ». Ah ! monsieur l'ambassadeur, avez-vous vraiment vu verdoyer les secs plateaux de l'Artois ? Peut-être, après tout, quand les betteraves ont leurs feuilles... Cette image n'est d'ailleurs là que pour nous dire plus gracieusement que Charles Jonnart devint député de Saint-Omer en 1889.

Et la biographie se poursuit, traversée par un accident de voiture, complétée en 1900 par le gouvernement général de l'Algérie, où M. Jonnart resta onze ans. M. Paléologue a évoqué, en termes heureux, la collaboration du gouverneur général avec celui qui est aujourd'hui le maréchal Lyautey. En 1913, M. Jonnart devient ministre des Affaires étrangères. M. Paléologue montre cette fois avec quelle clairvoyance M. Jonnart s'est borné à confirmer les directives de son prédécesseur, qui était M. Poincaré. Longuement applaudi par le public qui se pressait à l'Académie, celui-ci a pu mesurer la popularité dont le pays, reconnaissant de l'œuvre accomplie, entoure un grand citoyen.

Nous voyons ainsi se dérouler, année par année, la vie de M. Jonnart, avec un éclat que peut-être nous ne soupçonnions pas entièrement. Le voici en 1913, devant les menaces de l'Allemagne, « la voix brève et trépidante, les yeux scintillants d'une flamme profonde, le visage très pâle ». Le voici en 1914, « admirable de sang-froid et d'énergie, n'acceptant aucun doute sur l'issue finale, inflexiblement résolu aux derniers sacrifices plutôt que de céder aux prétentions de l'Allemagne ». Le voici le 11 juin 1917, à bord du cuirassé *Vérité*, menaçant M. Zaïmis de détruire Athènes jusqu'à en faire une nouvelle Arras. C'est la page capitale de son histoire pendant la guerre. M. Paléologue en a fait le centre d'un récit vivant et largement traité. L'ambassade auprès du Vatican, dont M. Jonnart fut ensuite chargé, lui a fourni le prétexte de pages non moins belles. Mais « les électeurs du Pas-de-Calais réclamaient M. Jonnart à grands cris ». Il revint donc.

Pour énumérer complètement ses titres, M. Paléologue n'a pas manqué de dire avec quel bonheur il avait exercé la présidence de la Compagnie de Suez. Il l'a montré enfin fermant les yeux sur un rêve magnifique où il voyait la Syrie et le Liban accroissant notre patrimoine colonial, avec le Soudan et le Congo...

M. Barthou, dans sa réponse, a, dès les premières lignes, rabattu quelque peu de la magnificence dont M. Paléologue avait revêtu le sujet. M. Jonnart apparaît simplement associé pendant la guerre à des actes internationaux importants. Auprès du Vatican, il a été « mêlé à des négociations qui touchaient aux plus graves questions religieuses ». M. Paléologue avait, dans l'affaire de Grèce, mis dans une évidence surprenante l'initiative de M. Jonnart. M. Barthou a rétabli la prérogative du gouvernement. Les deux orateurs étaient dans leur rôle. Au surplus, dans cette séance toute politique, M. Barthou a parlé des politiciens avec beaucoup de modestie : « Si nous ne sommes pas meilleurs que les autres, a-t-il dit, sommes-nous donc pires? » On ne saurait être moins exigeant.

Il a tracé de M. Jonnart un portrait d'une extrême finesse, pour en venir promptement à la biographie de M. Paléologue. Il a mis dans celle-ci l'éloge de Renan, de Loti, d'Alfred de Vigny et de M. Paléologue lui-même. Il y a ajouté un peu de malice, qui paraît plus vive quand on l'isole : « Je vous étonnerais en vous disant que votre essai fut un coup de maître. Vous aviez encore beaucoup à apprendre... Vous aviez et vous aurez toujours des citations sur vous. Ne croyez pas que je vous le reproche. Il y a des maux littéraires qui sont pires... » Parvenu enfin au *Cilice*, qui parut en 1901, M. Barthou a confié le soin d'en faire l'éloge à Eugène-Melchior de Vogüé, et au cardinal Mathieu, dont il a lu les témoignages. Quant à la longue et brillante collaboration de M. Paléologue à la *Revue*, — où il compte quarante-trois ans de service, — aucun de nos lecteurs n'a oublié ni les pathétiques évocations de *la Russie des Tsars*, ni les si émouvants *Entretiens de l'impératrice Eugénie*. Enfin, M. Barthou a conclu avec humour sur la nécessité d'être diplomate quand on est académicien.

Telle fut cette séance, moins occupée par les jeux des idées que par les faits : une séance « réelle », comme diraient les Allemands. On a parlé du statut des fonctionnaires, et de la loi de trois ans. Mais on a entendu des discours substantiels, et les orateurs, ô merveille ! connaissaient ce qu'ils disaient

HENRY BIDOU.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

A la veille de la réunion du Conseil de la Société des nations à Lugano et des importants entretiens qu'ont entre eux, à cette occasion, les principaux ministres des Affaires étrangères de l'Europe, chaque gouvernement tient à préciser sa position et la presse part en campagne.

La Wilhelmstrasse a répondu, le 23 novembre, par un mémorandum, aux communications séparées mais concordantes de la Belgique, de la Grande-Bretagne, de la France et de l'Italie relativeme au règlement des réparations. Le gouvernement de Berlin maintient les points de vue qui lui ont valu déjà de péremptoires reponses de M. Briand, de M. Poincaré, de sir Austen Chamberlain : séparation de la question des réparations et de la question des dettes inter alliées; évacuation de la Rhénanie considérée comme un droit. Ce que l'Allemagne attend de la réunion du comité d'experts, c'est une reévaluation, entendez une évaluation diminuée, de sa capacité de paiement, et la fixation de l'annuité à payer uniquement d'après cette capacité. Séparer la question des réparations de celle des dettes, c'est pure logomachie. Sans doute les deux problèmes sont distincts, mais ils sont évidemment connexes. Et quant à la capacité de paiement de l'Allemagne, il va de soi qu'on en doit tenir compte, mais il serait inique de ne pas tenir compte aussi des dettes des alliés envers l'Amérique et plus encore des réparations. Il faut toujours en revenir à ce point initial, que l'Allemagne s'évertue par tous les moyens à effacer mais qui reste indélébile, comme la tache de sang sur la main de lady Macbeth, c'est-à-dire à l'agression allemande de 1914 et la dévastation des territoires belge et français. Ce n'est pas seulement au point de vue matériel que des réparations sont nécessaires, il faut aussi une réparation pour le rétablissement

de l'équilibre moral en Europe. Puisque l'Allemagne l'oublie, elle nous met dans l'obligation de le lui rappeler. De même qu'elle voudrait effacer l'origine des réparations, elle s'acharne à supprimer le traité de Versailles et à n'invoquer que celui de Locarno, comme si le second abolissait le premier.

M. Poincaré a fait remarquer qu'en vertu de l'article 234 du traité de Versailles, c'est la Commission des réparations qui est compétente pour la désignation des experts chargés, notamment, d'évaluer la capacité de paiement de l'Allemagne. Ce n'est là, d'ailleurs, qu'un scrupule juridique, car la Commission des réparations se contentera de légaliser les désignations faites par les gouvernements. Mais la Commission des réparations est un organe créé par le traité de Versailles : cela suffit pour qu'il soit suspect aux Allemands et pour que la presse dénonce la perfidie de M. Poincaré qui vient par là « de dévoiler ses véritables desseins » et qui ne pense qu'à « encercler l'Allemagne ». Même des journaux modérés, comme le *Berliner Tageblatt*, parlent à ce sujet du « nouveau coup » de M. Poincaré. La presse du Centre y voit un retour aux « solutions de force ». Le gouvernement, dont les mots d'ordre semblent plus raisonnables, n'est pas écouté. Les journaux allemands, à peu d'exceptions près, continuent l'œuvre néfaste d'excitations continues qui les a conduits à la guerre de 1914. La presse nationaliste qui obéit au mot d'ordre de M. Hugenberg, devenu chef du parti « allemand national » à la place du comte Westarp, déclare que la conférence des experts est « un piège à souris » où l'Allemagne fera bien de ne pas se jeter. C'est attacher une importance exagérée à cette conférence qui ne doit avoir qu'un rôle consultatif, celui d'étudier sous toutes ses formes la question des réparations avant que les gouvernements n'en cherchent entre eux, en toute souveraineté, le règlement. Les craintes de l'Allemagne sont donc tout à fait mal fondées. C'est un démocrate allemand, M. Georg Bernhard, qui, lui-même, observe, dans la *Gazette de Voss*, que la « commercialisation » de la dette, qui apparait comme la seule solution pratique, implique une évaluation très modérée de la capacité de paiement de l'Allemagne, car la commercialisation ne peut s'opérer qu'au moyen de grands emprunts que les banques internationales n'émettront pas sans de sûres garanties.

L'Allemagne s'efforce de faire sortir de la conférence des experts une nouvelle évaluation de sa capacité de paiement; son but est d'arriver à une réduction de l'annuité actuelle, que pourtant un bon

observateur exactement renseigné, M. Parker Gilbert, ne juge pas excessive. Elle est, on le sait, de 2 milliards et demi de marks or (15 milliards de francs stabilisés). Depuis la mise en vigueur du plan Dawes, la capacité de paiement de l'Allemagne est étudiée avec une scrupuleuse impartialité par l'agent général des paiements qui, tous les six mois, en fait l'objet d'un rapport très précis et impartial. Le dernier, qui date du mois de juin, — M. Seydoux, l'un des meilleurs connaisseurs français du problème des réparations, le rappelle dans *le Petit Parisien*, — constate que les prévisions des experts ont été largement confirmées : « Le relèvement économique de l'Allemagne a fait des progrès constants et l'accroissement de la richesse imposable s'est promptement répercuté dans les recettes publiques... En dépit de fortes réductions d'impôts, les recettes ont montré un développement qui prouve avec une évidence frappante l'augmentation des revenus, du pouvoir de consommation et de la richesse imposable de l'économie allemande. » Dans *Actualités*, M. François-Marsal, de son côté, écrit : « Aucun pays en Europe n'a poussé aussi loin que l'Allemagne la mise en valeur de ses forces hydrauliques disponibles; aucun n'a doté son industrie chimique d'installations aussi complètes et aussi puissantes; aucun n'a accru autant la capacité de production de ses aciéries, de ses laminoirs; aucun n'a aménagé autant de canaux, lancé autant de navires... Nous dira-t-on qu'en bonne partie tout cet appareil industriel n'a pu voir le jour que grâce à l'apport de capitaux étrangers? Nous répondrons qu'une dette obligatoire, contractée pour effectuer des travaux productifs, n'a jamais empêché uue entreprise ni une nation de prospérer, sous la condition heureusement remplie par l'Allemagne, que la gestion permette de pratiquer un amortissement raisonnable. »

A côté de ces affirmations précises, les allégations de M. Coolidge ne valent pas ; elles s'expliquent d'ailleurs par la préoccupation des créanciers américains de l'Allemagne et des entreprises allemandes qui préfèrent réserver pour eux-mêmes tous les gages et toutes les forces contributives de l'Allemagne et qui prétendent attirer à eux tout l'or du monde, celui de l'Allemagne, celui de l'Angleterre, celui de la France. Plus impartiale et sérieuse est l'appréciation de M. Parker Gilbert. Dans son rapport, l'agent général des paiements constate que la proportion des transferts en monnaies étrangères n'a pas cessé de s'accroître, de 30 pour 100 du total des paiements de réparations pour la première année, à 54 pour 100 pour la quatrième, preuve manifeste que la situation économique et financière du Reich

ne fait que s'améliorer rapidement. D'autre part, le Reichsmark est resté l'une des monnaies les plus solides et les plus « appréciées » du monde entier. Nous voilà dans la vérité, loin de l'indigne comédie de l'Allemagne cherchant à attendrir les nations sensibles sur sa misère et à se dispenser de paiements qui n'ont rien d'excessif et qui ne nous donnent qu'une faible et insuffisante réparation pour toutes les destructions dont la France et la Belgique ont été les victimes. « Le gouvernement allemand et tous les Allemands intel ligents, conclut M. Seydoux, savent fort bien que le maximum de nos demandes aboutit à réduire la dette allemande de 66 pour 100, alors que la France et la Belgique n'ont obtenu de l'Amérique qu'une réduction de 50 pour 100 et l'Angleterre de 30 pour 100. En plus de cela, l'Allemagne sera débarrassée du contrôle du plan Dawes et elle ouvre la porte à l'évacuation des territoires rhénans. » Voilà des constatations et des chiffres que l'on ne saurait trop répéter : l'Allemagne reçoit de ses ex-ennemis pour sa dette de réparations, qui devrait être entre toutes privilégiée et sacrée, un traitement plus favorable que les anciens alliés de l'Amérique ne reçoivent d'elle pour des dettes contractées dans le commun péril en vue de la commune victoire. Quel spectacle édifiant ! Que l'on étudie du moins sérieusement une question sérieuse et qu'on ne cherche pas à nous apitoyer sur la misère de l'Allemagne !

La presse allemande espère toujours qu'un désaccord surgira entre l'Angleteterre et la France. Cette fois encore elle a été déçue. Sir Austen Chamberlain, interrogé le 3 décembre aux Communes sur la question de savoir si l'Allemagne se trouve dans le cas prévu par l'article 431, c'est-à-dire a satisfait à toutes les obligations du traité, a fait une déclaration très importante, conforme dans son ensemble à ce qu'a dit M. Briand à Genève et à Paris, et dont il est bon de reproduire les passages essentiels.

« La question posée a deux aspects. En tant qu'elle porte sur l'interprétation du traité, c'est une question d'ordre juridique. Mais il existe également une question d'ordre politique. En ce qui concerne la première, le gouvernement de Sa Majesié est d'avis que rien ne justifie légalement l'affirmation que l'Allemagne a fait face à toutes les obligations qui lui sont imposées par le traité, de façon à lui permettre, conformément à l'article 431 ou tout autrement, d'exiger le retrait des forces d'occupation actuelle de la Rhénanie avant l'expiration de la période fixée par le traité.

« La principale obligation dont l'Allemagne ne se soit pas encore

débarrassée est celle des réparations. L'avis du gouvernement de Sa Majesté est que la concession prévue par l'article 431 ne saurait être accordée que si l'Allemagne avait complètement exécuté ses obligations relatives aux réparations...

« Quant à la question d'ordre politique qui est également importante, bien que dominée par des considérations différentes, je répète que le gouvernement de Sa Majesté serait heureux d'une évacuation anticipée de la Rhénanie par les forces françaises, britanniques et belges, indépendamment du droit légal qu'ont les gouvernements naguère alliés de poursuivre leur occupation jusqu'à l'expiration de la période fixée par le traité. »

A l'exception du *Daily Telegraph*, qui prétend opposer l'interprétation donnée il y a quelques semaines par M Winston Churchill à celle de sir Austen Chamberlain, la presse conservatrice approuve les déclarations du chef du Foreign Office. Mais les journaux libéraux et travaillistes en prennent texte pour se lancer avec une nouvelle ardeur à l'assaut du ministère auquel ils reprochent son entente avec la France, puissance impérialiste qui ne songe qu'à établir sa suprématie militaire sur le continent européen. La Grande-Bretagne, au contraire, doit rester à l'écart de toute obligation européenne. La politique extérieure, et spécialement l'entente avec la France, deviennent de plus en plus l'objet de la prochaine bataille électorale. Tous les partis sont d'accord pour entretenir les meilleurs rapports possibles avec les États-Unis, mais les libéraux se distinguent par l'ardeur et par la lourde maladresse avec laquelle ils s'acharnent à courir après l'alliance d'un peuple qui entend se dérober aux affaires européennes, comme les libéraux anglais voudraient se soustraire aux difficultés continentales, et qui s'amuse de leur déconvenue.

Pourtant, le président Coolidge, dans son message d'adieu au Congrès, le 4 décembre, s'est appliqué à rendre moins amer à l'amour-propre britannique le programme naval qu'il laisse comme testament et qui comporte la construction de quinze croiseurs de 10 000 tonnes : ces beaux navires rapides ne seront pas tous mis en chantier dans les trois années prochaines, comme le demandaient les fervents de la Big-navy, mais échelonnés, selon les besoins de la politique navale des États-Unis, sur un plus grand nombre d'années. La presse anglaise se félicite de cette maigre concession ; elle se reprend à l'espoir que les Américains n'apporteront pas, à obtenir et à garder la suprématie sur les mers, l'âpre ténacité de l'Amirauté et du peuple britannique.

Le message, dans son ensemble, est un nouvel hymne à la prospérité et à la puissance des États-Unis. La paix sociale qui règne dans le pays, la progression des bénéfices réalisés par l'industrie et le commerce ont permis des réductions d'impôts et des économies; il en est résulté un accroissement du revenu national de 50 pour 100 environ qui se chiffre par plus de 90 milliards de dollars. La dette a été diminuée, au cours de l'année 1927-1928, de 906 millions de dollars. Ces chiffres sonnent comme un bulletin de victoire. M. Coolidge n'admet pas que l'on dise que le gouvernement des États-Unis est impérialiste. C'est qu'il confond impérialisme avec conquête. La domination américaine s'exerce par la puissance du dollar qu'appuieraient au besoin les forces militaires : c'est la définition même de l'impérialisme. A propos du budget de 1929-1930, M. Coolidge rappelle que la dette française, qui n'est toujours pas ratifiée, se monte à 4 025 000 000 de dollars, y compris 406 000 000 de dollars pour la dette commerciale, c'est-à-dire pour les stocks de guerre dont l'Amérique nous a presque imposé l'achat et pour lesquels elle bénéficie sans vergogne de la dépréciation du franc. Cette dette est remboursable en août 1929, à moins que d'ici là l'accord ne soit ratifié; dans ce cas, elle resterait intégrée dans la dette totale conformément à l'accord du 29 avril 1926. Ainsi se trouve nettement posée par le gouvernement américain la question de la ratification de l'accord Mellon-Bérenger.

Le même jour où sir Austen Chamberlain précisait en termes très heureux la position du gouvernement britannique en face des prétentions allemandes, M. Briand, lui aussi, s'expliquait à la Chambre en un excellent discours où, à propos du budget des Affaires étrangères, il touchait d'une main légère, mais ferme, à plusieurs des questions actuellement pendantes. Nous en retiendrons d'abord ce qui touche à l'Allemagne, aux réparations et à la prochaine réunion du Comité des experts. Le thème général reproduit, sur un mode plus familier, le discours de Genève : fidélité au pacte de Locarno, loyauté dans l'application; sur ce terrain, M. Briand se rencontre avec M. Stresemann qui répète que l'Allemagne n'a pas le choix entre deux politiques. Locarno n'a pas été sans effets heureux pour l'Allemagne; ce qui a été commencé peut être continué. Sur le plan juridique, la thèse que le chancelier Muller a soutenue à Genève est inadmissible, mais pourquoi ne pas la transposer sur le plan politique où il n'est pas impossible de lui trouver une issue? Ainsi s'est posée la question de l'évacuation de la

Rhénanie. « Mais poser une question n'est pas la résoudre. La France ne veut pas user de son gage pour spéculer : elle demande uniquement son droit. Le peuple français qui travaille pour payer des annuités considérables, n'admettrait pas de faire un tel effort pour que l'Allemagne, s'arrêtant un jour, déclarât en se croisant les bras : « Je ne paye plus »... Voyez quelle colère une telle éventualité susciterait chez nous, colère génératrice peut-être d'un geste prévu par le traité (1). Et ce geste, croyez-vous qu'il ne troublerait pas l'Europe? Et c'est pour cela que je me demande pourquoi ayant, de bonne foi, cherché une solution à Thoiry on ne continuerait pas à en rechercher une aujourd'hui?... Voilà pourquoi les conversations ont repris; voilà pourquoi M. le Président du Conseil et moi mettrons sur pied une combinaison qui paraît devoir aboutir. J'ai l'espoir que, de cette combinaison, sortiront des indications permettant d'envisager la liquidation générale de la guerre. Si l'Allemagne veut la paix comme nous la voulons, ce résultat est possible... De grandes choses ont été réalisées et je crois venu le jour où de plus grandes choses encore se réaliseront. Je ferai tous mes efforts pour cela. M. le Président du Conseil et moi, nous sommes en parfait accord pour rechercher ce résultat. » Et M. Poincaré acquiesça : « Absolument ! » L'accord de ces deux hommes d'État, dont le tempérament est si différent, apparaîtra à beaucoup de Français, en présence des négociations si délicates qui sont en cours, comme une très sérieuse garantie; ils souhaiteront que leurs efforts associés aboutissent à un heureux résultat. Ce sera difficile en face d'une Allemagne qui ne cherche qu'à se dérober à ses obligations.

M. Briand s'explique ensuite sur la question du désarmement et de l'accord naval franco-britannique. Il rejette spirituellement l'absurde accusation de diplomatie secrète reprise par un député socialiste et remet les choses au point; il ne s'agit que d'un « rapprochement de vues pour rendre possible une discussion dans une prochaine réunion ». Et il montre les sacrifices déjà faits par la France dans la voie du désarmement. Elle a besoin de sa sécurité. « La sécurité : voilà un mot qui irrite bien des gens, comme tous les mots qui se dressent en obstacle sur la route des illusions. » Enfin M. Briand

(1) M. Briand fait allusion à l'article 130 du traité qui prévoit l'éventualité d'une nouvelle occupation de la Rhénanie au cas où l'Allemagne manquerait à « tout ou partie des obligations résultant pour elle du présent traité relativement aux réparations ».

se félicite de la signature du pacte Kellogg. Il n'apparait une garantie illusoire, dit-il, « qu'à ceux qui font trop bon marché des éléments idéologiques ».

A M. François-Albert, qui avait fait allusion à la possibilité d'un rattachement brusque de l'Autriche au Reich, mettant un jour l'Europe en présence d'un fait accompli, M. Briand a répondu que ce serait là un acte grave, en contradiction formelle avec les traités et susceptible de troubler la paix. Voilà le point essentiel. L'absorption de l'Autriche par l'Allemagne produirait une rupture d'équilibre extrêmement dangereuse pour l'indépendance des États de l'Europe centrale, pour la sécurité de la France et de l'Italie; elle fermerait aux puissances occidentales la route de l'Orient par la vallée du Danube. Elle est inadmissible; la France et ses alliés ou amis devraient l'empêcher par tous les moyens. M. Briand a observé, — comme nous l'avons plusieurs fois fait nous-même, — que le droit des peuples n'est pas en cause ; ce n'est pas la servitude que l'on impose à l'Autriche, mais l'indépendance ; à supposer qu'elle fût vraiment tentée de l'aliéner, elle ne manquerait pas, tôt ou tard, de le regretter, et c'est sauvegarder le droit du peuple autrichien que de le prémunir contre les entraînements de quelques politiciens intéressés et contre les manœuvres de Berlin.

La vraie maladie de l'Autriche, c'est l'absurde constitution que lui ont donnée les socialistes à la fin de la guerre ; elle codifie l'anarchie et annihile l'autorité. Le président de la République, M. Hainisch, arrivant à expiration de son mandat et n'étant pas rééligible, Mgr Seipel, chancelier, essaya de négocier avec les chefs de parti, afin d'aboutir à une modification de la constitution : il proposait que le Président fût élu directement par le peuple et eût le droit de choisir les ministres et de dissoudre le conseil national. Les socialistes affectèrent de croire que le chancelier Seipel cherchait à se faire plébisciter lui-même; le projet ne put réunir les deux tiers des voix constitutionnellement nécessaires et échoua. L'élection du nouveau président a eu lieu le 5 décembre ; le candidat des chrétiens-sociaux, M. Miklas, président du conseil national, a été élu non sans peine, grâce à l'abstention des socialistes au troisième tour de scrutin. La situation reste donc inchangée. On veut pousser l'Autriche au suicide. Il faudra trouver moyen de faire cesser ce scandale. Le péril permanent pour la paix et pour l'indépendance de l'Autriche est là et non pas où a cru le voir M. François-Albert, qui accusait le Saint-Siège de pousser à la réalisation de l'*Anschluss*. M. Briand, avec sa franche loyauté, a

fait justice de ces commérages. « Nos relations avec le Saint-Siège sont correctes, normales, exemptes de marchandages... Que les catholiques allemands désirent augmenter leur nombre, c'est certain Mais que le Saint-Siège désire voir disparaître une cellule du catholicisme pour favoriser la politique allemande, voilà qui m'étonnerait beaucoup... Il ne favorisera rien qui puisse troubler la paix. »

Le ministre des Affaires étrangères, avec toute raison, a refusé de prendre au tragique la campagne d'une violence inouïe que la plupart des journaux italiens ont déchaînée contre la France à propos du verdict, trop indulgent à leur gré, que le jury de la Seine a rendu contre l'assassin du comte Nardini, vice-consul d'Italie. Que des abus se soient introduits dans l'institution du jury, M. Barthou, dans un bref et excellent discours à propos du budget de son département, l'a reconnu en annonçant qu'il déposerait un projet de loi pour y remédier ; la politique s'est glissée dans le recrutement des jurés et l'a faussée. Mais cela nous regarde et non les journaux fascistes ! Ils feraient bien de se souvenir que le crime a été commis par un Italien sur un autre Italien au Consulat, c'est-à-dire en territoire italien, et que c'est à nous de nous plaindre que tant d'Italiens viennent commettre des crimes chez nous. La réciproque n'est pas vraie. La France est encombrée d'émigrés italiens, plus ou moins intéressants, qu'elle serait fort aise de voir rentrer chez eux. Cette excitation nationaliste et francophobe de la presse ne répond nullement aux sentiments vrais du pays et nous ne l'en rendons pas responsable. Tout cela est soufflé, voulu, inspiré afin d'entretenir une partie du peuple dans un perpétuel état d'éréthisme national. Nous ne savons si M. Mussolini croit cela nécessaire à sa politique intérieure, mais nous sommes assurés que c'est, pour la tranquillité de l'Europe et l'avenir des relations franco-italiennes, un très sérieux danger.

RENÉ PINON.

Le Directeur-Gérant : RENÉ DOUMIC.

SEPTIÈME PÉRIODE. — XCVIIIe ANNÉE

TABLE DES MATIÈRES

DU

QUARANTE-HUITIÈME VOLUME

NOVEMBRE — DÉCEMBRE

Livraison du 1er novembre

Pages.

SOUS LES PINS AROLLES, première partie, par M. HENRY BORDEAUX, de l'Académie française 5

UN CAS DE FOLIE COLLECTIVE. — LA CRÉATION D'UN MINISTÈRE DE L'AIR, par ***. 43

GEORGES CADOUDAL. — III. *LE DUEL*, par M. G. LENOTRE 51

BALKANS NOUVEAUX. — II. *LA BULGARIE AU TRAVAIL*, par M. MAURICE PERNOT. 78

LE PORTEFEUILLE DE LAMENNAIS, par M. GEORGES GOYAU, de l'Académie française. 113

LETTRES A LAMENNAIS de CHATEAUBRIAND, J. DE MAISTRE, etc. I 116

MAX DE BADE, DERNIER CHANCELIER DE GUILLAUME II, par M. A. SOULANGE-BODIN 137

AMÉDÉE THIERRY. — II. *DE L' « HISTOIRE DES GAULOIS » A « LA VIE D'ATTILA »*, par M. A. AUGUSTIN-THIERRY 157

DANS LES PRISONS DE L'U.R.S.S. — III. *AU CAMP DE CONCENTRATION*, par M. BORIS CEDERHOLM 186

LES ACCORDS NAVALS, par M. RENÉ LA BRUYÈRE 207

LE Vte EMMANUEL D'HARCOURT, par AVESNES 215

REVUE LITTÉRAIRE. — *QU'EST-CE QU'UNE ŒUVRE MODERNE?* par M. ANDRÉ CHAUMEIX. 221

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — *HISTOIRE POLITIQUE*, par M. RENÉ PINON . . . 231

Livraison du 15 novembre

SOUS LES PINS AROLLES, dernière partie, par M. HENRY BORDEAUX, de l'Académie française. 241

L'AFFAIRE DU *PRAYER BOOK*, par M. JEAN GUITTON. 269

GEORGES CADOUDAL. — IV. *LE « COUP ESSENTIEL »*, par M. G. LENOTRE. . . . 292

LE LIVRE DES BÊTES QU'ON APPELLE SAUVAGES : *TÂN, L'ANTILOPE*, par M. ANDRÉ DEMAISON. 324

BALKANS NOUVEAUX. — III. *LA GRANDE ROUMANIE*, par M. MAURICE PERNOT . 347

Pages.
L'Avignon des papes, par M. André BELLESSORT. 381
Lettres a Lamennais de SAINTE-BEUVE, F. LISZT, F. BULOZ. II 405
L'École des colonies. — IV. *L'esprit colonial dans la métropole*, par M. Octave HOMBERG. 427
A Chantilly, par M. Paul BOURGET, de l'Académie française. 441
Revue musicale. — *Le centenaire de Schubert*, par M. Camille BELLAIGUE. 447
A travers les théatres, par M. Jacques DEVAL. 459
La casa Velasquez va s'ouvrir, par X. 467
Chronique de la quinzaine. — *Histoire politique*, par M. René PINON . . . 469

Livraison du 1er décembre

Comédies et proverbes. — On ne voit pas les coeurs, par M. Paul BOURGET, de l'Académie française 487
Philippe II a l'Escorial. — I. *L'énigmatique figure*, par M. Louis BERTRAND, de l'Académie française. 518
Lettres d'Edmond Rostand pendant la guerre, par M. Pierre CLARAC. . . . 548
Les missionnaires français devant le Parlement, par M. Gaston DESCHAMPS. 565
Georges Cadoudal. — V. *La place d'honneur*, par M. G. LENOTRE 584
Balkans nouveaux. — IV. *La Yougoslavie a l'épreuve*, par M. Maurice PERNOT 613
Amédée Thierry. — III. *Dernières années*, par M. A. AUGUSTIN-THIERRY. 647
Art et argent, par M. Louis GILLET 674
Questions scientifiques. — *Le vide*, par M. Ch. FABRY, de l'Académie des Sciences 682
Essais et notices. — *A propos de Michelet*, par Mme Marie-Louise PAILLERON. 695
Revue musicale. — *Coups de roulis. La fiancée vendue*, par M. Camille BELLAIGUE 703
Chronique de la quinzaine.— *Histoire politique*, par M. René PINON. . . . 709

Livraison du 15 décembre

Le roi des Archers, première partie, par M. René BAZIN, de l'Académie française 721
La France sur le Rhin. — I. *La leçon du passé*, par ***. 762
Philippe II a l'Escorial. — II. *L'animateur de l'œuvre*, par M. Louis BERTRAND, de l'Académie française. 798
La ruine morale au pays des Soviets. — *L'enfer des enfants*, par M. le comte KOKOVTZOFF. 824
Dernières conversations de Sainte-Hélène, par M. Ernest D'HAUTERIVE. . 847
L'Empereur commente son testament, par le Gd Maréchal BERTRAND 851
Visites a la presse de province. — *Chez les doyens*, par M. André DEMAISON 874
P. and O., texte français de Mme E. R. Blanchet, par M. SOMERSET MAUGHAM. 894
Poésies, par M. Tristan DERÈME. 922
Après les fêtes d'Arezzo. — *Ce que c'était qu'un humaniste*, par M. Marcel BOULENGER 928
Sigrid Undset, par M. Léon PINEAU 933
Livres d'étrennes et ouvrages d'art, par M. André GAVOTY 939
A l'Académie française. — Réception de M. PALÉOLOGUE, par M. Henry BIDOU 947
Chronique de la quinzaine. — *Histoire politique*, par M. René PINON. . . 950

Paris, 1928. — Typographie Philippe Renouard, 19, rue des Saints-Pères. — 38963.

ages.
381
403

427
441
447
459
467
469

48?

518
548
565
584

613
647
674

682

695

703
709

721
762

798

824
847
851

874
894
922

928
933
939

947
950